

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS : P. GUGGENHEIM et Adr. ROBINET de CLÉRY

Les Droits de l'Homme et la Turquie

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

Ali Reza GULLU

(Turquie)

THÈSE No 526

GENÈVE - 1958

La Faculté de Droit autorise l'impression de la présente dissertation sans entendre émettre par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Genève, le 11 Décembre 1957.

LE DOYEN,
Jean GRAVEN.

A MES PARENTS

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS : P. GUGGENHEIM et Adr. ROBINET de CLÉRY

Les Droits de l'Homme et la Turquie

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT
LE 30 NOVEMBRE 1957

PAR

Ali Reza GULLU

(Turquie)

THÈSE No 526

IMPRIMÉE PAR LES SOINS DE "LA REVUE DE DROIT INTERNATIONAL,
DE SCIENCES DIPLOMATIQUES ET POLITIQUES "

(Dr Ant. SOTTILE — GENÈVE)

1958





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES DROITS DE L'HOMME

ET LA TURQUIE

INTRODUCTION

Les droits de l'homme, dénommés primitivement les libertés individuelles, ressortissent, tout d'abord, au domaine du droit naturel. L'individu a des droits qui sont inhérents à lui-même ; ces droits sont inséparables de leur titulaire. Il vient au monde avec les droits et libertés naturels, imprescriptibles, et lorsqu'il meurt, ils s'éteignent avec lui. L'existence des libertés individuelles ne dépend ni de la volonté du législateur, ni de la reconnaissance du groupe social, car, l'individu est possesseur de ces droits dès sa naissance. Chaque individu en est titulaire, non pas en raison d'une concession, mais parce qu'il a une personnalité humaine autonome. Ces libertés individuelles trouvent la justification de leur caractère naturel et imprescriptible, dans la nature de l'homme lui-même ; on peut l'attribuer à leur caractère présocial (1). C'est pourquoi le législateur ne peut se contenter de formuler dans l'abstrait le principe des droits individuels inhérents à tous les êtres humains. Il faut encore qu'il les formule avec la netteté du langage juridique pour en faire les piliers de l'ordre légal. La tâche du législateur est donc très délicate. Il ne suffit pas de composer une déclaration solennelle de principe, ni de définir la sphère des différentes libertés individuelles. Le législateur doit encore établir les critères objectifs permettant de tracer des limites et de mettre sur pied des règles concernant les conflits pour le cas où certains droits se heurteraient à d'autres. De plus, le législateur doit constamment veiller à ce que tout l'ordre juridique soit imprégné du respect de la dignité et des droits naturels de la personne (2).

(1) Même DUGUIT, qui combat la doctrine individualiste, en parlant des idées de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 au paragraphe 18 du volume I de son *Traité de droit constitutionnel*, déclare que « l'homme a des droits parce qu'il est homme... qu'il les apporte en entrant dans la société et que c'est parce que les individus ont des droits qu'il y a une règle sociale dont l'objet et le but consistent dans la protection de ces droits, et il conclut : ce qui est au fond, ce qui est le substratum du droit, c'est le pouvoir propre, c'est l'autonomie de la personne humaine ».

D'après cette doctrine individualiste qui est ici approuvée par DUGUIT, les droits de l'homme sont antérieurs à la société et l'individu possède certains droits de par sa nature d'homme et indépendamment de la société.

(2) WALINE se demande si une règle de droit en contradiction flagrante avec l'idée de l'Etat pourrait avoir de la valeur juridique ? Il dit franchement qu'une telle loi n'aurait aucune validité, car l'idée d'institution et partant l'idée d'Etat comportent « un principe de limitation du pouvoir juridique des gouvernants ». (*L'individualisme et le droit*, p. 406).

Cette constatation de WALINE, affirmant qu'une loi pour être obligatoire ne doit aucunement contredire l'idée d'Etat, nous ramène directement à la conception du droit naturel. Car, de quelque manière que l'on cherche à donner une définition de l'Etat, il faut admettre que l'Etat n'est pas compétent pour déterminer lui-même sa propre nature. Il est entièrement sous la dépendance de son but qui le détermine et le limite.

Si l'œuvre du législateur est considérée, en règle générale, comme la source la plus importante du droit positif, tout l'ordre juridique de l'Etat ne saurait reposer uniquement sur la loi écrite. Il faut ajouter à celle-ci la coutume qui, s'étant formée, impose la conviction de sa force obligatoire et la jurisprudence des tribunaux qui interprètent et complètent par leur pratique les textes du législateur. Ce n'est donc pas exclusivement par le canal de la loi écrite que les droits et les libertés de la personne entrent dans le cadre du droit positif. L'ordre juridique peut les reconnaître et les sanctionner également par des règles coutumières ayant force de loi. Tout l'ordre juridique de l'Angleterre est imprégné de cette dernière conception qui juge dangereuse une déclaration solennelle car elle pourrait faire croire que la reconnaissance des libertés n'est qu'un acte bienveillant de l'Etat (3). Si cette appréciation du concret a pu mettre obstacle à la formation de principes généraux, l'Angleterre n'en a pas moins fourni au monde le premier texte juridique organisant la défense des libertés de l'individu vis-à-vis du pouvoir (4). Dans les pays à constitution rigide, c'est le plus souvent la loi constitutionnelle fondamentale (Constitution française de 1791) qui définit les droits individuels et dans certains cas nous rencontrons des déclarations solennelles des libertés fondamentales de l'individu. Comme cas extrêmes, nous pouvons citer la Turquie où, en l'absence des dispositions dans la loi constitutionnelle fondamentale, certains droits individuels sont consacrés par des lois spéciales (droits économiques et sociaux) voir p. 115-142.

Quelle que soit la forme dont use l'Etat pour définir et promulguer, dans le cadre du droit positif, les libertés individuelles, il faut qu'il le fasse avec la conviction qu'il ne s'agit pas d'une concession de sa part, mais d'une simple reconnaissance, les droits de l'homme ne dérivant que de la nature de l'être humain. Le droit ne dépend ni du temps, ni du lieu, ni d'un contrat antérieurement imposé, qui ne saurait lier les générations présentes. Il a sa source dans la nature ou plutôt dans la raison même de l'homme. Toute personne a ses droits,

Peu importe que l'on reconnaisse à l'Etat la qualité de personne morale réelle ou bien qu'on voie dans cette personnification une simple fiction utile, l'Etat est pour réaliser le bien de tous les membres de la communauté ; c'est sa raison et sa manière d'être. L'Etat est donc entièrement ordonné à sa fin qui détermine ainsi sa nature. Il existe donc uniquement par ses membres et dans leur intérêt. En accomplissant la tâche primordiale, l'Etat a le devoir d'agir ce qu'il est : c'est-à-dire conformément à sa nature. Il ne peut donc créer et promulguer n'importe quelle règle juridique ; en aucun cas sa législation ne doit outrepasser ses compétences. En acceptant le principe, l'Etat doit se conformer dans sa législation positive au droit naturel. De son côté Duguit déclare que « il y a règle de droit quand la masse des individus comprenant le groupe comprend qu'une réaction contre les violateurs de la règle peut être socialement organisée » (*Traité de droit constitutionnel*, vol. I, p. 95 et suivantes). L'Etat, pour lui, n'est même pas capable de conférer la positivité à une règle de droit. Cette règle de droit se forme par l'adhésion de la masse des consciences individuelles et grâce à la confraternité de son contenu à un idéal de justice.

(3) HAURIOU, *Précis de droit constitutionnel*, p. 624.

DABIN, *Doctrines générales de l'Etat*, p. 369.

(4) Voir p. 10-100 et 101, 102 et 103.

et chaque personne a les mêmes droits que l'autre. Si les hommes ne sont pas égaux en moyens, c'est-à-dire en richesse, en esprit, en force, etc., cela ne veut pas dire qu'ils ne soient pas égaux en droits ; devant la loi, tout homme en vaut un autre. Elle les protège tous, sans aucune distinction. Nul homme n'est plus libre qu'un autre.

Après cette brève exposition du caractère des droits et des libertés individuels, se pose la question de leur protection à l'égard des autres individus et de l'Etat. Il faut toutefois remarquer que la liberté d'un particulier à l'égard d'un autre particulier ou à l'égard des groupements et associations autres que l'Etat trouve son expression et sa consécration dans le droit privé, partie intégrante de l'ordre juridique positif dont l'Etat est le promoteur et le gardien, tandis que la liberté à l'égard du pouvoir se traduit par un rapport de droit public. C'est pourquoi la liberté de l'individu vis-à-vis des autres particuliers ne fait qu'indirectement l'objet de notre travail. Le rôle du législateur est de faire régner la justice dans la société, en n'oubliant jamais qu'assurer une vie décente à tous les citoyens est une tâche dont la réalisation est à la fois le but et la cause justificative de l'Etat (5). Le droit à la vie est le bien le plus sacré de tout être humain, et l'Etat doit prêter assistance, lorsque la misère risque d'étouffer toute existence digne et met en péril la vie même. Ainsi que nous le verrons, cette libération de la misère fut proclamée, par ROOSEVELT, comme droit fondamental de l'homme, et cette pensée a été reprise et développée par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (6). Sans être toujours partout, l'Etat a les moyens de faire régner une plus grande justice sociale, et sans toujours faire la charité, il a la possibilité d'assurer aux citoyens une existence digne. L'Etat, en faisant régner une justice à la fois protectrice et préventive, défend les droits et les libertés des individus. Cette liberté dans la justice n'est autre chose que le règne du droit, dont les barrières protègent l'indépendance et la sphère d'autonomie de chaque individu contre tous les empiètements provenant des autres individus ou de l'Etat. Cette réalisation de la justice et de la liberté est la tâche éminente dont l'honneur appartient au législateur. Celui-ci établit les textes de loi, et définit les libertés et les droits individuels, en leur assignant des limites et en organisant leurs garanties. Les droits naturels de l'homme deviennent, par conséquent, par le canal du droit positif, une réalité juridique vécue, propre à inspirer et à animer toute la vie sociale d'une nation. Mais les textes de loi sont souvent conçus en termes trop généraux ou abstraits, et les règles coutumières, en l'absence de textes légaux, sont souvent mal établies et peu précises. Le juge, en

(5) Op. cit. p. 5 (WALINE, *L'individualisme et le droit*).

(6) Voir les articles 22 et 23, 24, 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, p. 178-179.

interprétant des textes de loi, devient ainsi le véritable gardien de la liberté. La jurisprudence comble par ailleurs les lacunes inévitables et précise les distinctions que le législateur n'a pu prévoir (7). Quelques pays (notamment les Etats-Unis d'Amérique) vont jusqu'à mettre entre les mains du juge le pouvoir de refuser d'appliquer ou même de casser les lois contraires aux principes fondamentaux de la Constitution. Les qualités personnelles du juge, son indépendance, et l'esprit d'équité et de justice qui préside à ses délibérations, seront les piliers les plus solides de la liberté de l'individu. La liberté est réelle, dès le moment où le juge exécute sa mission sacrée dans un esprit d'indépendance et de dignité (8). C'est ainsi que seront garantis pour tous les individus, les droits élémentaires, inhérents à tous les êtres humains, tels qu'ils sont définis par le législateur. Les individus pourront les exercer et en jouir conformément à la loi.

Nous venons donc de décrire ce qui est juste et moderne sur la reconnaissance et la protection des droits de l'homme. Mais il est certain que, jusqu'à ce que l'on soit arrivé aux périodes, au cours desquelles les droits individuels furent reconnus et garantis, les hommes ont passé plusieurs siècles durant lesquels leurs droits individuels n'étaient pas encore reconnus, ou en tous les cas restreints. Il nous faut maintenant observer l'évolution suivie par l'homme, à travers les siècles, pour faire connaître les droits individuels acquis à la naissance. Lorsque l'on parle de droits individuels, l'on songe immédiatement à la « Magna Charta ». Jusqu'à cette Charte, nous ne rencontrons aucun texte concernant les droits et les libertés individuels. C'est pourquoi les époques qui suivent celle de la « Magna Charta » sont très importantes au point de vue des libertés individuelles, devenues de véritables droits au fur et à mesure des temps.

Pour pouvoir bien éclaircir les différents aspects des droits individuels pendant les époques succédant à celle de la « Magna Charta », nous nous proposons d'abord, d'analyser les textes parus en Angleterre, en Amérique et surtout en France. Ce dernier texte est très important, car il est intitulé, pour la première fois dans l'Histoire :

« Les Droits de l'Homme et du Citoyen ».

(7) Prof. BRIDEL, dans son article « sur les limites des libertés individuelles » où il est question de la jurisprudence du Tribunal Fédéral suisse, a mis en relief le rôle éminent du pouvoir judiciaire : « par l'abondance de ses distinctions et par la finesse de ses analyses, le T. F. a poussé à un très haut degré de perfection l'exégèse de nos constitutions. Quand on considère le laconisme de la plupart des textes dont il s'agit, on ne peut pas s'empêcher d'admirer la fécondité des esprits qui ont su y découvrir les articulations les plus détaillées et la sûreté des intelligences qui ont donné une forme à tous ces développements », voir la *Liberté du Citoyen en droit suisse*, p. 109.

(8) « Tout est perdu — disait MONTESQUIEU — là où les trois pouvoirs se trouvent concentrés entre les mains d'un organe unique ».

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme, particulièrement la Déclaration française des Droits de l'Homme de 1789

C'est dans la grande Charte de 1215 que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la nation anglaise énumérait solennellement les diverses franchises, que le Roi reconnaissait et s'engageait à respecter. La grande Charte consacre et garantit de manière formelle la liberté individuelle. Elle défend d'en priver qui que ce soit, sans motif légitime. Toutes les libertés et tous les droits de chaque individu y sont garantis. Alors même qu'elle consacrait des droits précieux, elle n'était pas accompagnée d'une autorité suffisante, capable de faire respecter les libertés et les droits qu'elle contenait. Elle fut complétée par la constitution d'un Parlement en 1340.

Ainsi, au commencement du ^{xiii}^e siècle, l'Angleterre avait-elle posé toutes les règles fondamentales de la liberté individuelle. Au ^{xiv}^e siècle, les grandes lignes de l'édifice étaient tracées, et, en face de l'arbitraire de l'Etat, les droits des citoyens étaient reconnus et garantis. La liberté individuelle subit une éclipse, aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, mais triompha définitivement avec le fameux « Habeas Corpus Act » de 1679 qui doit être considéré « comme consécration véritable, par le droit positif, de certains droits publics de l'individu. » Cet Act n'est pas une déclaration de principe, mais il s'agit là de la condamnation de certains abus et de certaines prétentions par lesquels l'Etat, « La Couronne », restreint ou menace la liberté de ses sujets (1).

La Déclaration française de 1789 proclame, à son article 2, que la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'agression sont des droits naturels de l'homme. Du contenu de ce même article, il résulte que l'Etat ne crée pas les droits des citoyens, mais qu'il a pour fonction essentielle de faire respecter les droits naturels de l'homme. De même, l'Etat renforce-t-il et réunit-il les droits préexistants de chacun de ses membres. Il ne saurait donc invoquer de prétendus droits spéciaux et supérieurs pour se faire agressif et mettre en danger les droits naturels des citoyens. Aux termes de l'article 7, la liberté personnelle est garantie. Chaque citoyen a le droit de faire appel

(1) DICEY : *Law of the Constitution*, p. 200.

à la protection de la loi et du pouvoir exécutif contre toute atteinte à la liberté personnelle. Il a le droit d'être protégé en face de toute action ordinaire des agents de l'administration et même contre les irrégularités de l'action pénale répressive. La liberté personnelle ne doit pas être limitée ou supprimée dans la forme et dans les cas prévus par n'importe quelle loi, comme l'indique l'article sus-mentionné, mais par la loi qui est matériellement juste et bonne. L'individu lésé dans ses droits et dans ses libertés, soit par l'action illégale du Gouvernement, soit par des tiers, doit bénéficier de la protection de la loi et du juge. Dans les deux cas, quelle que soit l'atteinte illégale, la répression sera toujours le fait du pouvoir judiciaire indépendant.

D'autre part, la Déclaration française et la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique (4 juillet 1776), prévoient la liberté de circulation, l'inviolabilité du domicile, la liberté de réunion et d'association, la liberté de conscience et celle de la presse, ainsi que le droit de propriété, etc.

Selon la Déclaration française, est reconnue la liberté pour tous citoyens, de s'assembler paisiblement et sans armes, pour autant qu'ils satisfassent aux lois de police. Les manifestations qui prennent souvent la forme d'une émeute, sont organisées dans l'illégalité, et sévèrement réprimées. Il en est de même, aux termes de la Déclaration américaine : le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible, pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à ses représentants, et pour adresser des pétitions à la législature, en vue du redressement des torts. Aussi, dispose-t-elle que le droit de s'associer est absolu, à condition que les rassemblements soient paisibles et que l'association ait un but licite. En tant que ces conditions n'existeraient pas, le rassemblement ne serait pas protégé par la Constitution, et tomberait sous le coup des mesures répressives.

La liberté d'association n'a pas été inscrite dans la Déclaration française de 1789. Les révolutionnaires voyaient en effet un danger dans la création de l'association, qui peut faire naître des groupements très puissants, dont l'influence est ressentie par l'Etat lui-même, et dont certains parmi eux font concurrence à l'Etat dans l'accomplissement des tâches, entrant dans le cadre du bien public : enseignement, défense d'intérêts professionnels, etc., et ils pensaient que cette rivalité était dangereuse pour l'autorité de l'Etat. Le droit d'association n'est apparu, en France, qu'avec la loi du 21 mars 1884, concernant tout particulièrement le principe de la liberté syndicale.

La liberté de croyance a été proclamée pour la première fois au XVII^e siècle, en Angleterre. Le roi Jacques II avait tenté de détruire la religion protestante, et les lois et libertés du

Royaume. Aussi, le peuple a-t-il fait proclamer en 1689, le « Bill of Rights », par lequel le roi reconnaissait la liberté de religion. Un siècle plus tard, les habitants du Nouveau-Monde ont suivi leurs ancêtres, et proclamé la liberté de religion. Au moment où éclata la guerre d'indépendance, dans les treize Etats primitifs, la tolérance religieuse était considérable. L'Etat du Maryland, par exemple, dans un « Bill of Rights » du 3 novembre 1776, posait ainsi le principe de la liberté religieuse : Nul ne sera molesté par la loi, ni dans sa personne, ni dans ses biens, en raison de ses opinions et de sa profession en matière de foi. Chacun pratiquera le culte qu'il jugera bon, à moins que, sous prétexte de religion, il ne trouble l'ordre public, qu'il ne porte atteinte à la paix ou à la sûreté de l'Etat, qu'il ne commette une infraction aux lois de la morale, ou qu'il n'envahisse les droits naturels, publics et religieux des autres citoyens. Vers le milieu du XIX^e siècle, toutes les Constitutions d'Etats-membres, sans exception, garantissaient la liberté religieuse de la manière la plus complète.

En France, les révolutionnaires ont inséré dans la Déclaration un article stipulant que : Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. La teneur de l'article démontre la réserve manifestée envers la religion. La liberté religieuse n'a été mentionnée que par crainte de troubles dans les pays à majorité catholique.

En ce qui concerne la liberté de la presse, en Amérique, la Déclaration de l'Etat de Virginie, comme celle de tous les autres Etats, dispose que la liberté de la presse, qui est un des plus forts boulevards de la liberté de l'Etat, ne peut être restreinte que dans les gouvernements despotiques. C'est, en effet, la liberté de la presse, qui permet de freiner et de contrôler l'action du Gouvernement en alertant l'opinion publique. Elle est donc un des moyens les plus efficaces pour la sûreté des autres droits et libertés individuelles. Quant à la France, la Déclaration prévoit que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement dans les cas déterminés par la loi. Mais nous pouvons parler d'une liberté de la presse, en France, avec l'adoption de la loi du 23 juillet 1881 qui mérite le titre de loi sur la liberté de la presse. Enfin, la Déclaration française réserve aussi une place assez considérable pour le droit de propriété. Et, de son côté, la Déclaration américaine énonce qu'aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée, ni appliquée aux usages publics, sans son propre consentement ou celui de ses représentants légitimes et le peuple n'est lié que par les lois qu'il a consenties de cette manière, pour l'avantage commun.

En ce qui concerne la garantie des droits et libertés proclamés par les Déclarations, la Déclaration française place « la résistance à l'oppression » parmi les droits naturels de l'homme. Ce principe a été repris par la Déclaration de 1793. Aux termes des articles 23 et 27 de cette dernière, tout individu qui usurperait la souveraineté doit être, à l'instant, mis à mort par les hommes libres. Lorsque le Gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. En effet, les plus grands mouvements de l'histoire ont leur origine dans des mouvements de ce genre : l'émancipation de la Suisse et des Pays-Bas en constituent des exemples frappants.

Le peuple du Nouveau-Monde a établi le système de séparation des pouvoirs comme garantie des droits et des libertés individuels. L'organe législatif et l'organe exécutif doivent, en vertu des dispositions de la Déclaration, être distincts et séparés de l'autorité judiciaire ; tout désir d'oppression des membres des deux organes doit être réprimé. Les places vacantes doivent être comblées par des élections fréquentes, sûres et régulières. Le peuple a donc vu deux ennemis aux droits et libertés individuels : le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Tous les deux peuvent trahir la confiance mise en eux. C'est pourquoi on a estimé utile que le pouvoir judiciaire intervienne non seulement pour punir l'acte arbitraire de l'agent du pouvoir exécutif, mais aussi comme intermédiaire entre le peuple et le législateur. Le pouvoir judiciaire a pour but de retenir le pouvoir législatif dans les limites assignées à son autorité. La Déclaration indique aussi les élections libres périodiques comme garantie préventive contre le parlement. La Déclaration française énonce aussi la séparation de pouvoir et les élections périodiques. Le principe de toute souveraineté réside, aux termes de la Déclaration, essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. A la suite de ce bref exposé concernant les dispositions de ces Déclarations, nous remarquons qu'on y trouve formulée une partie des droits de l'homme, que nous connaissons actuellement. Le rôle de ces Déclarations fut très important, car c'est grâce à elles qu'aujourd'hui s'est étendu le champ d'application des droits de l'homme. Parmi ces Déclarations, c'est surtout la Déclaration française qui a fait incorporer ses principes dans la législation des pays européens, dont nous nous proposons d'aborder, notamment, l'examen de la Constitution ottomane.

CHAPITRE II

*Evolution de la question des droits de l'homme
dans la législation ottomane*

La première Constitution est celle de 1876, connue sous le titre de Constitution Mithat pacha. Mais, avant de voir le contenu de cette Constitution, nous pensons utile de faire un exposé sommaire des textes qui précèdent afin d'avoir une idée de l'évolution des droits et libertés individuels dans la législation ottomane.

A) Epoque du Tanzimat :

Le Tanzimat (2) est une réglementation, une mise en ordre, par le souverain, dans un esprit de réforme. Le but était de rendre démocratique et libérale la législation, en introduisant les institutions européennes dans le pays.

Dans le cadre du Tanzimat, l'on distingue deux étapes, dont l'une est le « Firman » de 1839, et l'autre, l'acte de 1856, issu du Congrès de Paris.

Le premier « Firman », connu sous le titre de « Rescrit de Gülhané », accorde aux sujets du pays, composés de gens appartenant à différentes religions, surtout des chrétiens et des musulmans, une totale égalité. « L'acte de Gülhané » proclame la nécessité d'une amélioration dans la condition civile des citoyens de l'Empire en ces termes : « Les institutions nationales doivent désormais garantir à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leur fortune. Ces concessions souveraines sont acquises à tous, de quelques religions ou sectes qu'ils puissent être ; tous sont appelés à en jouir sans exception » (3). Mais, d'autre part, les non-musulmans n'ont pas accès aux tribunaux ottomans pour leurs litiges entre eux et, quand il s'agit d'un procès contre un musulman, leur témoignage n'a pas de valeur en justice contre celui d'un musulman. A côtés de ces inégalités, les chrétiens ont certains privilèges, notamment une juridiction, reconnue sous le nom de Patriarche, à Constantinople. Celle-ci est chargée de défendre leurs immunités auprès de l'Empire Ottoman.

Le « Rescrit » n'est pas une Charte constitutionnelle, mais un programme de réformes. Il ne prévoit, en effet, aucune sanction pour le respect des droits indiqués. Tous ces mouvements de réformes sont entrepris par l'Empire pour satisfaire

(2) Le « Tanzimat » est à la fois un programme de réformes administratives, fiscales, militaires, judiciaires ; il est surtout un engagement envers l'Europe.

(3) ENGELHARD Ed. Ph. : *La Turquie et le Tanzimat*, vol. I, p. 36.

les Etats européens à propos de la protection des sujets ottomans non-musulmans.

Par contre, le deuxième acte de 1856 de l'époque du « Tanzimat », connu sous le nom de « Hatt Humayoun » fut nettement imposé par l'intervention des puissances étrangères au Congrès de Paris. Les puissances, telles que l'Angleterre, la France et l'Autriche, qui avaient prêté à l'Empire ottoman le secours de leurs armes, ont soumis un protocole qui devait servir de base à la paix lors de la Conférence de Vienne, qui mettait fin à la guerre de Crimée contre la Russie. Une des quatre propositions comprises dans ce protocole, concerne les immunités des populations chrétiennes de l'Empire. D'après ce protocole, le « Kharadj », impôt spécial que les chrétiens devaient acquitter pour leur dispense de l'armée, fut aboli et l'on proclama le principe de l'admission de ceux-ci dans l'armée et l'administration.

L'acte de 1856, élaboré par les délégués du Sultan à Constantinople, avec l'accord des représentants des puissances, contient le passage suivant concernant les droits et libertés individuels : « Sécurité pour chacun dans sa vie, dans son honneur et dans sa fortune ; égalité de tous devant la loi ; respect de la propriété individuelle et collective ; admission de tous les sujets aux emplois publics et au service militaire ; liberté de culte et de l'instruction publique avec quelques restrictions administratives ; égalité devant l'impôt ; publicité des procès et jugement ; égalité des témoignages en justice ; privilège exclusif du Sultan pour disposer de la vie de ses sujets après condamnation judiciaire ; abolition de la confiscation des biens des criminels ; suppression de la torture et réglementation sévère des peines corporelles préventives ; institution de tribunaux mixtes pour toutes les causes commerciales, correctionnelles et criminelles mixtes ; révision des privilèges et immunités des communautés non-musulmanes, sauf maintien de leurs immunités et privilèges purement spirituels ; confirmation de la juridiction civile exercée dans certains cas par les conseils des patriarches ou des communautés non-musulmanes ; représentation équitable de ces communautés dans les conseils provinciaux et communaux et dans le conseil suprême de justice » (4). Il n'existe pas non plus, dans ce texte, de dispositions garantissant ces droits et ces libertés.

L'Empire Ottoman n'a pu réussir à se donner une législation qui contente ses sujets sur leurs droits et leurs libertés, comme l'avait fait la France en 1789. Cependant, le Tanzimat a ouvert un mouvement constitutionnel et a marqué une limitation du pouvoir absolu au bénéfice des libertés. Tout ceci est

(4) ENGELHARD Ed. Ph. : *La Turquie et le Tanzimat*, vol. 1, p. 139.

le résultat de l'influence de certaines législations européennes. Dans les Etats monarchiques de l'ancienne Europe, il y avait une limitation relative de la puissance royale, résultant des coutumes, liées à des croyances religieuses. Il en est ainsi en France des lois fondamentales du Royaume. Mais, l'Empire Ottoman était, pour ainsi dire, plus libéral que l'ancien régime dans les monarchies absolues de l'Europe. Dans l'Empire Ottoman, le Sultan Kalife devait respecter toutes les vraies croyances (5). Il se contentait de diriger l'Etat, le culte étant réservé aux « ulemas » ; s'il se montrait funeste dans son action aux intérêts du peuple, il pouvait être déposé par un « fetva » du cheik-il-islam.

Malgré la promulgation des textes législatifs, tantôt sous l'influence des puissances étrangères, et, tantôt par le Sultan lui-même, les libertés et droits individuels n'ont pas atteint le même développement que dans la plupart des peuples européens à la même époque (par exemple, comme en France), parce que tous ces efforts de réformes n'émanaient pas de la volonté du peuple, mais qu'au contraire l'esprit de ces réformes lui répugnait.

B) *La Constitution de 1876 :*

Elle fut promulguée à l'occasion des guerres balkaniques sous l'influence des puissances, les Etats puissants désirant voir la situation des populations des provinces balkaniques améliorée. Pour y arriver, ils ont imposé des réformes constitutionnelles à l'Empire Ottoman.

A la même époque, du reste, nous remarquons un revirement considérable dans la doctrine du droit des gens, permettant aux Etats d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat, en cas de violation des droits de l'homme. Dans l'histoire de la doctrine du droit des gens, pour la première fois, le juriste belge ARNTZ a soutenu le droit d'intervention pour la violation des droits de l'homme en ces termes : « Lorsqu'un gouvernement, tout en agissant dans la limite de ses droits de souveraineté, viole les droits de l'humanité, soit par des mesures contraires à l'intérêt des autres Etats, soit par des excès d'injustice et de cruauté qui blessent profondément nos mœurs et notre civilisation, le droit d'intervenir est légitime » (6) et il ajoute qu'en pareil cas, un Etat isolé ne peut pas s'arroger le droit d'intervention. Ce droit ne peut être exercé qu'au nom de l'humanité représentée par tous les autres Etats, ou tout au moins par le plus grand nombre des Etats civilisés qui doivent se réunir en un congrès ou un tribunal pour prendre une décision collective.

(5) ENGELHARD Ed. Ph. : *La Turquie et le Tanzimat*, vol. I, p. 17.

(6) ARNTZ : *Revue de droit international et de législation comparée*, p. 675

En se basant sur la doctrine d'intervention, les puissances étrangères, réunies à la Conférence de Londres, demandèrent l'autonomie pour les provinces balkaniques, afin que le peuple de ces provinces puisse s'assurer ses droits et libertés individuels, qui n'étaient pas protégés sous l'administration de l'Empire Ottoman. Pour ne pas perdre ces provinces, ce dernier promulgua la Constitution de 1876, prévoyant les différents droits et libertés naturels de l'homme. Le Sultan ABDUL HAMID a rendu manifeste, dans une déclaration, le but essentiel de la Constitution, en ces termes : « C'est d'empêcher qu'une seule personne ou un groupe de personne ne puisse, par des moyens despotiques, porter atteinte aux droits des citoyens et d'autre part, il souligne que les principes de cette Charte ne sont pas opposés au « chéri » et demande à son grand Vizir de l'appliquer à la lettre et de préparer d'urgence les textes de lois dont parle cette Constitution » (7).

La Constitution a pour but l'établissement de l'égalité civile et de la liberté individuelle. Elle indique d'autre part, qu'aucune différence ne serait faite entre les différents rites et religions. Elle prévoit comme l'égalité civile, l'égalité devant la loi et la justice et l'égalité admissibilité aux affaires publiques (8).

La Constitution stipule, dans son article 10, que « la liberté individuelle est absolument inviolable. Nul ne peut, sous aucun prétexte, subir une peine quelconque que dans les cas déterminés par la loi et suivant la forme qu'elle prescrit », et elle cite, comme libertés individuelles : « La liberté de la propriété ; l'inviolabilité du domicile ; la liberté de conscience et de culte ; la liberté de la presse et celle d'association » (9). Elle prévoit, comme garantie des droits et libertés, un droit de recours et un droit de pétition aux Chambres. Nous remarquons qu'il y manque la liberté de réunion et qu'il existe d'une manière incomplète la liberté d'association » (10). D'autre part, la liberté de la presse fut rendue impraticable par une loi draconienne, qui posait des limites strictes et qui fut supprimée deux mois après la promulgation de la Constitution. Même, si tous ces droits, qui sont la base de la liberté individuelle et de l'institution démocratique, y étaient bien insérés, il serait fictif de parler de l'existence des droits de l'homme en l'absence de dispositions relatives à la garantie de ces droits.

Il est d'ailleurs très facile de constater le manque de dispositions concernant la garantie de ces droits. Premièrement, le sultan avait le droit absolu de choisir les membres du cabinet, de dissoudre la Chambre et d'abréger les sessions ; par cette

(7) FRANÇO Gad : *Développement constitutionnel en Turquie*, p. 26 et 27.

(8) Articles 17, 89 et 19.

(9) Articles 21, 22, 11 et 12.

(10) Article 13.

voie, il faisait dépendre entièrement de sa propre personnalité la procédure de la confection des lois. Deuxièmement, ce qui était encore pire, l'article 113 de la Constitution attribuait au Sultan le droit d'expulser du pays toute personne qui, d'après des enquêtes de la police, aurait troublé la sûreté de l'Etat.

Malgré ces lacunes, la Constitution fut promulguée, tout en promettant de donner largement satisfaction aux puissances dans le futur. Elle n'est, en effet, qu'un acte constitutionnel imposé par les puissances, à la suite de leurs interventions dans les affaires intérieures de l'Empire, troublé par les insurrections.

Il peut être enfin conclu que l'acte constitutionnel a permis d'introduire, dans le pays, mais d'une manière incomplète, la notion de droits et libertés individuels de la Déclaration française des droits de l'homme et de citoyen, et ceci, par le fait du manque de dispositions garantissant ces droits.

C) *Le Mouvement des Jeunes Turcs :*

Une année à peine après la promulgation de la Constitution de 1876, celle-ci fut suspendue par le Sultan qui l'avait promulguée ! Grâce au mouvement des Jeunes Turcs, réfugiés en Europe, la Constitution fut de nouveau mise en vigueur par le même Sultan, en 1908. L'Assemblée Générale fut ouverte et elle s'occupa de la modification et de la suppression de quelques articles de la Constitution, conformément au programme établi par le Comité des Jeunes Turcs.

Quelles sont les modifications et les suppressions des articles qui nous intéressent ? La nouvelle Chambre ajouta, à l'article 12 sur la liberté de la presse, une clause interdisant la censure préalable. Malgré cet amendement, la presse n'a pu avoir la liberté voulue, puisqu'il était prévu, qu'en cas de promulgation de l'état de siège, la censure pouvait être imposée. Or, l'état de siège a presque toujours existé depuis la promulgation de la Constitution, surtout depuis la révolte militaire du 31 mars 1909. Un nouvel article 120, ajouté à la Constitution, prévoit le droit d'association d'une manière encore plus complète par rapport à l'ancien article. Il y est indiqué, de la manière suivante, quelles seront les sociétés qui seront interdites : « Est interdit la formation des sociétés contraires aux mœurs ou ayant pour but de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire ; de changer la forme de la Constitution et du Gouvernement ; d'agir contre les dispositions de la loi constitutionnelle et de séparer politiquement les divers éléments des populations ottomanes. La formation de sociétés secrètes est également interdite d'une manière absolue ».

En ce qui concerne les dispositions de la Constitution, relatives à la garantie des droits et libertés individuels, nous y voyons la modification de l'article 35, qui accordait au Sultan

le droit de dissoudre la Chambre en cas de désaccord entre le Parlement et le Cabinet ; selon le nouveau texte, le Sultan pouvait la dissoudre avec l'assentiment préalable du Sénat. Mais, avec l'article 28, il possédait le droit de veto sur les lois édictées par la Chambre. Le fameux article 113, qui accordait au Sultan le droit d'expulser de l'Empire les personnes qu'il voulait, et qui rendait l'acte constitutionnel en lui-même vicié, fut supprimé.

Les jeunes Turcs, qui, pour la plupart avaient fait leurs études en Europe, introduisirent l'idée de droits et libertés naturels de l'individu, dans la législation turque. On remarque, du reste, dans la Constitution des dispositions semblables à celles de la Constitution des pays européens (notamment à celles de la Constitution française) au point de vue de la reconnaissance des droits de l'homme. Mais, les dispositions de garantie y étaient incomplètes. Car, les initiateurs rencontrèrent l'opposition de la part des religieux, qui ne considéraient pas un autre pouvoir au-dessus du pouvoir sacré du Sultan. C'était lui seul qui était, selon eux, capable de diriger l'Etat et sauvegarder les droits et les libertés des citoyens. C'est pourquoi le Sultan obtint un droit de veto sur les textes législatifs et ainsi il réussit à réduire le pouvoir législatif de l'Assemblée qui devait être la seule garantie des droits naturels des citoyens.

En conclusion, il est constaté que l'Empire Ottoman s'est donné une loi constitutionnelle dans laquelle les droits naturels de l'homme apparaissent, mais en l'absence de mesures de garantie. Comme l'on ne peut parler de la liberté individuelle sans qu'elle soit garantie, il est assez juste de dire que la législation ottomane n'a pas encore atteint, en 1908, la phase dans laquelle sont reconnus et protégés les droits de l'homme. Cette situation dura pendant et après la Première Guerre mondiale, jusqu'en 1923, date à laquelle fut fondée la République de Turquie, à la suite de l'abolition de Sultanat et Kalifat.

*

* *

Après la Première Guerre mondiale (1914-18), les Alliés vainqueurs instituèrent l'Organisation permanente des Nations avec la participation des autres Etats indépendants, pour assurer une paix mondiale durable, que l'on n'était pas arrivé à établir auparavant par les diverses tentatives de Conférences et de Congrès. Un des nombreux problèmes dont était chargée l'Organisation internationale, pour sauvegarder la paix mondiale, était justement celui de la protection des droits de l'homme. C'était donc la première fois que la sauvegarde des droits naturels de l'individu fut assumée par une Organisation internationale.

Pendant que siégeait la Société des Nations, la Turquie, considérée par les Alliés comme un Etat vaincu, se libérait, et signait, le 24 juillet 1923, le Traité de Lausanne, qui mettait un terme aux hostilités entre les Alliés et elle-même, reconnaissant son indépendance nouvelle. Au cours de cette Conférence, une des questions les plus importantes qui occupât les Alliés, fut celle de la protection des droits de l'homme, sous le titre de protection des minorités et des étrangers habitant la Turquie. A la suite de cette Conférence, la Turquie adopta, le 24 avril 1924, une Constitution conforme au principe du régime démocratique et au droit des gens, suivant alors la Société des Nations sur le plan des droits de l'homme. Nous nous réservons d'exposer le contenu de cette Constitution en détail, dans la deuxième partie de cet ouvrage, qui sera celle essentielle de notre travail.

Mais, avant d'aborder la question des droits de l'homme dans le cadre de la Conférence de Lausanne, nous pensons utile de faire un exposé sommaire de ce problème au sein de la Société des Nations.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le but de la Société des Nations était, à la fois, de maintenir la paix, en recherchant le règlement des différends internationaux, et d'organiser la coopération des peuples, en vue du bien-être matériel et moral de l'humanité. C'est dans ce deuxième but que rentre certainement la sauvegarde des droits de l'homme, droits que les peuples ont, séparément, et chacun travaillant pour soi, conquis ou défendus jusqu'aux premières années du ^{xx}^e siècle sans que la communauté internationale ne leur apporte une aide ou un appui quelconque. Car, aux siècles précédant la création de la Société des Nations, la compétence du droit des gens ne s'étendait qu'aux Etats ; le droit des gens ne connaissait que les Etats (11). Il ne pouvait intervenir, dans les relations entre les Etats et leurs ressortissants. L'homme était donc exclu du domaine de droit international par la doctrine même qui était en vigueur jusqu'au début du ^{xx}^e siècle. Il ne dépendait que de l'Etat sur le territoire duquel il résidait. L'Etat, en s'appuyant sur la souveraineté intouchable, n'était susceptible de recevoir d'ordres de quiconque et il était

(11) BONFILS-FAUCHILLE : « Le droit international est l'ensemble des règles régissant les droits et les obligations respectifs des Etats les uns envers les autres ». (*Traité de droit international public*, p. 4). Le juriste anglais T. J. LAWRENCE écrit de son côté dans son ouvrage intitulé (*The principles of international Law*, p. 1) : « Le droit international peut être défini comme étant l'ensemble des règles juridiques qui régissent la conduite des Etats civilisés dans leurs rapports mutuels ».

libre de se gouverner, avec le régime politique qui lui plaisait et avec les lois qu'il estimait nécessaires (12). Il en résulte donc qu'il avait seul le pouvoir de régler la conduite de ses ressortissants de la manière qu'il jugeait la meilleure, et sa façon de traiter ses sujets n'intéressait que lui. Aucun autre Etat n'avait le droit d'intervenir dans les relations entre lui et ses nationaux. La souveraineté était absolue ; l'Etat ne reconnaissait aucun ordre supérieur qui puisse lui être imposé dans ses rapports avec les autres Etats. Il était seul responsable de la conduite de ses affaires.

Mais la doctrine dominante du droit international public, consistant en la souveraineté absolue de l'Etat, est critiquée et attaquée par des auteurs du ^{xx}^e siècle. D'après eux, la souveraineté est limitée par le droit des gens, restreinte par la reconnaissance de la supériorité de ce droit sur l'Etat. Ils réclament les principes suivants (13) :

1) d'émanciper l'individu de sa dépendance totale de l'Etat, en le mettant sous la protection immédiate de la communauté internationale ;

2) de le mettre sur pied d'égalité avec l'Etat en lui assurant la qualité de sujet du droit international ;

3) de reconnaître l'individu comme sujet du droit international ;

4) d'établir la primauté absolue du droit international sur le droit interne ;

5) de réduire la souveraineté de l'Etat à une autonomie semblable à celle dont jouissent les Etats fédérés dans un Etat fédéral.

La doctrine du ^{xx}^e siècle du droit des gens restreint d'une part la souveraineté de l'Etat et, d'autre part, elle connaît, en dehors des Etats, d'autres sujets du droit international. Sur ce dernier point, STRUPP déclare que « le droit des gens est l'ensemble des règles juridiques qui régissent les droits et les devoirs des Etats ou des autres sujets du droit des gens » (14). La doctrine adopte donc la conception qui permet au droit des gens de prendre le pas sur le droit interne. L'Etat, en s'appuyant sur sa souveraineté, n'est plus libre de se gouverner avec le régime politique qui lui plaît avec les lois qui nient les libertés individuelles. Par conséquent, le droit de l'homme ne dépend pas directement de la volonté de l'Etat, mais tout au contraire, de celle de la communauté des nations. Mais, ici se pose la question de savoir comment il faut former cette

(12) PRADIER-FODÉRÉ déclare qu'aucun acte d'inhumanité ne peut justifier l'intervention d'un Etat étranger, car, dit-il « Nul ne peut s'ériger en juge de la conduite des autres ». (*Traité de droit international public et américain*, vol. I, p. 663).

(13) KOROWICZ : *La souveraineté des Etats et l'avenir du droit international* p. 140.

(14) « *Eléments du droit international public* », p. 6.

communauté des Nations ? Ladite doctrine voit, comme seul moyen pour l'établissement d'une communauté internationale, une limitation de la souveraineté des Etats, non pas par la force, mais par le procédé conciliant du droit international. Les Etats ne peuvent, suivant la même doctrine, être obligés que par eux-mêmes à renoncer à une partie de leur souveraineté en faveur du bien commun international. Par conséquent, pour que la souveraineté des Etats soit limitée par le droit international, ce droit doit être créé par les Etats souverains, indépendants, sans que soit faite aucune distinction entre les Etats. Au fur et à mesure que se développe la tolérance à propos de la souveraineté intouchable, le droit international agira plus indépendamment des Etats qui l'ont créé. Il en résulte que l'évolution du droit des gens dépend directement des restrictions de la souveraineté des Etats.

C'est sur cette doctrine de droit des gens que l'on voulait fonder la Société des Nations avec la collaboration des Etats souverains. La Société des Nations, qui aura pour mission d'écarter le danger, existant toujours lorsqu'un ou plusieurs Etats interviennent dans les affaires internes d'un autre Etat, ne sera autorisée à intervenir qu'au nom de l'humanité et par les seuls organes de la communauté internationale qui sont compétents pour décider d'une telle intervention. Auparavant, l'intervention individuelle d'un Etat tiers pour la sauvegarde des droits de l'humanité était autorisée, et même suggérée, par plusieurs auteurs partisans de l'interventionalisme. C'est ainsi que VATTEL pouvait dire que : « Toute puissance étrangère est en droit de secourir un peuple opprimé, qui lui demande son assistance », et « lorsqu'une religion est persécutée dans un pays, les nations étrangères qui la professent peuvent intercéder pour leurs frères, mais c'est là tout ce qu'elles peuvent faire légitimement, à moins que la persécution ne soit portée jusqu'à des excès intolérables ; alors elle tombe dans le cas de la tyrannie manifeste, contre laquelle il est permis à toutes les nations de secourir un peuple malheureux » (15).

Dans l'histoire humanitaire, il n'a pas été possible d'établir la paix mondiale avec les congrès et conférences qui imposaient en général l'opinion des vainqueurs aux vaincus. Grâce à cette expérience, aussitôt après les armistices d'octobre et novembre 1918, la Conférence préliminaire de paix, dans sa séance plénière du 25 janvier 1919 décida de nommer, pour l'étude de la constitution de la S.d.N., une commission composée de quinze membres à raison de deux membres pour chacune des grandes puissances (Etats-Unis d'Amérique, Empire britannique, France, Italie et Japon) et de cinq membres élus pour l'ensemble des puissances à intérêts particuliers. Dans la réu-

(15) *Le droit des gens*, vol. I, p. 274 et vol. I, p. 280.

nion tenue par ces dernières puissances le 27 janvier 1919, la Belgique, le Brésil, la Chine, le Portugal et la Serbie ont été choisis pour désigner chacun un représentant. C'est donc au sein de cette commission dénommée « Commission de l'Hôtel Crillon » que la question de la protection des droits de l'homme, sous la forme usuelle de la protection des minorités, fut débattue au moment de l'élaboration du pacte de la Société des Nations.

Au cours de la séance du 3 février 1919, le président WILSON proposa un projet de pacte concernant la protection des minorités. D'après celui-ci, le Conseil de la S.d.N. devait exiger de ses nouveaux membres des garanties relatives à la protection des minorités et en outre, les membres de la S.d.N. devaient s'engager à garantir le libre exercice des cultes et déclarer que la différence de religion ne porterait pas atteinte à l'égalité civile (16). Le texte garantit à tous les hommes, ressortissants des Etats membres, la liberté religieuse et il s'appliquait à tous les Etats membres et non pas seulement aux Etats minoritaires.

Le 8 février 1919, Lord Robert CECIL, délégué de Grande-Bretagne, déposa, devant la Commission, un autre texte autorisant le Conseil à intervenir contre les Etats qui troubleraient la paix mondiale (17). Ce texte d'amendement n'est au fond pas sincère, car, il laisse la constatation du trouble, produit par la persécution et l'intolérance religieuse, à la libre volonté du Comité exécutif qui est détenu par les grandes puissances (18). Avec quelques modifications, le dit texte fut accepté, par le comité de rédaction, comme suit : « Les Hautes parties contractantes, reconnaissant dans la persécution religieuse une cause fréquente de guerre, s'engagent solennellement à la faire disparaître de leurs territoires, et autorisent le Comité exécutif, dans tous les cas où celui-ci jugera que la paix mondiale se trouvera par là menacée dans un Etat quelconque à faire les représentants ou à prendre les mesures nécessitées par les circonstances » (19). Une discussion s'est engagée sur ce texte d'amendement et le président WILSON proposa à la Com-

(16) « Les Hautes parties contractantes sont d'accord de ne faire aucune loi interdisant le libre exercice des cultes ou y mettant entrave et de n'établir aucune distinction de droit ou de fait à l'égard des personnes qui pratiqueraient une religion spéciale, ou une croyance ne portant pas atteinte à l'ordre public ou aux principes publics de la morale » (art. 19 du projet de pacte ; *La Conférence de la paix et la S.d.N.*, vol. II, p. 115).

(17) « Les Hautes parties contractantes reconnaissant dans la persécution et l'intolérance religieuse des sources fertiles de la guerre, sont d'accord pour déclarer que la S.d.N. a le droit de s'intéresser aux commotions politiques qui en découlent, et, dans le cas où le Comité exécutif trouvera que la paix mondiale est menacée par l'action illibérale du gouvernement d'un Etat à l'égard de ceux qui confessent une foi, une religion ou croyance quelconque, les Hautes parties contractantes autorisent le Comité à faire des représentations ou à prendre les mesures qui mettront fin à l'abus en question » (amendement à l'article 19 du projet de pacte, annexe I au procès-verbal N° 6, *la Conférence de la paix et la S.d.N.*, vol. II, p. 155).

(18) Voir p. 35.

(19) Texte du projet de pacte adopté dans la séance de février 1919, annexe II, *la Conférence de la paix et la S.d.N.*, vol. II, p. 163.

mission d'adopter, à la séance du 10 février 1919, un projet d'amendement à ce sujet (20). Il fut accepté avec quelques retouches par la Commission : « Les Hautes parties contractantes sont d'accord pour déclarer qu'aucune entrave n'interviendra dans le libre exercice de toute croyance, religion ou opinion, dont la pratique n'est pas incompatible avec l'ordre public et les mœurs, et que, dans leur juridiction respective, nul ne sera troublé dans sa vie, sa liberté ou sa poursuite du bonheur en raison de son adhésion à une telle croyance, religion ou opinion » (21). Au sujet de cette nouvelle rédaction, le représentant de la France, M. LARNAUD, au cours de la séance du 13 janvier 1919, après avoir déclaré l'importance qu'il y a à proclamer l'inviolabilité de la conscience humaine et des manifestations du culte, estime qu'il est difficile d'insérer un texte à cet égard. De toute façon, les préoccupations du président WILSON se réfèrent à des pays qui ne font pas partie des pays représentés à la Conférence de la paix (22).

Nous remarquons ici, de la part de certaines puissances alliées, désirant imposer leur point de vue aux Etats vaincus et aux Etats non-participants à la Conférence de la paix, une infraction considérable aux règles du droit des gens (23), selon lequel tous les Etats sont sur le même pied. Les vainqueurs ont donc de nouveau montré leur mauvaise intention, même dans le cadre d'une conférence internationale, à l'égard des petits Etats.

Au cours de la discussion de la même séance, le délégué japonais, M. le baron MAKINO proposa un amendement sur l'égalité des races et la non-discrimination dans le traitement des étrangers, comme deuxième paragraphe de l'article 21 du projet de pacte : « L'égalité des nations étant un principe fondamental de la S.d.N., les Hautes parties contractantes conviennent d'accorder, aussitôt que possible, à tous les étrangers nationaux des Etats-membres de la Société un traitement juste et égal à tous les points de vue, sans faire aucune distinction, en droit ou en fait, à raison de leur race ou de leur nationalité » (24). Par cet amendement, le délégué japonais offre un moyen de solution pour sortir les différents peuples de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Le texte d'amendement fut adopté par la majorité de la Commission, mais selon certains représentants, il vaudrait mieux, pour l'instant, ne pas y faire allusion, car, les questions de race et de religion seront certai-

(20) « Les Hautes parties contractantes décident qu'elles ne permettront pas que leurs citoyens, adhérents d'une foi, religion ou croyance quelconque, qui ne porte pas atteinte à l'ordre ou aux mœurs publiques, soient pour cette raison inquiétés dans leur vie, leur liberté et leur poursuite du bonheur ». (Texte d'amendement au texte du projet de pacte, *la Conférence de la paix et la S.d.N.*, vol. II, p. 170.

(21) Texte du projet de pacte adopté dans la séance du 13 février 1919, Annexe II, *la Conférence de la paix et la S.d.N.*

(22) *Procès-verbal* N. 10, p. 190. *La Conférence de la Paix et la S.d.N.*

(23) *Op. cit.* p. 20.

(24) *Procès-verbal*, p. 191, *la Conférence de la Paix et la S.d.N.*

nement réglées au sein de la S.d.N. Notamment, le colonel HOUSE, délégué des Etats-Unis, déclare qu'il fera part au président WILSON de l'état d'esprit de la Commission de l'Hôtel Crillon et, qu'en tout cas, il lui réserve le droit de président de soulever à nouveau cette question à la Conférence de la Paix (25). C'est à cause de cette réserve que l'article 21 resta en suspend. Le 28 avril 1919, la Commission présenta à la Conférence de la Paix le texte du pacte de la S.d.N.

Le 29 avril 1919, à la Conférence de la Paix réunie à Paris, l'amendement du délégué japonais se heurta à la résistance déterminée des Etats-Unis et l'article 21 fut supprimé. D'autre part, la proposition de WILSON (26) concernant la protection des minorités fut également abandonnée au cours des débats, de manière que le projet de Paris du 14 février 1919, relatif à la création de la S.d.N., ne contient aucune disposition à ce sujet et qu'aucun changement ne s'est produit ultérieurement. Il ne fut donc plus question, au sein de la Conférence, d'une protection générale des droits de l'homme.

En renonçant à arrêter toute disposition de nature à sauvegarder les droits de l'homme en général, la Conférence de la Paix rentrait donc dans les voies traditionnelles qu'avaient suivies les grandes Conférences antérieures. Les grandes puissances ont inséré, d'une part, aux traités de paix des dispositions relatives à la protection des minorités et, d'autre part, elles ont conclu, dans le même but, des traités de minorités avec plusieurs de leurs anciens alliés.

Le Conseil suprême institua, le 1^{er} mai 1919, une Commission appelée « Commission des nouveaux Etats et de la protection des minorités », au sein de laquelle étaient représentés l'Empire britannique (M. HEADLAN MORLEY), les Etats-Unis d'Amérique (MM. MILLER et HUDSON), la France (M. BERTHELOT), l'Italie (MM. de MARTINO et CASTOLDI), et le Japon (M. ADATÇI). Cette Commission était appelée à élaborer les traités de minorités. Le travail de cette Commission fut incontestablement influencé par le mémorandum (27) que le Comité des déléga-

(25) Procès-verbal, p. 193, *la Conférence de la Paix et la S.d.N.*

(26) Loc. cit. p. 23.

(27) « Déjà au congrès des minorités, tenu en 1916, à Lausanne, les Juifs réclamaient la reconnaissance de leurs droits nationaux ; dans les congrès des Sionistes de Londres, tenus en février, en mars 1919, ils ont formulé en détail leurs revendications. Ainsi, à l'époque de la réunion de la Conférence de la Paix à Paris, ils étaient en mesure de se présenter avec un programme déterminé. Dans le Mémorandum adressé à la Conférence de la Paix, le 10 mai 1919, par le Comité des sept délégations juives fonctionnant à la Conférence de la Paix, il ne s'agissait plus de la minorité juive seule, mais des minorités en général. Le Mémorandum tendait à la protection des minorités nationales, ethniques, de religion ou de la langue de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Lithuanie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Russie, de la Tchécoslovaquie, de l'Ukraine, de la Yougoslavie et des autres Etats de l'Orient et du centre de l'Europe, et définissait avec précision les droits minoritaires à reconnaître. Le Mémorandum contient, en outre, le projet des conventions à conclure avec les Etats intéressés relativement aux minorités.

D'après ce projet, les signataires proclament le caractère international des droits en question et la juridiction de la S.d.N. Tous les citoyens de l'Etat jouissent des mêmes droits civils, religieux, nationaux et politiques, sans distinction de naissance.

tions juives avait dressé à la Conférence de la Paix. La décision de ladite commission fut approuvée par le Conseil suprême après un examen sommaire. Il fut décidé que les deux nouveaux Etats dont l'indépendance était reconnue par le Traité de Versailles imposé à l'Allemagne, qui devait leur céder des territoires, accepteraient formellement toutes les garanties que les grandes puissances estimeraient nécessaires pour la protection des habitants qui différeraient de la majorité pour la race, la langue ou la religion. Il s'agissait de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. L'incorporation dans le Traité de cette disposition spéciale devait avoir pour effet d'obliger les nouveaux Etats envers tous les autres signataires. Elle permettait aussi à l'Allemagne un contrôle éventuel. La même ligne de conduite fut adoptée vis-à-vis des autres Etats nouveaux ou agrandis.

Par contre, aucune disposition ne fut insérée en faveur des minorités habitant les autres territoires détachés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (les Allemands d'Alsace-Lorraine, ceux du Trentin, du Schleswig, d'Eupen et de Malmedy).

Dans la séance plénière de la Conférence du 31 mai 1919, plusieurs représentants de nouveaux Etats n'acceptèrent pas la distinction et s'y opposèrent. D'abord, la Pologne (PADE-REWSKI) rejetta avec énergie les obligations qui n'étaient imposées à tous les membres de la S.d.N. et il protesta, en particulier contre le fait que le traité de Versailles ne contenait aucune disposition relative à la protection des minorités en Allemagne. La Roumanie (M. BRATIANO), la Tchécoslovaquie (KRAMER) et la Yougoslavie (TRUMBITCH) insistèrent pour obtenir un amende-

de race, de nationalité, de langue ou de religion. L'Etat s'engage à protéger la vie, la liberté et les biens de ses habitants et à leur assurer pleine liberté en matière de religion et d'exercice de culte (art. 2). Aucun réduction des droits énumérés ne sera admissible. Toute loi, ordonnance ou disposition contraire sera sans effet (art. 3). Aucune restriction ne pourra être apportée au libre usage de la langue maternelle des ressortissants appartenant à une minorité, notamment dans le commerce, dans leur vie privée, dans les réunions publiques, dans la presse, ainsi que devant les tribunaux, soit oralement, soit par écrit; aucune minorité ne devra être empêchée d'user de sa langue à l'école ou dans d'autres institutions. Les écoles, employant la langue d'une minorité, jouiront de droits analogues à ceux des écoles du même degré, à condition que leur plan d'études ne s'écarte pas du plan d'études généralement adopté (art. 4). L'Etat reconnaîtra les diverses minorités habitant son territoire comme des organisations autonomes qui ont comme telles le droit de créer et de diriger des écoles et autres établissements d'éducation, ainsi que des institutions charitables, religieuses ou sociales. Tout citoyen appartenant à une minorité est libre d'en sortir par une déclaration formelle. La population juive de l'Etat forme une minorité nationale jouissant de tous les droits mentionnés plus haut (art. 5). Les écoles et autres institutions religieuses, charitables ou sociales des minorités bénéficieront des subventions sur les sommes inscrites au budget de l'Etat, aux budgets municipaux ou autres, proportionnellement à la force numérique de la minorité sur le territoire en question par rapport à la totalité de la population. En outre, toute minorité est libre d'imposer des contributions à ses membres (art. 6). Les minorités auront le droit de faire partie, proportionnellement à leur nombre, des corps électoraux de l'Etat, des départements et autres districts (art. 7). Les personnes appartenant à des confessions n'ayant le dimanche pour jour de repos, ne pourront être contraintes à faire, pendant leur jour de repos ou les autres jours de fête, des travaux interdits par les lois de leur religion, ni être empêchées de travailler le dimanche ou les autres jours de fêtes (art. 8). Les obligations précitées forment partie intégrante de la législation générale de l'Etat et ne peuvent subir aucune restriction par la loi, ordonnance ou mesure officielle, lesquelles doivent s'accorder avec ces obligations. Aucune de ces dispositions ne pourra être modifiée sans l'assentiment de la S.d.N. (art. 9). En cas de violation ou de non-observation de ces stipulations, les minorités auront le droit d'adresser une plainte à la S.d.N., respectivement à la Cour devant être instituée par celle-ci (art. 10). (La question des minorités à la Conférence de la Paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités. L'ouvrage de M. NATHAN FEINBERG).

ment des clauses en question et qualifièrent le traité de minorités d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat (28). Après avoir fait leurs protestations de principe, les délégations polonaise, roumaine et yougoslave ne collaborèrent plus à la rédaction des traités de minorités. En leur absence, la Commission prépara les traités de minorités qui furent conclus entre les principales puissances alliées (29) et les Etats nouvellement créés ou agrandis, à savoir la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Roumanie et la Grèce (30).

En dehors des traités de minorités, les traités de paix avec l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie contiennent également des dispositions relatives à la protection des minorités (31). Le traité conclu avec la Turquie à Sèvres, le 10 août 1920, n'est pas entré en vigueur. Mais la Turquie assumait la protection des minorités avec le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, dont nous examinerons spécialement le contenu plus loin.

D'autre part, en dehors des traités de minorités et des traités de paix, il fut conclu entre des Etats voisins 22 conventions internationales (32) en vue d'interpréter avec précision

(28) Ce qui se passe réellement à Paris en 1918-19 (*Histoire de la Conférence de la Paix par les délégués américains*, publiée par le colonel HOUSE et SEYMOUR, p. 172).

(29) « Ce sont les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon ».

(30) 1) Le traité conclu à Versailles le 28 juin 1919 avec la Pologne. Ce traité est entré en vigueur le 10 janvier 1920. Il a été placé sous la garantie de la S.d.N. (art. 1 à 11) le 13 février 1920.

2) Traité conclu à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919 avec la Tchécoslovaquie. Il est entré en vigueur le 16 juillet 1920 et fut placé sous la garantie de la S.d.N. (art. 1 à 11) le 29 novembre 1920.

3) Traité conclu à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919 avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il est entré en vigueur le 16 juillet 1920 et a été placé sous la garantie de la S.d.N. (art. 1 à 10) le 20 novembre 1920.

4) Traité conclu à Paris, le 9 décembre 1919, avec la Roumanie. Ce traité est entré en vigueur le 4 septembre 1920. Il a été placé sous la garantie de la S.d.N. (art. 1 à 11) le 30 août 1921.

5) Traité conclu à Sèvres le 10 août 1920 avec la Grèce (avec les modifications contenues dans le traité de Lausanne du 24 juillet 1923). Ce traité est entré en vigueur le 6 août 1924 et a été placé sous la garantie de la S.d.N. (art. 1 à 15) le 26 septembre 1924.

(31) 1) Le traité de Saint-Germain-en-Laye, conclu le 10 septembre 1919 entre les Puissances alliées et associées et l'Autriche (art. 60 à 62). Ce traité est entré en vigueur le 16 juillet 1920.

2) Le traité de Neuilly-sur-Seine, conclu le 27 novembre 1919, entre les Puissances alliées et associées et la Bulgarie (art. 49 à 57). Ce traité est entré en vigueur le 9 août 1920.

3) Traité de Trianon conclu le 4 juin 1920, entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie (art. 54 à 60). Ce traité est entré en vigueur le 26 juillet 1921.

4) Traité de Lausanne conclu le 24 juillet 1923, entre les Puissances alliées et associées et la Turquie (art. 37 à 44). Ce traité est entré en vigueur le 6 août 1924. Le traité conclu à Sèvres le 10 août 1920 avec la Turquie n'est pas entré en vigueur.

(32) 1) La convention conclue le 7 juin 1920 à Brünn, entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, au sujet de la nationalité et de la protection des minorités, complétée par la convention supplémentaire de Kurlsbad, le 23 août 1920. Cette convention vise uniquement les affaires scolaires et prévoit l'arbitrage.

2) La convention conclue le 9 novembre 1920 entre la ville libre de Dantzig et la Pologne. En vertu de l'art. 33 de cette convention, la ville libre s'est engagée à appliquer envers ses minorités les stipulations contenues dans le traité de minorité avec la Pologne.

3) La convention conclue le 24 octobre 1921 entre la ville libre de Dantzig et la Pologne, réglant les questions de langue (art. 225 et 226) et d'éducation (art. 227) de la minorité polonaise de la ville de Dantzig, en exécution de la convention précédente.

4) La convention conclue à Genève le 15 mai 1922 entre l'Allemagne et la Pologne sur la Haute-Silésie.

5) La convention conclue à Prague le 23 avril 1925 entre la Pologne et l'Etat tchécoslovaque.

ou de compléter les dispositions relatives à la protection des minorités, insérées dans les traités de paix, ou en vue de régler entre eux le mode de protection des minorités. Citons au-bas quelques-unes de ces conventions. Au courant de la signature de ces traités relatifs à la protection des minorités, Robert CECIL exposa un projet, à la première session de l'Assemblée de la S.d.N., tenue en novembre et décembre 1920, selon lequel l'Assemblée n'admettrait pas parmi les membres de la S.d.N. l'Etat qui ne voudrait pas s'engager à conclure des conventions analogues aux traités de minorités. Sur la base de ce projet, dans sa séance plénière du 15 décembre 1920, l'Assemblée adopta la proposition suivante : « Dans le cas où les Etats baltiques et caucasiens, ainsi que l'Albanie seraient admis dans la S.d.N., l'Assemblée les invitera à prendre des mesures appropriées pour la protection des minorités, conformément aux principes généraux établis dans les traités de minorités, et à se mettre d'accord avec le Conseil en ce qui concerne les modalités d'exécution » (33). A la suite de cette proposition, plusieurs Etats présentèrent des déclarations concernant la protection des minorités au Conseil de la S.d.N. ; à savoir la Finlande, l'Albanie, l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie (34).

(33) Procès-verbal de l'Assemblée, vol. 1, p. 569.

(34) 1) Les 16 et 28 juin 1921, la Finlande a adressé au Conseil un mémorandum faisant connaître les dispositions de la Constitution, relatives à la protection des minorités de la Finlande. Dans sa séance du 2 octobre 1921, le Conseil a pris acte de ce fait, et en a avisé les Membres de la S.d.N. (J. Off. décembre 1921, p. 1165 et suiv.). Le Conseil, après avoir reconnu la souveraineté de la Finlande, sur les îles Alands habitées par une population suédoise, a déterminé les droits minoritaires qui doivent être accordés par la Finlande dans le but de conserver la langue et la culture des habitants de ce territoire. (Voir pr. V.C. XIII, p. 52).

2) Dans la séance du 2 octobre 1921, l'Albanie a présenté au Conseil une déclaration au sujet de la protection des minorités de l'Albanie. Cette déclaration contient la reconnaissance de droits minoritaires analogues à ceux insérés dans les traités de minorités. Elle contient, en outre, des dispositions concernant l'échange des personnes, appartenant à une minorité ethnique et habitant les Etats limitrophes, qui voudront partir, respectivement l'évacuation de celles-ci. Le 27 février 1922, l'Albanie a ratifié cette déclaration qui fut placée sous la garantie de la S.d.N. (pr. v. C. XIV, p. 115).

3) En ce qui concerne l'Esthonie, dans la séance du 17 septembre 1923, le Conseil a pris acte de la déclaration du 28 août 1923 du Gouvernement esthonien, d'après laquelle la Constitution esthonienne reconnaît les droits des minorités de race, de langue et de religion de l'Esthonie dans la mesure dictée par l'esprit des traités de minorités. Toutefois, le Conseil s'est réservé le droit de se renseigner sur la situation juridique des minorités de l'Esthonie. A cet effet, il pourra s'adresser au Gouvernement esthonien pour demander les informations au cas où un membre du Conseil le désirerait (pr. v. C. XXVI, p. 1311).

4) Dans sa séance du 7 juillet 1923, le Conseil a adopté le projet du délégué de la Lettonie, relatif à la protection des minorités et confirmé le 19 juillet 1923 par le Gouvernement letton. Pour le cas de plaintes élevées par les minorités, une procédure a été établie pareille à la procédure prévue pour les plaintes résultant des affaires des Etats signataires des traités de minorités. Par ailleurs, le Conseil s'est réservé envers la Lettonie les mêmes droits qu'envers l'Esthonie (pr. v. C. XXVI, p. 1275).

5) Dans sa déclaration présentée le 12 mai 1922 au Conseil de la S.d.N., la Lithuanie a garanti à ses minorités des droits analogues aux droits insérés dans le traité de minorités avec la Pologne. Par sa décision du 11 décembre 1923, le Conseil a pris acte de cette déclaration, qui fut placée sous la garantie de la S.d.N. (pr. v. C. XXVIII, p. 608).

Cette déclaration a été complétée par la Convention de Memel, conclue le 17 mai 1924, entre les principales Puissances alliées et associées et la Lithuanie. Aux termes de celle-ci, la validité de la déclaration ci-dessus de la Lithuanie s'étendra aux minorités de Memel, à condition que l'allemand et le lithuanien servent tous les deux de langue officielle. En ce qui concerne les plaintes des minorités, on appliquera la procédure adoptée par le Conseil de la S.d.N., et le Conseil exercera les mêmes droits que ceux stipulés dans les traités de minorités.

Après avoir vu les instruments diplomatiques (35) qui ont conféré aux droits des minorités le caractère de droit international, examinons maintenant sommairement les dispositions de ceux-ci :

Il convient de remarquer que certaines dispositions de ces instruments diplomatiques sont communes. Elles ont d'abord pour but d'assurer à tous les habitants la pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion. Elles assurent le droit de pratiquer librement toute religion n'étant incompatible, ni avec l'ordre public, ni avec les bonnes mœurs. Elles permettent ensuite aux habitants des territoires cédés de choisir entre la nationalité du nouvel Etat ou leur ancienne nationalité en quittant librement le pays. Quant aux individus, naissant après la signature du traité, ils deviennent automatiquement citoyens de l'Etat dans lequel ils sont nés. L'égalité de tous les citoyens est reconnue au point de vue de la liberté politique et civile. Les traités prévoient enfin des garanties pour une série de droits spéciaux, tels que le libre usage de la langue minoritaire, la liberté de l'enseignement, le droit de créer, de diriger, de contrôler des institutions charitables, religieuses ou sociales. Ils disposent aussi d'une division équitable de fonds publics destinés à l'entretien des écoles, des églises et des institutions charitables entre les différents groupes intéressés.

Les dispositions des traités de minorités et des traités de paix, relatives aux minorités de race, de religion ou de langue, ayant été qualifiées d'obligations d'intérêt international, sont placées sous la garantie de la S.d.N. Le Conseil a été chargé du contrôle de l'exécution de ces obligations. Tout membre du Conseil a le droit et le devoir de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations. Dans ce cas, le Conseil pourra procéder de telle façon et donner de telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance. S'il surgit une divergence d'opinion sur un point de droit ou de fait concernant les articles des traités, entre un membre du Conseil et le Gouvernement qui s'est engagé à protéger les minorités, cette divergence d'opinion doit être considérée comme un différend de caractère international, conformément à l'article 14 du pacte, et elle doit être soumise, si l'autre partie le demande, à la Cour permanente de justice internationale (36).

(35) « Les traités de minorités, de paix et les déclarations faites devant le Conseil de la S.d.N. en ce qui concerne la protection des minorités. »

(36) Dernier article des traités de minorités et article 69 du traité de paix avec l'Autriche ; article 57 du traité de paix avec la Bulgarie ; article 60 du traité de paix avec la Hongrie et article 44 du traité de Lausanne avec la Turquie. (Il n'y est pas mentionné les Etats-Unis d'Amérique) ainsi que les déclarations albanaise, lithuanienne, faites au Conseil contiennent la même stipulation.

L'ÉTENDUE DE LA GARANTIE DE LA S.d.N.

Les dispositions des traités ne sont placées sous la garantie de la S.d.N. que dans la mesure où elles affectent les personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue (37). La garantie de la S.d.N. ne joue pas à l'égard des dispositions, intéressant les personnes appartenant à la majorité. Ces dernières jouissent de la garantie et de la protection constitutionnelle. Les membres des minorités peuvent, en outre, recourir à la garantie et à la protection de droit international. Par exemple, l'article 2 du traité des minorités avec la Pologne (et l'article correspondant des autres traités) assure la protection pleine et entière de la vie et de la liberté à tous les habitants du pays, sans faire aucune distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion. De même, les articles 7 et 8 garantissant l'égalité de droit, l'égalité de traitement en droit et en fait, la liberté religieuse et le libre usage des langues. Pour tous ces droits, les personnes appartenant à la majorité ne peuvent invoquer la garantie de la S.d.N., cette garantie ne jouant pas à leur égard. Comme nous avons dit qu'il s'agissait de « personnes » appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, les étrangers bénéficient des droits en question au même titre que les ressortissants, sauf si le droit visé est attaché à la qualité des ressortissants (38). La Société des Nations, ayant placé les droits de minorités sous sa protection, a donc fait naître une scission entre les citoyens du même pays et elle a laissé la garantie des droits de la majorité à la bonne volonté de l'Etat dont elle est ressortissante. Tandis que les traités ne font aucune distinction, en ce qui concerne des droits y insérés, entre la minorité et la majorité, ni de distinction d'habitant ou de ressortissant. Il en résulte que la protection des minorités repose sur un accord international qui a le caractère d'une loi parfaite. Par contre, les dispositions insérées dans les traités, dont bénéficient aussi la majorité et l'« habitant », qui ne sont pas investies de la garantie de la S.d.N., ont le caractère d'une loi imparfaite.

Le Conseil exerce ses fonctions pour la protection des minorités si une affaire lui a été signalée par un de ses membres. Seuls les membres du Conseil ont qualité d'attirer l'attention du Conseil sur l'infraction ou le danger d'infraction à l'une des obligations relatives à la protection des minorités, avec l'effet juridique de provoquer l'intervention du Conseil (39). Autrement dit, la protection des minorités appartient comme privilège aux Etats qui composent le Conseil.

(37) Loc. cit. p. 28 et aux termes de l'art. 44 du traité de Lausanne, les dispositions sont placées sous la garantie de la S.d.N. dans la mesure où elles affectent des ressortissants turcs non-musulmans.

(38) L'article 2 du traité de minorités avec la Pologne.

(39) Loc. cit., p. 28.

Les traités passent sous silence la question de savoir si les minorités elles-mêmes et les Etats non représentés au sein du Conseil peuvent s'adresser au Conseil. A cet égard, le Conseil et l'Assemblée de la S.d.N. ont voté plusieurs résolutions (40). Parmi celles-ci, il est intéressant de noter ici la résolution du Conseil adoptée le 22 octobre 1920. Il y est précisé la différence très nette qui existe entre le droit des Membres du Conseil de signaler à l'attention du Conseil les infractions ou dangers d'infractions aux stipulations des traités, et la faculté des minorités elles-mêmes ou des Etats non représentés au sein du Conseil de signaler à la S.d.N. ces infractions ou dangers d'infractions. L'acte par lequel un ou plusieurs Membres du Conseil signalent à l'attention du Conseil une infraction ou danger d'infraction est un acte juridique, qui a pour conséquence de saisir le Conseil de la question, tandis que l'acte par lequel une infraction ou danger d'infraction est signalée à la Société, en dehors de l'initiative d'un Membre du Conseil, n'est qu'une pétition ou une information pure et simple qui, par elle-même, ne peut pas avoir comme effet de saisir le Conseil de la question.

Le droit reconnu exclusivement aux Membres du Conseil de saisir le Conseil des cas d'infraction aux traités de minorités a fait l'objet, à plusieurs reprises, de discussions et de controverses pendant les négociations sur la Déclaration albanaise, relative à la protection des minorités. Le Gouvernement grec demanda l'insertion d'une clause lui accordant le droit de saisir le Conseil des infractions ou dangers d'infractions aux obligations que l'Albanie allait assumer. Le Conseil estima qu'il n'y avait pas lieu d'insérer une pareille stipulation qui aurait constitué une exception aux principes généraux adaptés dans tous les traités de minorités (41).

Selon toutes ces résolutions, il faut donc entendre une déclaration et une demande, par pétition minoritaire et des Etats non-membres au Conseil, adressées à la S.d.N. Au sens stricte du mot, il est impossible de parler de plainte, puisqu'il est réservé aux Membres du Conseil de signaler à l'attention du Conseil les infractions aux stipulations des traités avec l'effet juridique de provoquer l'intervention du Conseil.

Le fait que seuls les Membres du Conseil peuvent attirer l'attention du Conseil sur l'infraction ou danger d'infraction à l'une des obligations relatives à la protection des minorités, constitue une brèche dans l'égalité des Membres de la S.d.N.,

(40) Les résolutions du Conseil du 22 octobre 1920, 25 octobre 1920, 27 juin 1921, 5 septembre 1923, 10 juin 1925 et ensuite les résolutions de l'Assemblée du 21 septembre 1922 et du 26 septembre 1923 (J. Off. de nov.-déc. 1920, p. 8 et 9, S.d.N., actes de la II^e Assemblée, séance plénière, 1921, p. 838 ; J. Off. suppl. spécial, 1921, N° 5, p. 22 ; J. Off. nov. 1923, p. 1293 et 1294 ; J. Off. juillet 1925, p. 878 et 879, S.d.N., actes de la III^e Assemblée, 1922, vol. I, p. 185 et 186 ; J. Off. suppl. spécial, oct. 1923, p. 28).

(41) Pr.-v. de la XIV^e session du Conseil (septembre-octobre 1921, p. 115 et 162).

puisque les dispositions concernant la protection des minorités sont placées sous la garantie de la S.d.N.

Les Membres du Conseil reçoivent communication des minorités et des Etats non-membres du Conseil, concernant l'infraction ou danger d'infraction touchant aux traités des minorités, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la S.d.N. Dès qu'une pétition relative à la protection des minorités est reçue au Secrétariat de la S.d.N., le Secrétaire général décide sur la recevabilité de la pétition. Toutefois, le gouvernement visé par la pétition peut contester la décision du Secrétaire général. Dans ce cas, la question de la recevabilité doit être soumise au Président du Conseil en exercice qui peut désigner deux autres Membres du Conseil pour l'assister dans son examen. Si la pétition est acceptée, le Secrétaire général est alors seulement tenu, avant de communiquer la pétition aux Membres du Conseil, d'en informer le représentant de l'Etat intéressé auprès du Secrétariat de la S.d.N. L'appréciation du caractère exceptionnel ou d'extrême urgence de chaque cas est abandonnée à la discrétion du Secrétaire général. Le Secrétaire général envoie la pétition, sans commentaires, aux Membres du Conseil, soit aussitôt après que le gouvernement intéressé a déclaré vouloir s'abstenir de présenter des observations sur la pétition, soit lorsque le gouvernement intéressé a déclaré avoir l'intention de présenter des observations (42). Mais les pétitions urgentes et celles émanant des gouvernements Membres de la S.d.N. sont communiquées aux Membres du Conseil en même temps qu'au gouvernement intéressé. La communication des pétitions ainsi que les observations du gouvernement intéressé, sont restreintes aux Membres du Conseil, mais peuvent être étendues aux autres Membres de la S.d.N. ou au public en général, à la demande du gouvernement intéressé ou en vertu d'une résolution prise à cet effet par le Conseil. Toutefois, tout gouvernement membre de la Société peut présenter une demande au Secrétaire afin que les pétitions avec les observations du gouvernement intéressé qui sont communiquées au Conseil, soient également communiquées à ce gouvernement. Il faut enfin ajouter que la communication de la plainte au Conseil par le Secrétaire général ne constitue pas un acte juridique, car le Conseil ne devient compétent pour s'occuper de la question, que si l'un de ses membres signale à son attention l'infraction ou le danger d'infraction faisant l'objet de la pétition (43). Il s'agit donc, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, d'une communication à titre purement informatif. La pétition vient d'abord devant le Comité des minorités qui

(42) « Il pourrait aussi arriver que le délai de deux mois expire sans que les observations du Gouvernement arrivent ; dans ce cas, le Gouvernement demanderait sans doute une prolongation du délai. »

(43) Résolutions des 22 et 25 octobre 1920, 27 juin 1921, 5 septembre 1923 et 10 juin 1925.

est institué au sein du Conseil par la résolution du 25 octobre 1920 du Conseil. Ce comité l'examine pour décider, s'il y a lieu ou non, de signaler à l'attention du Conseil l'infraction ou le danger d'infraction faisant l'objet de la pétition. Les réunions du comité sont tenues en séance privée, sans procès-verbal formel et chaque comité adopte librement sa propre procédure (un comité de minorités est constitué pour chaque pétition). Souvent le comité ne parvient pas à une décision définitive, même après avoir reçu tous les renseignements supplémentaires qu'il pourrait désirer. Il porte alors cette affaire devant le Conseil (44). Une fois saisi d'une question de minorités, le Conseil peut « procéder de telle façon et donner de telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance » (45).

On remarque ici le caractère extrêmement général de cette formule et l'étendue des pouvoirs qu'elle confère au Conseil, en même temps que l'absence de toute indication quant à la procédure à suivre par le Conseil dans le règlement des questions de minorités. La seule règle de procédure qui s'applique à ce sujet est celle prévue par l'article 4 du pacte de la S.d.N., selon lequel tout membre de la Société, n'étant pas représenté au Conseil, est invité à y envoyer siéger un représentant lorsqu'une question qui l'intéresse est portée devant le Conseil. Celui-ci s'est toujours considéré, en cette matière, comme un organe de conciliation. Le Conseil demande aussi des avis consultatifs sur certains points juridiques à la Cour permanente de Justice. En effet, le troisième paragraphe de la stipulation relative à la garantie de la S.d.N. a trait au renvoi des questions de minorités devant la Cour permanente de Justice internationale (46). C'est dans le même esprit que la troisième Assemblée, par sa II^e résolution du 21 septembre 1922, recommandait aux Membres du Conseil de faire appel, en évitant tout délai inutile, à la décision de la Cour, en cas de divergence d'opinion avec les gouvernements intéressés sur des questions de droit ou de fait, concernant l'application des traités de minorités.

LE PROBLÈME DE GÉNÉRALISATION DU SYSTÈME DE PROTECTION DES MINORITÉS

L'énumération des instruments internationaux, que nous avons vue ci-dessus, montre le caractère d'exception du système de protection des minorités par la S.d.N. Les créateurs de ce système ne se sont pas proposés d'établir un régime juridique général qui fût applicable partout où se rencontreraient des

(44) Pour tout ce qui concerne le « comité des minorités », voir J. Off. suppl. spécial N° 33, 1925, p. 307-310.

(45) Deuxième paragraphe de la disposition relative à la garantie de la S.d.N. (loc. cit. p. 41).

(46) Loc. cit. p. 28.

populations minoritaires du point de vue ethnique, linguistique ou religieux. Un tel système avait déjà suscité lors de la préparation des traités de minorités, pendant la Conférence de la Paix, des objections des Etats visés par les traités de minorités (47).

L'idée d'un système général de protection de minorités, applicable dans tous les Etats sans distinction, a fait l'objet d'un examen et de discussions au sein de la S.d.N. En effet, le représentant de la Lettonie, Dr WALTER, déclara, devant la VI^e commission de la III^e session de l'Assemblée de la S.d.N. (1922), l'adoption d'un principe de protection des minorités, politiquement et pratiquement réalisable dans tous les Etats membres de la S.d.N. Le représentant de la Finlande, M. ERICH, proposa que l'Assemblée invitât le Conseil à créer une commission pour étudier la question de la protection des minorités en général. Le représentant de l'Esthonie déclara adhérer à cette proposition qui fut, par la suite retirée. Finalement, la VI^e commission soumit à l'Assemblée un certain nombre de résolutions (48) que l'Assemblée adopta dans sa 13^e séance du 21 septembre 1922 ; la quatrième de ces résolutions était ainsi conçue : « L'Assemblée exprime l'espoir que les Etats qui ne sont pas liés vis-à-vis de la S.d.N. par aucune obligation légale en ce qui concerne les minorités, observeront, cependant, dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil » (49).

Cette résolution est restée loin d'apaiser l'opposition des Etats liés par les traités de minorités et trois ans plus tard, en 1925, à la VI^e session de l'Assemblée (séance du 14 septembre 1925), la délégation lithuanienne, soutenue par celles de la Pologne et de la Roumanie, proposa l'élaboration d'une convention générale entre tous les Etats membres de la S.d.N., fixant leurs droits et devoir communs envers les minorités (50). Cette proposition fut discutée devant la VI^e commission de l'Assemblée au cours de sa séance du 16 septembre 1925. La majorité des orateurs, prenant part au débat, se montrèrent opposés à la thèse lithuanienne. Quelques-uns déclarèrent vouloir réserver leur opinion, notamment ceux des délégations française, anglaise, italienne et belge, non liées par les traités de minorités, s'y opposèrent. Car, selon ces délégations, la généralisation du droit des minorités devait provoquer, dans tous les pays où ne se trouvaient pas de minorités, des courants en faveur de la création de minorités artificielles prétendant à la

(47) Loc. cit. p. 26.

(48) 2^e séance de la VI^e commission, le 11 septembre 1922, p. 11.

(49) Assemblée plénière (III), p. 186.

(50) Assemblée plénière (IV), p. 77.

protection de la S.d.N. Cette généralisation provoquerait, par conséquent, des troubles au lieu de consolider la paix (51). L'on devait aussi soutenir que la généralisation des traités de minorités serait sans objet pour la totalité des Etats américains (52). Le délégué lithuanien ayant finalement retiré sa proposition, l'Assemblée décida, le 22 septembre, de renvoyer au Conseil les débats qui avaient eu lieu à ce sujet au sein de la commission. Le Conseil, dans sa séance du 9 décembre 1925, se borna à prendre acte de la résolution du 21 septembre 1922 de l'Assemblée.

Cette résolution par laquelle l'Assemblée recommande à tous les Etats d'observer, dans le traitement de leurs minorités, au moins le même degré de justice et de tolérance que celui exigé par les traités dans les Etats minoritaires, représentait une sérieuse tentative en vue de rétablir l'égalité entre tous les membres. Mais elle ne constituait, à l'égard des Etats non liés par les traités de minorités, qu'un simple droit moral. Pour rester fidèle aux principes, qui avaient inspiré ses fondateurs pour rétablir l'égalité entre ses Membres, la S.d.N. devait transformer ce devoir moral en une obligation juridique ; et, une convention générale pour tous les membres de la Société devait être établie, sous les auspices de la S.d.N., pour assurer la protection et le respect des droits fondamentaux de tous les hommes. Hélas, la tentative, faite à cet égard, est restée vaine.

En présence de l'insuffisance du système de minorité, soit par sa procédure, soit par ses stipulations adoptés par la S.d.N. pour le traitement des minorités, M. FRANGULIS, délégué d'Haïti, après avoir évoqué le texte du président WILSON qui devait être l'article 21 du pacte de la S.d.N., celui proposé par Robert CECIL et enfin la proposition du baron MAKINO (53) à la VI^e commission de l'Assemblée, le 4 octobre 1933, indiqua qu'il y a deux voies que la S.d.N. devait suivre successivement afin de faire face aux nécessités que commande la conscience humaine.

La première voie, a-t-il dit, est le principe de la généralisation du droit de minorités ; et, la seconde voie est que la S.d.N. doit envisager le problème des droits de minorités dans son ensemble en le posant sur le terrain des droits que les hommes possèdent en tant que tels, qu'ils appartiennent à une minorité ou à une majorité. Il proposa à cet égard un projet de résolution : « La quatorzième Assemblée de la S.d.N., considérant que..., une généralisation de la protection des droits de l'homme et du citoyen est hautement désirable ; qu'à l'heure actuelle, ces droits pourraient être formulés de façon à assurer que tout habitant d'un Etat ait droit à la pleine et entière pro-

(2) J. Off. de la S.d.N., février 1926, annexe 828, p. 286-298.

(3) Rapport de M. de MELLO-FRANCO (Brésil) au Conseil de la S.d.N. du 9 décembre 1925, J. Off. de la S.d.N., février 1926, p. 141.

(53) Loc. cit. p. 22-23.

tection de sa vie et de sa liberté et que tous les citoyens d'un Etat soient égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langue et de religion », et il exprime le vœu qu'une convention mondiale soit établie sous les auspices de la S.d.N. assurant la protection et le respect desdits droits (54).

A la fin des délibérations sur les différentes propositions faites, à savoir la proposition d'Haïti et celle de la Pologne qui consistaient en la généralisation du système de protection des minorités, en d'autres termes, un projet de convention générale sur la protection des minorités, comportant les mêmes engagements pour tous les Etats membres de la S.d.N., la VI^e commission en reprenant la Recommandation du 21 septembre 1922, décida d'ajouter à celle-ci un deuxième paragraphe, ainsi conçu : « L'Assemblée considère que les principes énoncés dans la résolution du 21 septembre 1922 devront s'appliquer sans exception à toutes les catégories de ressortissants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion » (55). L'Assemblée, à la neuvième séance du 11 octobre 1933, en réaffirmant sa résolution précédente, rejeta le deuxième paragraphe ci-dessus du projet de résolution de la commission (56).

Une deuxième fois, la délégation polonaise (B. BECK) et celle d'Haïti (FRANGULIS) avec l'appui de plusieurs délégations (notamment la délégation turque) (57), ont déposé un projet de résolution, le 20 septembre 1934, demandant la convocation d'une conférence internationale, en vue de préparer un projet de convention générale sur la protection des minorités (58). Ce dernier effort desdites délégations ne donna pas non plus le résultat attendu.

Après avoir exposé brièvement les traits caractéristiques du système de la protection des minorités au sein de la S.d.N., il peut être constaté que le système de la protection minoritaire, tel qu'il est établi dans les dispositions des traités des minorités et des traités de paix, a trois principales lacunes :

1) D'abord la protection internationale des minorités n'est pas générale, elle ne se rapporte qu'à certains Etats.

2) Ensuite, le défaut de répartition des tâches au sein de la S.d.N. : Le Conseil était le seul organe qui représentait toute l'activité de la Ligue en matière politique, sociale, économique.

(54) VI^e Commission de l'Assemblée (14), p. 32-34.

(55) VII^e séance de la VI^e Commission, p. 50.

(56) Assemblée plénière (14) p. 88.

(57) TEVFIK RÜSTÜ, ministre des Affaires étrangères de Turquie, appuya la proposition polonaise, en déclarant qu'il était d'avis qu'il y avait un intérêt réel et urgent à étendre à toutes les nations les dispositions contractuelles, au lieu d'en limiter l'effet à certains pays et de leur donner aussi l'aspect de charges propres à éveiller des susceptibilités » (6^e séance de l'Assemblée, le 14 septembre 1934, p. 56).

(58) 8^e séance de la VI^e Commission, le 20 septembre 1934, p. 38.

En d'autres termes, il avait premièrement, la mission de maintenir la paix et la sécurité internationale, et deuxièmement, celle de développer la coopération internationale sur le terrain économique, social et humanitaire. Le Conseil, qui est un organe politique, a envisagé de régler la question de la protection des minorités en fonction de la situation politique générale et plutôt selon les lignes politiques des grandes puissances. Normalement, et d'après le principe du droit des gens, la S.d.N. aurait, par contre, dû étudier ce problème essentiel pour le maintien de la paix, d'une politique impartiale sans se soumettre à l'influence politique des puissances. Dans la protection internationale des minorités, le droit des gens devait prendre le pas sur les considérations politiques. Malheureusement, le droit des gens, étant resté sous l'influence des puissances, les minorités qui avaient été prises comme les sujets de la réglementation internationale, devinrent des objets.

Pour la protection des minorités, il aurait fallu établir la séparation des tâches réunies sous le pouvoir du Conseil. Lorsque plus d'un pouvoir s'accumule sous l'autorité d'un organe, il est évident qu'il y ait normalement des abus de sa part, soit en raison de la complication de ses tâches, soit par sa mauvaise intention. Tant qu'il n'existe pas cette séparation, le pouvoir juridique est toujours condamné, subjugué par le pouvoir politique. S'il avait existé un autre Conseil s'occupant des questions juridiques et sociales au sein de la Ligue des Nations, ce Conseil aurait peut-être pu régler le problème des minorités en dehors des considérations politiques.

3) Enfin, l'efficacité de la protection internationale n'est pas assurée par la procédure du Conseil de la Ligue : il est exclusivement réservé aux Membres du Conseil de la S.d.N. de mettre en marche la procédure de la protection minoritaire. Les minorités qui sont des intéressés directs n'exercent pas plus d'influence dans cette question que la pétition déposée par une personne désintéressée. Les minorités ont le droit fondamental à la protection de la S.d.N., mais elles n'ont pas la faculté de solliciter de la Société l'examen de leurs pétitions (59).

L'on doit, en conclusion, constater l'échec de la Société des Nations, tant en ce qui concerne la reconnaissance et la protection internationale des droits de l'homme qu'en ce qui concerne la garantie des droits élémentaires des minorités, tels qu'ils sont proclamés par les traités de minorités et les traités de paix.

Le principe, que nous a légué la Ligue des Nations est qu'elle a accepté l'existence internationale des droits de l'homme.

(59) Loc. cit. p. 30.

CHAPITRE IV

LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE

A la séance du 12 décembre 1922 de la Conférence de Lausanne, le problème de protection des minorités, imposé aux Etats de l'Est et du centre de l'Europe par les Traités de Paix et les Traités de minorités, a fait l'objet d'une discussion.

Au cours de la même séance, Lord CURZON, délégué britannique, proposa qu'un système de protection des minorités applicable à toutes les minorités de Turquie soit établi. Ce système comprenait les minorités musulmanes (Nestoriens, Assyro-Chaldéens, Arabes) et non musulmanes (catholiques, grec-orthodoxes, israélites) ; et, d'autre part, il demanda que la Turquie trouve pour les Arméniens, dans quelque partie de son territoire asiatique, un centre de groupement qu'il désirent (60). Ismet INÖNÜ, ministre des Affaires étrangères de Turquie et chef de la délégation, lors de la séance du 14 décembre 1922, répondit, à la question de Lord CURZON demandant s'il n'était pas possible de trouver dans un pays aussi grand que la Turquie un coin pour les Arméniens, qu'il y a des puissances dont les possessions ont une superficie incomparablement plus grande que celle de la Turquie. L'actuelle Turquie se trouve habitée par une majorité turque et toutes ses parties forment un tout indivisible. D'autre part, il fit observer que la proposition de Lord CURZON au sujet d'un foyer spécial pour les Arméniens impliquerait le démembrement de la Turquie. La délégation turque se trouve donc dans l'impossibilité même d'aborder la discussion d'un pareil système. Selon la délégation turque, les droits de minorités peuvent être confirmés par le Gouvernement turc sur la même base que ceux stipulés dans la traités conclus dernièrement en Europe, à la condition que les musulmans des pays avoisinants jouissent des mêmes droits. Dans l'intérêt de la paix du monde, elle estime que le fait d'accepter pour la Turquie un régime exceptionnel, plus rigoureux que celui appliqué aux autres Etats, est absolument inconciliable avec l'existence future de la Turquie (61). La délégation turque déposa, le 18 décembre 1922, un projet de portée générale, au sujet de la protection des minorités, disposant « que la Turquie s'engageait à accorder à tous ses habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion et que la Turquie garantissait à tous ses habitants le droit au libre exercice de toute foi, religion ou croyance » (62).

(60) 1^{re} série de recueils de la Conférence de Lausanne 1922-23, procès-verbaux, p. 152.

(61) 1^{re} série du recueil de la Conférence de Lausanne de 1922-23, procès-verbaux, p. 182.

(62) 1^{re} série du recueil de la Conférence de Lausanne de 1922-23, annexe B, p. 456.

La proposition de Lord CURZON, sous le titre de proposition des Alliés, relative à un système de protection des minorités comprenant toutes les minorités de la Turquie, ainsi que le projet turc ci-dessus, furent envoyés à la sous-commission des minorités présidée par le délégué italien M. MONTAGNA. Celle-ci insista d'abord, à la séance du 9 janvier 1923, pour que toutes les minorités ethniques, les minorités musulmanes comme les minorités non musulmanes, aient le bénéfice des mesures de protection projetées. Mais la délégation fit remarquer que ces minorités n'avaient pas besoin d'être protégées et qu'elles étaient entièrement satisfaites de leur sort sous le régime turc (63). Après une longue discussion, à la séance du 27 janvier 1923, sur l'application des clauses relatives à la protection des minorités à toutes les minorités de nationalité, de race, de langue et de religion, habitant la Turquie, y compris les minorités musulmanes, la sous-commission des minorités estima qu'elle pouvait restreindre l'application de ces clauses aux minorités non-musulmanes, du fait que par un article de portée générale du projet turc, la Turquie s'engageait à la fois à accorder à tous ses habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race et de religion et garantissait à tous ses habitants le droit au libre exercice de toute foi. Par conséquent, la sous-commission, n'insista pas à étendre la protection aux minorités musulmanes, qui trouveraient dans la nouvelle organisation de l'Etat turc les garanties nécessaires pour la sécurité de leur existence et de leur travail (64).

La délégation turque accepta ensuite que toutes les stipulations relatives à la protection des minorités fussent placées sous la garantie de la S.d.N. Mais elle n'accepta pas qu'un représentant spécial de la S.d.N. résidât à Istanbul en vue d'accomplir l'application des mesures de garantie relatives aux minorités.

C'est selon ce projet de la sous-commission des minorités, que fut rédigée la section du projet de Traité de Paix relative à la protection des minorités. Mais la Conférence ne put terminer ses travaux jusqu'à la date du 4 février 1923, date à laquelle la Conférence s'interrompit du fait qu'il existait des divergences de vue sur certains problèmes de son ordre du jour. Ce n'est que le 24 juillet 1923, après la deuxième réunion de la Conférence à Lausanne le 23 avril 1923, que fut signé le Traité de Paix entre les Alliés et la Turquie (65). Ainsi le Traité de Paix de Lausanne remplaça le Traité de Paix de Sèvres imposé,

(63) 1^{re} série du recueil de la Conférence de Lausanne de 1922-23, annexe A, p. 242.

(64) 1^{re} série du recueil de la Conférence de Lausanne de 1922-23, procès-verbaux, p. 250.

(65) Ce sont l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce et la Roumanie.

le 10 août 1920, par les Alliés à la Turquie vaincue à la suite de la guerre 1914-1918.

Le Traité prévoit différentes dispositions relatives à la protection des libertés individuelles, des droits civils et politiques des minorités (66). L'alinéa 3 de l'article 38 dispose, d'autre part, que les minorités turques non musulmanes jouissent de la liberté de circulation et d'émigration au même titre que la majorité des ressortissants turcs. Mais le Gouvernement, en prenant des mesures en vue de la défense nationale et du maintien de l'ordre public, peut restreindre cette liberté sur la totalité ou sur une partie du territoire aussi bien pour les minorités non musulmanes que pour les ressortissants turcs, tandis que, selon l'article 143 du Traité de Sèvres, la Turquie était obligée de reconnaître les dispositions que les puissances alliées jugeaient opportunes en ce qui concerne l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques. La Turquie, avec le Traité de Lausanne, fit reconnaître sa souveraineté dans le domaine de l'émigration par le fait qu'elle pourrait restreindre la liberté d'émigration en vue de la défense nationale et du maintien de l'ordre public.

Le Traité assure aussi l'égalité de traitement et de garanties en droit et en fait. D'autre part, les minorités détiennent la liberté de leur foi ainsi que celle d'ouvrir des écoles en leur propre langue. Le Gouvernement turc assume, d'une part, la protection de tous les établissements religieux et, d'autre part, il s'engage à prendre toutes les dispositions permettant de régler la question de statut familial ou personnel des minorités non musulmanes. Les dispositions à ce propos seront élaborées par des Commissions spéciales composées en nombre égal de représentants du gouvernement et des représentants de chacune des minorités intéressées. Au cas où surgirait un différend, le Gouvernement turc et le Conseil de la S.d.N. nommeront, d'un commun accord, un surarbitre choisi parmi les juriscultes européens (67). En dernier lieu, il fut prévu que les minorités musulmanes, habitant sur les territoires détachés de l'Empire ottoman, jouiraient des mêmes droits et libertés que les minorités non musulmanes de Turquie ; ce qui n'était pas le cas dans le Traité de Sèvres.

Comme c'était le cas dans tous les autres Traités de paix et Traités des minorités, toutes les dispositions du Traité de Lausanne relatives aux droits des minorités non-musulmanes ayant été considérées comme des obligations d'intérêt international, le Gouvernement turc s'engage à ce que les dites dispositions soient placées sous la garantie de la S.d.N. et qu'aucune loi ou règlement, ni aucune action officielle ne soit en contradiction

(66) Les articles 38 et 39.

(67) Les articles 40, 41 et 42 (les art. 145, 147 et 149 du Traité de Sèvres prévoyaient les mêmes droits et libertés).

ou en opposition avec elles ou ne prévale contre elles. En cas contraire, tout membre du Conseil pourra dénoncer les infractions et celui-ci pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance. Dans le cas où surgiraient des divergences d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces dispositions, entre le Gouvernement turc et l'une quelconque des autres puissances signataires ou toute autre puissance, membre du Conseil de la S.d.N., ces divergences seront considérées comme des différends ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du pacte de la S.d.N. La Turquie accepta de soumettre tout différend de ce genre, si l'autre partie le demandait, à la Cour permanente de Justice internationale (68).

Les dispositions de portée générale du Traité de Paix assurent à tous les habitants de la Turquie sans distinction de race, de religion, de langue et de nationalité, la protection pleine et entière de la vie et de la liberté, et elles garantissent l'égalité de droit, de traitement en droit et en fait, la liberté religieuse et le libre usage des langues. Pour tous ces droits, les minorités musulmanes et la majorité d'origine turque ne peuvent pas invoquer la garantie de la S.d.N., car, aux termes dudit texte, ce sont seulement les minorités non-musulmanes qui peuvent l'invoquer. Par conséquent, lorsque l'on parle des minorités en Turquie, il ne s'agit que des minorités non-musulmanes suivant les dispositions du Traité de Paix relatives à la protection des minorités. Les minorités musulmanes ne jouissent que de la garantie et de la protection constitutionnelle comme les personnes appartenant à la majorité.

En ce qui concerne la procédure pour la protection des droits minoritaires et le droit de plainte des minorités à la S.d.N., les principes qui avaient été adoptés pour la protection des minorités dans le cadre des Traités de Paix et des Traités de minorités imposés aux Etats de l'Est et du centre de l'Europe, sont également appliqués pour la protection des droits minoritaires en Turquie (69). Mais ce système que nous avions critiqué lors de l'examen de la protection des droits minoritaires au sein de la S.d.N. (70) fut encore moins efficace à l'égard des minorités de Turquie, car, celle-ci n'était pas membre de la S.d.N. jusqu'en 1932.

Malgré l'inefficacité du système de protection internationale des droits minoritaires, il est évident que sous les auspices de la S.d.N., la reconnaissance des droits des minorités apparaît non pas seulement comme un problème national, mais aussi comme un problème international. L'Etat n'est donc pas

(68) L'article 44.

(69) Loc. cit., p. 28-32.

(70) Loc. cit., p. 35-36.

libre dans le domaine des droits minoritaires et il ne peut arbitrairement les restreindre sans tenir compte de l'existence du droit positif humain.

Même en présence de cette inefficacité du système adopté par la S.d.N., le Gouvernement turc s'engagea, en toute bonne volonté, à les inscrire dans la loi fondamentale.

La Constitution de 1924, par exemple, dispose que « sous le rapport de la citoyenneté, les habitants de la Turquie, sans distinction de religion ou de race, sont qualifiés turcs » (71). Après avoir défini qui sont les Turcs, elle continue : « Les Turcs sont égaux devant la loi et sont, sans exception, tenus de l'observer » ; deuxième alinéa du même article : « Tous les privilèges de groupes, de classes, de familles, ainsi que tous les privilèges individuels, sont abolis et interdits » (72).

Les articles cités nous indiquent que la Constitution prévoit l'égalité devant la loi des personnes, soit d'une autre religion, soit d'une autre race, tant qu'elles sont turques. Il n'est donc plus question de faire une distinction entre la majorité et la minorité puisque cette dernière est considérée comme turque par la Constitution ; elle bénéficie, par conséquent, comme les autres personnes de l'origine turque, sans aucune distinction des dispositions de la Constitution.

En ce qui concerne la liberté de conscience et des cultes, les minorités ont obtenu une liberté complète, comme elles l'avaient à certaines époques de l'Empire Ottoman, surtout depuis 1928, date à laquelle fut supprimée dans la Constitution l'affirmation que l'Islam est la religion de l'Etat turc, c'est-à-dire lorsque l'Eglise et l'Etat furent complètement séparés. La religion musulmane est privée de tout caractère politique, ce qui n'était pas le cas auparavant, et elle est placée dans la même situation vis-à-vis de l'Etat que les autres confessions.

La liberté de conscience et des cultes est strictement respectée par le régime républicain. A cet égard, la Constitution dispose que : « Nul ne peut être blâmé à cause de sa religion, ni du culte ou de l'ordre auquel il appartient, ni en raison des opinions philosophiques qu'il professe. Toutes les cérémonies religieuses sont libres, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la tranquillité publique, aux bonnes mœurs et aux lois ». D'après les lois basées sur cet article, notamment la loi du 3 mars 1924 régissant le régime scolaire de la Turquie, les minorités ont le droit de créer, diriger et contrôler à leurs frais toutes les institutions charitables, religieuses ou sociales, toutes les écoles et autres établissements d'enseignement et d'éducation, avec droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion. Le gouvernement se charge de la protection de tous ces établissements,

(71) L'article 88.

(72) L'article 69.

Le régime laïque, qui commença de s'épanouir par l'abolition du Califat, s'installa en Turquie juste après la Conférence de Lausanne.

Dans la Constitution de 1924, les dispositions relatives à la protection des minorités ne sont pas insérées séparément, comme c'est le cas dans plusieurs constitutions des États contemporains auxquels furent imposés les Traités des minorités par la S.d.N., notamment la Pologne. La Turquie, en spécifiant qui étaient les Turcs, et en supprimant la religion de l'État, a reconnu l'égalité des citoyens, sans distinction de religion ou de race ; elle est donc beaucoup plus précise. C'est la raison pour laquelle la Constitution turque est muette sur ce point.

LA CONVENTION RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT ET A LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE

Un deuxième problème, ayant trait aux droits et libertés individuels, dont s'est occupé la Conférence de Lausanne, est celui relatif à la protection des droits des étrangers habitant en Turquie. Mais, avant d'aborder ce problème dans le cadre de ladite Conférence, il n'est pas inutile d'en faire un bref exposé historique pour savoir comment la législation ottomane considérait, à l'origine, les droits des étrangers dans le cadre des droits de l'homme.

Capitulations :

Avant la Convention d'établissement, les « capitulations » (73) réglaient les cas des étrangers résidant en Turquie. Les « capitulations » avaient établi en faveur des étrangers habitant sur le territoire de l'Empire un ensemble de privilèges relatifs à leur situation personnelle, un régime administratif, fiscal et judiciaire auquel ils étaient soumis. A cet égard, MESTER Achille déclare que : « c'est comme une déclaration des droits de l'homme que les capitulations ont consacrée deux cent cinquante ans avant la Révolution française » (74).

Lorsque MAHOMET II conquiert Constantinople, il garantit le libre exercice de leurs croyances aux adeptes des différents cultes et laisse la plus grande liberté religieuse et administrative aux communautés non-musulmanes de toutes les villes conquises. Ces capitulations, qui protégeaient les droits et la liberté de certains individus, n'étaient pas un joug imposé à l'Empire ottoman, mais un cadeau offert gracieusement et généreusement par les Sultans turcs à quelques puissances

(73) Toute convention qui assure aux nationaux d'un pays certains principes sur le territoire d'un autre pays.

(74) L'étranger en Turquie d'après le Traité de Lausanne, p. 145 (« Revue politique et parlementaire » 116, août 1923).

étrangères. Elles furent renouvelées par les Sultans successifs. N'est-il pas très étonnant de voir que, au milieu d'un grand triomphe, les Turcs ont reconnu généreusement et spontanément aux populations conquises le droit de se gouverner d'après leurs propres lois et coutumes ? VOLTAIRE, du reste, s'exprime à ce sujet dans son *Traité sur la tolérance* : « Sortons de notre petite sphère et examinons le reste du globe. Le grand Turc gouverne en paix, vingt peuples de différentes religions ; deux cent mille Grecs vivent en sécurité à Constantinople... Les annales turques ne font mention d'aucune révolte excitée par aucune de ces religions » (75).

Avec la capitulation offerte, en 1535, par le Sultan KANUNI, aux sujets français, la liberté d'établissement se trouva formellement garantie : « Tous sujets français pourront librement... venir » (76), et l'inviolabilité du domicile est proclamée par la capitulation de 1740 : « Les gens de justice et les officiers de ma sublime porte, de même que les gens d'épée, ne pourront, sans nécessité, entrer par la force dans une maison habitée par un Français et lorsque le cas requerra d'y entrer, on en avertira l'Ambassadeur ou le Consul dans les endroits où il y en aura, et l'on se transportera dans l'endroit en question avec les personnes qui auront été commises de leur part et si quelqu'un contrevient à cette disposition, il sera châtié » (77).

D'autre part, la liberté de la circulation des sujets français sur terre et sur mer, avec les restrictions relatives au régime des passeports et l'obligation de se faire immatriculer au Consulat de leur résidence, ainsi que la liberté religieuse sont également proclamées dans des textes extrêmement précis. Par une faveur spéciale, les étrangers dans l'Empire sont exempts de tous impôts personnels.

L'histoire nous démontre donc que, d'une part, les droits des minorités, et d'autre part, ceux des étrangers, que l'on cherche à assurer au ^{xx}e siècle sous la garantie de la Société des Nations, se trouvaient être spontanément accordés dès l'origine aux éléments non-musulmans de l'Empire Ottoman.

Mais, ces relations cordiales entre les disciples de MAHOMET II et les dirérentes communautés religieuses ont subi des changements dès le début du ^{xviii}e siècle. Les bonnes relations firent place à une méfiance réciproque et provoquèrent des événements fâcheux qui causèrent bien des souffrances tant à la majorité qu'aux minorités. Car les puissances européennes, auxquelles les capitulations avaient été gracieusement accordées comme un cadeau par les Sultans jusqu'au ^{xviii}e siècle, en profitant de la situation troublée de l'Empire dans les provinces

(75) MICHELET : *Histoire de France*, chapitre : Soléïman sauve la France (cité par Ismet İnönü, à la séance du 12 décembre 1922 de la Conférence de Lausanne, dans son discours), 1^{re} série du Recueil des actes de la Conférence de Lausanne, p. 155.

(76) L'article 3 de la capitulation de 1535.

(77) L'article 70 de la capitulation de 1740.

balkaniques, ont imposé les capitulations comme des Traités définitifs et perpétuels qui ne pouvaient être rompus que par le commun accord des parties contractantes. Les capitulations avaient donc perdu le caractère de concessions provisoires, limitées à la vie du Sultan qui les avait faites. Elles devenaient à la fois des Traités politiques et de commerce, ainsi que dans une mesure restreinte, des Traités d'établissement.

Cette méfiance qui a duré depuis le XVIII^e siècle jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, entre les musulmans et les non-musulmans, n'a pu être supprimée par la Conférence de Lausanne qui abolit les capitulations. A la suite de l'abolition des capitulations, on vit la nécessité de trouver un autre moyen pouvant régir les cas des étrangers se trouvant en Turquie. A cet égard, les Alliés soumièrent à la Conférence, présidée par Sir Horace RUMBOLD, délégué britannique, le 1^{er} mai 1923, un projet de Convention intitulé « Convention relative au régime des étrangers ». Ce projet était basé, dans la mesure du possible, sur le principe de la réciprocité. Sur la demande de la délégation turque, la Convention porta le titre de « Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire » entre la Turquie et les Alliés. Les dispositions du projet de Convention des Alliés différaient considérablement du point de vue de la délégation turque. Nous y ferons allusion au cours de notre exposé de la Convention. Après plusieurs discussions, surtout sur les questions d'immigration et de création de nouveaux établissements commerciaux, industriels et religieux, la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire fut signée, le 24 juillet 1923, entre les Alliés et la Turquie (78).

La Convention, après avoir exprimé, dans son article 1^{er}, le principe de la réciprocité, stipule que la Turquie n'accordera pas, conformément à l'abolition des capitulations, aux ressortissants des puissances étrangères un traitement plus favorable qu'à ses ressortissants. Et, elle appliquera à ses ressortissants et aux ressortissants des autres puissances contractantes le principe de l'égalité de traitement pour toutes les matières prévues à la section de l'établissement de la Convention (79).

Les étrangers auront entière liberté d'entrer et de s'établir sur le territoire de la Turquie sans préjudice des dispositions relatives à l'immigration et pourront aller, venir et séjourner en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays. Dans le projet de Convention des Alliés ne figurait pas la formule : « sans préjudice des dispositions concernant l'immigration ». Sur la proposition d'amendement de la délégation turque, cette formule fut insérée dans l'article 2 de la Conven-

(78) Conférence de Lausanne sur les affaires du Proche-Orient, 1922-1923, Actes signés à Lausanne le 24 juillet 1923.

(79) Article 13.

tion. La délégation turque exposa que cet amendement répondait à la nécessité de prendre certaines précautions en ce qui concerne l'établissement des étrangers dont la réglementation a toujours été reconnue comme l'un des droits souverains d'un pays. Par conséquent, le Gouvernement turc tient à se réserver le droit d'édicter des mesures de ce genre. De son côté, le délégué italien, M. MONTAGNA, déclara que la question de régler l'immigration est un droit reconnu à tous les Etats et qu'il ne leur a jamais été contesté d'interdire l'accès de leur territoire à certaines catégories de personnes et, d'autre part, une telle clause ne figure dans aucune Convention d'établissement, si bien que l'insertion dans un acte international d'une disposition à ce sujet risquerait de diminuer les droits souverains auxquels chacun sait que la Turquie tient tant (80). De même, aux termes de l'article 2, les étrangers seront reçus et traités, sur le territoire turc, relativement à leur personne et à leurs biens conformément au droit commun international. La Convention prévoit aussi que la Turquie se réserve le droit d'expulser les étrangers par mesure individuelle, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire ou sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat (81).

Les ressortissants des puissances auront, en Turquie, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute sorte de biens mobiliers et immobiliers en se conformant aux lois et règlements du pays et ils pourront librement en disposer par vente, échange, donation, ainsi qu'entrer en possession par voie de succession en vertu de la loi. Ils seront aussi admis aux divers genres de commerce, de profession ou d'industrie et les ressortissants turcs auront réciproquement, sur les territoires desdites puissances, le droit d'accès aux mêmes genres de commerces, de professions ou d'industrie, sous réserve de Conventions particulières à conclure à ces sujets, dans le délai de douze mois à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, entre la Turquie et les puissances. Les étrangers ne pourront être privés de leurs biens, même temporairement, par l'expropriation que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité (82).

Un des problèmes sur lequel s'est engagée la discussion est celui des droits acquis des étrangers habitant en Turquie. Les Alliés voulaient faire reconnaître au Gouvernement turc tous les droits acquis jusqu'à la date de la signature de la Convention. La délégation turque déclara que le Gouvernement turc reconnaîtra les droits acquis antérieurement à 1914. Le

(80) Deuxième série du Recueil de la Conférence de Lausanne, p. 26.

(81) Article 7.

(82) Articles 3, 4 et 6.

choix de la date de 1914 s'inspire du fait que les étrangers établis depuis longtemps en Turquie et en temps de paix ont acquis régulièrement des droits dont il est naturel et équitable de tenir compte. Par contre, les ressortissants alliés, établis en Turquie depuis l'armistice de 1918 n'ont pas les mêmes raisons à invoquer. Par conséquent, ils ne pouvaient pas se méprendre sur le caractère précaire de leurs établissements. D'autre part, la délégation ajoute que le Gouvernement turc n'a pas l'intention de réserver à ses ressortissants l'exercice absolu de commerces et de professions, autres que ceux qui, généralement, font l'objet de pareilles prescriptions dans les divers pays (83). En effet, tous les Etats ont le droit et l'habitude de réserver à leurs ressortissants l'exercice de certaines professions : par exemple, les professions de médecin, de pharmacien, d'avocat, d'ingénieur, le colportage et le petit commerce. C'est ce droit que l'on voulut réserver expressément au Gouvernement turc par l'insertion à l'article 4 de la nécessité de Convention spéciale à conclure en ce qui concerne l'exercice de divers commerces, de professions ou d'industries en Turquie. Avec ces Conventions à conclure dans le futur le Gouvernement turc pourra réserver les dites occupations à ses ressortissants, tandis que l'article 146 du Traité de Sèvres obligeait le Gouvernement ottoman à reconnaître la validité des diplômes d'université ou d'écoles étrangères reconnues, et d'admettre les titulaires des puissances alliées résidant en Turquie au libre exercice des professions et des industries pour lesquelles ces diplômes donnent capacité.

En ce qui concerne les établissements commerciaux, industriels, religieux, scolaires et hospitaliers, la même ligne de conduite fut suivie. Afin de ne pas porter atteinte aux situations acquises, la délégation turque accepta que les établissements reconnus avant le 29 octobre 1914 puissent continuer à exister. L'adoption de cette date ne porte aucune atteinte aux intérêts légalement acquis. Car, si, en fait, après la guerre de 1914-1918, des établissements nouveaux furent fondés, ils ne peuvent pas avoir d'existence légale, étant donné que la création des établissements de ce genre fut, de tout temps, subordonnée à l'octroi préalable d'un « iradé impérial » qui n'était délivré que sous certaines conditions et après l'accomplissement de formalités bien définies. C'est pourquoi, la délégation turque insista pour que le régime de ces institutions ne soit pas fixé par la Convention, mais par les Conventions particulières qui seront signées plus tard. En outre, il est de règle que ces institutions soient soumises aux lois des Etats sur le territoire dequels elles sont établies (84). Donc, la Turquie obtint selon les dispositions de l'article 4, une liberté complète pour per-

(83) Deuxième série du Recueil de la Conférence de Lausanne, p. 35.

(84) Deuxième série du Recueil de la Conférence de Lausanne, p. 38.

mettre aux ressortissants des puissances contractantes d'exercer des genres de commerces, de professions et d'industries sur son territoire. Aux termes de l'article 8, les ressortissants des autres Etats étrangers bénéficieront, sur le territoire turc, de l'exercice de tout genre de commerce, profession, industrie suivant les conditions prévues à l'article 4 aux ressortissants des puissances contractantes. C'est-à-dire, les ressortissants étrangers dont l'Etat a conclu une Convention d'établissement avec la Turquie, auront le droit de les exercer dans le cadre de ladite Convention. Les biens, droits et intérêts des ressortissants étrangers ne seront soumis à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux biens, droits et intérêts des ressortissants turcs, tant en ce qui concerne l'acquisition, possession et jouissance desdits biens, qu'en ce qui concerne leur transfert par cessation, mutation ou héritage.

Suivant l'article 4, après et même avant la signature de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, la Turquie conclut avec plusieurs Etats des Conventions d'établissement. Citons quelques-unes de ces Conventions au bas (85). Il n'est pas inutile d'exposer ici quelques dispositions de la Convention d'établissement entre la Suisse et la Turquie, signée à Ankara, le 7 août 1927 (86) pour éclaircir la disposition des articles 4 et 8 de la Convention, relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, signée à Lausanne entre les Alliés et la Turquie.

Les ressortissants de chacune des parties (Turquie et Suisse) signataires auront, aux termes de l'article 1^{er}, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement sur le territoire de l'autre partie, conformément aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur. Toutefois, ces droits ne portent pas atteinte aux dispositions relatives à l'immigration. En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer, du fait du séjour ou d'établissement, les ressortissants des deux pays jouiront du même traitement que les étrangers les mieux traités. De même, les ressortissants des pays signataires auront, en vertu de l'article 2, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers à l'exception des cas prévus par les législations. Ils pourront en disposer librement par vente, achat, donation, transfert, échange, contrat de mariage, testament, ou de toute

(85) Recueil des Traités et des engagements internationaux enregistrés par le secrétariat de la S.d.N.

1. - La Convention d'établissement entre la Turquie et la Pologne, signée à Lausanne le 23 juillet 1923 (vol. 49, 1926, p. 345).

2. - La Convention d'établissement entre la Turquie et l'Autriche, signée à Istanbul, le 28 janvier 1924 (vol. 32, 1925, p. 303).

3. - La Convention d'établissement entre la Turquie et la Bulgarie, signée à Ankara le 18 octobre 1925 (vol. 54, 1926, p. 345).

(86) Recueil des Traités et des engagements internationaux enregistrés par le secrétariat de la S.d.N., vol. 73, 1928, p. 51.

autre manière. Leurs biens ne seront, en aucun cas, assujettis à des charges, taxes ou impôts, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

D'autre part, ils auront, suivant l'article 3, le droit d'exercer toute espèce de commerce, d'industrie, de profession à l'exclusion, toutefois, du colportage, de tout autre commerce ambulant, des métiers et des professions qui, en vertu des lois et règlements, sont ou seront exclusivement réservés aux nationaux. Ils jouiront aussi, quant à leur personne et à leurs biens, de protection des lois, des tribunaux et autres autorités au même titre que les nationaux. La dite Convention avait été signée pour deux ans.

Quant à la question de compétence judiciaire, qui fut prévue au deuxième chapitre de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, le principe de réciprocité fut adopté suivant les dispositions de l'article 11. C'est-à-dire que les ressortissants des autres puissances contractantes en Turquie et les ressortissants turcs sur les territoires des dites puissances auront libre accès aux tribunaux nationaux et pourront ester en justice au même titre que les nationaux, à l'exclusion de toutes questions relatives à l'exécution des jugements, à la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires aux condamnations aux frais et aux dépens, à l'assistance judiciaire gratuite et à la contrainte par corps. Toutes ces questions pourront être réglées par des Conventions spéciales qui seront conclues entre les Etats intéressés et la Turquie. Toutes les questions de compétence judiciaire seront, aux termes de l'article 15, réglées conformément au principe du droit international. Toutefois, la Convention fait une réserve, dans son article 16, indiquant que seuls les tribunaux nationaux ou autres autorités nationales siégeant en Turquie seront compétents vis-à-vis des ressortissants non musulmans en matière de statut personnel : le mariage, le divorce, la dot, la paternité, l'adoption, la tutelle, le droit de succession, etc. Cependant, les parties en cause pourraient déférer leurs litiges aux tribunaux turcs au cas où elles seraient d'accord de le faire. Dans ces cas-là, les tribunaux turcs devraient statuer d'après la loi nationale des parties.

Cette juridiction exceptionnelle fut insérée dans la Convention pour les étrangers non-musulmans, étant donné que le 24 juillet 1923, date à laquelle fut signée la Convention, la Turquie avait encore des tribunaux religieux compétents pour toutes les questions concernant le mariage et le divorce. Il est donc normal que l'on ait songé au moyen de soustraire les étrangers à ces juridictions. Mais, à l'expiration du délai de sept ans pour lequel la Convention avait été conclue, cette survivance des capitulations fut supprimée, et dès cet instant, les étrangers furent soumis, en Turquie, à la loi territoriale. Ils

sont assurés, quant à leur personne et à leurs biens, devant les juridictions turques, d'une protection conforme au droit des gens, ainsi qu'aux principes et méthodes généralement suivis dans les pays occidentaux. C'est donc avec la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, qui succéda au régime des capitulations, que les règles du droit commun international commencèrent à pénétrer dans la législation turque et continuèrent à fonctionner dans la justice et l'administration turque. Ainsi la juridiction turque obtint la liberté de jugement, soit pour les gens de nationalité turque, soit pour ceux de nationalité étrangère, en respectant le principe du droit international. Le principe de l'égalité de traitement, qui est à notre avis un critère essentiel pour la sauvegarde des droits et libertés individuels, fut adopté dans le cadre de la législation turque et c'est sur ce principe d'égalité de traitement entre les sujets turcs et les étrangers que se base le nouveau régime turc.

DEUXIEME PARTIE

Afin de pouvoir mettre en évidence les traits caractéristiques de la question humanitaire dans le cadre de la législation de la République turque, nous pensons qu'il y a lieu de faire d'abord une analyse sommaire des dispositions de la Charte des Nations Unies, relatives aux droits de l'homme. En effet, la législation turque s'inspire de ces dispositions qui marqueront un progrès très considérable, dans la doctrine du droit des gens, sur le plan de la reconnaissance et de la protection des droits de l'homme.

CHAPITRE PREMIER

LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Nous avons relaté à quel point la question des droits de l'homme, surtout dans les derniers jours de la S.d.N., a préoccupé ses membres. Il suffit ici de rappeler la proposition faite à cet effet, par M. FRANGULIS, devant la 14^e Assemblée en 1933 (87).

Cet appel lancé, par M. FRANGULIS, en faveur, non seulement d'une simple reconnaissance mais aussi d'une protection internationale des droits de l'homme, gagna de plus en plus de terrain pendant et après la Deuxième Guerre. Il a eu répercussion d'abord sur le discours du 7 juin 1941 du président ROOSEVELT dans lequel sont proclamées les « quatre libertés », parmi lesquelles se trouvent, à côté de la liberté d'expression et de la liberté de religion, l'affranchissement de la misère et l'affranchissement de l'oppression par la peur, c'est-à-dire le droit aux assurances sociales et à la sécurité économique. Puis, il eut répercussion sur la Charte de l'Atlantique (14 août 1941), et sur la déclaration des Nations Unies (publiée le 1^{er} janvier 1942) ; ensuite sur la Déclaration de Téhéran (2 décembre 1943) qui rappelle que la guerre a pour but « la suppression de la tyrannie et de l'esclavage, de l'oppression et de l'intolérance », et fait espérer qu'un jour viendra où tous les peuples de la terre pourront vivre librement à l'abri de la tyrannie selon leurs désirs respectifs et selon leur conscience ; ainsi que sur le plan de Dumbarton Oaks signé, en 1944, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S. et la Chine. Ce plan, base de la discussion à la conférence de San-Francisco, contient expressément, pour la première fois, l'obligation pour la collectivité des Etats d'élever à une dignité les droits de l'homme sans faire de distinction, ni entre les hommes, ni entre les droits. Dans le

(87) Loc. cit. p. 34-35.

but de protéger les libertés individuelles, les contractants du plan reconnurent la nécessité d'une organisation permanente à laquelle serait attaché un conseil économique et social chargé d'assurer cette protection sous le contrôle de l'Assemblée générale de l'organisation permanente (88) : la future organisation des Nations Unies.

C'est ce plan de Dumbarton Oaks qui fut pris comme base de travail à la Conférence de San Francisco, tenue le 25 avril 1945. La majorité des délégués des nations représentées à la Conférence était, dès l'ouverture de la Conférence, d'avis qu'il était nécessaire d'amender le plan de Dumbarton Oaks et d'insérer dans la future Charte des dispositions qui puissent permettre et garantir la protection des droits de l'homme. Nous avons remarqué plus haut que le texte du plan ne prévoyait qu'un conseil économique et social, qui aurait pour mission d'assurer le respect et la protection des droits de l'homme. Mais, charger ce conseil de tous ces travaux aurait inévitablement abouti à une surcharge intolérable de celui-ci, et il n'aurait plus pu faire face à ses tâches. C'est pourquoi les délégués ont vu la nécessité de compléter cette lacune avec l'insertion, dans la Charte elle-même, d'une disposition prévoyant la création d'une commission spéciale pour les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Cette commission devait avoir pour seule mission de protéger les droits humains.

Cet amendement tendant à instituer une commission spéciale, « la Commission des Droits de l'Homme » pour la sauvegarde des droits de l'homme était proposé, à l'origine, par les représentants d'associations privées de différents pays. Cette proposition qui, au commencement, se heurta à l'opposition des grandes puissances fut également adoptée par ces dites puissances à la discussion mouvementée et la Conférence a fini par transformer le plan de Dumbarton.

Parmi les cinquante nations qui ont signé la Charte de San Francisco se trouvait aussi la Turquie. Ainsi celle-ci fait-elle partie des membres originaires de ladite Charte, dont les dispositions allaient servir comme base à la future organisation des Nations Unies.

A. *Dispositions.* — La Charte de San Francisco, qui créa la nouvelle organisation pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne pouvait pas négliger de tenir compte des droits et libertés essentiels de l'homme pour que ceux-ci soient à l'avenir respectés et assurés dans tous les pays du

(88) Texte de plan de Dumbarton Oaks : Les auteurs soulignent que : « En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien des relations amicales et pacifiques entre nations, l'organisation devait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et autre et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée générale et, sous son contrôle, un conseil économique et social devraient être chargés de l'accomplissement de cette mission. »

monde, car, tout le monde avait bien compris qu'il n'était pas possible d'établir une paix mondiale durable sans sauvegarder ces droits auxquels chaque individu attache beaucoup d'importance, vu l'expérience faite à l'époque de la S.d.N.

C'est pourquoi la Charte parle directement de ces droits et à maintes reprises souligne la nécessité, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, non seulement de développer et d'encourager, mais aussi d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans aucune discrimination. C'est, du reste, avec raison que M. BRUNET souligne que l'idée centrale de cette Charte est que la paix ne peut pas être établie si l'oppression, l'injustice ou la détresse économique sévissent dans le monde (89). Malgré la clarté du but choisi par la Charte, celle-ci manque de moyens pour atteindre ce but.

L'article 1^{er} de la Charte souligne que le respect et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont un des buts de l'organisation des Nations Unies ; et l'article 55 (c) déclare que les Nations Unies favoriseront le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans faire aucune distinction de race, de sexe ou de religion. L'article 13 stipule que l'Assemblée générale ordonne des études et fait des recommandations en vue de faciliter pour tous la jouissance des droits de l'homme.

Il résulte du contenu de ces articles que les dispositions relatives au respect des droits de l'homme se limitent au cadre de la coopération, du développement et de l'encouragement, mais qu'il y manque des dispositions de garantie.

Par ailleurs, l'article 56 impose aux Etats membres une obligation juridique selon laquelle « les Etats membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55 à agir conjointement et séparément en coopération avec l'organisation. » Cet article veut dire que les Etats s'engagent, pour atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir séparément pour atteindre les buts qu'ils peuvent réaliser seuls, et à agir conjointement pour les buts qui ne peuvent être atteints que par la coopération. En d'autres termes, on peut logiquement dire que lorsqu'il s'agit des droits économiques et sociaux, c'est-à-dire dans le cas où un Etat s'efforce d'élever le niveau de vie ou de développer son économie, pour pouvoir donner à ses ressortissants la sécurité sociale et les avantages sociaux auxquels ils ont droit, il ne peut trouver de solution que dans la coopération internationale et qu'il se voit par conséquent obligé d'agir conjointement avec les Nations Unies. Mais, s'il s'agit d'autres droits, par exemple de droits politiques, tel n'est pas le cas.

(89) BRUNET : La garantie internationale des droits de l'homme d'après la Charte de San-Francisco, p. 127.

D'autre part, les articles cités ci-dessus se rapportant au respect des droits et libertés humaines semblent être en contradiction avec la disposition du paragraphe 7 de l'article 2 disposant ce qui suit : « Aucune disposition de la Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat, ni n'oblige ses membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la Charte. » C'est un des articles les plus vagues de la Charte. Il a fait l'objet de discussions considérables, car, à première vue, on a l'impression que la pratique de la souveraineté des Etats se montre hostile au respect international des droits de l'homme. Il est évident que la teneur de cet article a créé (90) et créera à l'avenir d'énormes difficultés à la fois d'ordre juridique et politique qui sont loin d'être surmontées.

Pour analyser le contenu du dit article, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil à l'article 62 stipulant que : « Le Conseil économique et social peut faire ou provoquer des études et des rapports, et adresser des recommandations sur des questions internationales dans les domaines économique et social de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, ainsi que pour assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

D'après cet article, il est inconcevable de considérer que la question humanitaire relève exclusivement de la compétence nationale des Etats. Car, la Charte, dans son article 62, à supposer que le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales soit une question de caractère international, a arraché ce domaine de la juridiction nationale. Le conseil économique et social a donc le pouvoir de faire des recommandations sur des questions d'ordre économique, social, culturel, à condition qu'elles soient internationales.

L'article 62 considère que la question du respect des droits de l'homme est soustraite au domaine réservé des Etats et qu'à son égard l'exception de juridiction nationale ne peut plus être invoquée. Il n'y a pas de doute que, avec l'article 56, les Etats contractants de la Charte ont renoncé, pour toutes les questions soulevées à propos de l'application de l'article 55, également en ce qui concerne « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous... », à se prévaloir de l'exception de juridiction nationale. En conséquence, un Etat qui serait mis en cause devant l'O.N.U. à propos d'une affaire touchant aux droits de l'homme ne pourrait

(90) L'O.N.U. n'a rien pu faire contre l'oppression du peuple hongrois luttant pour sa liberté, le 23 octobre 1956.

pas, du moins théoriquement, se dérober au contrôle de l'organisation en soulevant l'exception de juridiction nationale (91).

Enfin, nous considérons comme utile de noter ici, pour mieux déterminer la position des droits de l'homme, dans le cadre de la Charte, l'interprétation que donna le groupe de travail de la Commission des droits de l'homme en décembre 1947, au sujet de l'article 2, paragraphe 7 de la Charte. La déclaration des droits de l'homme doit-elle ou non mentionner expressément que les questions qu'elle traite sont d'importance internationale ? Le groupe a affirmé que « le domaine réservé aux Etats auquel fait allusion l'article 2, paragraphe 7, n'englobe que les questions non internationalisées d'une manière ou d'une autre. Dès l'instant où les Etats acceptent d'émettre à leur sujet une déclaration ou de conclure une convention, il les font manifestement sortir de leur « domaine réservé » et l'article 2, paragraphe 7, devient inapplicable » (92).

L'incompétence de juridiction nationale à ce propos fut admise, surtout depuis la résolution de l'Assemblée sur la question du mauvais traitement des Hindous établis en Afrique du Sud : « La Résolution, évoquant le changement en mal des relations amicales entre l'Afrique du Sud et l'Inde et faisant allusion au danger qui s'aggrave davantage si le différend persistait, a affirmé le principe que la violation des droits de l'homme, même si elle n'atteint pas des proportions qui puissent motiver une intervention plus énergique du Conseil de Sécurité, peut affecter les relations internationales dans une mesure suffisante pour justifier la compétence de l'Assemblée générale » (93).

A la suite de l'interprétation des articles 55, 56, 62 et de l'exemple concret donné, il est donc certain que les questions des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne font pas partie de celles que réserve le paragraphe 7 de l'article 2 de la Charte. D'ailleurs, si la matière des droits de l'homme relevait exclusivement de la compétence nationale des Etats, il ne serait pas possible que le conseil économique et social, en vertu de l'article 62 et l'Assemblée générale en vertu de l'article 13, puissent faire des études, établir des rapports et émettre des recommandations.

La Charte prévoit par ailleurs, en vertu de l'article 68, la constitution d'une commission (Commission des droits de

(91) KOPELMANS : *L'Organisation des Nations Unies*, p. 109-128, et CASSIN : *La Déclaration universelle et la mise en œuvre des droits de l'homme*, p. 254.

TCHIRKOVITCH : *La Déclaration universelle des droits de l'homme et sa portée internationale*, p. 170, et

BRUNET : *La Garantie internationale des droits de l'homme d'après la Charte de San-Francisco*, p. 153-160.

(92) Conseil économique et social, procès-verbaux officiels, 3^e année, 6^e session, suppl. N° 1 - rapport de la Commission des droits de l'homme, document E/600, 17 décembre 1947, p. 36.

(93) Assemblée générale, 1^{re} session, 2^e partie, N° 75, résolution 44 (I), p. 63,

l'homme), chargée uniquement des problèmes concernant les droits de l'homme sous le contrôle du Conseil économique et social.

Tous ces articles ont introduit dans le cadre du droit international le principe de respect des droits et libertés humains essentiels et la nécessité de leur assurer une garantie effective. Malgré ce progrès énorme, il nous semble que l'œuvre est loin d'être complète et qu'elle risque de rester platonique. Car, la Charte a, premièrement, omis de préciser ce qu'elle entendait par les termes « droits et libertés » considérés comme les plus fondamentaux, et deuxièmement, elle ne prévoit pas, pour l'accomplissement des engagements des Etats, de garanties particulières autres que celles des institutions et procédures générales organisées par elle. Enfin, une troisième lacune est qu'en cas de violation alléguée des droits de l'homme, la Charte n'a rien dit non plus sur la question de savoir si un individu ou un groupe d'individus qui se prétendraient lésés par la conduite d'un Etat-membre, ont ou n'ont pas le droit de porter ou faire porter leurs plaintes devant une organisation internationale d'ordre juridique (94).

B. — *La Déclaration universelle des droits de l'homme*

La notion « des droits et libertés » de l'homme qui n'était pas définie dans la Charte a trouvé une définition plus ou moins précise dans la Déclaration universelle élaborée par la Commission des Droits de l'Homme, instituée, à cet effet, par le Conseil économique et social de l'O.N.U. et adoptée ensuite par l'Assemblée générale dans la séance plénière du 9 décembre 1948. Ainsi, une des lacunes de la Charte, citées ci-dessus, a été comblée par cette Déclaration. Il en résulte donc que la Déclaration doit être considérée comme un complément logique et nécessaire des dispositions de la Charte elle-même. Celle-ci étant un traité collectif a force obligatoire vis-à-vis des Etats qui l'ont signée conformément à leur législation interne. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet, mais pour l'instant voyons l'opinion de certains auteurs sur le caractère juridique de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Malgré l'unanimité sur le « principe de l'universalité » de la Déclaration, il existe des différences de point de vue sur la portée de celle-ci : Mme ROOSEVELT, présidente de la Commission, a souligné que c'est une Déclaration de principes sur les droits et libertés fondamentaux de l'homme et qu'elle aura seulement force morale (95). Selon cette opinion, qui est celle de

(94) Voir aussi BRUNET : *La garantie internationale des droits de l'homme d'après la Charte de San-Francisco*, p. 162 et suiv.

(95) Discours du 30 septembre 1948, à la 89^e séance de la III^e Commission de l'Assemblée générale de l'O.N.U., III^e session, 1^{re} partie, p. 32 : « Le projet de Déclaration n'est ni un traité, ni un accord international et ne comporte aucune obligation juridique ; c'est plutôt une affirmation des principes fondamentaux qui déterminent les droits imprescriptibles, de l'homme, destinés à établir la norme vers laquelle doivent tendre tous les peuples et toutes les nations. Cependant, quoique n'ayant pas la force d'un engagement juridique, la Déclaration aura un poids considérable ».

la majorité écrasante des gouvernements représentés à la III^e session de l'Assemblée générale, lors des débats concernant la Déclaration des droits de l'homme, l'Assemblée générale proclame la présente Déclaration comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, afin que tous les individus et tous les organes de la Société s'efforcent de développer le respect de ces droits et d'en assurer par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits de l'homme.

Suivant une autre thèse, la Déclaration aura aussi une valeur juridique réelle et non pas obligatoire, en dehors de sa très grande valeur morale. Le délégué belge DEHOUSSE, notamment, déclare que la Déclaration revêt la forme d'une recommandation qui ne peut être assimilée aux recommandations d'une association privée. L'Assemblée générale de l'O.N.U. étant un organe juridique international, les recommandations qu'elle émet ont un caractère juridique indéniable, mais pas obligatoire. Cependant, elle créera à la charge des Etats-membres l'obligation d'envisager la suite à donner à cette recommandation de l'Assemblée (96). Certains représentants donnèrent leur appui à cette thèse, en déclarant qu'il ne servirait à rien de poser des principes sur le papier, s'ils ne devaient pas être observés par chaque Etat sur le plan national et dans les relations internationales. C'est en ce sens que le délégué turc M. KURAL s'est prononcé en déclarant que « la délégation turque donne son appui le plus sincère au projet de déclaration des droits de l'homme, en tant que le contenu de celle-ci soit conforme à la Charte des Nations Unies... » (97).

D'autre part, certaines délégations mettaient l'accent sur le caractère interprétatif quasi-obligatoire de la Déclaration universelle (98).

Quant à nous, nous nous rallions à l'opinion de ceux qui donnent à la Déclaration universelle une valeur juridique réelle, car cette Déclaration, adoptée par quarante-huit nations, sans aucune opposition de la part des autres dix membres, n'est autre chose que le développement de la Charte qui incor-

(96) Discours prononcé à la 118^e séance de la III^e Commission le 20 octobre 1948, p. 200.

(97) Discours prononcé à la 3^e Commission de l'Assemblée générale, le lundi 4 octobre 1948, 93^e séance.

(98) René Cassin, délégué français, souligne que « cette déclaration est appelée à servir de guide aux gouvernements dans l'établissement de leur politique, de leur législation nationale. Une telle déclaration n'aura pas de valeur juridique coercitive, mais n'en aura pas moins une valeur très réelle parce que, d'une part, on pourra la considérer comme une explication autorisée de la Charte des Nations Unies et la norme commune vers laquelle doivent tendre les législations de tous les Etats-membres de l'O.N.U., et que, d'autre part, si elle n'a pas force impérative, elle ne peut être considérée comme affaiblissant d'une manière quelconque les engagements souscrits par les Etats du fait de l'adoption de la Charte de l'O.N.U. Or, les Etats sont tenus, aux termes de la Charte, de reconnaître la compétence des grands organes de l'O.N.U... » (Discours du 2 octobre 1948, à la 92^e séance de la III^e Commission).

pora les droits de l'homme dans le droit international positif. La Charte consacra, ainsi, la base juridique de la Déclaration. Par conséquent, les Etats qui se sont engagés à respecter et observer la Charte ont aussi l'obligation de respecter la Déclaration qui n'est qu'un développement de la Charte. Il est donc logique de dire que la Déclaration ne doit pas être considérée comme un simple document académique et moral, sans aucune valeur juridique.

Mais la valeur juridique pratique de la Déclaration paraît un peu affaiblie du fait qu'elle ne comble pas la lacune de la Charte en ce qui concerne la création d'un organe international de nature juridique devant lequel un individu ou un groupe d'individus pourrait faire porter sa ou leur plainte, en cas de violation de son ou de leur droit par un Etat membre. Malgré cela elle ne perd rien, à notre avis, de sa valeur juridique puisque la Charte, qui peut être considérée comme une loi fondamentale sur laquelle est basée la Déclaration, garde toujours sa valeur juridique vis-à-vis des Etats signataires, sous réserves des lacunes mentionnées (99). En tant qu'elle est conforme aux termes de la Charte, elle a toute sa valeur juridique. Du reste, l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de la Charte, chargea, par sa résolution du 5 février 1952 (100), le Conseil économique et social d'inviter la Commission des Droits de l'Homme à procéder à un nouvel examen du problème des pétitions. L'Assemblée générale s'était bornée à inclure le droit de la révolte contre la tyrannie et l'oppression au paragraphe 3 du préambule de la Déclaration, comme garantie pratique des droits et libertés contenus dans ladite Déclaration. Dans la même résolution recommandée par l'Assemblée, la Commission des Droits de l'Homme était aussi chargée de rédiger deux projets relatifs au droits de l'homme, l'un portant sur les droits civils et l'autre sur une nouvelle catégorie qui est celle des droits économiques, sociaux et culturels. Ces deux projets de pactes furent rédigés à la fois, en vue de définir précisément les droits et libertés fondamentaux de la Déclaration, et pour les mettre en pratique. Les droits sociaux surtout, nés des nécessités de la vie moderne doivent, contrairement aux droits civils et politiques, être individualisés par une législation appropriée, afin de pouvoir être appliqués (101). C'est pourquoi est apparue la nécessité de rédiger ces deux projets de pactes.

Revenons à la question de la portée juridique réelle de la Déclaration, découlant du fait qu'elle est un complément de la Charte. Celle-ci étant sans aucun doute une « convention » (ou traité) collective internationale, elle fixe les règles du droit

(99) Loc. cit. p. 55.

(100) A/2112, Résolution N° 217.

(101) Prof. Paul GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, vol. I, p. 299.

international et pose une norme juridique objectivement valable. En effet, les conventions internationales constituent la seconde source du droit international public, à côté de la coutume internationale (102). Elle doit donc être placée, selon le principe de la primauté du droit international, sur un plan supérieur à celui des lois internes de tous les Etats qui l'ont signée. Le droit international qui a évolué au cours du xx^e siècle, en matière de reconnaissance et de protection des droits de l'homme, gagna beaucoup de terrain grâce à la Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945.

En effet, en adoptant cette Charte, les Nations libres se sont engagées à « respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ». Cela revient à dire qu'elles ont décidé de ne pas édicter un texte législatif quelconque (loi, règlement, ordonnance) qui puisse aller à l'encontre du contenu de la Charte. Les Etats signataires sont même tenus, comme c'est le cas pour un traité quelconque, de s'y conformer dans leur législation interne. Ils doivent à cet effet promulguer et publier soit une loi spéciale, soit le traité lui-même, qui deviennent ainsi obligatoires non seulement pour tous les organes de l'Etat, mais aussi pour tous les individus. C'est un devoir auquel doivent se soumettre tous les Etats, faisant partie de la Charte et ils ont même l'obligation de modifier leur législation antérieure si elle est en désaccord avec la Charte. Il s'ensuit, donc, que la Déclaration universelle est une règle juridique, incorporée dans la Charte, à laquelle les Etats signataires de la Charte doivent aussi se soumettre comme à cette dernière.

Une autre question qui se pose, est de savoir quel est le statut de la Déclaration des droits de l'homme considérée en dehors de la Charte. Il va sans dire qu'elle est une recommandation de l'Assemblée générale qui n'est ni un traité ni une convention internationale et qu'elle ne doit ni être dûment signée, ni ratifiée par les Etats signataires de la Charte. Si tel est le cas quelle place lui donner dans le mécanisme du droit international ? La considérer comme une simple recommandation de l'Assemblée générale, qui n'a qu'une force morale ? Non (103). Pour clarifier les idées, nous nous proposons de jeter un coup d'œil aux principes et aux règles dont le droit des gens tire son origine, soit tout d'abord les coutumes et ensuite les traités. Ces derniers contiennent des principes de droits et de devoirs, conformément à la volonté autonome des sujets de droit (104) (dans notre matière il s'agit d'Etats souverains) qui les ont conclus, selon la procédure de leur législation

(102) Prof. Paul GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, vol. I, p. 56 et suivantes.

(103) Op. cit. p. 55-56.

(104) Prof. Paul GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, vol. I, p. 59-60,

interne. Il faut donc deux conditions pour l'accomplissement d'un traité : La capacité et le pouvoir de conclure des conventions internationales. C'est ce dernier qui confère au traité son caractère obligatoire. Les conventions qui sont conclues dans ces conditions ne sont donc pas des commandements imposés de l'extérieur, contrairement à la volonté des contractants (105).

Quant aux coutumes, elles ont été adoptées et reconnues par les peuples civilisés, conformément à leur conscience morale et juridique. C'est la raison pour laquelle les devoirs compris dans ces règles ne paraissent pas comme une norme juridique imposée par une autorité supérieure, un législateur, mais tout au contraire, ne se présentent que comme une précision et une consécration juridique d'un état de choses antérieure, d'une situation préexistante.

A côté de ces deux sources du droit international, on admet, de nos jours, l'existence d'autres règles de droit international. En effet, les règles de droit international généralement reconnues par les nations civilisées et appliquées par les tribunaux internationaux et tout particulièrement par la Cour internationale de justice ne sont pas toutes établies par les traités et les coutumes internationaux, mais aussi, comme le stipule l'article 38, ch. I, lit. c. du statut de la dite Cour, par « les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ». C'est grâce à ces nouveaux principes de droit que le juge international, en élargissant son pouvoir de juridiction, peut trancher les litiges dont il n'avait pas le pouvoir de se saisir selon les règles de droit coutumier et conventionnel qui reconnaissent aux Etats un pouvoir trop discrétionnaire. Rester fidèle aux deux sources traditionnelles du droit des gens laisserait beaucoup de différends pendants ou bien ne permettrait que de trancher dans le sens de l'inexistence d'une obligation (106). Il s'ensuit que les principes généraux de droit furent reconnus comme source du droit des gens, en raison du fait que le droit coutumier et le droit conventionnel ne permettaient pas le règlement de différends survenus dans les relations internationales de notre siècle. Ces lacunes se sont surtout révélées, avec évidence, au cours de la première moitié du xx^e siècle, durant laquelle furent introduits dans le droit international un certain nombre de nouveaux droits intitulés les droits et les libertés fondamentaux de l'homme. Pour assurer le respect et la protection de ceux-ci, les règles de droit posées par la coutume et le traité laissent aux Etats un pouvoir discrétionnaire basé sur leur souveraineté : Cela empêche le droit international d'atteindre son but, c'est-à-dire de faire respecter et protéger ces droits dans le monde entier. Secondement, vouloir régler cette question par le moyen de traités est, au moins pour l'instant,

(105) Prof. Paul GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, vol. I, p. 56.

(106) Prof. Paul GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, vol. I, p. 149-151.

une simple vue de l'esprit. L'exemple des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, demeurés à l'état de projets depuis cinq ans, en fait foi (107).

Cette brève analyse nous montre que l'on ne peut pas classer les principes contenus dans la Déclaration universelle dans le domaine du droit coutumier international, car le principe excessif de la souveraineté ne permet pas au droit international d'introduire ces nouveaux droits dans la législation interne des Etats. On ne peut non plus les situer dans le cadre des traités, étant donné que la Déclaration universelle des droits de l'homme n'est ni un traité, ni une convention internationale, lesquels doivent être dûment signés et ratifiés par les Etats qui les ont votées à l'Assemblée générale.

Nous arrivons donc à cette conclusion évidente, puisqu'elle ne peut entrer ni dans l'une ni dans l'autre catégorie de règles de droits ; il ne fait pas de doute que la Déclaration doit être rangée parmi les *principes généraux du droit*. En effet, les principes, qui y sont contenus, relatifs aux droits et libertés de l'homme, sont reconnus par la plupart des nations civilisées. Ce que prouve, du reste, la reconnaissance de la Déclaration par quarante-huit nations, sans opposition de la part des autres dix nations membres de l'O.N.U. Nous pouvons donc dire que la Déclaration est incorporée, d'ores et déjà, dans le droit international positif moderne et que, de ce fait, elle pourra jouer un rôle considérable dans la vie interne et internationale des Etats.

Il s'ensuit donc que la reconnaissance et la protection des droits élémentaires de l'homme ne sont pas du tout une invention du droit international comme tel, mais, au contraire qu'il faut considérer l'attitude prise par le droit international à leur endroit comme la conclusion finale, nécessaire et évidente d'une évolution conforme à la nature. C'est pourquoi il est juste de reconnaître à ces règles le caractère juridique et celui d'un devoir juridique. Comme le dit MANDELSTAM, ce devoir s'impose à tous les membres de la Communauté internationale des Etats (108).

Les exposés que nous avons effectués, à maintes reprises, sur la portée de la Déclaration universelle nous permettent en somme de dire qu'elle a, qu'on la considère comme incorporée dans la Charte des Nations Unies, ou placée en dehors de celle-ci, toujours une force juridique réelle marquant le développement du droit international.

Pour que la protection des droits de l'homme soit vraiment effective, il faut que les principes contenus dans la Déclaration

(107) Document de l'O.N.U. : A/2929, commentaire du texte des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, New-York, 1955.

(108) A. N. MANDELSTAM : *La protection internationale des droits de l'homme*, « Recueil des cours, Académie de droit international » 1931 (IV), p. 199.

influent d'abord sur la législation interne des Etats de la Communauté internationale, législation qui règle les relations entre l'Etat et l'individu d'une part, et d'autre part, entre les individus eux-mêmes.

D'autre part, les garanties d'ordre international sont indispensables, car ce ne sont pas le plus souvent les individus qui enfreignent les règles qui ont pour objet la protection des droits de l'homme ; ce ne sont pas non plus les organismes ou les fonctionnaires de l'Etat qui le font en commentant un « excès de pouvoir », c'est-à-dire en abusant du pouvoir qui leur est attribué. Celui qui s'en rend coupable c'est le plus souvent l'Etat lui-même ou plutôt le gouvernement qui s'identifie à l'Etat. C'est lui qui viole parfois les droits les plus élémentaires et les plus sacrés de l'homme ; par exemple, pour anéantir ses adversaires politiques, pour se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. Il en résulte que les garanties effectives des droits de l'homme impliquent les moyens et les mesures propres à protéger l'homme contre l'Etat lui-même. Une telle garantie d'ordre international consiste dans la création d'un organisme ou d'une instance d'ordre international pour examiner et trancher les cas où la plainte est dirigée contre l'Etat lui-même, auteur ou inspirateur d'une violation des droits de l'homme. Ajoutons tout de suite que, malheureusement, un tel organisme juridique n'existe pas encore. On veut combler cette lacune par des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme qui, depuis 1952 et, jusqu'à présent, ont fait la navette entre le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme, d'une part, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social d'autre part (109). Nous nous abstenons de traiter ici ces projets de pactes, car, l'analyse de ce sujet très vaste sortirait du cadre de notre travail et ne ferait qu'accaparer le temps dont nous pouvons disposer pour étudier le sujet essentiel, soit la reconnaissance et la protection des droits de l'homme dans le cadre de la législation turque.

Nous nous contenterons, donc, de parler du « principe » prévu par la Charte en ce qui concerne la sauvegarde du respect et du développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il ne s'agit que d'un principe, car la Charte ne formule pas des dispositions assorties de sanctions. Les pétitions, réclamations sont examinées par la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social, l'Assemblée générale ou même le Conseil de Sécurité. La Commission des droits de l'homme qui donne simplement son avis sur la ques-

(109) Mesures de mise en œuvre : droits civils et politiques, 4^e partie, articles 27 à 48 et 5^e partie, art. 49 et 50.

Mesures de mise en œuvre : droits économiques, sociaux et culturels, 4^e partie, articles 17 à 25.

(Document de l'O.N.U. A/2929, commentaire du texte des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, New-York, 1955).

tion, les envoie devant le Conseil économique et social. Celui-ci adopte, à cet effet, une recommandation ou les transmet à l'Assemblée générale. Cette dernière, qui est l'organe suprême de l'O.N.U., peut adopter des recommandations sur la demande du Conseil économique et social et sur la plainte d'un Etat membre, comme dans le cas où le Conseil de Sécurité est incompétent.

En vertu des dispositions de la Charte, on ne peut pas dire que, sauf dans les cas où un Etat commettrait une violation impitoyable des droits de l'homme, ou des attentats graves et répétés aux libertés fondamentales des individus, ces dispositions imposent réellement aux Etats l'obligation juridique de respecter les droits et les libertés de leurs ressortissants. Même en cas de violation grossière de ces droits, toutes les recommandations restent dépourvues de sanctions dans la mesure où elles touchent l'intérêt des grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité. Si le gouvernement mis en cause est insensible ou indifférent à l'opinion publique, il peut indéfiniment, ou au moins pendant un certain temps, persister dans son attitude. (Voir par exemple, des recommandations de l'Assemblée générale à la Russie au sujet de son intervention militaire en Hongrie pour écraser la population hongroise luttant contre les oppresseurs de ses libertés. En employant son droit de veto, basé sur l'article 2, paragraphe 7, la Russie a paralysé le fonctionnement du Conseil de sécurité). Nous remarquons donc l'insuffisance du mécanisme de l'O.N.U. pour faire face à la protection des droits de l'homme. Il reste un seul organe qui puisse protéger efficacement les droits et les libertés fondamentaux de l'homme, c'est la Commission des Droits de l'Homme, à la condition qu'elle soit, dans le futur, bien organisée et investie d'une autorité et qu'elle obtienne les pouvoirs d'une organisation internationale d'ordre juridique. C'est à cette mise en pratique des droits de l'homme que tendent les projets de pactes.

En présence de l'insuffisance des garanties internationales de la Charte, les Etats membres du Conseil de l'Europe, convaincus de la non-application universelle, du moins pour l'instant, des dispositions de la Charte relative aux droits de l'homme, ont signé, à Rome, le 4 novembre 1950, la Convention européenne des Droits de l'Homme (110). Celle-ci ne comprenait pas encore certains droits essentiels tels que le droit de propriété, le droit aux élections libres et le droit des parents de faire assurer l'éducation de leurs enfants conformément à leurs convictions. Ce n'est que le 20 mars 1952, qu'un accord fut réalisé entre les Etats membres et qu'un protocole additionnel à la Convention, contenant des dispositions destinées à assurer la garantie des droits ci-dessus, fut signé à Paris.

(110) Texte : La Convention européenne des Droits de l'Homme, publié en 1952 à Strasbourg.

CHAPITRE II

LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil de l'Europe, au sein duquel a été proclamée la Convention européenne des Droits de l'Homme, trouve son origine dans la Charte des Nations Unies. En effet, l'article 52, paragraphe 1 de celle-ci dispose que : « Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prétend à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies. » Le Conseil de l'Europe étant un organisme régional doit donc servir, dans sa région, au développement et au progrès des principes insérés dans la Charte.

C'est pourquoi les signataires du statut du Conseil de l'Europe affirmèrent leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, ainsi que dans les autres principes proclamés par la Charte des Nations Unies. D'autre part, ils sont résolus de resserrer les liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent en se prêtant mutuellement assistance, conformément à la Charte des Nations Unies, pour assurer la paix et la sécurité internationale et faire obstacle à toute politique d'agression. Il est encore plus important, du point de vue de la collaboration internationale, que les Hautes parties contractantes associent leurs efforts, au sein des institutions spécialisées, afin d'élever le niveau de vie de leur peuple et de faire progresser les activités nationales dans le domaine social.

Enfin, l'article 1^{er} du statut du Conseil prévoit, parmi ses buts, la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'article 3 stipule : « Tout membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Quant à l'article 4, il nous démontre la foi sincère des membres dans l'évolution humanitaire, puisqu'un Etat peut être membre de l'institution, à condition qu'il se conforme aux dispositions de l'article 3.

C'est sur la base de ces principes, que fut adoptée la Convention européenne des Droits de l'Homme. Examinons donc les dispositions de cette Convention, dont fait aussi partie la Turquie.

Comme il est dit dans le préambule de la Convention, celle-ci s'inspira de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Les signataires de la Convention décidèrent, en tant

que gouvernements d'Etats européens animés d'un même esprit (111) et possédant une même tradition politique, de prendre les mesures propres à assurer la garantie collective de certains droits énoncés dans la Déclaration universelle. Certains articles de cette dernière y furent même transposés tels qu'ils sont ; par exemple l'article 17 de la Déclaration universelle à l'article 17 de la Convention européenne. Mais dans cette dernière, l'étendue de ces droits et libertés fut définie et limitée. C'est grâce à cette Convention que, pour la première fois dans l'histoire, la reconnaissance internationale des droits de l'homme fit l'objet d'un système de garantie effective.

La Convention ne comprend pas les droits sociaux, déjà reconnus par la Déclaration universelle. Cela ne veut pas dire que les membres du Conseil de l'Europe les aient niés ; mais, selon le rapport de la Commission des questions juridiques, il convenait de garantir d'abord les droits politiques et ensuite de coordonner l'économie avant d'entreprendre la généralisation des droits sociaux. Nous n'en dirons pas davantage, pour l'instant, sur les droits insérés dans la Convention, car nous nous en occuperons dans le quatrième chapitre de cette partie consacré à la reconnaissance et à la protection des droits de l'homme dans la législation turque.

Voyons maintenant le mécanisme de garantie prévu par la Convention pour la sauvegarde des droits de l'homme. C'est du reste, le souci de garantir les droits élémentaires qui poussa les Etats à adopter cette Convention européenne. Cette dernière a créé deux organismes juridiques et un organisme politique devant lesquels un Etat-membre, ou un particulier, peut porter plainte en cas de violation d'une disposition de la Convention par les organes ou les agents d'un Etat signataire.

La Commission européenne des Droits de l'Homme doit être saisie d'abord, parce que c'est devant elle que se déroule la phase préliminaire. La tâche de la Commission consiste à faire une enquête sur tout manquement aux dispositions de la Convention par la partie en cause et de parvenir à un règlement amiable de l'affaire avec l'aide d'une sous-commission. Le droit de plainte des individus devant cette Commission est soumis à une condition : Ils n'ont la possibilité d'agir que si l'Etat contre lequel ils désirent formuler une réclamation a volontairement accepté la compétence de la Commission à propos de réclamations individuelles (art. 25, alinéa 1) et, d'autre part, à la condition que six Etats-membres au moins aient souscrit cette acceptation de compétence. Par contre les Etats-membres peuvent, dès la mise en vigueur de la Convention, saisir la Commission par la voie de requête adressée au Secrétaire

(111) Voir pour la Turquie, la répercussion de l'esprit juridique français sur la législation turque depuis 1856, loc. cit. p. 16-18.

général du Conseil de l'Europe (article 24). Il s'ensuit que les intérêts des particuliers, contrairement à ceux des Etats, ne peuvent se faire représenter qu'indirectement, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'Etat dont sont ressortissants les plaignants.

Si la Commission échoue dans le règlement amiable de l'affaire litigieuse, elle rédige un rapport constatant les faits et formule un avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent de la part de l'Etat intéressé une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention (article 31). Le rapport et l'avis de la Commission sont transmis au comité des Ministres, si les Etats n'ont pas souscrit à l'avance une acceptation générale de la compétence de la Cour ou s'ils n'y ont pas consenti.

Aux termes de l'article 47, la Cour européenne des Droits de l'Homme ne peut, en aucun cas, être saisie directement. Elle ne peut être saisie d'une affaire qu'après la constatation par la Commission, de l'échec du règlement amiable et dans le délai de trois mois. L'accès de la Cour n'est ouvert qu'aux Etats-membres et à la Commission. L'intervention de celle-ci a été réservée pour permettre à cet organe de porter devant la Cour les litiges soulevés par des particuliers. La Commission le fait si elle estime que les litiges soulevés peuvent faire l'objet d'un règlement juridictionnel. On a donc concédé à la Commission un pouvoir discrétionnaire, concernant les requêtes devant la Cour, qui affaiblit considérablement les garanties reconnues aux particuliers par la Convention.

La Cour peut trancher toutes les affaires relatives à l'interprétation et l'application de la Convention. Ici se pose la question de savoir quel est le pouvoir de la Cour vis-à-vis d'une mesure d'ordre interne contraire à la Convention. La disposition de l'article 50 n'est pas précise. La Cour n'aura la compétence d'annuler cette mesure interne, qui est à l'encontre de la Convention, que : « Si le droit interne de la dite partie ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure. » Cela semble indiquer que, s'il existe, dans le droit interne, des moyens par lesquels la victime pourra obtenir satisfaction, la Cour doit la renvoyer devant les autorités internes. Tant que les organes de l'Etat sont bien organisés et fonctionnent sur la base des lois votées selon les principes démocratiques, la Cour n'a pas le pouvoir d'annuler les mesures prises par ces organes. La Cour européenne n'est pas une Cour d'appel ou de cassation au-dessus des cours nationales d'appel ou de cassation organisées régulièrement. Toute erreur judiciaire ou tout mal jugé définitif ne donne pas à la Cour la compétence d'annuler une décision et, de même, une requête contre le jugement de la Cour nationale régulière n'est pas recevable devant la Cour européenne.

Le Rapporteur déclarait, en effet, devant l'Assemblée consultative que : « La plainte qui serait dirigée, par exemple, contre un arrêt de la Cour suprême de Turquie ou de la Cour de Cassation française serait irrecevable, tout simplement parce que le plaignant alléguerait une erreur de fait ou de droit commise par le juge. Si l'arrêt est rendu régulièrement par un tribunal régulièrement constitué, les plaideurs ayant déposé des moyens normaux que leur garantit la législation de leur pays, aucune requête devant l'Organisation internationale n'est recevable » (112).

Si le lésé n'a pu bénéficier des moyens légalement mis à sa disposition pour faire valoir ses droits, la Cour lui accordera elle-même une satisfaction équitable : cette dernière ne pourra intervenir que sous forme pécuniaire et se traduira par la condamnation de l'Etat fautif à des dommages-intérêts. La protection des droits de l'homme consiste donc, dans le cadre du Conseil de l'Europe, dans l'attribution d'une réparation pécuniaire de la part de la Cour.

En dernier lieu, l'organe exécutif du Comité des Ministres pour l'exécution des décisions de la Cour peut intervenir dans les cas où la Commission échoue dans sa mission et où la Cour n'a été saisie dans le délai de trois mois ni par la Commission ni par l'un des Etats intéressés. La principale compétence du Comité des Ministres consiste à constater s'il y a eu ou non une violation des dispositions de la Convention. Si oui, il fixe un délai durant lequel la Haute partie contractante intéressée doit prendre les mesures qu'entraîne la décision du Comité des Ministres. Si l'Etat en cause n'a pas adopté des mesures satisfaisantes dans le délai prévu, le Comité des Ministres donne à sa décision les suites qu'elle comporte et publie le rapport rédigé par la Commission et le lui transmet. Toutes les décisions du Comité ont un caractère obligatoire pour les Etats-membres.

Notre exposé sur la Déclaration universelle et la Convention européenne nous amène à la question de savoir comment et par quels moyens les Etats se conformeront aux dispositions contenues dans lesdits textes.

Les Etats sont tenus de les appliquer dans leurs législations respectives. Etant donné que, comme nous l'avions expliqué, la Déclaration est un complément de la Charte, d'une part, et, qu'elle est incorporée dans les règles de droit international d'autre part, elle a une valeur juridique à l'égard des Etats-membres de la Communauté internationale. Quant aux dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme, étant conformes aux buts de la Charte et aux règles du droit

international d'une part, et étant d'autre part, une Convention collective, elle a force juridique et obligatoire à l'égard des Etats signataires.

Mais toutefois, il ne faut pas oublier de faire une distinction entre les dispositions des deux textes : Les dispositions de la Déclaration universelle ne sont pas munies de garanties internationales, de sanctions et quelques articles 1, 56, 62, de la Charte imposent seulement aux Etats le devoir d'élaborer leur législation interne conformément aux dispositions relatives aux droits de l'homme, tandis que les dispositions de la Convention européenne sont investies, par rapport à ceux de la Déclaration universelle, de garanties d'ordre international. Toutefois, on ne peut parler d'une protection complète des droits de l'homme dans la Convention européenne, vu que, comme elle ne confère pas aux particuliers le droit de pétition directe devant la Cour, les individus ne pourront porter leurs requêtes devant la Commission que si l'Etat contre lequel la requête est dressée y consent. C'est une lacune assez considérable, car ce ne sont pas les individus et les fonctionnaires qui enfreignent l'application de ces droits mais tout au contraire c'est l'Etat lui-même. Donc, en cas de violation des droits d'un particulier par l'Etat, l'individu ne pourra pas faire valoir ses droits internationalement, si l'Etat en question n'admet pas que l'individu requière contre lui.

Comment les Etats se conformeront-ils, en présence des lacunes indiquées ci-dessus, aux dispositions desdits textes dans l'élaboration et l'application de leur législation respective ? Cette question nous amène spontanément au problème des rapports entre le droit interne et le droit international.

CHAPITRE III

LES RAPPORTS ENTRE LE DROIT INTERNE ET LE DROIT INTERNATIONAL

Sur ce point, il existe trois doctrines : Dualiste, Moniste et Nationaliste.

I. — *Doctrine dualiste.* — D'après cette doctrine, le droit interne et le droit international, étant respectivement national et international, constituent deux systèmes de droit qui sont parallèles l'un à l'autre, et ces deux systèmes, ayant des sources différentes et se basant sur des principes différents, sont complètement indépendants l'un de l'autre (113). Malgré cette indépendance, il y a un certain rapport entre les deux systèmes. Ce

(113) TRIEPEL : *Les rapports entre le droit interne et le droit international* (Académie de droit international, Recueil des cours, p. 82-84).

rapport est assuré par une certaine réception réciproque. Cette doctrine, défendue par TRIEPEL, juriste allemand, et ANZILOTTI, éminent juriste italien, admet le principe suivant : pour qu'une règle de droit établie par un traité puisse être valable et être en vigueur sur le territoire d'un Etat, il faut que ce traité prenne la forme d'une loi. C'est-à-dire qu'une règle de droit international doit être exprimée au moyen du droit interne. Dans ce cas, pour qu'un traité puisse être une source pour le droit interne, il faut que le traité s'exprime sous la forme d'une loi ou d'un règlement de droit interne. Sinon, le traité lui-même n'est pas directement une source du droit interne (114).

II. — *Doctrine moniste ou internationaliste (primauté du droit international)*. — Le partisan principal de cette doctrine est le représentant de l'école viennoise, KELSEN. Selon lui, il n'y a pas deux systèmes de droit parallèles l'un à l'autre, l'un national et l'autre international, comme la doctrine dualiste le prétend. Les deux systèmes constituent un système de droit unique et dans celui-ci, les règles de droit international sont au-dessus des règles de droit interne. Puisque le droit international est le droit supérieur, le droit interne doit être soumis au droit international. Par conséquent, il n'y a pas et ne peut pas y avoir un désaccord entre le traité et la loi : car, le traité étant la source du droit international, est au-dessus de la loi qui est la source du droit interne (115).

En conclusion, étant au-dessus de la loi, les traités deviennent directement la source du droit interne. Il n'est donc pas nécessaire que le traité s'exprime sous la forme d'une loi ou bien d'un règlement, comme c'était le cas dans la doctrine dualiste.

III. — *Doctrine nationaliste (primauté du droit interne)*. — Selon cette ancienne doctrine, il n'y a qu'une seule règle de droit qui est au-dessus de tout, c'est celle du droit interne. Ce n'est que l'Etat qui crée le droit, et la règle de droit n'obtient le caractère de force obligatoire que par l'Etat. Les traités ne peuvent être la source du droit interne ni directement ni indirectement. La seule source de droit pour l'Etat est sa volonté elle-même, « Loi ». Cette doctrine n'est pas conforme aux progrès du droit d'aujourd'hui, car elle nie complètement l'existence du droit international.

Nous ne pouvons pas prendre part aux discussions relatives à ces doctrines, mais nous nous bornerons à mettre en évidence les idées essentielles découlant de ces deux doctrines :

(114) TRIEPEL : même ouvrage, p. 92-105.

(115) KELSEN : *Les rapports de système entre le droit international public et le droit interne* (Extr. de l'Académie de droit international, Recueil des cours, p. 302-306).

D'après la théorie dualiste, la ratification rend le traité obligatoire entre les Etats en tant que sujets de droit international. Seule une norme de droit interne peut y soumettre les individus. Un traité ne s'appliquera jamais à l'intérieur d'un ordre juridique étatique et les particuliers ne pourront se prévaloir du traité ratifié qu'à l'aide de la norme interne édictée par le Gouvernement en application du traité.

Quant à la doctrine moniste, qui ne sépare pas d'une façon absolue l'ordre international de l'ordre interne, la ratification rend le traité obligatoire et cette obligation, dès l'échange des ratifications, s'étend à tous les sujets de droit auxquels le traité s'adresse. Autrement dit, la ratification rend le traité obligatoire également à l'intérieur de l'ordre étatique.

Après avoir brièvement exposé les lignes principales des doctrines dualiste et moniste, nous pouvons dire qu'en pratique, la ratification est d'une importance capitale dans le passage d'un traité du droit international dans le domaine du droit interne. Car, c'est la ratification, selon nous, qui rend le traité obligatoire sur le plan du droit international et sur celui du droit interne.

Mais ici, se pose la question de savoir si la ratification rend le traité directement applicable dans le droit interne.

D'une part, il existe des constitutions exigeant une intervention du pouvoir exécutif rendant le traité exécutoire, afin que les traités soient appliqués par les tribunaux. D'autre part, il y a des pays, la Suisse par exemple, où la ratification rend le traité obligatoire et exécutoire à la fois. Comme nous le verrons plus tard, nous pouvons ranger la Turquie dans cette dernière catégorie.

Les traités ratifiés sont donc spontanément introduits dans le droit interne et deviennent ainsi la source du droit interne. Les traités peuvent être la source du droit interne sous deux formes : Les traités sont d'abord la source du droit interne dans des cas exceptionnels (116), (il n'y a pas lieu de s'attarder sur ces cas, vu qu'ils sont en dehors de notre sujet) et, deuxièmement, la source du droit interne d'une manière persistante, durable et normale.

Les traités restreignent, d'une façon continue et normale, les Etats dans l'exercice de leur souveraineté. Ceci montre que les traités sont des sources du droit interne. Pour éclaircir ce sujet, nous devons expliquer en quoi consiste l'exercice interne et externe de la souveraineté.

(116) Par exemple, l'Union Austro-Hongroise fondée en 1723 s'est dissoute et a donné deux Etats indépendants par les traités de Saint-Germain et Trianon, signés en 1919 et 1920 à la fin de la Première Guerre mondiale.

A. — *L'exercice de la souveraineté à l'extérieur.* — Comme on le sait, les relations internationales commencèrent, principalement dès le début du XIX^e siècle, à progresser dans les domaines économique, social et culturel. Ces progrès ont fait naître la nécessité de régler, à tous points de vue, les relations entre les Etats et de ce fait, l'ancienne conception de la souveraineté fut affaiblie. Mais, malgré cela, une paix durable n'a pas encore été établie jusqu'à présent, alors que la majorité a été établie jusqu'à présent, alors que la majorité des nations du monde a compris qu'elle est nécessaire à l'humanité. C'est en désirant le rétablissement de la paix entre les nations que les Etats ont commencé, en abandonnant leur ancienne conception de souveraineté absolue, à se lier par certaines ententes contenant des règles de droit international et, parmi celles-ci se trouvent les traités qui lient les Etats dans leurs relations extérieures. Ils y occupent même une place assez considérable. De même qu'il existe historiquement des traités restreignant la souveraineté de l'Etat, de même dans notre siècle, après la S.d.N., nous pouvons citer les règles de droit international contenues dans la Charte des Nations Unies, adoptée et signée, le 26 juin 1945, à la conférence de San-Francisco, par les Nations libres, parmi lesquelles se trouvait également la Turquie.

On peut dire, en conclusion, que les Etats délimitent leur souveraineté par le moyen de ces traités. La restriction de la souveraineté concerne non seulement le droit international seul, mais aussi étroitement le droit interne. En effet, pour que l'Etat accomplisse son devoir découlant des traités signés par lui, il doit conformer son droit interne aux principes des traités eux-mêmes. C'est dire que l'Etat doit veiller à ce que l'on ne puisse édicter des lois, des règlements ou des textes législatifs quelconques qui soient contraires aux règles des traités qu'il s'est engagé à respecter. Ceci nous indique donc que ces traités, en prenant forme de lois dans les législations internes, deviennent des sources du droit interne.

B. — *L'exercice de la souveraineté à l'intérieur.* — Le fait que le traité est une source du droit interne est encore plus évident du point de vue de l'exercice de la souveraineté à l'intérieur. La restriction de la souveraineté de l'Etat dans ce domaine, nous démontre encore plus clairement les rapports entre le droit international et le droit interne, et prouve que les traités constituent aussi une source pour le droit interne, comme les coutumes et les lois. Cela découle de la qualité juridique du traité, car les traités lient l'Etat du fait qu'ils contiennent des règles de droit objectif acceptées par sa propre volonté, et du fait que ces règles sont appliquées dans ses rapports avec les autres Etats. Par conséquent, l'Etat lié par le traité est tenu de supporter toutes les conséquences juridiques

résultant du traité. Pour qu'un traité, signé et approuvé conformément aux dispositions de la loi fondamentale, puisse astreindre un Etat, il faut qu'il restreigne les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ce n'est que comme cela que l'on peut parler d'un lien entre le droit international et le droit interne et que les traités peuvent devenir la source du droit interne.

Nous ne traiterons ici brièvement la question que sous l'angle des pouvoirs législatif et judiciaire, car le pouvoir exécutif ne fait qu'exercer directement, à l'exclusion de quelques cas spéciaux, la loi votée par le pouvoir législatif.

I. -- *La soumission du pouvoir judiciaire.* — Il s'agit de savoir si les tribunaux appliqueront à l'occasion d'un procès, le traité ou bien la loi qui est contraire au traité ? A cet égard, la Constitution turque dispose à son article 26 que : « l'approbation d'une convention ou d'un traité de paix avec d'autres Etats... » relève de la compétence de l'Assemblée nationale et, d'autre part, selon l'article 112 du règlement intérieur de l'Assemblée Nationale, les traités sont approuvés sous forme de lois et reçoivent ainsi la force d'une loi nationale. Par exemple, l'Assemblée Nationale turque approuva la Charte de San-Francisco, signée le 26 juin 1945 par une loi N° 4801 du 15 août 1945 et cette loi entre en vigueur le 24 août 1945 (117). De même, la Convention européenne des Droits de l'Homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 et le protocole additionnel, signé à Paris le 20 mars 1952, firent l'objet de la loi N° 6366 du 10 mars 1954, sous réserve de l'article 3 du protocole additionnel. Cette loi est entrée en vigueur le 18 mars 1954 (118).

Il s'ensuit que la loi, existant avant l'approbation du traité et qui contrevient au traité, doit être modifiée ou supprimée. Les tribunaux sont donc tenus d'appliquer le traité, non la loi antérieure. De même, l'application du traité sera exigée dans les cas où il s'oppose à une loi édictée ultérieurement. Cependant, il est vrai que le traité, qui est incorporé dans la législation interne comme une loi, doit être normalement modifié ou dénoncé dans la mesure où il s'oppose à la loi ultérieure. Or, ceci n'est pas possible, puisque le traité tire sa force juridique du droit international et que son objet est un contrat applicable dans les rapports entre les Etats. Il n'est donc pas possible de modifier ou d'abolir une législation ayant la source dans le droit international par une loi qui n'a pas la même nature juridique qu'elle. Ici encore les tribunaux sont obligés d'appliquer le traité, et non la loi, à moins que la loi ne sanctionne la modification ou la suppression du traité précédent.

(117) J. Off. N° 6092.

(118) J. Off. N° 8662.

2. -- *La soumission du pouvoir législatif.* — Pour l'analyse de ce problème on doit se poser la question de savoir si le pouvoir législatif peut édicter une loi contraire au traité. Nous avons déjà vu que les traités restreignaient la souveraineté de l'Etat. Selon ce principe, comme l'Etat doit modifier ou supprimer une loi qui va à l'encontre du traité approuvé ultérieurement, il doit agir de même pour une loi qui contrevient à un traité antérieur. L'Etat qui approuve le traité de par sa volonté indépendante, est tenu de se conformer aux règles du traité alors même que celui-ci ne précise pas les restrictions de la souveraineté. Cette obligation fait naître celle de ne pas édicter une loi contenant des dispositions de nature à modifier ou abolir les règles du traité. La responsabilité qui résulte du traité international ne doit pas être amendée ou supprimée par la volonté unilatérale d'une partie contractante. S'il est vrai que l'organe législatif se conforme à la Constitution de l'Etat en modifiant ou édictant une loi, il faut tenir compte du fait que la Constitution ne restreint pas le pouvoir du législateur dans le domaine du droit interne. Même si la Constitution ne s'oppose pas à la modification ou à la violation d'une nouvelle loi, l'organe législatif doit se conformer juridiquement au traité. Il en résulte que les traités ne sont pas sur le même pied que la Constitution mais qu'il sont considérés comme au-dessus de celle-ci. Alors même qu'une telle conception ne serait pas admise par l'Etat, on ne doit pas donner le jour à une loi qui va à l'encontre du traité, qui puise sa force juridique dans le droit international. Par conséquent, le traité qui a été conclu par la volonté libre de l'Etat ne doit pas être troublé partiellement ou entièrement par une loi interne, à moins que l'Etat ne fasse des réserves à cet effet avec termes précis dans le traité.

Si le traité est une source du droit interne, cela est non seulement le résultat de sa qualité juridique, mais aussi des règles particulières qu'il contient. Comme nous l'avons déjà expliqué, les traités délimitent, en raison de leur nature juridique, la liberté de l'Etat et, indirectement, celle de l'organe législatif. De ce fait, ils sont considérés comme une source du droit interne. Malgré cela, profitant du manque de précisions concernant la supériorité des traités sur la Constitution, le pouvoir législatif ne se conforme pas toujours à ce principe. C'est pourquoi, en raison de l'insuffisance du traité pour limiter l'action de l'organe législatif, on a dû prendre certaines précautions et sanctions qui délimitent encore davantage l'action du pouvoir législatif, en vue de garantir la suprématie des traités sur les lois ordinaires. Ces précautions et sanctions consistent en certaines règles qui sont insérées dans le traité lui-même, comme le prouvent les exemples suivants ;

a) Certains traités imposent aux Etats signataires les mesures de précaution nécessaires sous une forme précise, en vue de l'application du traité (119).

b) D'autres traités imposent aux Etats de ne pas légiférer à l'encontre de certaines règles du traité (120).

c) Il y a encore des traités qui prévoient des sanctions contre l'Etat qui contrevient au contenu du traité et parfois on prévoit même la dénonciation du traité au cas où une loi contraire au traité sera édictée.

Nous pouvons classer les dispositions du traité des Nations Unies, « la Charte » relatives aux droits de l'homme parmi les deux premiers exemples ci-dessus, étant donné que toutes les questions relatives aux droits de l'homme ont été soustraites par la Charte (art. 62) au domaine réservé des Etats et placées sous la garantie directe de l'O.N.U. D'autre part, les Etats se sont engagés, aux termes de l'article 56 et en vue de favoriser (art. 55) le respect universel et effectif des droits de l'homme à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'organisation. Par conséquent, en signant cette Charte, les Etats acceptèrent de ne pas agir uniquement selon leur propre volonté dans les questions relatives aux droits fondamentaux de l'homme. Autrement dit, ils promirent de se conformer aux dispositions de la Charte, qui sont d'ores et déjà incorporées dans les principes du droit international et de n'édicter aucune loi ou règlement qui puisse les compromettre.

Nous remarquons que, grâce aux articles indiqués ci-dessus, la Charte délimite l'action libre de l'Etat et, indirectement, celle des organes législatif, exécutif et judiciaire. Les articles donnent à la Charte une force efficace à l'égard du droit interne et les dispositions de la Charte concernant les droits de l'homme s'introduisent dans le domaine de droit interne, en restreignant l'action du législateur.

Malgré l'inexistence dans la Constitution turque, contrairement aux Constitutions de certains autres Etats, de dispositions précises sur la suprématie des traités par rapport aux lois ordinaires, la loi qui ira à l'encontre du traité ne pourra être appliquée par les tribunaux turcs : Le traité étant approuvé par l'Assemblée Nationale reçoit, d'une part, la force obligatoire d'une loi nationale (121), et d'autre part, il a une force juridique découlant des règles du droit international. Il est

(119) L'article 18 du Traité de Lausanne souligne que : « Les Hautes parties contractantes s'engagent à faire les modifications nécessaires dans leur législation en vue de l'application du traité ». Ainsi le dit article soumet l'organe législatif à l'obligation d'édicter les lois conformes aux règles du traité.

(120) De nouveau l'article 44 du même traité concernant la minorité en Turquie stipule que : « Aucune loi, règlement, ni aucune action officielle ne doit être en contradiction, en opposition ou ne prévaloir contre les dispositions du Traité ». Donc, par cet article, le traité oblige les organes de l'Etat, et particulièrement l'organe législatif, à se conformer à ses dispositions.

(121) Loc. cit. p. 71.

donc évident que le traité, dès qu'il est incorporé dans la législation interne comme une loi, doit forcément être au-dessus des lois ordinaires qui lui seraient contraires.

Le législateur turc, en approuvant la Charte des Nations Unies et la Convention européenne des Droits de l'Homme sous forme de loi, les a introduites dans le droit interne comme source de celui-ci. Or, la loi est une des sources les plus importantes du droit interne. Il faut maintenant examiner comment et jusqu'à quel degré la législation turque s'est inspirée des dispositions des dites Conventions. Le législateur doit, en appliquant les dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme, tenir compte des dispositions de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, car, cette Déclaration, en précisant la notion « des droits de l'homme », a complété la Charte qui ne contient aucune précision à cet égard. C'est pourquoi, afin de démontrer l'accueil qu'a trouvé le principe des droits de l'homme dans le cadre de la législation turque quant à sa reconnaissance et sa protection, nous utiliserons, comme base de discussion, les dispositions de la Déclaration universelle et de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

CHAPITRE IV

LA RECONNAISSANCE DES DROITS DE L'HOMME

PAR LA LÉGISLATION TURQUE

DROITS PERSONNELS, RAPPORTS ENTRE LES INDIVIDUS

La Convention européenne des Droits de l'Homme contient, comme nous le savons, dans ses dispositions, une partie des Droits de l'Homme proclamés par la Déclaration universelle. C'est la raison pour laquelle, afin de pouvoir examiner, de manière complète, les droits de l'homme selon la législation turque, nous suivrons de préférence, dans ce travail, les dispositions de la Déclaration universelle.

Nous adopterons la division en quatre catégories, de la Déclaration universelle :

1) *Droits personnels*

a) *Droit à la vie.* - La Déclaration universelle dit que « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne » (art. 3). A première vue, et en ce qui concerne le droit à la vie, cet article semble avoir été inséré dans la Déclaration, en vue d'interdire la peine capitale. Mais si l'on jette un coup d'œil sur les délibérations de la Commission des Droits de l'Homme, on remarque que l'on a cherché à trouver

un moyen susceptible d'empêcher la persécution de l'être humain (122), persécution qui s'est déroulée, par exemple, en Allemagne avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale. La question essentielle est donc la protection de la vie humaine en général, contre la persécution. D'autre part, la Commission juridique américaine déclare que « Le droit à la vie implique pour l'Etat le devoir de procurer des moyens d'existence aux incurables, aux faibles d'esprit et aux aliénés et que l'Etat ne peut dénier le droit à la vie qu'aux personnes convaincues des crimes les plus graves, pouvant entraîner la peine de mort (123). Selon ces considérations, la Déclaration n'exclut pas la peine de mort, mais celle-ci ne sera appliquée que pour certains crimes de droit commun particulièrement odieux. C'est du reste dans le même esprit que l'article 2 de la Convention européenne des Droits de l'Homme fut rédigé. Or, le dit article, en définissant l'étendue et la limite du droit à la vie, n'a pas exclu non plus la peine capitale. Si la Déclaration universelle excluait la peine de mort, la Convention européenne l'exclurait également, étant donné que cette dernière s'est inspirée de la Déclaration universelle (124). Certaines lois constitutionnelles, notamment la Constitution italienne du 27 décembre 1947 n'admet pas, en principe, la condamnation à mort à l'exclusion des cas prévus par les lois militaires de guerre (125).

Il en résulte que le but essentiel de la Déclaration est, tout d'abord, d'imposer à l'Etat l'obligation de ne pas porter atteinte arbitrairement à la vie de l'être humain. L'Etat ne peut le faire que dans la limite tracée par une loi équitable. Il doit s'abstenir de punir quelqu'un qui est seulement suspecté, ou simplement un adversaire politique. La punition doit toujours émaner des organes judiciaires régulièrement constitués. De même que l'Etat ne pourra pas instituer un tribunal d'exception, il ne devra pas non plus édicter, pour des besoins exclusivement politiques, à côté du droit pénal ordinaire, un droit pénal policier, qui dérogerait à toutes les règles légales et les rendrait inapplicables.

La Constitution turque du 20 avril 1924, en son article 71, reconnaît, d'une part, « le principe de l'inviolabilité de la vie de l'individu », et d'autre part, elle stipule, à l'article 76, qu'il n'est possible de porter atteinte à la vie que « dans le cadre des conditions et des formes déterminées par la loi... ». Ce n'est que dans les conditions exceptionnelles, prévues par la Constitu-

(122) Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U., E/CN. 4/AC.1/3/Add. 1, 1947, p. 15.

(123) Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U., E/CN. 4/AC.1/3/Add. 1, 1947, p. 16.

(124) Op. cit. p. 64.

(125) « Alinéa 3 de l'art. 27 : La peine de mort n'est pas admise, sauf dans les cas prévus par les lois militaires de guerre. » L'Assemblée constituante, réunie le 25 juin 1946, a voté le 22 décembre 1947 la nouvelle Constitution qui fut promulguée le 27 décembre et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1948, (B. MIRKINE-GUETZÉVITCH, *Les Constitutions européennes*, Tome II, p. 596).

tion, que le Code pénal turc de 1926 prévoit l'application de la peine capitale à des cas bien définis (126). Mais ce que nous pouvons reprocher au Code pénal, empreint des conceptions traditionnelles de la justice pénale, c'est qu'il distribue les peines presque automatiquement sans connaissance scientifique de la personnalité du délinquant. Toutefois, les personnes qui sont affectées, au moment de commettre un acte criminel, d'une infirmité mentale de nature à les priver de la liberté de leur conscience dans leurs actes, ne sont pas punissables, en vertu de l'article 46 du Code pénal. Cependant, si le tribunal estime qu'il serait dangereux de mettre l'individu en question en liberté, il ordonne qu'il soit livré à la garde de l'autorité compétente jusqu'à ce qu'il ait été statué légalement sur son cas. L'autorité compétente le transfère soit dans un asile d'aliénés, soit dans un établissement correctionnel. Les frais nécessaires seront prélevés sur le chapitre « délits », du budget du Ministère de la Justice.

Comme conséquence du principe de droit à la vie et à la liberté, la Déclaration universelle déclare, en outre, en son article 4, que « nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. » La Convention européenne s'exprime dans le même sens (art. 4) ; mais, après avoir énoncé l'interdiction du travail forcé ou obligatoire, cette dernière formule que le travail forcé ou obligatoire n'est pas considéré comme tel dans la mesure où la loi permet l'accomplissement de ce travail, comme par exemple le travail exigé d'une personne en détention, ni pour tout service de caractère militaire ou un autre service remplaçant le service militaire. Il en va de même pour tout service requis dans le cas de crises ou de calamités menaçant la vie ou le bien-être de la communauté, et enfin de tout service faisant partie des obligations civiques normales. La Déclaration universelle ajoute que « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (art. 5).

La Constitution turque, en formulant que « Tout citoyen turc naît libre et vit libre... » (art. 68) a exclu le système de l'esclavage pour tous les citoyens, sans distinction de classe et de famille. Ce principe fut étendu à toutes les personnes habitant le territoire turc, car la Turquie a signé, le 25 juillet 1923, les Conventions de 1904, 1910 et 1921 relatives à l'interdiction de la traite des blanches. Elle avait déjà voté, du reste, à l'époque de l'Empire ottoman, une loi prohibant le commerce des esclaves.

(126) Article 340 (Code pénal), son champ d'application est très limité : elle n'est appliquée qu'aux attentats contre la vie et contre la sûreté de l'Etat. Plusieurs crimes prévus par le Code pénal militaire sont également sanctionnés par la peine capitale, en temps de guerre surtout.

Enfin, le Code civil turc (art. 23) dispose que « nul ne peut, même partiellement, renoncer à la jouissance ou à l'exercice des droits civils et nul ne peut aliéner sa liberté, ni s'en interdire l'usage dans une mesure contraire aux lois ou aux mœurs. » Cela signifie qu'un individu ne pourra ruiner les principaux éléments de sa personnalité, ni les abandonner au profit d'un autre. Donc, les contrats qui sont conclus contrairement à ce principe ne sont pas juridiquement valables, au sens du droit civil turc.

Le travail obligatoire, prévu par le Code pénal, ne doit pas être considéré comme travail forcé, au sens habituel, vu la réserve faite par la Convention européenne des Droits de l'Homme. Le Code pénal turc (art. 22) prévoit les cas où la peine d'emprisonnement peut être subie, soit dans des maisons de travail, soit moyennant la prestation d'un travail dans des entreprises de travaux publics ou de la Municipalité. En Turquie, il existe actuellement neuf prisons dotées d'une organisation spéciale de travail pénitentiaire, permettant l'application d'un régime plus individualisé, plus moralisateur et éducatif. La plupart de ces prisons sont des établissements ouverts, sans barreaux. Le travail est rémunéré suivant le genre de travail fourni. La durée du travail ne peut être inférieure à six et supérieure à huit heures par jour, sauf pour les travaux agricoles. Le repos hebdomadaire, ainsi que les jours fériés sont payés. Les dispositions de la loi sur l'assurance contre les maladies, les accidents de travail et sur les allocations de maternité sont appliquées (127). Si le condamné refuse de travailler, la peine est subie en la forme ordinaire. La personne qui, étant apte au travail, aura été trouvée en train de mendier, sera, en vertu de l'article 544 du Code pénal, assujettie au travail accompli dans les entreprises départementales ou municipales pour une durée d'une semaine à un mois. Le travail n'est pas rémunéré, la seule rémunération étant la fourniture des aliments.

D'autre part, en vertu de l'article 73 de la Constitution, « la torture, les mauvais traitements, la confiscation des biens et la corvée sont interdits. » Le législateur turc, en ratifiant la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris le 9 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'O.N.U. (128), exclut également, sans distinction de race, de religion et de nationalité, toutes sortes de tortures ou peines inhumaines. Avec cette disposition, la Constitution entend que les peines soient humaines, modérées et proportionnées à la gravité réelle du délit et à la culpabilité de l'auteur. Elles doivent aussi atteindre le coupable seul, l'auteur du délit,

(127) Voir p. 133-139.

(128) Loi N° 5690 du 13 décembre 1950 (publiée au J. Off. N° 7689, le 22 décembre 1950).

et non pas sa famille et ses proches lorsqu'ils sont innocents. Donc, au sens de la Constitution, on adopta le principe de l'individualisation des peines. De même, la peine de la confiscation de la fortune et des biens fut reconnue comme contraire à la justice. Le principe selon lequel la peine doit être proportionnée à la personnalité du coupable, n'a pas été très bien suivie. Car le législateur tient compte seulement de la gravité du délit. Les moyens adoptés pour individualiser la peine, tels que la variation de la peine entre un minimum et un maximum, les circonstances atténuantes et aggravantes, le sursis à l'exécution, la libération conditionnelle, ne sont que des exceptions à la règle.

Le Code ne laisse pas à la disposition des juges un nombre suffisant de sanctions et une liberté assez large pour adapter la sanction à la personnalité du délinquant. Il ne donne pas non plus aux juges le pouvoir d'atténuer librement la peine, comme c'est le cas, par exemple, dans le Code pénal suisse. En Turquie, les juges ne peuvent atténuer la peine que s'il existe des circonstances atténuantes déterminées. En outre, il n'existe pas de dispositions prévoyant des sanctions spéciales pour le délinquant mineur, sauf pour ceux qui n'ont pas encore atteint leur onzième année au moment de la commission de l'infraction. Ceux qui ont plus de onze et moins de dix-huit ans sont passibles des peines ordinaires réservées aux adultes, avec cette différence qu'ils bénéficient d'une réduction de durée et que certaines peines, telles que la peine de mort, la réclusion perpétuelle, l'interdiction d'exercer des fonctions publiques et la mise sous surveillance de la sûreté publique ne s'appliquent pas à eux.

Le deuxième principe, qui découle du dit article est que les peines doivent sauvegarder la dignité de l'individu ; autrement dit, les peines doivent aboutir à sa réforme, à son amendement progressif et, si possible, à son relèvement moral et social ; comme la Constitution italienne le formule clairement (129). C'est en ce sens que le Code pénal turc (art. 16 et 17) admet que les condamnés à l'emprisonnement et même les reclus peuvent bénéficier de la libération conditionnelle, à condition que, pour les premiers, la moitié, et pour les derniers les trois quarts au moins de la durée de la quatrième période de leur peine soit subie. Cependant, pour les infractions telles que le meurtre, l'assassinat, l'extorsion, etc., il existe des dispositions spéciales (art. 16).

En vertu des articles 89-95 du Code pénal, le sursis à l'exécution de la peine est fréquemment appliqué et l'institution donne des résultats satisfaisants, vu, d'une part, les incon-

(129) Alinéa 2 de l'article 27 : « Les peines ne peuvent consister en des traitements contraires au sentiment d'humanité, et elles doivent tendre à la rééducation du condamné ».

vénients connus des peines courtes et, d'autre part, l'état de la plupart des prisons. Les condamnations pour lesquelles le sursis peut être accordé sont l'amende, le confinement, les peines d'emprisonnement et d'arrêt, qui ne dépassent pas six mois. Pour les mineurs jusqu'à dix-huit ans et pour les personnes âgées de soixante-dix ans au moins, ce maximum de six mois est porté à un an. Pour les amendes fiscales et les frais judiciaires, la loi ne permet pas d'accorder le sursis. De même, les peines prononcées pour les infractions prévues par l'article 60 de la loi sur la défense nationale ne peuvent faire l'objet du sursis. Dans tous les cas où le bénéficiaire du sursis n'est pas condamné pour une nouvelle infraction dans le délai d'une année pour les contraventions et cinq ans pour les délits, la condamnation est considérée comme n'ayant pas eu lieu et le condamné se trouve réhabilité de plein droit.

Lorsque la peine fixée par le Code ne dépasse pas un mois d'emprisonnement ou d'arrêts, ou bien trente livres d'amende, et qu'il existe des circonstances atténuantes et, d'autre part, que l'inculpé n'a jamais été frappé d'une condamnation pour contravention entraînant une peine supérieure à un mois d'arrêt, le tribunal peut remplacer la peine par la réprimande judiciaire (art. 26). C'est une mesure qui est appliquée fréquemment par les tribunaux turcs en vue d'éviter les inconvénients des peines courtes.

En vertu des articles 121 à 124 du Code pénal et des articles 416 à 420 du Code de procédure pénale, l'interdiction perpétuelle d'accéder aux fonctions publiques et toute autre incapacité dérivant d'une condamnation pénale cessent du fait de la réhabilitation.

En dernier lieu, les articles 26 et 42 de la Constitution et les articles 98 et 97 du Code pénal prévoient, respectivement, la grâce et l'amnistie. La première a pour objet de remettre, totalement ou partiellement, la peine ou bien de lui substituer une peine moins grave. La condamnation continue à produire ses effets, cependant, la loi ou le décret qui accorde la grâce peut spécifier qu'elle s'étend aussi aux peines accessoires ou complémentaires. Quant à l'amnistie, celle-ci éteint l'action pénale et fait cesser l'exécution des condamnations, ainsi que toutes leurs conséquences. Pour compléter l'étude des principes résultant de l'article 73 de la Constitution, parlons du traitement de l'inculpé et du condamné.

L'individu mis en état d'arrestation sera, autant que possible, incarcéré dans un local séparé de celui des condamnés. On ne lui applique que les restrictions nécessaires pour assurer le but de la détention et pour maintenir l'ordre de la maison d'arrêt. Le détenu pourra se procurer, à ses frais, les commodités et les occupations qui sont en rapport avec ses ressources personnelles et sa situation, en tant qu'elles sont compatibles

avec le but de la détention et qu'elles ne compromettent pas l'ordre et la sécurité de la maison d'arrêt. Il pourra recevoir des visites et communiquer librement avec ses proches. Toutefois, pendant l'instruction préparatoire, le juge peut interdire les visites suivant les nécessités de l'instruction. Cette mesure d'interdiction n'est pas applicable au défenseur du détenu, qui peut communiquer avec lui. Cependant, le juge d'instruction pourra assister personnellement aux entrevues du détenu avec son défenseur, suivant les motifs de l'arrestation.

En ce qui concerne le traitement des condamnés, il y a, en Turquie, des prisons nouvelles qui, à côté des prisons anciennes, prévoient des possibilités de travail. Il en est de même des établissements destinés aux mineurs délinquants. Les prisons nouvelles sont pourvues, comme cela a déjà été dit plus haut, d'une organisation spéciale de travail pénitentiaire, permettant l'application d'un régime plus individualisé, plus moralisateur et éducatif. La plupart de ces prisons sont des établissements ouverts, sans barreaux ; parmi ceux-ci la prison d'Imrali est la plus importante.

Pour les jeunes délinquants, il n'y a pas de Code spécial prévoyant des sanctions et la manière de les appliquer. Le Code pénal établit deux sortes de sanctions : la précaution et la punition (ou peine).

I. — *La précaution.* — Ceux qui ont moins de onze ans ou ceux qui ont entre onze et quinze ans, mais point de capacité de discernement n'encourent pas de responsabilité criminelle. Ils ne sont passibles que de la précaution. Si la punition d'un crime commis par un tel enfant est d'une année ou plus, l'enfant est, soit placé dans un institut correctionnel, sous le contrôle de l'Etat, jusqu'à dix-huit ans, soit confié à ses parents ou à son tuteur. Dans ce dernier cas, l'Etat demande une garantie écrite aux parents. Si l'enfant commet alors un délit quelconque dû à la négligence des parents, ces derniers doivent payer une certaine somme d'argent. Il va sans dire que la plus importante des deux précautions prévues par la loi est le placement dans une institution correctionnelle. Malheureusement, il n'y a, en Turquie, qu'un centre correctionnel, qui peut contenir 250 garçons. Il existe des centres pour enfants abandonnés, mais il est naturellement impossible de mettre les jeunes délinquants dans ces centres. C'est pourquoi, la précaution, appliquée fréquemment en Turquie, est la remise de l'enfant aux parents ou au tuteur. Mais cela est souvent inutile, surtout si ces mêmes personnes ne peuvent tenir leur engagement en cas de nouveau délit.

Nous avons vu que le tribunal peut aussi prononcer contre eux une peine, s'il l'estime justifiée.

II. - *La peine ou punition.* - Il faut distinguer ici deux catégories. La première catégorie : les jeunes délinquants, qui ont plus de onze ans et moins de quinze ans, avec capacité de discernement lorsqu'ils commettent le délit. Leur peine est graduellement réduite et ils ne perdent pas leur droit à un emploi dans la vie publique. Ils sont placés dans des centres correctionnels, s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans au commencement de leur emprisonnement. La deuxième catégorie : les jeunes délinquants âgés de plus de quinze ans mais moins de dix-huit ans au moment où ils commettent le délit. La punition est également réduite. Ils ne perdent pas non plus leur droit à un emploi public. Ils sont, soit envoyés dans des centres correctionnels ou mis dans des sections spéciales dans les prisons, s'ils sont âgés de dix-huit ans. Si leur peine est de trois ans et qu'il leur reste deux ans à faire au moment où ils atteignent dix-huit ans, ils sont envoyés dans des prisons générales. Mais ceux qui ont dix-huit ans au moment de leur emprisonnement et dont la peine est de moins de trois ans peuvent, si leur conduite est bonne, être mis dans des sections spéciales des prisons générales.

Le Code parle des centres correctionnels pour les jeunes délinquants. Dans le monde entier, les centres correctionnels sont presque considérés comme des écoles où l'enseignement d'un métier vient au second plan. En Turquie, on constate le contraire : les métiers enseignés sont notamment ceux de tailleur, maçon, cordonnier, etc. Bien que l'ignorance soit un élément important de la délinquance juvénile en Turquie, les administrateurs des centres correctionnels préfèrent, cependant, le système appliqué ; ceci pour des raisons financières. D'autre part, on a prévu des prisons spéciales pour les mineurs de plus de quinze ans et de moins de dix-huit ans. Pour l'instant, il en existe deux en Turquie, une à Eskisehir et l'autre à Izmir. Comme ces deux prisons contiennent moins de trois cents jeunes délinquants, ceux qui ont dix-huit ans accomplis, sont envoyés dans des sections spéciales des prisons. Mais, celles-ci étant malheureusement insuffisantes, ils sont envoyés le plus souvent dans les prisons générales. Enfin, les mineurs âgés de dix-huit à vingt et un ans au moment de leur délit subissent une punition allégée et sont envoyés directement dans les prisons générales.

D'autre part, les femmes et les mineurs non récidivistes, peuvent subir leur peine à domicile, si celle-ci n'est pas supérieure à un mois. En cas de transgression, la peine sera subie entièrement et de la manière ordinaire (art. 21 du Code pénal).

L'article 3, relatif au droit à la vie, de la Déclaration universelle, dont nous avons exposé le premier but à la page 74, a un second but, selon lequel l'Etat a le devoir d'aider et d'entretenir ceux qui ne peuvent subvenir par eux-mêmes à leurs

besoins. A cet égard, la Constitution turque ne prévoit aucune disposition. Les démarches faites au cours de l'année 1948 en vue de combler la lacune relative à l'assistance sociale aux individus nécessiteux n'a donné aucun résultat et cette lacune subsiste encore actuellement. Au contraire, les Constitutions italienne et française contiennent à ce sujet des dispositions très précises (130). Mais vers la fin de la même année, l'Assemblée nationale turque vota, sur la proposition du Ministère de la Santé de l'Assistance sociale, une loi relative à la protection des enfants abandonnés et anormaux (131). Selon cette loi, les enfants n'ayant pas de parents et les enfants naturels, malades physiquement ou moralement, bénéficient de l'aide prévue. L'Etat les entretient et leur apprend un métier jusqu'à leur majorité. Les frais sont supportés par la Commune, la Municipalité ou par le Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale, en collaboration avec le Ministère de l'Instruction publique.

D'autre part, le Gouvernement turc signa, le 5 septembre 1951, l'accord sur le Fonds international de secours à l'enfance, adopté, le 2 décembre 1946, par l'Assemblée générale des Nations Unies (U.N.I.C.E.F.) : Une loi fut votée, à cet effet, le 10 mars 1954 (132). Cette loi dispose que l'Etat est tenu de fournir une aide aux enfants, aux jeunes gens, aux femmes enceintes et aux femmes qui allaitent, sans aucune distinction de nationalité. Pour l'instant, nous nous bornerons à ces explications sur l'assistance sociale, car nous en parlerons davantage lorsque nous examinerons les droits économiques, sociaux et culturels.

La Déclaration universelle formule un autre principe en son article 3, celui du droit à la liberté devant lequel l'Etat doit s'incliner. Ces droits naturels de l'homme auxquels se heurtent les pouvoirs de l'Etat sont insérés en principe dans les articles 18 à 20. L'Etat doit limiter son pouvoir vis-à-vis de ces libertés, telles que la liberté de pensée, la liberté de conscience, de religion, d'opinion et la liberté de réunion et d'association. Il ne doit pas punir comme un criminel l'individu pratiquant une autre religion que celle de la majorité, dans le pays où il réside. Les particuliers ne doivent pas être recherchés en raison de leurs opinions. Il est évident que l'Etat prend des mesures préventives et répressives pour assurer le maintien de la sécurité

(130) Article 32 (alinéa 1) de la Constitution italienne : « La République protège la santé comme droit fondamental de l'individu et intérêt de la collectivité et elle garantit des soins gratuits aux indigents » et art. 38 (alinéa 1) : « Tout citoyen inapte au travail et dépourvu des moyens nécessaires pour vivre, a droit à l'entretien social et à l'assistance sociale ».

La Constitution française du 27 octobre 1946, aux alinéas 9 et 10 de son Préambule, énonce que « la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement » et que « tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de sa situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ».

(131) Loi N° 5387, 23 mai 1949 (publiée au J. Off. N° 7217, le 27 mai 1949).

(132) Loi N° 6367 (publiée au J. Off. N° 8662, le 19 mars 1954).

dans le pays, de l'ordre public interne et externe et également pour la sauvegarde de la paix mondiale. Mais dans toutes ses décisions, l'Etat doit être modéré. Comme tous les Etats, le Gouvernement turc a pris également des mesures à cet effet. Nous les analyserons plus tard, lorsque nous parlerons des libertés indiquées ci-dessus.

b) *Droit à la sûreté.* — La Déclaration universelle, en stipulant que « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé » (art. 9), entend inclure le principe du droit à « la liberté et à la sûreté de la personne », établi en son article 3. Il s'ensuit qu'il n'est possible de priver quelqu'un de sa liberté que dans les cas prévus par les lois, autrement dit selon les voies légales. Donc l'arrestation ou la détention d'un individu requiert un ordre ou un mandat écrit de l'autorité compétente, normalement prévue par les lois d'organisation judiciaire et de procédure, pour le décerner. Elle doit être subordonnée aux règles strictes qui la limitent et qui garantissent les droits individuels (133).

La Constitution turque reconnaît l'universalité du droit à la liberté : « ...tout individu a un droit naturel à la liberté, ...et seule la loi définit ses restrictions » (art. 68), et elle ajoute que « Nul ne peut être arrêté ou détenu, si ce n'est dans les cas et selon les formes déterminés par la loi » (art. 72). Ainsi la Constitution place l'individu sous la garantie juridique contre toutes les arrestations arbitraires et non autorisées.

Le Code de procédure pénale et quelques lois spéciales, notamment la loi sur la Répression de la Contrebande, contiennent des dispositions spéciales en la matière. Le mandat d'arrêt peut être décerné, suivant le cas et les circonstances, par le juge d'instruction, le juge de paix, le président du tribunal et le tribunal lui-même (art. 106, 121, 125 du Code de procédure pénale).

Un individu ne peut être l'objet d'une détention préventive que lorsqu'il existe contre lui des présomptions graves concernant l'infraction qui lui est reprochée et lorsqu'il existe, en même temps, des indices qui laissent supposer son intention de prendre la fuite ou de faire disparaître les traces de l'infraction, de déterminer ses complices à faire de fausses déclarations ou les témoins à faire de faux témoignages ou encore à se soustraire à l'obligation de témoigner. L'arrestation est également ordonnée dans les cas où il s'agit d'infraction portant atteinte à l'autorité de l'Etat ou commise contre la sécurité publique ou contre les bonnes mœurs (art. 104 du Code de procédure pénale).

(133) Prof. Jean GRAVEN : *La limitation du droit de punir de l'Etat par les droits de l'homme*, (« Revue de droit pénal et de criminologie », février 1953, p. 453).

Principalement depuis la loi du 15 janvier 1951, la liberté et la sûreté individuelles sont garanties au sens actuel du terme. Cette loi abrogea, d'ailleurs, l'article 6 de la loi du 6 juin 1936 qui reconnaissait au Ministère public le pouvoir de décerner un mandat d'arrêt contre l'individu arrêté en état de flagrant délit. De nos jours, les procureurs de la République sont tenus de s'adresser au juge pour obtenir une détention préventive qu'ils estimeraient nécessaire. La mesure de détention préventive est laissée à la libre appréciation du juge, même en matière criminelle. Cependant, la loi sur la Répression de la Contrebande dispose que (art. 53) le prévenu doit être mis en état d'arrestation lorsqu'il est l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal. Mais, en cas de flagrant délit, le procureur de la République et les fonctionnaires de police, au cas où il ne leur est pas possible de s'adresser immédiatement à leur supérieur, pourront aussi procéder à une arrestation provisoire, lorsqu'il existera des motifs permettant la délivrance d'un mandat d'arrêt et lorsqu'il y aura péril en la demeure (art. 127, du Code de procédure pénale).

Les délinquants aliénés, les buveurs invétérés et les personnes adonnées à l'usage des stupéfiants sont internés et traités dans un hôpital jusqu'à ce que l'internement ne soit plus nécessaire.

Enfin, suivant les articles 13 et 15 du Code pénal, toute condamnation à une peine de réclusion ou d'emprisonnement prive l'individu de sa liberté. De même, la surveillance spéciale de la sûreté publique (art. 28 du Code pénal) et l'interdiction d'accéder aux fonctions publiques (art. 20 du Code pénal), qui sont des peines accessoires ou complémentaires, privent l'individu de sa liberté durant le délai prescrit par le Code pénal.

En conclusion, nous dirons qu'aucune forme de détention et aucune autre restriction de la liberté personnelle ne sont admises, si ce n'est par un acte motivé de l'autorité judiciaire et dans les seuls cas et sous les seules formes prévus par la loi. D'ailleurs, même si tel est le cas, un individu arrêté ne doit pas rester longtemps détenu et doit être traduit devant un tribunal indépendant et impartial afin d'être jugé.

C'est dans ce sens que la Déclaration universelle dit, en son article 10 que : « Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle ». L'article 2 ajoute que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre

situation ». En effet, comme la Déclaration l'indique à son article 7, tous les individus doivent être égaux devant la loi et avoir droit sans distinction à une égale protection de la loi, dans un Etat démocratique.

S'il est vrai que l'Etat s'est réservé le pouvoir de définir les délits et d'imposer des peines, il ne peut pas réglementer la culpabilité et condamner un individu sans jugement préalable devant des organismes spéciaux qui sont les tribunaux ordinaires et par le moyen d'une procédure également particulière qui est la loi de procédure pénale. Tout individu ne peut encourir une peine qu'après un jugement légitime. En effet, le Code de procédure pénale, après avoir indiqué que toute personne arrêtée doit être informée du fait punissable qui lui est imputé et du motif de son arrestation, au moment même de cette arrestation, ou au plus tard le lendemain de son incarcération, dispose que l'individu mis en état d'arrestation doit être, sur-le-champ, ou au plus tard au courant du même jour, conduit devant le juge compétent. Celui-ci l'interrogera immédiatement ou au plus tard le lendemain, sur les faits constituant la prévention. L'interrogatoire doit être effectué de telle manière que le prévenu ne soit pas empêché de se prévaloir des moyens de preuve pouvant servir à sa défense. Au cas où l'individu arrêté ne peut être conduit le même jour devant le juge compétent en raison de la distance, il doit, sur sa demande, être immédiatement, ou au plus tard le jour même de son arrestation, amené devant le juge de paix le plus proche. Il en est de même en cas de flagrant délit.

La loi n'a pas fixé de durée maxima pour la détention préventive. Toutefois, durant l'instruction préalable, le juge est tenu d'examiner le cas dans les délais prévus par la loi et de décider s'il y a lieu ou non de maintenir le prévenu en état de détention. Cet examen doit être fait dans le délai d'un mois à partir de l'arrestation. Chaque fois que le mandat est maintenu le juge doit procéder à un nouvel examen dans un délai de deux mois au maximum, à partir de la date de la dernière décision. Le détenu a également le droit de provoquer un examen dans le délai sus-indiqué. Le mandat d'arrêt sera levé lorsque le motif sur lequel il était fondé aura cessé d'exister. La détention préventive prendra également fin lorsque le prévenu aura fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu ou aura été acquitté (art. 123 du Code de procédure pénale).

D'autre part, en vertu des articles 117-122 du Code de procédure pénale, la mise en liberté provisoire sous caution est admise, même au profit des inculpés de crime. Cependant, cette mesure n'est pas admise pour les crimes commis contre la sûreté de l'Etat, passibles de la peine de mort ou de la réclusion ; elle n'est pas non plus admise à l'égard des récidivistes. Elle est encore refusée dans le cas où le motif de l'arrestation

repose sur le fait que l'individu est soupçonné de vouloir faire disparaître les preuves de l'acte coupable.

La législation turque n'admet pas l'octroi d'une indemnité en cas d'arrestation ou de détention non justifiée.

La Constitution turque prévoit, d'une part, dans ses articles 8 et 53 à 60, des dispositions relatives à l'indépendance des tribunaux et, d'autre part, en formulant que « Nul ne peut être traduit devant un tribunal autre que celui dont il relève d'après la loi », elle consacre le principe selon lequel personne ne peut être déféré devant un tribunal d'exception. La même disposition entend établir une égalité entre tous les individus, de telle sorte qu'ils puissent se prévaloir de leurs droits et libertés, sans aucune distinction de race, de nationalité, de religion, etc. Les délibérations des tribunaux sont publiques et le jugement est aussi rendu publiquement. Mais lorsque sont en jeu les intérêts des mineurs, ou la protection de la vie privée des parties au procès, ou lorsqu'en raison de circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice, le procès se déroule à huis-clos. Nous reviendrons sur la question de l'indépendance des tribunaux en Turquie, lorsque nous parlerons de la garantie des droits de l'homme.

L'accusé doit, après avoir été informé du motif de son arrestation, disposer du temps et des moyens nécessaires à la préparation de sa défense. Si l'accusé n'a pas des moyens suffisants pour se faire défendre par un avocat, il lui est désigné un avocat d'office et gratuit. C'est à l'instar de ce principe que l'article 11 chif. 1 de la Déclaration universelle signale que « Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. » Elle prévoit aussi le principe d'égalité (article 11 chif. 2) : « Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis. » Du contenu du premier alinéa il résulte que l'accusé ne doit pas être laissé au pouvoir du Ministère public, qui souvent n'a pas une position aussi impartiale que celle du juge. Le Gouvernement cherche souvent à placer l'accusateur au-dessus du juge et à supprimer le rôle du défenseur, réduisant ainsi le rôle du juge qui est une garantie pour l'accusé et pour la défense de ses droits et libertés, reconnus par le droit national et international. Le juge doit donc être indépendant, autrement dit le pouvoir judiciaire ne doit pas servir aveuglément au pouvoir politique et à ses intérêts. L'appareil judiciaire doit être le serviteur de la loi et du droit, non pas de l'Etat et de sa politique. C'est ainsi que l'on

peut réaliser le principe d'après lequel tout individu doit être présumé innocent jusqu'à ce que l'on ait statué sur sa culpabilité. Ainsi, la Constitution turque déclare, d'une part, que le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux indépendants selon la procédure et les lois instituées à cet effet (art. 8). Et, d'autre part, elle dispose à son article 54 que les juges, dans la conduite et le jugement des procès, sont indépendants et soumis à l'autorité de la loi seule, à l'exclusion de toute autre intervention de quelque nature que ce soit. La Grande Assemblée Nationale et le Conseil des Ministres ne peuvent en aucune manière modifier les jugements, surseoir à leur exécution ou s'y opposer. De cette manière la Constitution a soustrait le pouvoir judiciaire à l'influence des pouvoirs politiques et lui a rendu son indépendance. Citons encore la loi du 4 juillet 1934 sur la Magistrature, modifiée plusieurs fois (134), qui régit le statut des juges de la juridiction ordinaire. L'indépendance du juge nous est démontrée dans cette loi par le rôle assigné au Conseil de Recrutement, lequel constitue une garantie-clé de sécurité, puisqu'il est formé en toute indépendance et, en dehors de l'ingérence de l'organe exécutif. Ce Conseil se compose, en effet, du premier président de la Cour de Cassation, du procureur général de la République, de quatre membres de la Cour de Cassation désignés par tirage au sort pour une période d'un an, et de fonctionnaires supérieurs au nombre de quatre, attachés au Ministère de la Justice. Mais, toutefois, on peut se demander si les juges jouissent de toute l'indépendance souhaitable après la promulgation d'une loi, en mai 1954, qui assimile les juges aux fonctionnaires. En effet, la dite loi autorise le ministre de la Justice à mettre le juge à la retraite après vingt-cinq ans d'exercice. Il est évident que les juges visés par cette loi sont ceux des plus hautes juridictions, puisqu'ils y accèdent lorsqu'ils ont un certain âge. De plus, le ministre de la Justice peut également déplacer les juges.

Comme nous l'avons déjà indiqué, grâce à la nouvelle loi du 15 janvier 1951 relative à la procédure en matière de flagrant délit, le juge est placé au-dessus du Ministère public. Le juge préside le procès et, selon les dispositions du Code de procédure pénale, les avocats et défenseurs peuvent questionner, avec la permission du président, les témoins et demander l'ajournement du procès à une date ultérieure. Si l'accusé ne peut pas rémunérer un avocat, celui-ci lui est désigné d'office. L'accusé a même le droit de demander un interprète s'il ne peut s'exprimer en turc.

Le Code pénal turc consacre les systèmes adoptés par la Déclaration universelle (article 11 chif. 2) : En effet, en vertu

(134) Cette loi porte le N° 2556. Les lois y prévoyant des modifications sont les lois du 7 juin 1937 (N° 3206) ; 27 juin 1938 (N° 3853) ; 19 janvier 1942 (N° 4169) ; 16 juin 1943 (N° 4439) ; 9 juillet 1945 (N° 4791) ; 14 décembre 1949 (N° 5457).

de l'article 21 de la loi promulguant le Code pénal de 1926, on applique les dispositions de l'ancien Code aux personnes qui, à la date de la mise en vigueur du nouveau Code pénal, se trouvaient en jugement en raison d'un autre délit commis avant ou pendant l'accomplissement de la peine définitive à laquelle elles avaient été condamnées en vertu de l'ancien Code pénal. D'autre part, on tient compte des dispositions du nouveau Code pénal dans l'accomplissement de peines, à l'égard des personnes qui auraient commis un autre délit à la date de la mise en vigueur du nouveau Code et après avoir purgé la peine à laquelle elles avaient été condamnées, conformément à l'ancien Code.

Nous avons donc observé que le droit constitutionnel et le droit pénal se rencontrent sur le terrain des droits et libertés individuels. Les deux tendent à garantir la sécurité individuelle. Le droit constitutionnel n'a pas seulement pour objet d'assurer l'organisation des pouvoirs de l'Etat, mais aussi celui de veiller à la garantie des libertés de l'individu par l'aide du droit pénal qui a une valeur sanctionnatrice et qui a une faculté d'établir des limites à la liberté individuelle, découlant de la Constitution même. C'est en ce sens que le droit pénal tire du droit constitutionnel son orientation et son caractère, et c'est dans cet esprit qu'une convergence de leurs normes tend simultanément à garantir l'ordre constitutionnel par le droit pénal et à protéger le système pénal par le droit constitutionnel.

D'autre part, le droit pénal est mis au service de la Constitution et du Gouvernement en vue de garantir l'ordre constitutionnel, car il est là pour aider la marche des affaires publiques et il doit servir à leur équilibre et à leur harmonie. Le droit pénal a pour but de maintenir, tout d'abord, comme nous le verrons plus tard, l'existence même du régime, de la République contre les attentats à la sûreté extérieure de l'Etat — trahison, espionnage — et ensuite contre tous les actes nuisibles à la défense nationale.

Les relations entre la Constitution et le droit pénal démontrent que la Constitution demeure, de nos jours, comme le fondement du droit pénal. C'est dans la Constitution que le droit pénal trouve sa force indispensable. Le droit pénal est subordonné et rattaché à la Constitution de telle sorte qu'il ne peut pas progresser seul, surtout dans les pays qui, comme les pays américains, ont des « constitutions rigides » et non des « constitutions souples » (135).

Pour compléter l'étude des droits personnels qui sont des droits à la vie, à la liberté et à la sûreté personnelle, examinons maintenant les droits à l'inviolabilité de la vie privée, du domi-

(135) Prof. de Soto : *Constitution et droit pénal*, « *Revue internationale du droit comparé* », janvier-mars 1957, p. 242.

cile, de la correspondance et le droit de circuler librement, de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat donné, ainsi que le droit de chercher asile et de bénéficier du droit d'asile dans d'autres pays. La Déclaration universelle traite de ces questions à ses articles 12, 13 et 14.

1. — *Droit à l'inviolabilité du domicile et de la correspondance.* — La Déclaration proclame, tout d'abord, que « Nul ne sera l'objet d'immixtion arbitraire dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteinte à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes » (art. 12). De son côté, la Convention européenne prévoit, après avoir affirmé le principe de l'inviolabilité de ces droits, des restrictions dans la mesure où cela paraît nécessaire pour la sécurité nationale, la sûreté publique, la défense de l'ordre, ainsi que pour la prévention des infractions pénales et la protection de la santé ou de la morale, etc. (art. 8).

C'est à l'instar de la Convention européenne que la législation turque considère ces droits et libertés. La Constitution reconnaît, dans son article 71, le principe de l'inviolabilité de la vie privée et du domicile en ces termes : « ...l'honneur, le domicile sont garantis contre toute violation ». Elle ajoute encore : « En dehors des conditions et des formes déterminées par la loi, il est interdit de pénétrer dans le domicile de quiconque et de procéder à des recherches sur sa personne » (art. 76). Par ailleurs, et en vertu de l'article 193 du Code pénal, la pénétration dans un domicile est considérée comme un délit, si la personne ayant le droit d'interdire d'y pénétrer n'y a pas consenti expressément ou implicitement (la jurisprudence de la Cour de Cassation turque du 18 février 1942). On peut entrer dans le domicile de quelqu'un conformément aux dispositions des articles 94 à 102 du Code de procédure pénale, en vue d'empêcher la consommation d'un délit, de permettre des inspections de caractère fiscal ou de sécurité publique et d'exécuter les décisions des tribunaux. Dans tous ces cas, une ordonnance écrite du juge est nécessaire. D'autre part, il résulte de l'article 76 de la Constitution que l'inviolabilité de ce droit est reconnue en faveur de n'importe quelle personne, qu'elle soit étrangère ou sujet turc. Ce principe résulte encore des dispositions du Code civil turc relatives à la sauvegarde des droits personnels (art. 23 et 24). La Constitution énonce enfin que « Les papiers, lettres et objets de toute nature confiés à la poste ne peuvent être ouverts, en dehors d'une décision prise par le juge d'instruction ou le tribunal compétent ; le secret de la correspondance télégraphique et des communications téléphoniques est inviolable » (art. 81),

2. — *Droit de voyage et de résidence.* — La Déclaration universelle en parlant du droit de circuler et de choisir librement la résidence stipule que « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » La Convention européenne n'a rien prévu à cet effet et ce silence est très significatif. Les Etats signataires ont passé sous silence la réglementation internationale de ce droit, préférant nous semble-t-il, régler ces problèmes au moyen de conventions spéciales que chaque Etat membre pourra conclure avec les autres Etats.

La Constitution turque fait allusion (art. 70) au droit de circuler, et le reconnaît seulement aux ressortissants tures comme un droit naturel. Elle ajoute que « ce droit ne peut être restreint que par les précautions que l'on prendra en cas de mobilisation et d'état de siège, ainsi qu'en cas de maladies contagieuses » (art. 78). A l'exclusion de ces cas, un ressortissant peut voyager librement à l'intérieur du pays et quitter le pays, puisque l'article cité ne limite pas cette liberté à l'intérieur de l'Etat. Il peut aussi s'établir sur n'importe quel point du territoire de l'Etat. Le contenu de cet article n'est pas très clair. Nous souhaitons qu'un jour le dit article soit modifié et remplacé par une disposition encore plus précise, tel que ce droit est prévu dans la Constitution italienne (136). Si la Constitution ne prévoit ce droit que pour les Turcs, cela ne veut pas dire qu'elle le conteste aux étrangers. Elle le reconnaît avec des restrictions, encore plus rigoureuses, qu'elle impose à ses sujets, surtout dans le domaine du droit de résidence. Le droit, pour les étrangers, de circuler et de résider en Turquie était réglé par la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, signée à la Conférence de Lausanne, le 24 juillet 1923. En vertu des dispositions de cette Convention les ressortissants anglais, français, italiens, japonais et roumains sont libres de circuler et de résider dans le pays, sous réserve de lois et règlements, en vigueur dans ce domaine. Les ressortissants des autres pays étrangers peuvent bénéficier des mêmes droits, à condition que leurs Etats signent des Conventions à cet effet avec la Turquie (137).

En 1950, enfin, cette matière fut réglée par une loi sur le séjour et les déplacements des étrangers (138) datée du 15 juillet 1950. Les étrangers, dont l'entrée en Turquie n'est pas interdite par la loi et qui viennent en se conformant aux règles de la loi sur les passeports, ont le droit de séjourner et de se

(136) Article 16 : « Tout citoyen peut circuler et séjourner librement dans toutes les parties du territoire national, sauf les limitations que la loi établit d'une manière générale pour des motifs de salubrité et de sécurité. Aucune restriction ne peut être déterminée par des raisons politiques. Tout citoyen est libre de sortir du territoire de la République et d'y entrer, sauf les obligations légales ».

(137) Loc. cit., p. 46 à 48.

déplacer au dehors de certaines régions interdites aux étrangers. Le Gouvernement peut aussi interdire aux étrangers de circuler ou de séjourner dans d'autres régions. Cette dernière mesure est appliquée aux ressortissants de certains Etats, par mesure de rétorsion. Les étrangers, qui séjourneront plus d'un mois, doivent, avant l'expiration de ce délai, obtenir une carte de séjour de l'autorité compétente, soit de la sûreté. Cette carte de séjour n'est soumise à aucune taxe. Les étrangers venant en Turquie pour prendre un emploi, doivent avoir obtenu une carte de séjour dans les mois qui suivent leur arrivée, et, en tout cas, avant de commencer à travailler. Mais les étrangers venant en Turquie avec un passeport collectif, dans le but de voyager ou avec une mention de « touriste » à l'occasion de festivités historiques, culturelles ou artistiques ne sont pas soumis à l'obligation d'obtenir la carte de séjour durant deux mois et ceux qui y sont venus pour des compétitions sportives, des congrès, des conférences, des expositions, pour subir un traitement ou faire un changement d'air, peuvent séjourner sans carte pendant quatre mois. Ceux dont le séjour est considéré par le Gouvernement comme contraire à la sécurité du pays sont invités à quitter le territoire dans un délai donné. S'ils ne quittent pas le pays à l'expiration de ce délai, ils sont expulsés.

C'est par la même loi que le Gouvernement règle la question de l'immigration et de la résidence en Turquie. Mais la personne qui a l'intention de s'établir en Turquie doit s'adresser au Ministère de l'Intérieur ; les immigrants ne sont pas soumis à cette formalité. De même, les personnes qui ont fui une persécution politique peuvent demander l'asile, en s'adressant au Ministère de l'Intérieur. Le droit d'asile se trouve réglé par cette loi en présence de l'inexistence de dispositions à ce propos dans la Constitution, alors que la plupart des Etats européens d'aujourd'hui ont inscrit ce droit d'asile dans leur Constitution comme droit naturel de toute personne sans faire aucune distinction de race, de nationalité, de religion et de langue (139).

En vertu de la loi de 1950 sur les passeports (140), à l'exclusion des vagabonds, des mendiants, des personnes atteintes de maladies contagieuses ou de démence (peuvent être exceptés les malades se trouvant sous la protection matérielle de ceux qui exercent légalement sur eux la puissance paternelle ou la

(2) Loi N° 5683 (publiée au J. Off. N° 7564 du 24 juillet 1950).

(139) La Constitution française du 27 octobre 1946 (alinéa 4 du préambule) : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

La Constitution italienne (art. 10, alinéa 3) : « L'étranger qui se verrait interdire dans son pays l'exercice effectif des libertés démocratiques garanties par la Constitution italienne, a droit d'asile sur le territoire de la République selon les conditions fixées par la loi ».

(140) Loi N° 5682 (publiée au J. Off. N° 7564 du 24 juillet 1950).

tutelle et qui voyagent pour se faire soigner ou pour changer d'air) de ceux, inculpés ou condamnés pour un crime nécessitant leur extradition soit par un accord, soit par un traité dont la Turquie est l'une des parties contractantes, etc., toutes les personnes sans distinction de nationalité peuvent entrer en Turquie en se conformant aux règles de la dite loi.

Les citoyens turcs et les étrangers sont obligés, pour entrer en Turquie ou pour en sortir, de présenter un passeport en règle ou un acte tenant lieu de passeport. Ceux qui arrivent à la frontière et qui prétendent avoir perdu leur passeport ou leur carte, seront envoyés au chef-lieu de la localité la plus proche, s'il y a lieu jusqu'à la fin de l'enquête conduite par le Ministère de l'Intérieur, et pourront être admis dans le pays à condition de s'installer à l'endroit que le premier magistrat local leur aura désigné, jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur sort.

En vertu de l'article 4 de la loi, les immigrants arrivant avec l'autorisation du Gouvernement peuvent être admis dans le pays même sans passeport, à condition d'être pourvus d'une carte fournie par le Consulat de Turquie ou bien par les Délégations envoyées à l'étranger par le Gouvernement pour s'occuper des immigrants. En général, l'admission des étrangers qui viennent en Turquie pour s'établir, en dehors des clauses de la législation sur l'immigration et les réfugiés (qu'ils soient munis ou non d'un passeport), dépend d'une décision du Ministère de l'Intérieur.

Les étrangers qui, munis d'un passeport individuel ou collectif, voyagent en transit ou effectuent une croisière ou un voyage touristique peuvent, avec l'autorisation des autorités locales de sûreté, débarquer dans les ports ou les aérodromes, se promener et se rendre en ville. En cas de guerre ou en d'autres circonstances extraordinaires, le Gouvernement a la faculté d'imposer des conditions ou des restrictions à l'entrée des étrangers. Cette mesure peut être limitée à une portion du territoire ou bien à toute son étendue. Quant à l'obligation du visa, le Gouvernement peut la supprimer par des accords, conclus avec des Etats étrangers. C'est ainsi que la Turquie a signé des accords avec la plupart des pays européens. Les ressortissants de ces pays peuvent entrer en Turquie sans visa.

II. — *Rapports entre les individus.* La deuxième partie de la Déclaration universelle contient des principes de droit régissant les rapports entre les individus. Nous pouvons y introduire le droit pour chaque individu d'avoir une nationalité et d'en changer, de contracter mariage sans aucune distinction de race, de nationalité ou de religion, ainsi que le droit à la propriété.

a) *Droit à la nationalité.* — La Déclaration universelle proclame que « Tout individu a droit à une nationalité (chif. 1)

et nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité (chif. 2) (art. 15) ». Le premier alinéa reconnaît à tout individu le droit de posséder une nationalité. Mais l'individu peut être privé de ce droit par les voies légales, c'est-à-dire dans les cas prévus par les lois conformes à l'esprit juridique de notre siècle. La Convention européenne garde le silence sur ce point.

En vertu de l'article 88 de la Constitution turque : « Est Turc, tout individu né en Turquie ou à l'étranger d'un père turc ; celui qui, né en Turquie d'un père étranger établi dans ce pays, y demeure et, à sa majorité, opte officiellement pour la nationalité turque ; celui qui, conformément à la loi sur la nationalité turque, fut admis à cette nationalité. La nationalité turque peut être perdue dans des cas déterminés prévus par la loi. » La Constitution reconnaît à tout individu né sur le territoire le droit de demander la nationalité turque à sa majorité ; l'individu est libre et il peut opter, à sa majorité, pour la nationalité à laquelle sa filiation lui donnerait droit. On peut en déduire que la Constitution a adopté, à la fois, le système du *jus sanguinis* et celui du *jus soli*.

D'autre part, la loi sur la nationalité du 4 juin 1928 contient des dispositions évitant les cas d'apatridie. En effet, l'article premier prévoit que « l'enfant né en Turquie ou à l'étranger d'un père turc ou d'une mère turque est turc » et l'article 2 dispose que les enfants répondant aux conditions suivantes sont également tures :

a) Celui qui est né, en Turquie, de père et de mère non identifiée ;

b) Celui qui est né en Turquie et dont les parents, ou un de ceux-ci est apatride ;

c) Enfin, celui qui est né d'une mère turque ou bien celui qui est issu d'un père turc, en Turquie ou à l'étranger, en dehors du mariage.

En dernier lieu, la même loi prévoit des dispositions réglant les effets du mariage sur la nationalité : « Les femmes étrangères qui contractent mariage avec un sujet turc obtiennent automatiquement la nationalité turque ». De même, « les femmes turques épousant des étrangers gardent leur nationalité ». Cette dernière mesure est une précaution à l'égard des femmes turques qui ne peuvent obtenir par mariage la nationalité de leur mari ou qui, après le divorce ou le décès de leur mari, perdent la nationalité obtenue par le mariage.

Un Turc ne peut perdre sa nationalité que dans les cas prévus dans la dite loi. Les cas les plus importants sont les suivants :

a) Celui qui réside à l'étranger pendant dix ans sans se faire inscrire auprès du Consulat ou de l'Ambassade tures se trouvant dans le pays étranger où il réside ;

b) Celui qui ne rentre pas en Turquie, sur rappel du Gouvernement, en cas de mobilisation générale.

La loi, en stipulant expressément les cas donnant lieu à la perte de nationalité, n'a pas connu les motifs politiques comme cas de perte de nationalité, tels qu'ils sont prévus par exemple à l'article 22 de la Constitution italienne. Chaque individu a le droit de changer de nationalité à condition qu'il en fasse la demande au Ministère de l'Intérieur.

b) *Droit au mariage.* Dans son alinéa 3 de l'article 16, la Déclaration universelle énonce le principe que « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat ». Il est vrai que la constitution de la société n'a pour base ni l'individu seul, ni la classe sociale, ni l'Etat, mais la famille. C'est pourquoi la famille a droit à une sécurité économique suffisante pour assurer son indépendance et que la mère a droit à une protection. La Constitution turque ne prévoit aucune disposition à cet égard, comme cela fut formulé dans les Constitutions française et italienne (141). Cette matière est régie, en Turquie, par les lois spéciales : par exemple, la loi sur les fonctionnaires prévoit une prime pour les fonctionnaires, hommes ou femmes qui se marient, de même, le fonctionnaire marié ayant des enfants, reçoit une allocation mensuelle fixe. D'autre part, le Gouvernement turc, en organisant l'assurance maternité, ne s'est pas borné à la protection de la mère ouvrière, mais a étendu cette protection à une politique plus vaste relative à la protection de la famille. C'est ainsi que la femme de l'ouvrier est aussi bénéficiaire de l'assurance. Enfin le Gouvernement aide économiquement, en vertu de la loi du 10 mars 1954 sur l'aide à l'enfance, les femmes enceintes et les nourrices.

L'alinéa I de l'article 16 de la Déclaration universelle dispose que « sous réserve de l'âge nubile, l'homme et la femme sans aucune restriction quant à la race, à la nationalité ou à la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution ». De même que les Constitutions de plusieurs Etats, la Constitution turque ne prévoit pas non plus une disposition précise en ce qui concerne la liberté de mariage. Il n'en existe que dans quelques Constitutions, notamment celles de la Belgique, du Cuba, du Nicaragua et du Panama. Mais en général, tout ressortissant turc est libre de se marier avec qui il veut, sans aucune restriction de race, de religion ou de nationalité. Cela dérive, du reste, de la disposition de la loi sur la nationalité déclarant que « les femmes étrangères qui se ma-

(141) Alinéa 9 du préambule de la Constitution française : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement ».

Art. 29 (alinéa 1) de la Constitution italienne : « La République reconnaît les droits de la famille comme société naturelle fondée sur le mariage ».

rient avec les ressortissants turcs obtiennent automatiquement par mariage la nationalité turque ». La législation turque ne pose donc, en principe, aucune restriction au sens de la disposition de la Déclaration universelle. Mais dans certaines lois, il est prévu que les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et les officiers de l'armée, ainsi que les fonctionnaires de la police ne peuvent pas épouser des étrangères. Il est difficile de dire jusqu'à quel point cette mesure est conforme au principe de la liberté personnelle de l'homme.

Quant à l'égalité des droits et obligations des époux, c'est la partie du Code civil turc consacrée au droit de la famille qui contient certaines règles. Par exemple, après avoir formulé, à l'article 151, que les époux s'obligent mutuellement à assurer la prospérité commune et à pourvoir ensemble à l'entretien et à l'éducation des enfants, l'article 161 dispose que quand un époux néglige ses devoirs de famille ou expose son conjoint à péril, honte ou dommage, la partie lésée a le droit de requérir l'intervention du juge et l'article 190 prévoit que le mari peut exiger que la femme contribue, dans une mesure équitable, aux charges du ménage. En cas de dissentiment au sujet de cette contribution, chacun des conjoints peut demander qu'elle soit fixée par l'autorité compétente. Les droits des deux époux sont également égaux en matière de divorce. Chacun peut demander le divorce pour les causes prévues aux articles 129, 130, 131 et 132 relatifs au divorce. En ce qui concerne les relations personnelles, entre les enfants et leurs parents divorcés ou séparés, l'article 148 prévoit que le juge prend les mesures nécessaires, après avoir entendu le père et la mère et, s'il y a lieu, l'autorité tutélaire. Celui des parents auquel les enfants ne sont pas confiés est tenu de contribuer, selon ses facultés, aux frais de leur entretien et de leur éducation. Enfin, l'article 83, en disposant que « la loi n'accorde pas d'action pour contraindre au mariage le fiancé qui se refuse », a exclu le mariage forcé à l'instar de la Déclaration universelle qui y fait allusion dans l'alinéa 2 de son article 16.

c) *Droit à la propriété.* — C'est en dernier lieu, que dans cette partie, nous traiterons du droit à la propriété : « Toute personne ou toute collectivité, a droit à la propriété et nul ne peut en être arbitrairement privé » (art. 17, alinéa 1-2). Cet article fut rédigé dans un sens très général, en vue de satisfaire les exigences de systèmes juridiques très divers, et surtout pour arriver à une formule satisfaisant à la fois le régime communiste et le régime capitaliste. Cet article ne garantit pas un domaine minimum à la propriété privée et il n'impose pas davantage la socialisation de tels ou tels biens. Aux termes de cette disposition, la propriété a été formulée en termes généraux et l'on n'a pas défini quels sont les biens qui peuvent être protégés. Par contre, le principe posé par la Convention euro-

péenne est aussi large que possible. Il englobe tout bien ou toute chose qui peut faire l'objet d'un droit de propriété selon la définition donnée par les Codes civils modernes, à l'exclusion de la propriété littéraire et artistique, qui sont des droits d'exploitation exclusive pendant un certain temps. La propriété privée, proclamée dans toutes les législations des Etats signataires, est considérée comme la condition première de l'épanouissement de la personne humaine. La Convention européenne est loin d'être parfaite à l'égard du principe du droit à la propriété, car elle n'a pas posé le principe du respect de la propriété privée. La Convention établit plutôt, en indiquant que « Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens », une règle suivant laquelle les individus doivent jouir des biens légalement acquis ou possédés.

La Constitution turque, après avoir mentionné la liberté d'acquérir la propriété à l'article 70, garantit l'inviolabilité des biens (art. 71). Les restrictions imposées au droit à la propriété seront déterminées par la loi (art. 79). Il faut ajouter, en outre, les règles de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, signée à Lausanne, le 24 juillet 1923, à celles que contient la Constitution. Selon l'article 3 de cette Convention, les ressortissants des Hautes parties contractantes ont le droit d'acquérir, en Turquie, la propriété mobilière et immobilière conformément aux lois du pays (142).

Les lois spéciales et la Constitution elle-même posent des restrictions à la liberté de propriété. La Constitution prévoit, en effet, des restrictions ; elle les énonce en ces termes : « Personne ne peut voir ses biens réquisitionnés, ni ses immeubles expropriés, sans que le besoin en ait été constaté pour l'intérêt général dans les formes requises, et que la contrevaletur en ait été versée d'avance, conformément aux lois régissant la matière. Une loi spéciale déterminera les montants et le mode de paiement des expropriations des terres et des forêts à effectuer, pour doter les cultivateurs de terres et placer la gestion des forêts sous l'autorité de l'Etat. Nul ne peut être obligé à quelque sacrifice que ce soit, hormis les contributions d'argent, de biens ou de travail, qui seraient imposées conformément à la loi dans des cas exceptionnels » (art. 74) (143).

Il en résulte que la Constitution apporte une triple limitation au principe du droit de propriété : tout d'abord, une restriction sous forme d'expropriation concernant la propriété elle-même, ensuite celle qui touche à son usage et enfin des limitations spécifiques, telles que les impositions fiscales ou pénales. Une partie de ces restrictions a pour but l'intérêt général, l'autre a un but fiscal ou pénal. La première est

(142) Op. cit., p. 45.

(143) Loi constitutionnelle du 5 février 1937.

appréciée, compte tenu de la situation particulière du bien déterminé, tandis que la deuxième qui est imposée en vue d'un but fiscal ou pénal est jugée selon la situation individuelle de l'intéressé. Les limitations, qui ont pour but l'intérêt général, sont l'expropriation et la nationalisation. Celle-ci s'exerce d'une manière générale en vue de réglementer l'usage des biens. En matière de nationalisation, la cause des restrictions est l'existence de l'intérêt général économique, social, national, etc..., tandis que dans le cas de l'expropriation, la cause est l'utilité publique. Ce sont les seuls motifs qui peuvent légitimer la privation de la propriété privée. Par contre, s'il s'agit d'impôts ou d'amendes, il n'est pas nécessaire de chercher une cause d'utilité publique ou d'intérêt général. Il faut seulement y voir l'existence d'une certaine justice, d'une certaine équité entre le sujet et la mesure.

On ne peut donc parler de violation de la propriété privée par le moyen de l'imposition, tant que l'entreprise visée reste rentable et que la marge de profit, subsistant après les prélèvements du fisc, est équitable par rapport à la répartition des richesses et du revenu national. La Constitution définit, d'une part, l'impôt « comme contribution du peuple aux dépenses générale de l'Etat » (art. 84) et, d'autre part, elle établit un système de perception d'après lequel l'impôt ne peut être fixé et perçu qu'en vertu d'une loi (art. 85). Par conséquent, personne ne peut être forcé de payer un impôt qui n'est pas prévu légalement.

L'expropriation donne toujours lieu à une indemnité aussi bien en faveur des nationaux que des étrangers. En effet, selon l'article 6 de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire qui est en vigueur pour la propriété des étrangers, afin que la propriété d'un ressortissant des Hautes parties contractantes puisse être expropriée ou même dépouillée provisoirement, il faut qu'il existe une cause d'utilité publique. Il en est de même pour la propriété des ressortissants des autres Etats étrangers qui ont signé des Conventions relatives à l'établissement avec la Turquie (144). Le paiement comptant d'une indemnité adéquate est prévu. La Constitution, en parlant du droit à la propriété, dispose que l'acquisition de la propriété en Turquie est le droit naturel des Turcs. Mais lorsqu'elle veut exprimer l'étendue de la protection de ce droit, elle emploie le mot « Nul » et non pas les termes « Nul citoyen ture ». Cela prouve qu'elle ne fait aucune distinction de nationalité et qu'elle assure une protection égale à chaque individu, aux étrangers comme aux nationaux. Celui, donc, qui acquiert une propriété sur territoire ture, conformément aux lois et règlements qui sont en vigueur à cet égard, est soumis à la même loi

qu'un sujet turc, en ce qui concerne la protection de sa propriété.

Les lois contenant des dispositions relatives à l'expropriation sont principalement la loi militaire pour les régions interdites, la loi sur le logement, la loi sur la défense nationale, la loi municipale sur l'expropriation. A côté de l'Etat, les Municipalités, l'Administration des Chemins de fer de l'Etat et même l'Office des produits agricoles ont également la compétence d'exproprier. D'autre part, il existe des restrictions apportées par la partie de droits réels du Code civil turc (145).

Après avoir vu les limitations apportées au droit de propriété, abordons maintenant l'initiative du Gouvernement dans le domaine du droit de propriété. Une loi de caractère révolutionnaire sur la distribution des terres aux agriculteurs fut votée par l'Assemblée nationale le 11 juin 1945, modifiée par la loi du 27 mars 1950. Le but de cette loi n'est pas uniquement de distribuer des terres aux cultivateurs qui en étaient dépourvus, mais également de leur procurer des moyens de production et même de créer des villages à leur usage, d'élever en somme leur niveau économique général. De même une autre loi N° 6188 concernant l'encouragement de la construction d'immeubles et les bâtiments construits sans autorisation reconnaît une fonction sociale à la propriété. Il y est prévu que les Municipalités ne peuvent employer à d'autre buts les immeubles qu'elles ont acquis en se basant sur la présente loi. Si ces immeubles n'ont pas été affectés au but proposé dans le délai de trois ans, leurs anciens propriétaires peuvent en demander la restitution, à condition de rendre la contre-prestation reçue (art. 8). Il en est de même pour les personnes auxquelles ces terrains ont été remis afin d'y bâtir un immeuble. Elles sont tenues de le faire et d'achever la construction dans un délai de deux ans à partir de l'inscription au registre foncier. Dans le cas contraire, les immeubles font aussi l'objet d'une restitution (art. 12).

Grâce aux précisions figurant principalement dans la Constitution turque à l'égard du droit de propriété, on peut dire que cette question fut réglée, dans le cadre de la législation turque, conformément, ou plutôt dans l'esprit de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Car les restrictions prévues ne sont pas de nature à porter atteinte au droit de propriété. L'expropriation et la nationalisation ne touchent la propriété privée que dans son aspect juridique et non dans sa valeur économique, étant donné qu'elles comportent toujours le paiement d'une indemnité adéquate. Le bien exproprié ou nationalisé se trouve donc remplacé par un autre bien, d'une égale valeur, dans le patrimoine du propriétaire. Ce n'est que la

(145) Les articles 667, 668, 680, 671, 674, 673, 666 et 661.

forme de la jouissance, l'affectation du patrimoine qui est atteinte. Mais la législation turque ne put régler cette matière conformément aux dispositions de la Déclaration universelle, vu le caractère général de celle-ci en son article 17, prévoyant une liberté d'acquisition complète des biens, en faveur des nationaux comme des étrangers. La dite Déclaration se proposait donc de régler de façon complète un domaine très étendu. Il n'était pas possible d'atteindre, d'un seul coup, un idéal commun et un tel principe ne pouvait qu'affaiblir et troubler la force de ce droit.

CHAPITRE V

RECONNAISSANCE DES DROITS DE L'HOMME PAR LA LégISLATION TURQUE

DROITS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

1. — *Les libertés publiques et les droits politiques.* — Ces libertés et ces droits sont énoncés aux articles 18 à 21 de la Déclaration universelle.

a) *La liberté religieuse.* — Elle ne comporte pas seulement le droit de croire et d'accomplir des actes de cultes privés, mais aussi « la liberté de changer de religion ou de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites » (art. 18 de la Décl. univ.). De son côté, la Convention européenne a introduit, à cet effet, en son article 9, le même principe que la Déclaration universelle. Mais elle a apporté à la liberté de religion des restrictions, dans le cadre des lois, sur la sécurité publique, la protection de l'ordre, la santé ou de la morale publique, ainsi que pour la protection des droits et libertés d'autrui.

L'objet principal de la liberté de religion, c'est que tout individu doit avoir le droit de choisir, de changer de religion et de pratiquer librement celle-ci, tant en privé qu'en public. La Constitution turque, en insérant dans l'article 2 le principe de la laïcité (146), vise le but sus-mentionné. Ainsi ne tient-elle pas compte, dans ses articles 16 et 38 relatifs au serment devant les tribunaux et l'Assemblée Nationale, des formules religieuses (147).

(146) La Grande Assemblée Nationale a supprimé, en 1928, de l'art. 2, ces mots : « La religion de l'Etat turc est l'islamisme ».

(147) Art. 16. — Les députés en prenant séance à l'Assemblée, prêtent serment dans la formule suivante : « Je jure sur mon honneur, de ne rien entreprendre qui soit contraire au bonheur et au salut de la Patrie et de la Nation, ni à la souveraineté.

D'autre part, et en ce qui concerne le droit de choisir sa religion, le Code civil turc énonce, après avoir prévu que les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant et que toutes les conventions limitant leur liberté à cet égard sont nulles, la règle d'après laquelle la personne majeure est libre de choisir sa religion (art. 266). L'article 110 précise que les dispositions de la loi civile ne concernent pas le mariage religieux et que celui-ci ne peut se faire qu'après la célébration du mariage civil.

La Constitution elle-même garantit, à l'article 75, la liberté de religion et la liberté de pratiquer celle-ci, prévoyant, cependant des limitations dans les termes suivants : « Nul ne peut être blâmé en raison de la religion, du rite ou de l'ordre auquel il appartient, non plus qu'en raison des opinions philosophiques qu'il professe. Toutes cérémonies religieuses sont libres, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la tranquillité publique, aux bonnes mœurs et aux lois » (148). Toute personne a donc le droit d'exercer sa religion dans la mesure où elle n'importune pas la tranquillité publique et où elle ne va pas à l'encontre des bonnes mœurs et des lois. Depuis la proclamation de la religion comme un droit laïc, il est interdit de l'utiliser comme moyen de propagande dans la vie sociale et politique. En effet, la loi du 29 juillet 1953 relative à la protection de la liberté de réunion et de pensée punit, sous certaines conditions énumérées dans la loi, les associations dont les membres ont employé comme moyen de propagande les sentiments ou les livres religieux, en vue d'obtenir une influence politique ou un intérêt (art. 1, 2 et 3) (149).

b) *La liberté d'information.* — Comme le disait M. DUKES, délégué du Royaume-Uni à la Commission des Droits de l'Homme à l'O.N.U., « la liberté d'information est le droit fondamental et la condition essentielle de toutes les libertés que défendent les Nations Unies » (150). Dans le cadre de cette liberté, toute personne doit avoir le droit à la liberté de parole et d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et de pensée, la liberté d'exprimer son avis publiquement et, en particulier, de le publier sous forme écrite ou imprimée. Le droit

sans réserves et sans conditions, du peuple, et de rester fidèle aux principes de la République ».

Art. 38. - Le Président de la République, lors de son élection, prête, en présence de l'Assemblée Nationale le serment suivant : « Je jure sur mon honneur, en ma qualité de Président de la République, de respecter les lois de la République et les principes de la souveraineté du peuple, de les défendre, de travailler fidèlement et de toutes mes forces au bonheur du peuple turc, d'écarter, de tout mon pouvoir, tout péril qui pourrait menacer l'Etat turc, de tenir haut et ferme la gloire et l'honneur de la Turquie, et de me consacrer, sans relâche, aux devoirs de la charge que j'ai assumée » (comme conséquence de la modification de l'article 2, ces articles furent également modifiés par l'Assemblée Nationale en 1928).

(148) Loi constitutionnelle du 5 février 1937.

(149) Loi N° 6187 (publiée au J. Off. N° 8470, le 29 juillet 1953).

(150) Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U., E/CN.4/AC. 1/3Add. 1, 1947, p. 130.

à la liberté de parole et d'expression s'applique à l'emploi de tous les moyens de communication utilisables : liberté d'employer le service des postes, les services publics de communications télégraphiques, téléphoniques et radiophoniques ; liberté d'avoir recours aux arts graphiques, au théâtre, au cinéma et autres moyens servant à la diffusion des idées. La liberté d'opinion et d'expression est proclamée par la Déclaration universelle comme une liberté impliquant le droit de « ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » (art. 19). La Convention européenne des Droits de l'Homme a sanctionné la liberté d'opinion et d'expression dans le même sens que la Déclaration universelle ; mais, elle a défini, comme elle l'a fait pour les autres droits et libertés, l'étendue de cette liberté. Autrement dit, elle a posé des restrictions légales, en vue de maintenir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale, la sûreté publique, ainsi que pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Cette liberté comprend le droit à la liberté de la presse qui y occupe une place prépondérante. L'Etat ne peut enfreindre arbitrairement cette liberté. Les limites qu'il peut lui imposer sont celles qui sont prescrites par les lois générales destinées à protéger la paix publique, en réprimant la diffamation par la parole ou par les écrits, les propos ou les publications qui incitent directement le peuple à la violence.

La Constitution turque proclame « la liberté de parole et de presse » à l'article 70 et elle la limite, en stipulant que « la presse est libre dans les limites de la loi ; elle ne peut être soumise à aucun contrôle ou censure préalable à la publication » (art. 77). C'est sur ces deux articles constitutionnels que se base la législation régissant les différents moyens d'information. Selon ces articles, la presse est libre dans le cadre des lois et elle n'est assujettie à aucune censure préalable. En effet, la loi de 1950 sur la presse, qui abrogea la loi de 1931, ne prévoit pas d'autorisation préalable pour la publication de journaux et périodiques. Elle se contente d'une déclaration de l'éditeur répondant aux conditions prévues à l'art. 8 (151). La loi de 1931 autorisait le Gouvernement à suspendre provisoirement la publication des journaux susceptibles de nuire à la politique du pays ; comme elle ne fixait pas de limite maxima, cette

(151) a) Le titre, l'objet, la périodicité de la publication et l'adresse de la direction du périodique ;

b) Les noms, nationalité et adresse du propriétaire, ainsi que du ou des directeurs responsables ou de leur représentant légal, s'il y en a, si le propriétaire est une personne morale, une copie certifiée conforme de l'acte constitutif de la société ou des statuts de l'association est jointe à la déclaration. Celle-ci est signée par le propriétaire et le directeur responsable du périodique.

suspension pouvait être prolongée indéfiniment. Malgré la modification apportée en 1946 et selon laquelle c'est le tribunal au lieu du Gouvernement, qui fut autorisé à suspendre les journaux et les revues pendant une période d'un mois à deux ans, les milieux de la presse n'étaient pas satisfaits. Sous l'influence de ces derniers, la nouvelle loi de 1950 (152), dans tous les cas où cela n'est pas nécessaire, abandonne le système des peines privatives de liberté et adopte l'amende. Cette nouvelle loi, préparée avec la collaboration du Gouvernement et des organisations des journalistes, a un caractère démocratique et libéral qui restreint, dans une large mesure, le pouvoir du Gouvernement sur la presse.

Nous avons dit qu'il suffisait de remettre une déclaration pour la publication des périodiques. Si la déclaration n'est pas sincère, la loi énumère les sanctions pénales appréciables. Toutefois la publication d'un périodique ne peut être suspendue dans aucun cas, même si elle a été entreprise sans déclaration préalable.

Pour être propriétaire ou rédacteur responsable d'un périodique, il faut être Turc et répondre aux conditions indiquées dans la loi (153). La publication de périodiques par les étrangers est soumise au régime d'un permis et à la condition que le rédacteur responsable soit citoyen turc.

Par ailleurs, certains périodiques sont soumis, en vertu de l'article 34, à l'obligation de faire connaître les sources de leurs revenus et le nom, l'adresse et la nationalité des abonnés inscrits pour plus de cinquante numéros. Cette mesure fut prise, comme il est dit dans l'exposé des motifs du Gouvernement, en vue de réagir en connaissance de cause contre l'aide financière étrangère ayant pour but la propagation des idéologies nuisibles. Elle vise donc à la protection de la sûreté du pays et du régime établi. La même disposition existe dans les lois des Etats-Unis.

La loi reconnaît le droit à l'anonymat : le rédacteur responsable ne sera pas tenu, suivant l'article 16, de faire connaître les noms des auteurs d'écrits ou de dessins publiés dans un périodique sous un pseudonyme, ou sans signature. Si toutefois, le délit commis par la publication est de nature à léser la personnalité internationale de l'Etat, le rédacteur est obligé de faire connaître l'auteur au procureur de la République dans les vingt-quatre heures qui suivent la demande.

(152) Loi N° 5680 du 15 juillet 1950 (publiée au J. Off. N° 7564 du 24 juillet 1950).

(153) Savoir parler et écrire en turc, avoir vingt-et-un ans révolus, avoir son domicile et être établi en Turquie, ne pas être fonctionnaire au service de l'Etat, ni être soldat ou faire partie de l'armée, ne pas être privé de l'exercice des droits civils ou de l'occupation des fonctions publiques, ne pas avoir subi de condamnation à une peine privative de liberté pour plus de cinq ans, ou par suite des délits de vol, de faux, d'escroquerie, d'abus de confiance et de banqueroute frauduleuse.

La responsabilité pénale pour les délits commis par la voie de la presse incombe, en cas de délit commis au moyen d'un périodique, à l'auteur de l'article ou du dessin délictueux ainsi qu'au directeur responsable du périodique. Si le délit est commis au moyen d'une publication non périodique, la responsabilité pénale incombe à l'auteur ; si l'auteur n'a pu être identifié ou s'il ne peut être poursuivi devant un tribunal turc ou si la publication a été faite sans son consentement, c'est l'éditeur qui est responsable ; à défaut de celui-ci l'imprimeur et à défaut de l'imprimeur, celui qui aura vendu ou distribué ladite publication en connaissance de cause. Les mêmes personnes sont responsables en cas de préjudice moral ou matériel. Pour que le délit soit commis par la voie de la presse, il faut qu'il soit consommé par un écrit imprimé et publié. La loi définit ce qu'elle entend par les notions *imprimé* et *publication* (154).

Le législateur, en vue de terminer dans le délai le plus court la poursuite des délits de presse, impartit un bref délai pour l'ouverture de l'action relative aux délits commis par la voie de la presse (155). De même, les procureurs généraux sont tenus de mener l'enquête, au plus tard dans le délai d'une semaine, sauf dans les cas où la loi ou les circonstances de l'affaire nécessitent plus de temps. Les procès en rapport avec les délits de presse et l'examen des dossiers y relatifs par la Cour de Cassation sont considérés comme matière urgente et ils sont suivis même pendant les vacances judiciaires. D'autre part, la loi prévoit aussi des dispositions relatives à l'organisation du tribunal chargé de juger les délits de presse, en vue de sauvegarder la liberté d'expression. Les délits de presse seront jugés par des tribunaux ayant une compétence spéciale, s'il s'agit de délits punis de peines graves ; dans le cas contraire, l'affaire sera portée devant les tribunaux correctionnels de première instance. Les affaires relevant des tribunaux correctionnels de première instance seront jugées par un tribunal composé de trois juges du rang le plus élevé. Tous ces tribunaux ainsi constitués seront présidés par le juge de plus haut rang, et si les juges sont de rangs égaux, par le plus ancien. Les tribunaux sont, de même, compétents pour juger le cas qui, suivant l'ancienne loi, tombait sous le coup de la compétence des tribunaux militaires.

(154) *Imprimé* : « Tout écrit ou dessin imprimé par des appareils qui servent à ce but ou multiplié par tout autre moyen en vue de la publication ».

Publication : « L'exposition ou l'affichage dans les endroits publics ou la distribution, l'émission, la vente ou l'offre à la vente des œuvres imprimées ».

(155) L'action sera reçue si elle a été intentée dans les trois mois lorsqu'il s'agit d'un journal et dans les six mois pour les autres imprimés. Le délai commence à courir à partir du jour où le délit est consommé ; toutefois lorsque la poursuite nécessite une plainte de l'intéressé, le jour où ce dernier prend connaissance du fait délictueux sera pris comme point de départ.

Enfin, la nouvelle loi a réglementé le droit de réponse (156) et de rectification (157) d'une manière adéquate. Nous estimons qu'il est nécessaire d'analyser cette question de façon plus détaillée. Car, en présence des abus de la liberté de la presse, les voies de recours à la justice ne sont jamais suffisantes. Il faut en outre créer un équilibre entre le journaliste qui jouit d'une large possibilité de publication et l'individu qui est privé de ce moyen. Or, pour réaliser cet équilibre, le droit de réponse est nécessaire. Car, la poursuite judiciaire, ainsi que l'arrêt du tribunal qui interviendra plusieurs mois après la publication, seront sûrement beaucoup moins efficaces que la réponse personnelle à l'écrit. Le droit de réponse offre les moyens d'une réparation immédiate (158).

Ce droit était déjà inséré dans la loi de 1931, de telle manière que les personnes dont les noms étaient cités ou même seulement sous-entendus, pouvaient aussitôt faire valoir ce droit et utiliser les colonnes des journaux. Ainsi, la dite loi exerçait, surtout depuis 1946, une pression morale sur les journaux. Mais, l'exercice absolu de ce droit, soit par les autorités publiques, soit par les personnes privées, portait atteinte à la liberté d'expression. La nouvelle loi adopta à cet effet un système modéré, suivant lequel elle n'accorde le droit de réponse et de rectification qu'en faveur de l'intéressé, contestant ou rectifiant une publication fausse, contraire à la vérité ou présentant un caractère d'agressivité. Le rapport de la Commission mixte de l'Intérieur et de la Justice disait à cet égard que la loi s'est surtout occupée du principe de la protection de l'honneur et de la dignité de l'individu, et qu'elle reconnut le droit de réponse, en dehors du droit pénal, seulement à la personne mise en cause, dans le but d'empêcher l'occupation des colonnes des journaux, qui sont des biens publics, par des réponses n'ayant aucun rapport avec la publication. Pour empêcher l'exploitation abusive de cette faculté, on reconnut aux périodiques le droit de recourir au juge de paix, pour éviter de publier de telles réponses. La loi libéra donc la presse, en apportant une limitation au droit absolu de réponse et de rectification, de la crainte qui l'empêchait de fonctionner normalement.

Pour que la réponse soit publiée, il faut qu'elle ne contienne pas, aux termes de l'article 9, de passages constituant des délits, qu'elle soit en rapport avec l'écrit publié et qu'elle soit envoyée dans les trois mois qui suivent la publication de

(156) *Le droit de réponse* : est un « droit reconnu aux personnes privées, leur permettant de faire insérer dans un périodique qui les a mentionnées ou a fait une allusion à leur égard. Leurs écrits contenant soit une protestation, soit un éclaircissement ou une explication ».

(157) *Droit de rectification* : est « le droit, pour les représentants de l'autorité, de faire publier dans un périodique les réponses rectificatives concernant le contenu d'un écrit touchant à leur fonction publique publié dans ce journal ».

(158) Sulhi DÖNMEZER ; *Les délits commis par voies de presse*, p. 124 et suivantes.

l'écrit. Pour les départements d'Etat, les établissements publics et les personnes morales, la loi n'a pas admis un droit de rectification spécial. Ceux-ci peuvent aussi employer le droit de réponse au même titre que les personnes privées. Enfin, la réponse doit être de la même longueur que l'écrit auquel elle s'oppose. Au cas où le titulaire des droits de réponse et de rectification meurt avant l'exercice de son droit, ses héritiers pourront le faire à sa place. Toute personne profite du droit de réponse, aucune discrimination n'est faite entre les citoyens turcs et les étrangers.

La loi apporte quelques restrictions à la liberté d'expression dans la même intention que la Convention européenne. Elle interdit, par exemple, la publication détaillée des nouvelles et des photos relatives au suicide. La publication de ce genre de nouvelles constitue un délit (art. 32). En outre, l'article 30 prévoit qu'il est interdit d'émettre une opinion quelconque relative aux décisions et aux mesures prises par le juge ou par le tribunal, entre le commencement du procès pénal et le jugement définitif. Enfin la propagande, par la voie de presse, ayant pour but d'assurer la domination d'une classe sur une autre, ou la suppression d'une classe sociale, la propagande contraire aux principes de la démocratie, ainsi que la propagande visant la suppression des droits reconnus par la Constitution, le droit international public, en se basant sur les distinctions raciales, sont interdites en vertu des articles 141 et 142 du Code pénal. Ceux qui commettent un tel délit sont passibles de peines d'emprisonnement, allant de cinq à dix ans.

D'autre part, la loi accorde au Gouvernement le pouvoir d'interdire l'importation ou la distribution des périodiques nuisibles à la société. Il peut également faire saisir les périodiques distribués. Cette disposition a pour but de prévenir uniquement l'expansion d'idéologies néfastes.

A la suite de cet exposé sommaire, nous pouvons dire que la loi sur la presse de 1950 est une loi de caractère libéral que la Turquie n'avait pas connue jusqu'alors, malgré les limites assez restreintes apportées par elle-même et par le Code pénal au droit d'expression. Ajoutons, tout de suite, que les restrictions prévues par ce dernier ne visent pas seulement la liberté de la presse et ne répriment pas exclusivement les délits commis par la voie de la presse, mais qu'elles sont d'ordre général.

Malheureusement, cette liberté de la presse, que la Turquie n'avait encore jamais connue dans son histoire, n'a pas duré longtemps. En effet, au début de l'année 1954 (juste à la veille des élections législatives), le Gouvernement mit des restrictions très sévères, en amendement l'article 161 du Code pénal auquel fut ajouté un troisième alinéa (159) qui étendit au temps de

(159) Loi N° 6329 du 7 mars 1954 (J. Off. N° 8659, 16 mars 1954).

paix la répression de nouvelles « fausses ou tendancieuses ». Il y fut également introduit la notion « de préjudice porté à l'intérêt national ». Celui qui commet un tel délit est puni de six mois à deux ans de prison, et de peine d'amende s'élevant de 500 à 5.000 livres turques.

D'autre part, le Gouvernement, ne s'étant pas contenté de cette restriction apportée à la loi sur la presse, promulgua une loi relative à certains délits commis par la voie de publications et de radio (160). Cette loi prévoit des sanctions très sévères en cas de publication de fausses nouvelles de nature à ébranler le crédit de l'Etat sur le plan politique ou financier ou à causer de l'inquiétude dans le public. La peine de prison varie d'un à trois ans, accompagnée d'une amende de 2.500 livres turques au moins. La peine est doublée en cas de récidive.

Les termes dont font usage les textes de ces lois sont très vagues et il est impossible de déterminer le genre de délits qu'ils visent. En ce qui concerne les fausses nouvelles, il est pratiquement presque impossible de les vérifier et par conséquent, il peut paraître plausible de les sanctionner. Malgré cela, un certain nombre de pays, en n'insérant aucune disposition légale concernant les fausses nouvelles dans leur législation, éludèrent cette question (161). En outre, plusieurs pays, en mettant un critère à propos de la notion de « préjudice porté à l'intérêt national », montrèrent leur bonne foi (162). Quant à la notion de nouvelles « de nature à causer de l'inquiétude dans le public », il est évidemment nécessaire de mettre un frein à ce genre de nouvelles pour que la liberté d'expression ne devienne pas licence. Mais comment concilier la nécessité de mettre un frein aux propagandes nocives ou subversives sans contrarier pour autant la liberté d'expression ? Même si ce genre de propagande tombe sous le coup de la législation pénale ordinaire, cette menace existe parfois. C'est pourquoi il est urgent que la loi limite à des situations bien définies la possibilité d'intervention des pouvoirs publics afin que la liberté d'expression soit sauvegardée (163).

Enfin, une autre loi, édictée dernièrement en ce qui concerne des délits commis dans les réunions ou assemblées et par la voie de publications ou de radio (164) prévoit de lourdes peines d'amende et de prison pour les atteintes à l'honneur. Lorsque

(160) Loi N° 6334 du 9 mars 1954 (J. Off. N° 8660, 17 mars 1954).

(161) Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Danemark et la Belgique (*Etudes des pressions du pouvoir sur la presse*, publiées par l'Institut international de la presse, p. 49).

(162) Voir *Etudes des pressions du pouvoir sur la presse*, publiées par l'Institut international de la presse, p. 49.

(163) Aux Etats-Unis, par exemple, pour que des poursuites aboutissent, il faut qu'il y ait un « danger évident et immédiat ». Ce critère est déterminant et, sans cela, aucune condamnation ne peut être prononcée. (*Etudes des pressions du pouvoir sur la presse*, p. 46).

(164) Loi N° 6732 du 7 juin 1956 (J. Off. N° 9327, 8 juin 1956).

les victimes sont des personnalités politiques ou de hauts fonctionnaires, les peines sont sensiblement aggravées. Dans ce dernier cas, le Ministère public est autorisé à agir d'office. L'amende s'élève jusqu'à 10.000 livres turques.

Il est assez juste que ces personnalités soient protégées contre la diffamation et la calomnie, mais la critique même vigoureuse ne devrait pas être gênée. En outre, pourquoi reconnaître une compétence au Ministère public au lieu de la reconnaître au juge en cas d'atteinte à l'honneur d'un haut fonctionnaire ? Il est évident que le Ministère public, en tant que fonctionnaire, soutiendra le fonctionnaire diffamé, étant lui-même sous la pression de l'administration. Mais, fait extraordinaire, même si on reconnaissait, dans cette affaire, la compétence au juge, celui-ci ne pourrait pas non plus, semble-t-il, agir indépendamment, après la promulgation de la loi qui l'assimile aux fonctionnaires (165). Nous voyons donc que les membres du Gouvernement s'entourèrent de dispositions empêchant la moindre critique à l'égard de leurs personnalités.

D'autre part, la même loi interdit de parler de la pénurie et de l'enchérissement des matières primordiales dont le public a besoin.

Sous tous ces aspects de restrictions vigoureuses imposées à la liberté d'expression, la presse turque voit sa liberté de critique exagérément réduite, car elle n'ose publier ce qui risquerait d'enfreindre la loi. Il est exact qu'il n'y a pas de censure dans le pays et le Gouvernement n'impose aucune directive aux journaux. Mais, grâce à ces lois, qui sont, pour la presse, comme une épée de Damoclès, et qui compliquent la tâche des journalistes, les intimident ou même les menacent, le Gouvernement exerce une forte pression sur eux.

A toutes ces lois restreignant la liberté de l'opinion, nous pouvons encore ajouter l'interprétation extensive de l'article 104 du Code de procédure pénale concernant l'arrestation préventive (166) au détriment des journalistes depuis la promulgation des lois restrictives (167). La même procédure fut appliquée en France (168).

En somme, on peut dire que les dispositions des lois spéciales, imposées à la presse, sont généralement defectueuses parce qu'imprécises dans la qualification du délit ou très sévères.

(165) Loc. cit., p. 87.

(166) Loc. cit., p. 83.

(167) L'editorialiste du « Halkci » (principal organe de l'opposition républicain populaire), M. H. CAHIT YALÇIN, doyen des journalistes turcs. M. Bedi FAIK, l'un des directeurs du « Dünya » (journal indépendant favorable aux républicains populaires). M. Rifki ATAY, romancier et publiciste en vue. M. Metin TOKER, directeur général de « l'Akis » (magazine hebdomadaire), M. Cüneyit ARCA YÜREK, directeur gérant de « l'Akis ».

(168) Contre les journalistes Roger STÉFANE (*Etudes des pressions du pouvoir sur la presse*, p. 51).

res en ce qui concerne les sanctions. La loi ne devrait pas reposer sur la notion du préjudice susceptible d'être causé, ni fonder la culpabilité sur des présomptions. S'il est nécessaire d'admettre des dérogations, ce ne devrait pas être au détriment des journalistes, mais en leur faveur, en leur reconnaissant notamment le droit de se tromper par imprudence et celui de faire leurs sources d'informations, quand il est légitime de le faire.

Quant à la protection de films cinématographiques, elle est régie par la loi sur les « devoirs et la compétence de la police », la loi sur les « films techniques et culturels », ainsi que par le règlement concernant « les films et les scénarios » annexé au décret N° 2/11551 du 19 juillet 1939 et par le règlement concernant le « contrôle des films techniques et culturels ». Suivant les dispositions des lois et règlements ci-dessus, aucune discrimination n'est faite entre les nationaux et les étrangers. Toute personne, de nationalité turque ou étrangère, désirant tourner un film en Turquie, devra faire une demande écrite, à la plus haute autorité administrative de la région, en indiquant le but dans lequel le film sera tourné, l'endroit, le sujet ainsi que le nom et l'adresse des personnes auxquelles incombera la responsabilité du film. La seule différence est que, l'autorisation accordée est permanente pour les citoyens turcs et provisoire pour les étrangers, par exemple, en ce qui concerne la durée d'une cérémonie définie.

La fondation et le fonctionnement des sociétés anonymes ou coopératives établies en Turquie à cet effet avec un capital étranger ou la participation d'un capital étranger, sont régis par les dispositions du Code commercial. Il n'existe aucune disposition empêchant l'investissement des capitaux étrangers dans les sociétés ou limitant la valeur de ces capitaux. Les mesures, adoptées à ce propos dans la législation turque, ne sont pas de nature à empêcher la libre réception et présentation au public des actualités cinématographiques, ainsi que l'établissement et le développement des entreprises cinématographiques, prévus dans la résolution 17 de la Conférence de l'O.N.U. sur la liberté de l'information, tenue à Genève le 23 mars 1948 (169). Du reste, le Gouvernement turc fait partie de la Convention internationale, signée à Genève le 11 octobre 1933, au sujet des facilités relatives à la projection internationale des films culturels (170).

En ce qui concerne la radio, qui est également un moyen d'échange d'informations, l'article 1^{er} de la loi sur la T.S.F. du 23 juin 1947, dispose que toute installation et tout appareil propre à émettre ou à capter au moyen d'ondes électromagné-

(169) Acte final, publié par l'O.N.U. le 22 avril 1948, E/Conf. 6/79, p. 32.

(170) Recueil des Traités de 1934-1935 publié par la S.d.N., vol. 155, p. 332, N° 3585.

liques toutes sortes de dessins, signaux ou sons, sont placés sous le monopole du Gouvernement. Le droit de construire des postes émetteurs et d'en faire usage n'est pas accordé, en Turquie, aux particuliers. Toutefois, il est possible d'accorder une telle autorisation aux établissements officiels, à la condition d'obtenir de l'administration des P.T.T. un permis spécial. Les particuliers ont le droit d'utiliser la radio pour leur émission, mais il faut que la Direction générale de la presse accepte ces émissions dans un programme. Ceci joue aussi bien en faveur des nationaux que des étrangers, vu l'adhésion de la Turquie à l'accord sur les télécommunications, signé en 1947 à Atlantic City et le règlement général relatif aux communications radio-phoniques (171).

Le Gouvernement ne possède point d'agence de presse et ne publie que le journal *Zafer*, organe officiel du parti démocrate que le *Journal Officiel*. Parmi les entreprises ayant un lien avec la presse, se trouve la Société anonyme de l'*Agence Anatolie*, qui n'est pas un département de l'Etat. Le Gouvernement verse en vertu d'une convention une subvention annuelle à la dite agence en vue de permettre aux autorités officielles intéressées de profiter des bulletins publiés par elle.

Concernant l'entrée, le domicile, les déplacements et le voyage des journalistes, il faut se référer aux dispositions de la loi sur « les devoirs et la compétence de la police ». Il n'est fait aucune distinction entre les journalistes étrangers et turcs, tous soumis aux dispositions de cette loi. Les journalistes qui obtiennent la carte de presse peuvent voyager et entrer gratuitement dans les lieux gérés par les autorités officielles. Les membres des agences turques ou étrangères de presse, travaillant dans le pays ou à l'étranger au service de ces établissements sont taxés, conformément aux articles de la loi, sur le bénéfice. Il en va de même des agences et autres établissements de presse qui fonctionnent en Turquie, à moins que ce ne soit au service d'une Légation, d'un Chargé d'Affaire ou d'un Consulat.

Il n'existe pas de censure en Turquie. Une législation en rapport avec la censure, empêchant la transmission des informations d'un pays à un autre fut instaurée pendant la Deuxième Guerre mondiale, sous forme de visa du Gouvernement pour les dépêches lancées à l'étranger. Cette restriction fut supprimée au mois de mai 1945, à la fin de la guerre. Il n'y a actuellement aucun contrôle des nouvelles destinées à l'étranger. Les agences locales et étrangères, ainsi que les journalistes du pays et les journalistes étrangers bénéficient librement de

(171) Conférence internationale des télécommunications, Atlantic City, 1947 (Convention internationale relative aux télécommunications, publiée par l'O.N.U., 1947 Ca).

l'utilisation des moyens de communication pour envoyer les informations. Les tarifs des dépêches sont égaux pour les Turcs et les étrangers.

Les livres et les revues non périodiques, s'ils sont écrits et imprimés en une langue étrangère, sont exemptés de tous droits et taxes, à leur entrée, tandis que les films sont assujettis aux impôts d'entrée. L'entrée des moyens d'échanges d'informations n'est assujettie à aucun régime restrictif ou préférentiel en ce qui concerne le change et les contingents.

Notre analyse de la législation turque relative à la liberté d'expression et aux moyens d'échange d'informations nous permet de dire impartialement que le législateur déploya, surtout depuis 1945, date à laquelle fut instauré le système de parti plural, tous ses efforts pour garantir cette liberté, qui est le rempart des autres droits et libertés. La preuve de cet effort sincère est la loi sur la presse de 1950, dont le contenu est exposé plus haut. Cette loi s'est inspirée des dispositions des projets de Convention de la Conférence de l'O.N.U. sur la liberté de l'information et de la Convention européenne, en un mot des principes du droit des gens. La ferme intention du Gouvernement de régler cette question, conformément au principe du droit international, fut démontrée, à la Conférence internationale sur la liberté de l'information, par M. NİHAT ERİM, représentant turc et rapporteur de la Conférence. Il souligna, à cet égard, que la délégation turque « accueillerait avec satisfaction toute formule générale à laquelle la Conférence pourrait aboutir au sujet de la transmission internationale des informations » (172). Mais cette liberté d'expression, qui dura jusqu'en mars 1954, fut éclipsée par les lois restrictives dont nous avons parlé tout à l'heure. Pour que la presse, la pierre angulaire de toutes les libertés, obtienne de nouveau sa liberté, le législateur doit éliminer ces lois spéciales restrictives ou préciser les dispositions de celles-ci. Actuellement, nous sommes loin de pouvoir parler d'une liberté d'expression, en particulier d'une liberté de la presse en Turquie. En dernier lieu, je m'adresse à la presse ; c'est à la presse elle-même qu'il appartient de forger son avenir. Elle seule peut mettre un frein aux pressions auxquelles elle est exposée de la part des pouvoirs publics, d'une part en faisant preuve de dignité et en exigeant de la profession un sens élevé des responsabilités et, d'autre part, en défendant jalousement son indépendance.

c) *La liberté d'association et de réunion.* — Après la liberté d'expression, vient la liberté d'association et de réunion, conséquence de la première. Car, en tant qu'il n'existe pas de liberté d'association et de réunion, l'individu tout seul ne

(172) Conférence internationale sur la liberté de l'information, tenue à Genève du 23 mars au 21 avril 1948, procès-verbaux, E/Conf. 6/C. I/SR/5, p. 8.

pourra pas avoir d'influence, même s'il a la pleine liberté de parole, sur l'action du Gouvernement pouvant méconnaître les droits naturels de l'homme. Afin que la liberté d'expression soit vraiment efficace pour enfreiner la conduite de l'Etat, il faut qu'elle soit accompagnée de la liberté d'association et de réunion, permettant à l'individu de s'associer avec d'autres individus en vue de protéger et favoriser leurs intérêts communs et légitimes. Mais le but de cette réunion ou de cette association doit être pacifique et ne doit, en aucun cas, porter atteinte à la sécurité nationale et à la sûreté publique. Dans le cas contraire, l'Etat a le droit d'intervenir et de les dissoudre. C'est en ce sens que la déclaration universelle et la Convention européenne, en énonçant la liberté de réunion et d'association comme un droit fondamental pour toute personne, soulignent qu'elles doivent être pacifiques (art. 21 Décl. univ. et art. 11 Conv. europ.). L'inscription de ces libertés et surtout celle d'association dans ces deux textes est très significative, étant donné que les nations libres les ont considérées comme un moyen efficace pour préserver d'autres droits et libertés fondamentaux y insérés. Pour que ces droits soient légaux et efficaces, il faut qu'ils soient inviolables, tant par ceux qui s'opposent au parti au pouvoir ou au régime en vigueur dans un pays donné, que pour ceux qui les soutiennent.

A cet égard, la Constitution turque parle, d'une part, de l'inviolabilité de ces libertés dans son article 70 et, d'autre part, elle apporte certaines limitations dans le cadre des lois : « les limites de la liberté de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés, sont expressément déterminées par les lois » (art. 79). La Constitution n'indique pas quels genres de restrictions seront apportées à la liberté d'association et de réunion seront déterminées par les lois, elle laisse la réglementation des restrictions à ce propos aux lois sur les associations et les réunions. Tel n'est pas le cas dans certaines Constitutions européennes, notamment dans la Constitution italienne (173). D'autre part, la Constitution turque, en parlant de la liberté d'association, entend aussi la liberté de former des associations politiques (174). Elle ne prévoit pas une disposition précise à cet effet comme elle fut formulée dans la Constitution italienne (175).

(173) Art. 18 (alinéa 2) : « Sont interdites les associations secrètes et celles qui poursuivent, même indirectement, des buts politiques par des organisations de caractère militaire ». Art. 17 : « Les citoyens ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes. Pour les réunions, même en un lieu ouvert au public, il n'est pas exigé de préavis. Pour les réunions en un lieu public, il doit être donné préavis aux autorités, qui ne peuvent les interdire que pour des motifs établis de sécurité ou de salubrité publique ».

(174) Il y a, en Turquie, un grand nombre de partis politiques, dont je ne citerai que ceux représentés au sein de l'Assemblée Nationale actuelle : 1. Parti démocrate ; 2. Parti républicain populaire ; 3. Parti de la liberté ; 4. Parti républicain national. Le parti démocrate est au pouvoir aujourd'hui.

(175) Art. 49 : « Tous les citoyens ont le droit de s'associer librement en partis pour concourir, selon la méthode démocratique, à déterminer la politique nationale ».

Il nous faut donc examiner maintenant les lois qui régissent cette matière : examinons d'abord la loi relative aux associations. C'est la loi du 28 juin 1938 (176), modifiée deux fois par la loi du 5 mai 1946 et celle du 5 mai 1952 (177), réglant la liberté d'association. Selon l'article 1^{re}, les associations, soumises à cette loi, sont celles constituées par plus de deux personnes en vue de réunir leurs connaissances et leurs activités d'une façon permanente dans un but autre que celui de partager des bénéfices. Les associations qui ne sont pas contraires à la loi, à la morale, ainsi qu'aux bonnes mœurs, acquièrent la personnalité morale juridique dès leur publication dans un journal quelconque. Il est seulement nécessaire de remettre une déclaration à l'autorité compétente avant la publication. Pour être membre d'une association, il faut jouir de ses droits civils et avoir dix-huit ans révolus. Pour les associations de nature politique, l'âge est porté à vingt-deux ans, âge qui est exigé pour participer aux élections législatives. Les associations ne peuvent normalement posséder que le local de leur domicile et les immeubles nécessaires à la réalisation de leur but. Toutefois, le Gouvernement peut autoriser certaines associations à disposer d'un plus grand nombre d'immeubles que ceux qui leur sont nécessaires.

A l'instar des restrictions prévues par la Convention européenne des Droits de l'Homme, la loi en question ne permet pas la constitution des associations suivantes :

a) Les associations poursuivent le but de porter atteinte à l'intégrité territoriale et à l'unité politique et nationale de l'Etat ;

b) Les associations fondées sur le principe de la famille et de la race ;

c) Les associations secrètes ou cachant leur but, ainsi que les associations politiques poursuivant un but régional ou portant un titre régional, et enfin les associations ayant pour base la religion; la confrérie (secte) ou les ordres religieux. Cette dernière interdiction fut insérée dans la loi en vue d'éviter l'immixtion des idéologies confessionnelles aux affaires politiques. La Turquie avait souffert, à l'époque de l'Empire ottoman, du régime théocratique qui régnait dans le pays et empêchait toute sorte d'évolution dans le mécanisme gouvernemental et dans la vie sociale. C'est pourquoi le Gouvernement turc ne peut, pour l'instant, permettre la fondation de telles associations. A côté de cela, l'Etat accorde une aide aux institutions religieuses, sociales, culturelles, ainsi qu'aux institutions d'hygiène et d'enseignement éducatif.

(176) Loi N° 3512 (publiée au J. Off. du 15 juillet 1938).

(177) Loi N° 5927 (publiée au J. Off. du 13 mai 1952).

La création d'associations, pouvant contribuer à établir la solidarité entre les nations, peut être autorisée par le Conseil des Ministres. De même, les associations déjà fondées, pourront être admises à ouvrir des sections dans le pays.

Les associations d'étudiants ne peuvent pas accomplir d'actes qui soient contraires à l'administration de l'école ou de l'établissement où elles se trouvent. Elles ne peuvent s'occuper de questions politiques, sous quelque forme que ce soit.

En cas, où la conduite et les agissements d'une association sont contraires aux restrictions ci-dessus, sans toutefois constituer un délit entraînant une peine lourde, l'association est passible de la peine prévue par le Code pénal (178). De plus, elle est dissoute. Le tribunal peut même, avant de rendre son jugement, interdire l'activité d'une telle association et mettre ses biens sous séquestre. La police peut pénétrer, en cas de nécessité, au siège de l'association et intervenir dans l'assemblée de celle-ci, à condition d'avoir un ordre écrit de la plus haute autorité civile de l'endroit où se trouve le siège de la société et où se tient l'assemblée.

Quant à la liberté de réunion, l'Etat a le devoir, suivant les dispositions des deux textes internationaux des Droits de l'Homme, de permettre l'utilisation des lieux publics pour des réunions publiques. Il doit le faire à moins que cela ne soit contraire à l'intérêt public et à la sécurité du pays. Il a, en tout cas, le droit d'en être informé. Le traitement est égal pour les réunions tenues dans des locaux publics ou privés. Les limitations imposées par l'Etat à la liberté de réunion publique ne doivent en aucun cas, être de nature à porter atteinte à cette liberté. Il est regrettable de devoir dire que la législation turque est incomplète sur ce point. Selon le sens des dispositions de la loi qui régissent cette matière, les réunions générales sur les places et les voies publiques sont, en général, interdites. Malgré cette interdiction pratique, la loi prévoit une permission, devant être accordée avant la réunion et provenant de l'autorité civile du lieu intéressé. En dehors de ce genre de réunion et pour les réunions dans des locaux fermés, il faut qu'au moins deux personnes adressent à l'autorité compétente une demande signée par elles-mêmes. Cette demande doit être faite quarante-huit heures avant la réunion. L'autorité désigne l'endroit où cette dernière devra se tenir. Elle peut y envoyer, en cas de nécessité, des hommes de la sûreté. Nous souhaitons que cette liberté soit, dans l'avenir, réglée conformément aux exigences des normes juridiques actuelles et au droit naturel de l'homme, tels qu'ils sont reconnus par le droit international.

(178) Alinéa 1^{er} de l'art. 526 : « Sera puni des arrêts pouvant être portés à un mois ou d'une amende pouvant s'élever à 150 livres... ».

Sinon, on ne pourra parler d'une liberté de réunion, si celle-ci demeure incomplète et entravée, et si la liberté d'expression reste asservie.

Enfin, le législateur a prévu des restrictions aux libertés d'association et de réunion aux articles 141 et 142 du Code pénal (179). Aux termes de ces articles, il est interdit d'exercer des activités visant à établir la domination d'une classe sociale par une autre ou à supprimer une classe sociale, ainsi qu'à renverser les institutions économiques et sociales fondamentales, ou l'ordre public et juridique du pays. La propagande contraire aux principes de la démocratie, favorisant la domination de l'Etat par un seul individu ou par un groupe d'individus, est sévèrement punie. Il en est de même de la propagande raciale, destinée à supprimer les droits reconnus par la Constitution ou tendant à affaiblir ou à supprimer les sentiments nationaux.

d) *Droits politiques.* — Quant aux droits politiques, à travers lesquels se réalisent les libertés et droits fondamentaux de l'homme, à savoir la liberté d'expression et la liberté d'association et de réunion, ils doivent être reconnus à tous les ressortissants d'un Etat. Ce droit permet en effet à chaque citoyen de prendre part aux affaires de l'Etat. Le citoyen jouit de ses libertés et de ses droits, les restraignant volontairement puisqu'il les exerce par l'intermédiaire de ses représentants, qu'il choisit. C'est ainsi que la Déclaration universelle proclame ce droit : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté se réalise par des élections « honnêtes », périodiques et au suffrage universel, égal, au vote secret » (art. 21/3). Il ressort de cet article, que tout ressortissant d'un pays doit avoir le droit de participer à l'élection des autorités législatives et exécutives de son Etat. Ce droit appartient uniquement aux ressortissants de l'Etat. C'est pourquoi, la loi fondamentale du pays doit prévoir des élections libres et honnêtes ; c'est-à-dire qu'elle doit prévoir la constitution d'un gouvernement par le peuple et pour le peuple. Mettre en pratique ce droit n'est pas autre chose que de reconnaître aux citoyens les droits fondamentaux et, en même temps, c'est une garantie de leurs droits et libertés, puisque ce sont leurs propres représentants qui déterminent les bornes de leurs libertés fondamentales. S'ils ne le font pas conformément à la volonté des citoyens, ces derniers ont toujours la possibilité de pas les élire. Par conséquent, les droits politiques sont une garantie effective pour la protection des droits de l'homme. C'est pourquoi nous nous proposons de les traiter plus tard,

(179) Loi N° 5844 modifiant les articles 141 et 142 du Code pénal du 3 décembre 1951 (publiée au J. Off. du 11 décembre 1951).

au chapitre de la garantie des droits et libertés reconnus à l'homme.

Mais, nous devons cependant mentionner un autre droit public, énoncé par la Déclaration universelle en ces termes : « Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays » (art. 21/2). Autrement dit, toutes les fonctions publiques seront également accessibles à tous les citoyens qui en sont capables. Aucun individu ne doit se voir refuser le droit d'exercer une fonction publique, ou d'être nommé à l'un quelconque des emplois publics de l'Etat dont il est ressortissant, pour des motifs de race, de religion ou de sexe ou pour tout autre motif fondé sur une distinction arbitraire. D'autre part, l'administration ne doit pas laisser place à la faveur ou à la discrimination en ce qui concerne les nominations, la durée et les conditions de service.

Tout d'abord, la Constitution indique que sous le rapport de la citoyenneté, les habitants de la Turquie, sans distinction de race ou de religion, sont appelés Turcs (art. 88). Puis à l'article 92, elle dispose que « Tout Turc jouissant de ses droits politiques (180), peut être employé au service de l'Etat, selon ses aptitudes et sa capacité ». Le principe, adopté par la législation, est que chaque ressortissant turc a le droit, sans aucune distinction de race, de religion et de sexe, d'accéder aux fonctions publiques. Ceci découle premièrement du fait que la Constitution ne voit aucune différence entre les sujets turcs du point de vue de la race et de la religion et deuxièmement en déclarant que chaque Turc, ayant les droits politiques et civiques, peut avoir une place dans le cadre des fonctions publiques. Elle ne fait pas non plus de distinction entre le sexe masculin et féminin. Ajoutons encore que les femmes ont pleinement le droit de prendre part aux élections législatives périodiques et d'être élues (art. 10 et 11 de la Constitution) (181). En ne faisant donc aucune discrimination entre les citoyens, la législation turque applique un principe démocratique qui répond aux exigences de la Convention sur les droits politiques de la femme, adoptée par l'Assemblée de l'O.N.U. le 20 décembre 1952 (182).

D'autre part, les fonctionnaires sont à l'abri de l'administration en ce qui concerne leur promotion. Selon la décision de l'Assemblée générale des Chambres du Contentieux, l'administration n'a pas le droit d'annuler une promotion illégale

(180) Pour être fonctionnaire, avant tout, il faut avoir la capacité d'exercer les droits politiques et civiques. Pour cela, avoir l'âge de vingt-deux ans révolus selon l'article 10 de la Constitution (ou bien dix-huit ans, selon le Statut des fonctionnaires) et ne pas avoir été privé, d'après l'article 20 du Code pénal, de l'accès aux fonctions publiques. De plus il faut avoir la capacité nécessaire aux exigences des places que l'on veut occuper.

(181) Loi constitutionnelle du 5 décembre 1934.

(182) Résolution 640 (VII), Assemblée générale, documents officiels, 7^e session, suppl., N° 20 (A/2361), p. 28.

d'un fonctionnaire si cette promotion illégale fut suivie de promotions effectuées conformément à la loi (183).

II. — *Droits économiques, sociaux et culturels*

La dernière catégorie de droits, inclus dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, se compose des droits économiques, sociaux et culturels. A ceux-ci, la Déclaration universelle consacre sept articles dont l'article 22, qui peut être considéré comme un préambule puisque ces droits y sont insérés dans une forme générale. La Déclaration reprend, en effet, séparément ces droits dans les articles suivants. Elle énonce le droit au travail dans des conditions égales et le droit à une rémunération égale, ainsi que le droit de fonder des syndicats pour la défense des intérêts des travailleurs à l'article 23.

A. — a) *Droit au travail*. — On doit, tout d'abord, examiner au premier alinéa de l'article 23, le libre choix du travail, dans des conditions équitables et satisfaisantes pour tous les individus. En ce qui concerne le droit au travail, la Constitution turque ne prévoit aucune disposition, tandis que ce droit est prévu par la Déclaration universelle et certaines Constitutions européennes ultérieures à la Deuxième Guerre (184). D'autre part, il n'y avait pas non plus, jusqu'en 1936, une loi spéciale réglementant le droit au travail. Avant cette loi il n'en existait qu'une dont le champ d'application était restreint, de telle manière qu'en dehors des ouvriers du bassin houiller d'Héraclé, aucun travailleur n'y était soumis. Bien que son champ d'application ait été étendu, en 1942, à toutes les exploitations minières, elle négligeait toutes les autres classes d'ouvriers. Ceux-ci étaient soumis aux règles du Code des Obligations relatives aux contrats. La législation était donc très loin de répondre aux besoins de réglementation du droit au travail.

C'est après l'adhésion de la Turquie à l'Organisation Internationale du Travail, que nous voyons l'avènement d'une loi générale réglementant la question ouvrière. C'est le Code du 8 juin 1936, modifié à plusieurs reprises (185). Cette loi ne s'applique qu'aux travailleurs, ce terme comprenant toutes les personnes exécutant, en vertu d'un contrat de travail, dans un établissement appartenant à un tiers, un travail manuel, ou à

(183) Décision N° 244, du 26 septembre 1952.

(184) Alinéa 5 du préambule de la Constitution française : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ».

Art. 4 de la Constitution italienne : « La République reconnaît à tous les citoyens le droit au travail et favorise les conditions rendant ce droit effectif. Chaque citoyen a le devoir d'exercer, d'après ses possibilités et son choix une activité ou une fonction concourant au progrès matériel ou spirituel de la société. »

(185) Loi N° 3 008 du 8 juin 1936, modifiée par les lois du 15 juillet 1936 (N° 3516) ; du 31 janvier 1950 (N° 5518) ; du 16 juillet 1951 (N° 5842) ; du 13 février 1952 (N° 5868) ; du 3 mars 1953 (N° 6032).

la fois manuel et intellectuel. A notre avis, une telle distinction n'est pas justifiée, étant donné qu'il n'est pas toujours facile de distinguer, dans un établissement, le travail intellectuel du travail manuel. Même si l'on arrive à distinguer la limite entre ces deux sortes de travail, l'on n'est pas sûr que le travailleur affecté à des travaux exclusivement intellectuels, dans un établissement où s'effectue en général un travail manuel, ne soit pas employé à des travaux manuels. C'est pourquoi, il est nécessaire d'appliquer les dispositions du Code aux travailleurs qui ne sont pas effectivement occupés à l'exécution d'un travail manuel. Les rapports des travailleurs qui restent en dehors de ces dispositions du Code, avec leurs employeurs, sont régis par les règles du Code des Obligations relatives aux contrats de travail (186). A notre avis, il est encore beaucoup plus juste de soumettre les travailleurs à la protection du Code du travail d'après le critère de l'emploi auquel ils sont affectés, ou encore selon le gain qu'ils reçoivent.

Les travaux agricoles, les transports maritimes et aériens, le travail à domicile ne sont pas assujettis aux dispositions du Code. D'autre part, le Code de 1936 ne prévoyait aucune ligne de démarcation entre les entreprises agricoles et industrielles. En définissant les travaux industriels à l'article 3, le législateur ne faisait aucune allusion aux entreprises où des produits agricoles sont transformés ou préparés en vue de la vente, contrairement à la législation de certains pays qui, en précisant les travaux industriels, dispose que ces travaux comprennent normalement toutes les entreprises dans lesquelles est exécuté un travail industriel, y compris les entreprises où des produits agricoles sont transformés ou préparés en vue de la vente. Le « terme agricole » ne s'applique ici qu'aux travaux touchant directement à la culture du sol, à l'élevage d'animaux et à la sylviculture (187).

C'est enfin par la loi du 25 janvier 1950, modifiant l'article 2 du Code de 1936, qu'on a englobé les établissements dans lesquels des produits agricoles sont transformés ou préparés dans la catégorie des établissements industriels. De plus, un décret du Conseil des Ministres (188), basé sur la loi de 1950, a dressé une liste des lieux et des entreprises auxquels les dispositions du Code sont applicables. On a ainsi élargi le champ d'application du Code du travail.

Le cas des employés des transports maritimes fut réglé par la loi sur le travail maritime du 10 mars 1954. Cette loi est appliquée aux travailleurs se trouvant sur les bateaux de commerce de cent-cinquante tonnes ou plus, ainsi qu'à leurs em-

(186) La Chambre du Commerce de la Cour de Cassation, 12 mai 1947, E. 3435.

(187) La loi britannique de 1937 sur les fabriques et la loi indienne de 1946 sur les fabriques.

(188) N° 3/14984 du 29 avril 1952.

ployeurs. Ces travailleurs bénéficient, comme les travailleurs soumis au Code du travail, de la loi sur les assurances sociales.

Quant au travail à domicile, il n'a fait l'objet d'aucune législation et aucune assurance sociale n'est prévue à cet égard. Ce genre de travail est très répandu en Turquie. Malgré la difficulté qui existe pour la réglementation de ce genre de travail, il est urgent de le faire bénéficier des lois sur la sécurité sociale, des lois fixant la durée du travail des ouvriers à domicile ainsi que des travailleurs employés au service domestique. Un très grand nombre de travailleurs se trouvent encore sans défense en face d'employeurs qui les exploitent.

En ce qui concerne les conditions de travail, le Code s'occupe tout d'abord d'améliorer les conditions d'hygiène du travail. Le Code lui-même, d'une part (art. 54), et le règlement sur la protection de la santé des travailleurs et de la sécurité du travail de 1941, d'autre part, imposent aux employeurs de prendre dans leurs établissements les mesures propres à assurer la protection de la santé de l'ouvrier, ainsi que la sécurité du travail et de veiller à ce que toutes les installations soient en parfait état.

Les femmes enceintes ne sont pas admises à travailler, sur l'attestation médicale du médecin, pendant les trois semaines précédant l'accouchement et après celui-ci. Mais cette durée peut être portée, en cas de nécessité, à six semaines avant et après l'accouchement. La loi contient enfin des dispositions relatives aux locaux d'allaitement et aux crèches. Les travaux pénibles et dangereux sont interdits aux femmes et aux enfants de moins de dix-huit ans ; pour les autres ouvriers, l'examen médical est obligatoire. Les enfants de douze à dix-huit ans sont également soumis à cet examen médical. Les employeurs faisant travailler leurs ouvriers sans tenir compte des dispositions ci-dessus sont frappés, en vertu de l'article 110 du Code du travail, d'une peine d'amende.

Le Code interdit l'introduction de toute boisson alcoolique dans les lieux de travail et l'ouvrier ne peut se présenter en état d'ivresse.

Selon les dispositions de la loi du 24 avril 1930 sur l'hygiène publique et du Code du travail, il est interdit d'employer des enfants âgés de moins de douze ans dans des établissements industriels et le Code dispose, à l'article 48, que les enfants âgés de moins de seize ans ne pourront être employés à un travail quelconque pendant plus de huit heures par jour. L'horaire de travail des enfants qui suivent les cours d'une école doit être aménagé de manière à ne pas mettre d'obstacle à la fréquentation scolaire et les heures de classe doivent être incluses dans la durée de huit heures de la journée de travail.

L'âge minimum de douze ans adopté par la législation est inférieur à l'âge fixé par les Conventions internationales du

travail en la matière (189). Il est certain que les enfants de douze ans sont encore très jeunes pour travailler, mais il nous semble que le législateur, en adoptant cet âge maximum, a tenu compte de la situation des enfants ne fréquentant pas l'école après les études primaires obligatoires, lesquelles peuvent être terminées à l'âge de douze ans. Si l'on ne permet pas de travailler aux enfants dont les parents n'ont pas les moyens de les entretenir plus longtemps que la période obligatoire d'enseignement primaire, que feront ces enfants jusqu'à ce qu'ils aient le droit de travailler ? Ils pourraient, pendant cette période, se laisser aller à une mauvaise conduite. Mais, d'autre part, n'oublions pas que la permission de travailler, accordée aux enfants à cet âge, encourage les parents à ne pas faire étudier leurs enfants et que, par conséquent, cette permission réduit le niveau d'instruction de la population. En tenant compte du cas des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de les entretenir et de celui des enfants qui peuvent étudier, nous proposons d'adopter le principe d'après lequel il faut généralement interdire aux enfants de douze ans et à ceux de moins de seize ans de travailler. Ces enfants pourront, toutefois, travailler à condition que les parents en obtiennent la permission du département de l'Instruction publique où ils habitent, en prouvant qu'ils n'ont pas les moyens de faire étudier leurs enfants. Nous croyons que c'est là le meilleur moyen pour concilier la législation turque avec les dispositions de la Convention internationale en la matière. La solution idéale serait, naturellement, de porter la période de l'enseignement obligatoire à l'âge de seize ans.

Il est également interdit, en vertu de l'article 50 du Code, aux garçons âgés de moins de dix-huit ans et à toutes les femmes, de travailler sous terre ou sous l'eau, ainsi que la nuit dans les établissements industriels.

Le législateur a, en principe, adopté les quarante-huit heures de travail par semaine conformément à la Convention internationale de travail N° 1 de 1919 (190). La durée quotidienne de travail est de neuf heures dans les établissements, qui ferment à treize heures le samedi, huit heures dans d'autres ne fermant pas à treize heures le samedi. Il prévoit également que les travailleurs se verront accorder, vers le milieu de leur horaire journalier de travail, une demi-heure de repos, lorsque

(189) Convention internationale du travail N° 5 fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T. à Washington, le 29 octobre 1919, en sa première session (Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 publié par le B.I.T., p. 23). Cette Convention fut révisée en 1937 par la Convention N° 59, p. 412.

(190) Convention tendant à limiter à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels, adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T. en sa première session réunie à Washington le 29 octobre 1919 (Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 publié par le B.I.T., p. 1).

la durée quotidienne du travail est inférieure à huit heures, et une heure, lorsque la durée est égale ou supérieure à huit heures. Mais en pratique, tel n'est pas toujours le cas. Par exemple, en vertu de la loi de 1940 sur la protection de la nation, les limites maxima, prescrites par le Code du travail, peuvent être portées à dix ou onze heures de travail par jour. Il faut encore ajouter que la durée normale de quarante-huit heures par semaine est toujours accompagnée de la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires jusqu'à concurrence de trois heures par jour pendant un nombre de jours ne pouvant être supérieur à quatre-vingt-dix par année. Les taux prévus pour ces heures supplémentaires ne peuvent être inférieurs à un montant de vingt-cinq pour cent en plus du taux normal de rémunération. Toutes ces dispositions, sur la durée de travail, sont appliquées aussi bien aux établissements industriels qu'aux établissements commerciaux.

Passons maintenant aux autres problèmes qui constituent les points essentiels du droit au travail. Ce sont d'abord les problèmes du placement de la main-d'œuvre, de la formation professionnelle, ainsi que le droit de syndicat et de grève.

b) *Placement de la main-d'œuvre et formation professionnelle.* — L'organisation du service de l'emploi fut prévue par le Code de 1936, en l'absence des dispositions à cet effet dans la Constitution, ce qui est contraire dans certaines Constitutions européennes (191). Selon l'article 63 du dit Code, l'Etat ouvre des bureaux de placement dans les différentes villes et districts. Mais ces dispositions ne purent être mises en vigueur en raison de la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'est qu'en 1946, avec la loi N° 4837, qu'elles purent être mises en application. Cette institution rencontra au commencement beaucoup de difficultés, du point de vue financier, matériel et technique. D'autre part, elle n'a pas été le fruit d'une série d'initiatives prises, soit par des organisations de travailleurs ou d'employeurs ou encore par des organismes privés, comme ce fut le cas dans d'autres pays. Au contraire, c'est une institution qui fut créée par le Gouvernement sans avoir l'appui ni la compréhension des employeurs et des travailleurs. Les employeurs avaient l'habitude de recruter les travailleurs par l'intermédiaire des contremaîtres ou par l'intermédiaire des personnes déjà employées dans l'entreprise, raison pour laquelle les travailleurs cherchaient leur emploi par des voies étant en dehors de l'intervention du service. Naturellement, en présence de ces conditions, les bureaux de placement ne pouvaient jouer un grand rôle dans le

(191) Art. 34 ter., alinéa E et G de la Constitution fédérale de la Confédération suisse en date du 29 mai 1874 : « La Confédération a le droit de légiférer ; sur la formation professionnelle dans l'industrie, les arts et métiers, le commerce, l'agriculture et le service de maison ; sur le service de placement ».

Art. 35 (alinéa 2) de la Constitution italienne : « La République veille à la formation et à l'élévation professionnelle des travailleurs ».

placement des travailleurs. Au fur et à mesure, l'organisation du service de l'emploi, prévue par la loi du 25 janvier 1946, s'est développée et elle a, maintenant, des sections départementales et des bureaux locaux qui lui sont rattachés.

A côté de cette institution gouvernementale du service de l'emploi, le même article prévoit des bureaux de placement organisés par les travailleurs et employeurs. Donc le Gouvernement turc, en ratifiant la Convention internationale sur le travail N° 96 (192) relative aux bureaux de placement payants (révisée le 1^{er} juillet 1949), l'introduisit dans la législation du travail. Mais, actuellement, tous ces bureaux de placement payants sont sous le contrôle du Ministère du travail. Celui-ci est autorisé à supprimer progressivement et dans les cas où le besoin s'en fera sentir le bureaux de placement payants à but lucratif et de former des autres bureaux de placement.

Pour pouvoir rendre utile les institutions du service de l'emploi, le Code du travail et la loi du 25 janvier 1946 ont établi l'obligation d'un livret de travail pour les salariés et celle pour les employeurs de recruter leur personnel par la voie du service de l'emploi, ainsi que pour les travailleurs de trouver un emploi par l'intermédiaire du service. Le Gouvernement a donc fourni de très grands efforts depuis 1946 pour le développement des services de l'emploi, permettant aux travailleurs de trouver l'emploi qui convient à leurs capacités et qui pourra leur assurer une existence. Mais, malgré ces efforts, les services de placement sont encore loin d'être en mesure de couvrir, du point de vue géographique et professionnel, une proportion satisfaisante du marché du travail. Le problème de l'emploi de la main-d'œuvre et de son orientation vers les occupations auxquelles correspondent le mieux ses aptitudes est encore, en Turquie, dans une phase d'essai.

Le service de l'emploi s'occupe également parfois de la formation professionnelle des ouvriers adultes. Mais, en général, la formation professionnelle est assurée, conformément à la loi N° 3457 du 28 juin 1938, dans les entreprises où travaillent plus de cent ouvriers. Il existe aussi des écoles, s'occupant de l'enseignement technique. Le nombre de ces écoles professionnelles, qui forment en principe des ouvriers qualifiés, a atteint le chiffre de soixante-dix-huit. La durée des études est de cinq années y compris un an de préapprentissage. Pendant la période de vacances, on organise des stages dans les entreprises. Le Gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour activer l'éducation professionnelle et le placement de la main-d'œuvre disponible et organiser l'offre et la demande. Car, il considère ces mesures comme le principal moyen pour relever et développer le ressort social, économique des ouvriers et, par

conséquent améliorer l'économie nationale. C'est pourquoi la Turquie a conclu un accord avec le Bureau International du Travail aux termes duquel un centre d'activité pour le Proche et le Moyen-Orient a été établi à Istanbul en vue de déployer des efforts dans ce sens. Cet accord fut ratifié par la loi N° 5997, adoptée le 6 juin 1952 et promulguée le 13 juin 1952.

c) *La liberté syndicale et le droit de grève.* - Quant à la liberté syndicale, un des problèmes les plus importants du droit au travail, elle trouve sa base dans l'article 70 de la Constitution turque de 1924. Cet article proclame que le droit d'association fait partie des droits et libertés des citoyens tures. L'article 79 dispose, par ailleurs, que les restrictions apportées à la liberté d'association seront déterminées par la loi et l'article 103 stipule qu'aucune loi ne peut contenir des dispositions constituant des dérogations aux droits constitutionnels. C'est dans ces limites, prévues par la Constitution, que le législateur a la compétence de régler la question des droits des organisations professionnelles, contrairement à la plupart des Constitutions qui prévoient cette liberté syndicale en dehors de la liberté d'association (193). Les trois textes fondamentaux, édictés à cet égard, sont la loi N° 3512 du 14 juillet 1938 sur les associations, modifiée par la loi N° 4919 de juillet 1946 et par celle de 1950, la loi N° 5018 du 20 février 1947 concernant les syndicats de travailleurs et d'employeurs et les fédérations de syndicats, et enfin les dispositions du Code civil. A côté de cela, il y a d'autres lois ; la principale d'entre elles étant le Code du travail du 8 juin 1936.

Aucune autorisation préalable n'est exigée, en Turquie, pour la constitution de toute association professionnelle. Celle-ci peut être constituée par deux travailleurs ou plus, appartenant à la même branche d'industrie ou à des professions connexes, aux fins d'entr'aide et de protection et de représentation de leurs intérêts communs. De même, les employeurs, faisant partie d'une même branche d'industrie, peuvent constituer des syndicats d'employeurs. Mais le droit de former des syndicats est limité, en vertu de la loi de 1947 sur les syndicats, aux personnes qui sont soumises au Code du travail de 1936, c'est-à-dire aux travailleurs exécutant un travail manuel, ou manuel et intellectuel à la fois. Nous ne pouvons pas ne pas signaler ici la différence entre les dispositions de la Convention Internationale de Travail N° 87 concernant la liberté syndicale et la pro-

(193) Art. 39 de la Constitution italienne : « L'organisation syndicale est libre. Il ne peut être imposé aux syndicats d'autre obligation que leur enregistrement, dans des offices locaux ou centraux, selon les règles établies par la loi. Pour l'enregistrement, il est nécessaire que les Statuts des syndicats comprennent une organisation intérieure à base démocratique. Les syndicats reconnus ont une personnalité juridique. Ils peuvent, représenter unitairement en proportion de leurs inscrits, conclure des contrats collectifs de travail avec efficacité obligatoire pour tous les membres des catégories auxquelles le contrat se rapporte ».

Alinéa 6 du préambule de la Constitution française : « Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix ».

tection du droit syndical (194), et celles de la loi de 1947 sur les syndicats. L'article 2 de la Convention dispose que « les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières. » La Convention, en employant la phrase « sans distinction d'aucune sorte », adopta une formule très générale, selon laquelle tous les employeurs et travailleurs pourront bénéficier des dispositions de la Convention. Seules les forces armées et la police peuvent, en vertu de l'article 9 de la Convention, être exclues du champ d'application de la Convention, tandis que la loi sur les syndicats n'accorde toutes les garanties, prévues dans la Convention internationale ci-dessus, qu'aux travailleurs exécutant un travail manuel ou manuel et intellectuel à la fois, et aux employeurs occupant des travailleurs ainsi déterminés, en vertu d'un contrat de travail. Il va sans dire qu'une telle distinction aboutit à une discrimination à l'égard des travailleurs n'effectuant pas un travail exclusivement manuel ou manuel et intellectuel à la fois. Aux termes de la loi de 1947, les travailleurs purement intellectuels, ainsi que les artisans ne sont donc pas autorisés à constituer des syndicats. Ceux-ci sont, suivant la loi sur les associations de 1938, modifiée par la loi de 1946, autorisés à former des associations afin de mettre en commun leurs connaissances et leurs activités à des fins autres que des fins lucratives. Ils sont également autorisés par le Code civil à former des associations capables de conclure des conventions collectives.

Mais, au fur et à mesure que le temps passe, nous assistons à un élargissement du champ d'application de la loi sur les syndicats en faveur des travailleurs non manuels. Par exemple, la loi N° 5923 du 13 juin 1952 sur les journalistes accorde à ceux-ci le droit de former des syndicats jouissant des droits qui leur sont conférés par la loi sur les syndicats. Il existe de nos jours deux syndicats de journalistes, à Ankara et à Istanbul.

Les restrictions les plus importantes apportées à la liberté d'association sont celles qui concernent les travailleurs agricoles et les fonctionnaires publics ou gouvernementaux. La loi de 1938 sur les associations dispose que les fonctionnaires de l'administration, recevant un traitement ou salaire, soit sur le budget général, soit sur le budget d'établissements administratifs locaux, municipaux ou gouvernementaux, n'ont pas le droit de former des associations concernant la nature et le titre de la profession dans laquelle ils sont employés. Cette interdiction de l'exercice du droit syndical ne s'applique qu'aux fonction-

(194) Convention adoptée par la Conférence internationale du travail à sa 31^e session, San-Francisco, 17 juin-10 juillet 1948 (le Bulletin officiel du B.I.T., vol. XXXI, N° 1, 31 août 1948, p. 1-7).

naires de l'administration, dont la situation juridique est déterminée par le droit public. Ceux qui sont liés par des contrats d'emploi, par exemple les ouvriers qui travaillent pour le compte de l'Etat, sont libres de constituer des organisations ayant le caractère de syndicats s'il s'agit de protéger leurs intérêts professionnels et économiques. Il existe dans le pays quatre-vingt-dix-sept organisations de cette nature, groupant les travailleurs des chemins de fer de l'Etat, des administrations des monopoles d'Etat et d'autres entreprises étatiques.

Nous souhaitons fermement que le droit d'association et de syndicat soit reconnu aussi aux fonctionnaires de l'administration. Sinon, les fonctionnaires continueront d'être dans un état de dépendance vis-à-vis de l'administration, pouvant éventuellement violer leurs droits. Car, ce n'est pas toujours l'individu qui viole les droits d'autrui, mais aussi l'Etat. Et le fonctionnaire dont les droits sont violés par l'Etat, ne peut facilement se défendre contre lui, soit par manque de moyens, ou soit qu'il est découragé, étant seul en face de l'Etat. Tandis que s'il fait partie d'une association de fonctionnaires, cette dernière peut le défendre mieux qu'il ne saurait le faire seul. C'est pourquoi nous espérons que, dans un temps très proche, les fonctionnaires aient le droit d'association et de syndicat. C'est le seul moyen de ne pas laisser les fonctionnaires à la merci du Gouvernement. Or, depuis quelques années, il existe un mouvement tendant à ce que le Gouvernement envisage la possibilité d'accorder également le droit d'association aux fonctionnaires de l'administration.

Les syndicats ont le droit de constituer, sans aucune restriction, des fédérations à condition que les deux tiers des membres de chaque assemblée constituante consentent à la formation d'une fédération et qu'aucun des syndicats constituants ne verse à la fédération une cotisation supérieure à 120 livres turques par an. Il existait, en Turquie, en 1953, une Fédération nationale des syndicats de transports, une Fédération nationale des syndicats ouvriers des textiles et de la bonneterie et un certain nombre de fédérations régionales de syndicats à Ankara, Istanbul, Izmir, Adana et quelques autres villes. Les syndicats turcs fondèrent une Confédération au mois de juillet 1952. En Turquie, les fédérations de syndicats peuvent s'affilier, avec l'autorisation du Gouvernement, à des organisations internationales. C'est, en effet, la Confédération des syndicats, récemment créée en 1952, qui demanda l'autorisation de s'affilier à la C.I.S.L.

Le contrôle de l'activité des syndicats est réglé par la loi de 1938 sur les associations. Aux termes des dispositions de ladite loi, les autorités de police peuvent pénétrer en tout temps dans les locaux du siège social et dans ceux des associations, sur un ordre écrit des autorités compétentes. Les représentants

des autorités publiques peuvent assister à toutes les réunions générales des associations et même demander la dissolution de celles-ci. Toutes ces dispositions étant également applicables aux syndicats, ceux-ci sont placés sous le contrôle du Ministère du Travail. Ce sont les inspecteurs du travail qui procèdent à la surveillance des associations professionnelles. Cette inspection a lieu en principe tous les mois. Sur rapport des inspecteurs, les autorités compétentes peuvent demander la suspension de l'association pendant une période variant de trois mois à un an. En outre, toute association peut être librement dissoute par son assemblée générale conformément à la procédure, stipulée dans ses statuts et dans la loi sur les associations. Le Code civil prévoit également la dissolution automatique d'une association lorsqu'elle est insolvable ou lorsque ses organes directeurs ne peuvent être constitués conformément aux statuts de l'association (195). De même, la dissolution peut être décidée par voie judiciaire sur la demande des autorités compétentes ou de toute personne intéressée lorsque l'association poursuit un objectif illégal ou immoral. La loi de 1947 sur les syndicats prévoit davantage de motifs de dissolution. Par exemple, en vertu des articles 5 et 6 de la loi, un syndicat qui exerce des activités politiques ou qui emploie le recours à la grève peut être définitivement supprimé par le tribunal.

Remarquons aussi, à propos du contrôle et de la suspension de l'association par le tribunal, un désaccord entre les dispositions de la Convention internationale du travail N° 87 (196) et celles de la loi sur les syndicats. En effet, l'article 3 de la dite Convention stipule que « les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leurs activités, et de formuler leur programme d'action, et que les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à entraver l'exercice légal de celui-ci. »

Les interventions fréquentes de la part des autorités publiques dans les réunions de syndicats peuvent entraver l'activité des syndicats et mettre obstacle à la réalisation des objectifs visés par les organisations. Car elles favorisent chez celles-ci une tendance croissante à compter sur l'intervention de l'Etat plutôt que sur elles-mêmes. De ce fait, ce contrôle peut porter atteinte à l'autonomie des organisations professionnelles, peut les affaiblir et les décourager. Au commencement du mouvement des organisations professionnelles, la fréquence de cette intervention avait une valeur incontestable pour les orga-

(195) Articles 69, 70 et 71.

(196) Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T. réunie à San-Francisco, du 17 juin au 10 juillet 1948, en sa 31^e session (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », publié par le B.I.T., p. 788).

nisations non expérimentées. Mais, depuis 1947, il ne fait aucun doute que les organisations professionnelles ont de l'expérience et qu'il n'est plus, à notre avis, nécessaire d'exercer une surveillance exagérée. C'est pourquoi, l'autorité publique devrait s'abstenir d'intervenir fréquemment dans les assemblées des organisations, afin que celles-ci puissent exercer leurs activités et diriger leurs affaires. Cela ne veut naturellement pas dire que les organisations soient libres d'exercer des activités de nature à porter préjudice à l'ordre public ou à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat.

Nous pouvons formuler le même vœu en ce qui concerne l'interdiction d'activités politiques imposées aux organisations professionnelles. Cette restriction était nécessaire à un moment où elles en étaient encore à leur stade de formation. Mais, on croit savoir que les organisations professionnelles, en Turquie, ont actuellement acquis une certaine stabilité et ont élaboré leurs méthodes. Par conséquent, elles ont une certaine capacité de discernement et peuvent choisir la meilleure voie. Il en est de même pour le recours à la grève, un des moyens les plus efficaces de l'organisation professionnelle pour faire valoir ses droits vis-à-vis de l'employeur. C'est pourquoi, ce droit fut reconnu, par exemple, en Italie et en France, par la Constitution comme droit inhérent aux ouvriers dans les limites déterminées par les lois (197).

La loi N° 5518 du 25 janvier 1950, modifiant la loi de 1936 sur le travail, assure la protection du droit d'organisation. Tout employeur, qui congédie ou punit un travailleur, soit afin de l'obliger à appartenir ou à cesser d'appartenir à un syndicat, soit du fait de ses activités syndicales, est passible d'une amende. Le tribunal du travail ordonne la réintégration du travailleur. Tout travailleur, congédié pour les raisons indiquées ci-dessus, a droit à une indemnité égale au triple du salaire versé pendant la période de préavis de licenciement. D'autre part, le législateur garantit le droit d'organisation et de négociation collective contre les actes de discrimination qui tendent à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi, conformément aux dispositions de la Convention internationale du travail N° 98 (198), ratifiée par la Turquie. Cette Convention est entrée en vigueur en Turquie le 14 août 1951. Depuis lors, les ouvriers turcs bénéficient d'une protection pleine et entière contre toute action discriminatoire, tendant à porter atteinte à la liberté syndicale. Il en résulte que l'octroi de travail à un

(197) Article 40 de la Constitution italienne : « Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le règlent ».

Allinéa 7 du Préambule de la Constitution française : « Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ».

(198) Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée le 1^{er} juillet 1949 par la Conférence générale de l'O.I.T. en sa 32^e session, tenue à Genève. (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », publié par le B.I.T., p. 935).

ouvrier ne pourra être subordonné au fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat. En outre, un ouvrier ne pourra ni être congédié ni subir un dommage quelconque du fait de sa participation à des activités syndicales, en dehors des heures de travail ou, avec le consentement de son patron, pendant les heures de travail. De même, les organisations de travailleurs et d'employeurs bénéficient d'une protection adéquate contre tout acte d'ingérence des uns à l'égard des autres, soit directement, soit par les agents ou membres, dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration. Citons ici comme exemple, une convention collective conclue en 1951 dans l'industrie de l'égrénage du coton à Cukurova. Il y est dit que l'employeur s'engage à ne pas congédier un ouvrier membre d'un syndicat sans raison légitime, et que tout conflit qui pourrait s'élever sur ce point sera porté devant un jury, composé de représentants des employeurs et des travailleurs et des fonctionnaires locaux du Ministère du Travail.

Après un bref exposé de la situation des syndicats en Turquie, il faut aborder maintenant le problème de la fixation des salaires. Le mouvement syndical n'est pas en mesure, en Turquie, de jouer un rôle complet et adéquat en ce qui concerne la fixation des salaires, étant donné la restriction imposée aux organisations professionnelles quant au recours à la grève. C'est pourquoi le législateur turc a édicté des dispositions relatives à la fixation des salaires dont la portée est plus ou moins grande et qui viennent en quelque sorte compléter les négociations collectives. C'est ainsi que le Ministre du travail, conformément aux pouvoirs dont il fut investi par la loi de 1936 sur le travail, modifiée en 1950, promulga le 8 janvier 1951 un règlement relatif à la procédure de fixation des salaires minimum.

Les salaires sont fixés par des comités composés d'un fonctionnaire du Ministère du travail, d'un représentant du Conseil municipal, d'un médecin officiel du district, d'un représentant des travailleurs et d'un représentant des employeurs intéressés, ainsi que de deux autres représentants des travailleurs et des employeurs désignés par leurs organisations respectives. Le dit règlement constitue un progrès vers la garantie d'un niveau de vie nécessaire au maintien de l'existence de l'ouvrier. Le salaire est fixé de telle manière qu'il puisse permettre au moins à l'ouvrier de faire face aux dépenses nécessaires telles que les frais normaux d'alimentation, de logement, de vêtement, les soins nécessaires à la santé, les frais de chauffage et d'éclairage. On tient compte du coût local de la vie, de la moyenne générale des salaires effectivement versés, de la situation économique et financière en général, des conditions de travail et du niveau moyen de la vie de l'ouvrier ainsi que d'autres facteurs jugés nécessaires pour la détermination d'un salaire équitable et approprié. Ladite loi assure donc à l'ouvrier et à la famille

une rétribution équitable, telle qu'elle est prévue, par exemple, par la Constitution italienne (199).

D'autre part, la fixation des salaires est opérée par les conventions collectives. Aux termes de la loi de 1947 sur les syndicats, ceux-ci sont autorisés à conclure des conventions collectives. C'est ainsi qu'une convention collective fut conclue en janvier 1952 dans l'industrie textile à Kurucesme. La dite convention a trait, notamment, aux questions suivantes : taux des salaires, horaires et barèmes des heures supplémentaires, primes au rendement, congés payés, allocations familiales, désignation d'un délégué syndical des employés investis de certaines fonctions analogues à celles d'un délégué d'atelier, régime facultatif de versement direct des cotisations syndicales, établissement d'une caisse de secours mutuel paritaire et constitution de comités d'arbitrage paritaire spéciaux chargés de régler les conflits. En outre, le Code civil des Obligations dispose que toute clause d'un contrat individuel qui serait à l'encontre d'une convention collective en vigueur est automatiquement remplacée par les dispositions de la convention collective en la matière.

Pour ce qui concerne le règlement des conflits du travail, l'article 78 du Code de travail, modifié par la loi de 1950 et complété par des dispositions édictées en novembre 1951, prévoit la procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire. En vertu de ces dispositions il sera obligatoire d'élire des délégués des travailleurs dans les entreprises occupant au moins vingt personnes. Cette élection est facultative dans les établissements plus petits. En vue de régler les différends individuels ou collectifs, qui se produiront entre l'employeur et le travailleur, ces délégués devront conférer avec l'employeur ou son représentant, chercher un terrain d'entente et s'efforcer d'aboutir à une conciliation. Si le conflit se produit dans une entreprise occupant moins de vingt travailleurs, les syndicats de ces travailleurs peuvent, sur la demande de la majorité des ouvriers, intervenir dans la procédure de conciliation relative à un conflit collectif.

Si la tentative de conciliation échoue, une nouvelle procédure de conciliation s'effectuera au moyen d'une réunion d'employeurs, et du ou des délégués travailleurs sous les auspices d'un représentant du Ministère du travail. En cas de nouvel échec, le litige sera obligatoirement renvoyé devant le Conseil départemental d'arbitrage. La décision de celui-ci est exécutoire sous réserve de recours auprès du Conseil suprême d'arbitrage.

Le Conseil d'arbitrage peut, en outre, être saisi d'un litige par un syndicat groupant la majorité des travailleurs d'une

(199) Art. 36 (alinéa 1) : « Le travailleur a droit à une rétribution proportionnée à la quantité et à la qualité de son travail, et suffisante en tout cas à lui assurer et à assurer à sa famille une existence libre et digne ».

entreprise, avec l'autorisation écrite d'un cinquième au moins des travailleurs employés dans l'entreprise ; tandis qu'avant 1950, seuls les délégués du personnel, à l'exclusion absolue du syndicat, pouvaient participer à la procédure de conciliation. Les amendements, apportés à la législation en 1950, ont autorisé les syndicats à prendre part à la procédure de conciliation. Cette compétence des syndicats ne joue pas seulement dans les petites entreprises mais aussi dans les grandes. C'est avec cet amendement de 1950 que commence, en Turquie, la première reconnaissance véritable des droits des syndicats pour le règlement des conflits intéressant leurs membres. D'autre part, un projet de loi sur la grève et le lock-out prévoit la représentation des organisations de travailleurs dans les Conseils de conciliation et d'arbitrage. Ce projet définit le droit des syndicats d'être partie dans les conflits portés devant ces Conseils.

Enfin, le législateur créa, au moyen d'une loi promulguée en 1950, des tribunaux spéciaux du travail, chargés du règlement des différends juridiques, tant collectifs qu'individuels. La décision de ceux-ci peut être portée devant la Cour de Cassation. Chaque tribunal se compose d'un juge, ainsi que de représentants des travailleurs et des employeurs.

Ce bref exposé nous permet de dire que, dix ans à peine après le début du mouvement syndical en Turquie, la loi de 1947 sur les syndicats reconnaît déjà le principe de la liberté syndicale, sauf pour les travailleurs agricoles qui ne jouissent, pour ainsi dire, d'aucune forme d'organisation syndicale. Le droit d'organisation de certaines catégories de travailleurs, comme, par exemple, les employés de services publics, reste encore limité dans certains cas. Comme nous l'avons déjà relaté, il existe encore des restrictions législatives qui risquent de faire obstacle au développement du mouvement syndical. Grâce aux Conventions N° 98 de 1948 sur le droit d'organisation et de négociation collective et d'autre part, à celle N° 87 de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, ratifiées toutes deux par le Gouvernement turc, le mouvement syndical a gagné du terrain très considérable dans le pays. C'est, en effet, grâce à la ratification de la Convention N° 98, que les employeurs et les travailleurs commencèrent à avoir recours à des dispositions établies de plein gré pour le règlement de leurs litiges et que le principe de la représentation des organisations d'employeurs et de travailleurs, au sein des organes de conciliation et d'arbitrage, fut reconnu par la législation existante et par les projets de lois. Le Gouvernement est donc bien résolu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs avec la collaboration de l'Organisation Internationale du Travail.

d) *Droit au repos et à des congés annuels.* — La question de repos hebdomadaire et de jours fériés payés, qui est actuellement parmi les normes protectrices du travail les plus universellement respectées (200), a également préoccupé le législateur turc afin de combler la lacune de la Constitution à cet effet. Ce dernier élabora la loi du 2 janvier 1925 sur le repos hebdomadaire et la loi du 25 mai 1935 sur les jours fériés. Aux termes de la première, le repos hebdomadaire ne peut être inférieur à trente-cinq heures et il doit débiter le samedi à partir de treize heures. Mais, la loi de 1940 sur la protection de la nation a autorisé le Gouvernement à dispenser certaines entreprises de l'obligation d'accorder le repos hebdomadaire le dimanche, à condition que les entreprises en question octroient un repos compensatoire un autre jour de la semaine. Les décrets promulgués en vertu de cette loi ont permis à des établissements déterminés de substituer au dimanche un autre jour de la semaine comme jour de repos hebdomadaire.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 15 août 1951, un ouvrier ayant travaillé pendant six jours consécutifs de la semaine dans les établissements assujettis au Code du travail, aura droit à la moitié de son salaire journalier pour le jour de repos hebdomadaire. Par ailleurs, on accorde trois jours de congé maximum en cas de mariage et deux jours en cas de décès des parents, du conjoint, des frères et sœurs ou des enfants. Tous ces jours de congé sont comptés comme des jours de travail effectif. Il en est de même pour les autres jours de congé accordés par l'employeur. Cependant, la loi ne prévoit pas le paiement du salaire pour les congés généraux et elle laisse la réglementation de cette question aux contrats de travail conclus entre employeurs et ouvriers.

L'employeur est également obligé de payer le demi-salaire pour le jour de repos hebdomadaire lorsqu'il arrête le travail pendant un ou plusieurs jours de la semaine sans y être obligé par une cause de force majeure ou une raison économique plausible. L'ouvrier a également droit au demi-salaire dû pour le jour de repos hebdomadaire si le travail est arrêté pendant plus d'une semaine à la suite d'un cas de force majeure.

Le demi-salaire est également payé pendant les jours fériés prévus par la loi de 1935. Si l'ouvrier travaille ces jours-là, son salaire est majoré de cinquante pour cent. Enfin, les ouvriers occupés dans des établissements dirigés et contrôlés par l'Etat ou exécutant, pour le compte de l'Etat, des travaux concernant la défense nationale, auront également droit, conformément à l'article 7 de la loi sur le repos hebdomadaire, à un salaire

(200) Par exemple la Constitution italienne et celle de la France énoncent respectivement que « le travailleur a droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels rétribués, et il ne peut y renoncer » (art. 36, alinéa 3) et « La nation garantit à tous le repos et les loisirs » (alinéa 11 du préambule).

journalier majoré de cinquante pour cent pour les jours de repos hebdomadaire durant lesquels ils ont effectivement travaillé, s'ils n'ont pas bénéficié du repos hebdomadaire pendant quinze semaines au cours de l'année.

Aucune disposition des contrats de travail ne peut être contraire aux dispositions de la dite loi, sous peine d'être considérée comme nulle et non avenue. Aucune réduction ne pourra être effectuée par l'employeur sur les salaires en vigueur en vue de se soustraire totalement ou partiellement au paiement des salaires dûs aux travailleurs, en vertu de la présente loi, pour le jour de repos hebdomadaire et les jours de fête légale.

La loi ne contient aucune disposition concernant les congés annuels payés. Seule la loi du 13 juin 1952 sur la réglementation des relations entre employeurs et employés dans la profession de la presse (201), accorde aux journalistes des congés annuels payés. Le congé annuel payé est de quatre à six semaines selon la durée du service.

Toutes les personnes, restant en dehors de la définition du terme « ouvrier » de la loi sur le travail et qui sont employées à des travaux intellectuels et artistiques de toute sorte dans les périodiques publiés en Turquie, les agences de nouvelles et de photographies, ainsi que dans les établissements similaires de publications et leurs imprimeries, bénéficient des dispositions relatives aux congés annuels payés. Par ailleurs et dans la pratique, il nous semble que les entreprises industrielles, dirigées par l'Etat, accordent les congés annuels payés.

Les problèmes des congés annuels payés constituent une lacune considérable de la législation de travail. A l'époque où nous vivons, plus de quarante pays reconnaissent les congés annuels payés en faveur de tous les ouvriers des entreprises et établissements industriels, commerciaux et autres, tant publics que privés, conformément à la disposition de l'article 1^{er} de la Convention internationale du travail N° 52 de 1936 concernant les congés annuels payés (202). Bien que vingt ans aient passé, depuis que ce droit fut reconnu internationalement, le législateur turc ne l'a pas encore admis d'une manière générale. De plus, le même droit étant inclus dans l'article 24 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, avec le droit au repos et aux loisirs et à une limitation de la durée du travail, fut reconnu comme un droit fondamental de l'homme. C'est la raison pour laquelle nous attirons l'attention du législateur turc sur cette question fondamentale pour chaque être humain, afin qu'il fasse disparaître cette lacune béante dans la législation de travail.

(201) Loi N° 5953 (publiée au J. Off. N° 8140 du 20 juin 1952).

(202) Convention concernant les congés annuels payés adoptés par la Conférence générale de l'O.I.T. en sa 20^e session réunie à Genève le 4 juin 1936 (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », p. 360).

B. — *Droit à la sécurité sociale.* — Dans le cadre des problèmes sociaux, il en existe un, « La sécurité sociale », qui préoccupe à l'heure actuelle les Institutions internationales et les législateurs. Ce problème du droit à la sécurité sociale est, en effet, inscrit dans le Préambule de la Charte des Nations Unies en ces termes : « la foi dans les droits fondamentaux de l'homme en ce qui concerne la poursuite du progrès social et l'instauration de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». Cette notion de « droit de sécurité sociale » a été précisée dans l'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et pour la réalisation de ce droit, l'Organisation des Nations Unies s'est dotée de nouvelles institutions et de nouveaux organes : à savoir, le Conseil économique et social, qui est le plus important, les commissions et l'Organisation Internationale du Travail attachées à lui. C'est à l'Organisation Internationale du Travail qu'incombe l'honneur de réaliser la sécurité économique et sociale. Or, c'est avec la fondation de cette Institution internationale, en 1919, qu'a commencé de s'épanouir l'idée de la sécurité sociale, déjà implantée au début du ^{xx}^e siècle, dans la législation de la plupart des pays industriels. C'est aussi, après la création de l'Organisation Internationale du Travail, qu'en Turquie le mouvement social commence à se développer. Malgré l'absence de dispositions relatives aux droits de sécurité sociale, dans la Constitution turque, insérées et précisées dans certaines Constitutions et surtout dans les Constitutions des pays européens (203), le législateur turc élabora une première loi, le 10 septembre 1921, relative aux droits des ouvriers du bassin houiller d'Héraclé. Selon cette loi, la concessionnaire était tenue de faire soigner les ouvriers malades ou accidentés. L'aide et les soins étaient dus, non seulement aux ouvriers, mais aussi à leurs familles résidant dans le bassin. Une nouvelle loi de 1942 étendit le champ d'application de ces dispositions à toutes les exploitations minières. La loi prévoit l'institution d'une caisse d'entraide des mineurs. Chaque mine est pourvue d'une caisse et toutes ces caisses sont englobées dans l'Organisation d'Union ouvrière. La caisse assiste l'ouvrier ou sa famille en cas de maladie, d'accident, de décès, de maternité ou de besoin. Mais

(203) Art. 34 quater (alinéa 1 et 2) de la Constitution fédérale de la Confédération suisse : « La Confédération instituera par voie législative l'assurance en cas de vieillesse et l'assurance des survivants ; elle pourra introduire ultérieurement l'assurance en cas d'invalidité. Elle pourra déclarer ces assurances obligatoires en général ou pour certaines catégories de citoyens ».

Art. 38 (alinéa 2 et 3) de la Constitution italienne : « Pour les cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de vieillesse, de chômage involontaire, les travailleurs ont droit que des moyens en rapport avec leurs nécessités de vie soient prévus et leur soient assurés. Les incapables et ceux qui souffrent d'une diminution ont droit à l'éducation et à la préparation professionnelle ».

Alinéa 11 du Préambule de la Constitution française : « Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique et mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ».

les prestations et les indemnités prévues n'étaient pas suffisantes.

En outre, dans certaines entreprises étatiques, des caisses d'entr'aide et de retraite avaient été créées pour permettre aux ouvriers de jouir de certaines prérogatives accordées aux fonctionnaires d'Etat. C'est avec la création des caisses d'entr'aide que le législateur turc montra sa volonté d'instaurer un système de sécurité sociale. Ce sont notamment :

a) la caisse de retraite de l'Administration générale des chemins de fer et Organisations portuaires (loi de 1934) ;

b) la caisse de retraite de la Direction générale des Monopoles d'Etat (loi de 1936) ;

c) la caisse d'entr'aide et de retraite des ouvriers et employés des voies maritimes, fabriques et bassins (loi de 1937) ;

d) la caisse d'entr'aide et de retraite des usines militaires (loi de 1939) ; et

e) la caisse de retraite des employés des établissements économiques de l'Etat (loi de 1942).

Les autres catégories de travailleurs, occupés dans le secteur privé ou public, et qui ne sont pas couverts par les lois ci-dessus, sont protégés par la loi du 24 avril 1930 sur l'hygiène publique et par le Code du travail de 1936. La première impose aux employeurs, occupant régulièrement au moins cinquante ouvriers, l'obligation de fournir à ceux-ci une assistance médicale gratuite. Et, lorsqu'il s'agit de travaux dangereux, un médecin doit se trouver en permanence sur le lieu du travail ou à proximité. Les entreprises doivent posséder une infirmerie lorsqu'elles emploient cent ouvriers au moins et un hôpital lorsque leur personnel est supérieur à cinq cents ouvriers. De son côté, le Code du travail prévoit l'obligation pour l'employeur de payer la moitié du salaire pendant le congé de maternité ou de maladie. Il prévoit, ultérieurement, pour les salariés, l'institution d'une assurance obligatoire couvrant les accidents de travail, les maladies professionnelles, la maternité, la vieillesse, les maladies générales, le décès et le chômage. Le Code a cependant prescrit la nécessité de créer d'abord les assurances accident de travail, maladies professionnelles et maternité et ensuite d'instituer les autres branches d'assurances. Malheureusement, ce n'est que neuf ans après la promulgation du Code de travail, qu'une loi N° 4772 du 27 juin 1945, relative à l'assurance en cas d'accident de travail, de maladies professionnelles et de maternité fut édictée. Cette loi n'est entrée en vigueur que le 1^{er} juillet 1946. Elle fut modifiée en 1947 par la loi N° 5019 et en 1950 par celle N° 5564.

a) *Assurance accidents - maladies professionnelles.* — Les dispositions de ladite loi, relatives à l'assurance accidents de travail et de maladies professionnelles sont applicables non

seulement aux travailleurs manuels ou manuels et intellectuels à la fois, comme le prévoit l'article 1^{er} du Code du travail, mais aussi aux travailleurs exécutant un travail exclusivement intellectuel dans l'établissement assujetti au Code du travail. La loi ne s'applique pas aux personnes chargées de la direction ou de la gestion de l'établissement. Selon une jurisprudence, unifiée en 1949 par toutes les Chambres réunies du Conseil d'Etat, en plus des ouvriers, sont également considérés comme assurés, les employés des banques et des compagnies d'assurance, ainsi que les employés des établissements de commerce, les dactylos, employés du téléphone, garçons de bureau, les femmes appelées communément les artistes de bar, les instituteurs des écoles privées, les infirmières, médecins, pharmaciens, chimistes, etc., des cliniques privées.

L'assujettissement des établissements à l'assurance n'est pas basé sur le nombre d'ouvriers, comme c'est le cas pour l'application du Code du travail, mais au contraire, sur la nature, le potentiel du travail qui y est exécuté. D'autre part, après la modification survenue en 1950, l'article 84 de la loi sur les assurances accidents - maladies professionnelles dispose que les travailleurs d'un établissement devant normalement être assujettis au Code du travail et ne l'étant pas encore pour quelque raison que ce soit, sont considérés comme assurés. Par conséquent, les employeurs de ces établissements sont tenus de verser les primes en cours et arriérées. C'est ainsi que le législateur a voulu soustraire l'ouvrier à la négligence de l'employeur, ainsi qu'à la lenteur de l'administration. En cas d'accident ou de maladies professionnelles, les ouvriers bénéficieront donc des prestations. Les journalistes, en vertu de l'article 23 de la loi N° 5953 du 13 juin 1952 concernant la profession de la presse et les travailleurs employés dans les transports maritimes, aux termes de l'article 36 de la loi N° 6379 du 10 mars 1954 relative aux travaux de mer, bénéficient ainsi des dispositions de la loi sur les assurances accidents et maladies professionnelles.

Les travailleurs agricoles, les travailleurs à domicile, ainsi que les fonctionnaires et employés recevant un traitement ou salaire d'un budget public ne sont pas assujettis à la loi sur les assurances. En outre, selon l'article 102/1 du Code du travail, l'épouse, les ascendants, les descendants, frères et sœurs de l'employeur, vivant en ménage avec lui, sont exceptés du bénéfice de l'assurance, quand bien même ils travailleraient comme ouvriers dans son entreprise. Par ailleurs, à la suite d'une modification apportée par la loi N° 5564 du 1^{er} mars 1950 à la loi relative à l'assurance accident et maladies professionnelles, l'article 4 dispose que les travailleurs, employés dans des établissements non soumis au Code du travail, pourront, suivant les conditions générales établies par le Ministre du travail, con-

tracter des assurances collectives avec l'Institution des Assurances Ouvrières par l'intermédiaire de leurs syndicats. Les charges et bénéfices de cette assurance facultative sont les mêmes que ceux des assurances obligatoires.

La loi a adopté une définition assez large pour les accidents de travail : « Tout accident qui se produit au moment où l'assuré se trouve dans l'établissement professionnel avec l'intention de travailler est considéré comme accident de travail » (art. 2). Autrement dit, si l'ouvrier se trouve dans l'établissement de travail lors de l'accident ou, si l'accident est survenu durant les heures de travail, même si le travail exécuté n'est pas professionnel, l'ouvrier assuré aura droit aux prestations de l'assurance. Malgré cette définition très large de l'accident de travail, le législateur laisse échapper l'accident survenu au long du trajet entre le domicile et le lieu de travail. A notre avis, il serait juste d'assimiler de tels accidents aux accidents de travail.

Quant à la maladie professionnelle, la loi la définit en ces termes : « La maladie professionnelle est la maladie temporaire ou permanente ou celle qui occasionne des cas d'infirmité, due à une cause qui se répète en raison de la nature même du travail auquel est affecté l'assuré ou encore celles occasionnées par la conduite du travail » (art. 2). Une liste de maladies a été dressée à l'article 34 du règlement du 5 février 1941 sur la protection de la santé des travailleurs (204). Le contenu de cette liste est plus large que celui de la Convention internationale du travail N° 42 (révisée en 1934) concernant l'indemnisation des maladies professionnelles (205). Cette Convention fut approuvée par le Gouvernement turc avec la loi N° 4864 du 16 février 1946. La liste considère de plus les autres maladies comme maladies professionnelles si elles répondent à la définition générale de la loi. En cas de difficulté pour déterminer la nature professionnelle d'une maladie qui n'est pas insérée dans la liste, le Conseil supérieur de la Santé tranche le problème. Il s'ensuit que le législateur ne fait aucune discrimination en ce qui concerne les conséquences de la maladie professionnelle. Elles peuvent être temporaires (une dermite) ou permanente (rhumatisme), ou constituer une infirmité (cécité).

Les primes et cotisations de l'assurance accidents - maladies professionnelles sont à la charge de l'employeur. Celui-ci les verse à l'Institution des Assurances Ouvrières selon un tarif fixé par le règlement du 28 juin 1946, modifié le 8 novembre 1948. Ce dernier détermine le taux des cotisations suivant

(204) Dernièrement, cette liste de maladies professionnelles fut encore élargie considérablement par un décret gouvernemental du 14 janvier 1957 (J. Off. N° 9536, 15 février 1957).

(205) Convention concernant la réparation des maladies professionnelles adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T. en sa 18^e session réunie à Genève le 4 juin 1934 (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », p. 204).

le danger que présentent les entreprises. Le taux est de 0,5 % du salaire global pour les moins dangereuses et de 5 % pour les plus dangereuses. La prime est calculée selon le salaire de l'ouvrier.

Les prestations se divisent en deux : prestations en nature et en espèces. Le législateur a préféré, conformément à la Convention internationale du travail N° 17 du 10 juin 1925 (206), le régime des prestations en nature à celui en espèces qui consiste à rembourser les frais médicaux et pharmaceutiques. L'assistance médicale est fournie durant douze mois à compter de la date à laquelle s'est produit l'accident ou fut constatée la maladie. La durée peut être prolongée, aux termes de la loi N° 6917 du 18 février 1957 (207), de huit mois sur rapport d'une commission médicale. D'autre part, l'employeur est obligé d'apporter les premiers secours à la victime et de lui assurer le traitement médical jusqu'à ce que l'assureur puisse s'en charger. Celui-ci rembourse à l'employeur tous les frais qu'il a engagés.

Pour calculer les prestations en espèces, on prend comme base le salaire journalier ou annuel de l'assuré ; le salaire annuel étant fixé à trois cents fois le salaire journalier. L'indemnité journalière varie suivant la situation de l'assuré. C'est ainsi que pour l'incapacité temporaire, l'indemnité journalière est égale à 75 pour cent du salaire pour un assuré ayant à sa charge un conjoint, des enfants, ascendants, frères ou sœurs. Sinon, l'indemnité journalière est égale à 50 pour cent du salaire. La durée maximum de l'indemnité est de cinquante-deux semaines, mais cette durée peut être prolongée encore de douze semaines, suivant le rapport du médecin. Le délai de carence de quatre jours ne s'applique pas en cas d'incapacité temporaire, même si la durée de l'incapacité n'excède pas quinze jours (208). Les indemnités journalières sont payées pour chaque jour d'incapacité, y compris le dimanche. Les indemnités journalières sont exemptées de taxes et d'impôts.

En cas d'incapacité permanente totale, l'assuré a droit à une rente dont le montant est égal à 60 pour cent du salaire annuel. S'il a quelqu'un à sa charge, la rente est augmentée de moitié. Si l'assuré est atteint d'une incapacité permanente partielle, il a droit à une rente proportionnelle à la perte de capacité ; la base de calcul demeurant la rente pour incapacité totale. Le montant de la rente peut être augmenté de 50 pour cent si l'état du bénéficiaire exige l'assistance permanente par une tierce personne (209).

(206) Convention concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la Conf. génér. de l'O.I.T. en sa 7^e session réunie à Genève le 19 mai 1925 (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », p. 87).

(207) J. Off. N° 9543, le 23 février 1957.

(208) La loi N° 6917 du 18 février 1957 (J. Off. N° 9543, le 23 février 1957).

(209) Loi N° 6917 du 18 février 1957 (J. Off. N° 9543, le 23 février 1957).

En cas de décès, d'une part, une indemnité de 200 livres est versée aux ayants-droit pour les frais funéraires, et d'autre part, une pension est allouée à la veuve et à l'orphelin de l'assuré décédé. Si l'ouvrier, en état d'incapacité permanente est à la charge de son épouse ouvrière, et que celle-ci décède, la même pension lui sera allouée jusqu'à ce qu'il soit à l'abri du besoin. La pension de veuve et de veuf est de 30 pour cent du salaire annuel et celle de l'orphelin est de 15 pour cent. Mais la loi fait une distinction d'après la nature de la filiation paternelle. Pour que l'orphelin illégitime puisse demander une pension, il faut qu'il ait été légitimé ou reconnu par le père avant l'accident ou la maladie. Il en est de même pour les cas d'adoption. En ce qui concerne la mère, la filiation légitime ou naturelle ne joue aucun rôle. Lorsqu'il s'agit d'un orphelin de père et de mère, la pension est égale à 25 pour cent du salaire, et elle est payée jusqu'à seize ans ou, si l'enfant fait des études, jusqu'à dix-huit ans. Les enfants, incapables de travailler, ont droit à la pension sans limite d'âge. Le total des pensions de veuve (veuf) et d'orphelin ne peut en aucun cas dépasser 60 pour cent du salaire annuel. Les ascendants qui étaient à la charge de la victime et les frères et sœurs âgés de moins de quinze ans qui étaient également à la charge de la victime ont droit à des pensions dont le total ne peut excéder 30 pour cent du salaire annuel, s'il n'existe pas d'autres ayants-droit. S'il en existe, le total ne peut dépasser la différence entre 60 % du salaire annuel et le total des pensions du conjoint et des enfants.

Il résulte de ce qui précède que l'assurance accidents - maladies professionnelles tient compte de toutes les conséquences de l'accident et de la maladie professionnelle et qu'elle accorde des prestations en nature et en espèces dont le niveau est à peu près le même que dans les autres législations modernes.

b) *Assurance maternité*. — La maternité qui n'est pas un risque professionnel, mais qui est un risque social, a fait l'objet de la loi N° 4772 relative à l'assurance accident du travail et maladie professionnelle. Le législateur turc n'a pas voulu, en incorporant l'assurance maternité à l'assurance accidents - maladies professionnelles, se borner uniquement et isolément à protéger la mère ouvrière, mais il a voulu suivre une politique plus vaste relative à la protection de la famille. En effet, l'assurance ne limite pas sa protection aux femmes qui travaillent, mais l'a étendue aux épouses des assurés. En 1950, le législateur a placé l'assurance maternité, sans porter atteinte à sa politique générale sociale, dans le cadre de l'assurance maladie générale par la loi N° 5502 du 4 janvier 1950. Cette loi ne s'applique que dans les régions où se trouvent les établissements sanitaires institués par l'Administration des Assurances Ouvrières. Donc, l'application de ladite loi dans tout le terri-

toire nécessite du temps et de l'argent. Pour l'instant, la loi N° 4772 relative à la maternité ne s'applique pas dans les régions où la nouvelle loi est applicable. Autrement dit, les dispositions de la loi ancienne continuent de s'appliquer dans l'ensemble du territoire et la loi nouvelle la remplace au fur et à mesure des possibilités hospitalières.

La loi N° 4772, en définissant la maternité comme étant « la grossesse et les couches de la femme assurée ou de la femme de l'assuré » (art. 2), a adopté le même principe que l'article 48 de la Convention internationale du travail N° 102 du 28 juin 1952 concernant la norme minimum de la sécurité sociale (210). Ainsi ce n'est pas seulement l'ouvrière qui bénéficie de la loi en cas de maternité, mais l'ouvrier marié jouira également des mêmes avantages en cas de maternité de son épouse. On ne fait, d'autre part, aucune distinction entre l'ouvrière mariée et l'ouvrière fille-mère et toutes deux bénéficient de l'assurance maternité. Mais, pour que la femme de l'ouvrier assuré bénéficie de l'assurance, il faut que ce dernier ait épousé son conjoint avant l'accouchement.

Les cotisations sont payées par l'employeur sans que l'ouvrier soit soumis à une retenue quelconque sur son salaire. Seul, l'employeur supporte donc la charge de l'assurance. Mais la loi nouvelle N° 5502 relative aux maladies générales et à la maternité, en modifiant ce système, a établi le principe selon lequel les cotisations des assurances contre les risques sociaux sont supportés par l'ouvrier et l'employeur. Il s'ensuit qu'il existe un statut à double face. La majorité des ouvriers ne paie aucune prime et est seulement couverte contre le risque de maternité, tandis qu'une minorité paie 2 % sur son salaire et l'employeur 2 % également, mais elle est assurée contre tous les risques de maladies - maternité.

La loi N° 4772 accorde des prestations pécuniaires qui couvrent les frais sanitaires et les salaires perdus à la suite de grossesse et d'accouchement. La prestation pour les indemnités de salaire n'est accordée qu'à l'ouvrière seule pour une période qui va de trois à six semaines avant et après l'accouchement. La même indemnité sera allouée à l'assurée, en cas d'avortement non criminel, pour une période maximum de six semaines à moins qu'elle ne soit capable de travailler. En outre, la loi prévoit des prestations pour les frais d'allaitement et pour les maladies consécutives à l'accouchement. La loi a donc admis les prestations en espèce pour les frais médicaux et pharmaceutiques, tandis que la loi N° 5502 a admis les prestations en nature pour le même genre de frais, à l'instar de la Convention internationale du travail N° 102. Elle assure, en effet, à l'ou-

(210) Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T. réunie en sa 35^e session à Genève le 4 juin 1952 (« Bulletin officiel du B.I.T. », vol. XXXV, 1952, p. 48).

rière ou à la femme de l'assuré, non assurée elle-même, des prestations telles qu'un examen médical pour l'état de grossesse, l'assistance médicale nécessaire à l'accouchement, une allocation pécuniaire pour l'allaitement et à l'ouvrière assurée une allocation pécuniaire pour l'indemnité de salaire.

c) *Assurance maladie générale.* — La loi N° 5502 réglemente l'assurance maladie générale. Elle ne s'applique qu'aux ouvriers et employés travaillant dans les établissements soumis au Code du travail. La loi prévoit aussi l'assurance collective facultative. C'est en principe l'assuré seul qui bénéficie de l'assurance. Mais, une disposition de la loi énonce que l'épouse, les enfants se trouvant sous la puissance paternelle, les pères et les mères vivant avec l'assuré, seront admis à l'examen et au traitement médical dans les établissements de l'Institution des Assurances à un tarif minimum. Cela démontre que le législateur turc a tendance à élargir le champ d'application des assurances sociales. Grâce à cette loi, le législateur protège les assurés contre toutes sortes de maladies ne rentrant pas dans la catégorie de maladies professionnelles.

Les cotisations sont à la charge de l'employeur et de l'assuré. Le taux de cotisation pour l'assurance est de 5 % des salaires, dont 3 % sont à la charge de l'employeur et 2 % à la charge de l'assuré. Celui-ci a droit à des prestations en nature pour les frais médicaux et pharmaceutiques et à l'indemnité journalière pour la période provisoire durant laquelle il ne travaille pas. Cette indemnité est augmentée des deux tiers, si l'assuré a son conjoint, ses enfants ou père et mère à sa charge. Pour avoir droit aux soins médicaux, aucun stage n'est plus prévu en vertu de la loi N° 6901 du 4 février 1957 (211) et la durée maximum desdites prestations a été portée de neuf à dix-huit mois. La femme de l'assuré a droit, en cas de maladie suivant l'accouchement, aux soins médicaux pendant une durée de trois mois au maximum. Les indemnités journalières sont calculées sur la base du salaire journalier déterminé en divisant par 90 le total des salaires reçus par l'assuré durant les derniers trois mois avant la réalisation du risque. Le droit aux indemnités journalières est subordonné à la condition que l'assuré ait accompli, au cours des douze mois précédant l'incapacité, cent cinquante jours d'assurance au minimum. L'assurance-maladie générale a été appliquée en 1956 dans trente-huit Vilayets (districts), et son champ d'application sera encore étendu au cours de l'année 1957 à six autres Vilayets.

d) *Assurance - vieillesse.* — Un autre problème social qu'il convient d'étudier maintenant est celui de l'assurance-vieillesse. Cette assurance est régie par la loi N° 5417 du 2 juin 1949. Comme dans les autres lois sur les assurances sociales, les

(211) J. Off. N° 9534, le 13 février 1957.

bénéficiaires de l'assurance - vieillesse sont les ouvriers et employés assujettis au Code du travail. Elle prévoit également la possibilité des assurances facultatives collectives pour les ouvriers et employés non soumis au Code du travail. Les employés qui bénéficient déjà d'une caisse de vieillesse fondée par une loi, ceux qui sont employés à des travaux qui, par leur nature, n'exigent pas une durée d'emploi supérieur à trente jours et ceux qui se livrent à des travaux saisonniers, ne sont pas soumis aux dispositions de la loi.

Les cotisations sont à la charge de l'employeur et de l'assuré. Le taux de cotisation a été porté, par la loi N° 6900 du 1 février 1957 (212), de huit à onze pour cent des salaires, dont cinq pour cent sont à la charge de l'assuré et six pour cent à la charge de l'employeur. Les prestations, soit la pension de vieillesse, sont versées à l'assuré ayant atteint l'âge de soixante ans révolus et qui a travaillé vingt-cinq ans au moins ; et enfin, l'assuré a dû verser 5.000 jours de cotisations. Donc, l'ouvrier qui se met au travail à quarante ans peut en bénéficier à soixante-cinq ans et non pas à soixante ans. Cependant, une pension partielle de vieillesse est due si l'assuré âgé de soixante ans révolus fut assuré depuis au moins quinze ans et a versé des cotisations pour cent cinquante jours par an en moyenne.

L'assuré, atteint d'invalidité permanente et ne pouvant exécuter un travail rémunérateur quelconque, peut bénéficier de l'assurance - vieillesse, à condition qu'il ait perdu deux tiers de sa capacité de travail et qu'il soit assuré depuis quinze ans au moins, et qu'il ait versé des cotisations pour 3.000 jours au minimum. En outre, une pension réduite est due si l'assuré fut soumis à l'assurance depuis au moins cinq ans et a versé des cotisations pour cent cinquante jours par an en moyenne entre la date à laquelle il commença à exercer un emploi assujetti à l'assurance et celle à laquelle il présente une demande de pension d'invalidité. Le montant annuel de la pension d'invalidité normale est égal à 50 % du gain annuel moyen pour lequel des cotisations furent versées, s'il s'agit d'un bénéficiaire ayant des personnes à sa charge ; ou, à 35 % dudit gain, s'il s'agit d'un autre bénéficiaire. Le montant de la pension est, cependant, égal à 60 % dudit gain lorsque l'état du bénéficiaire exige une assistance permanente par une tierce personne.

L'assuré, qui n'a pas rempli les conditions indiquées ci-dessus, reçoit une indemnité en capital dans les cas suivants :

a) si l'ouvrière quitte son travail pour se marier, à condition qu'elle soit assurée depuis cinq ans au moins et qu'elle ait versé par an une moyenne de deux cents journées de cotisations, durant l'époque pendant laquelle elle a travaillé ;

b) si, pour des raisons de santé, l'assuré se voit obligé d'abandonner définitivement son activité rémunératrice, à condition qu'il n'ait pas droit à la pension de vieillesse. De même, l'ouvrier, qui n'arrive pas à accomplir les vingt-cinq ans de travail prévus, se voit attribuer une somme égale au montant des primes versées par lui seul, s'il quitte le travail à l'âge de soixante-cinq ans. Il faut pour cela qu'il soit assuré depuis cinq ans au moins. Si l'assuré est mort avant d'avoir acquis la jouissance d'une pension de vieillesse, le remboursement en capital est attribué à ses ayants-droit.

Les survivants d'un assuré, ayant accompli au moins quinze ans d'assurance et ayant versé des cotisations pour 3.000 jours aux minimum, ont droit à la pension de survivant. La veuve a droit à une pension égale à 50 % de la pension de vieillesse du défunt à condition qu'elle n'ait pas une source de revenus et qu'elle ne soit pas en mesure de gagner sa vie. Il en est de même pour les orphelins. Chacun de ceux-ci reçoit une pension de 25 % de la pension du père jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Si la veuve ou l'enfant reçoit pour son travail un traitement ou un salaire moins élevé que le montant de la pension de vieillesse à laquelle il aurait droit, la différence lui est versée. Enfin, les enfants inaptes au travail reçoivent une pension viagère. Le montant de la pension allouée aux ayants-droit ne peut pas dépasser celui de la pension du défunt. Si le montant de la pension allouée à la veuve et aux enfants est inférieure à celui de la pension de vieillesse du défunt, le reste est partagé entre le père et la mère du défunt, si ceux-ci étaient à la charge de l'assuré. Le droit de chacun d'eux ne peut dépasser vingt pour cent du montant de la pension de vieillesse. En cas de mariage de la veuve et des filles, la pension n'est plus versée. En cas de décès de la femme assurée, le veuf aura également droit à une pension égale à 40 % de la pension de sa femme défunte à la condition qu'il ne soit pas capable de travailler. Les enfants auront aussi droit à une pension, qu'ils soient légitimes ou naturels. Finalement la loi alloue, en cas de décès, une indemnité s'élevant à une somme forfaitaire de septante-cinq livres turques.

Mise à part l'absence de contribution de l'Etat au financement de l'assurance-vieillesse, les dispositions de cette loi sont assez complètes, mais pour que cette institution assure aux bénéficiaires une pension dont le montant réponde aux besoins sociaux actuels, il faut que l'Etat y apporte sa contribution. Sinon, la protection de la vieillesse restera lettre morte. D'autre part, l'insertion dans la loi sur l'assurance-vieillesse d'une dis-

(213) Conventions concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adoptées par la Conférence générale de l'O.I.T. réunie en sa 17^e session à Genève le 8 juin 1933 (« Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949 », p. 230-273).

position prévoyant la subvention des fonds publics sera conforme aux dispositions des Conventions internationales du travail N° 35, 37 et 39 relatives à l'assurance-vieillesse, invalidité et décès (213).

Quant aux problèmes du chômage, il n'a fait l'objet, en Turquie, d'aucun règlement ni loi, malgré la ratification par la Turquie de la Convention internationale du travail N° 2 (1919) concernant le chômage (214).

Avant de terminer notre exposé sur la législation turque relative aux droits et libertés économiques et sociaux, jetons un coup d'œil sur la situation des étrangers dans le cadre de ladite législation. Les étrangers sont en principe libres de travailler en Turquie, sous réserve des dispositions de la loi N° 2007 du 11 juin 1932 indiquant les travaux qui ne peuvent être exécutés que par des ressortissants tures. En ce qui concerne les assurances sociales, l'article 102 du Code du travail dispose que les travailleurs envoyés en Turquie par une entreprise d'un pays étranger, en vue d'un emploi temporaire, pour le compte de ladite entreprise, ne sont pas assujettis à des assurances. Tandis que les travailleurs, envoyés à l'étranger par une entreprise turque en vue d'un emploi temporaire, sont soumis à l'assurance en Turquie. Il en résulte que la législation turque adopta dans le domaine des assurances sociales le principe de la nationalité.

D'autre part, la législation turque prend en considération le système de la réciprocité. C'est, en effet, en vertu de l'article 42 de la loi N° 4772 du 27 juin 1945 relative à l'assurance accidents - maladies professionnelles et maternité, que les travailleurs étrangers bénéficient de toutes les prestations prévues par cette loi à condition que leur pays accorde aux sujets tures les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, tandis que la nouvelle loi (215), modifiant la loi N° 5417 du 2 juin 1949 sur l'assurance - vieillesse, prévoit une clause d'après laquelle l'assurance n'est que facultative pour les étrangers.

L'assuré étranger reçoit des prestations, tant qu'il réside en Turquie. Dès qu'il quitte le pays, le paiement des prestations est suspendu. Les prestations sont versées de nouveau, si l'ayant-droit revient en Turquie dans un délai de cinq ans au maximum pour les pensions de l'assurance - vieillesse et d'une année pour les rentes de l'assurance accidents - maladies professionnelles et maternité. Ajoutons tout de suite que le système du paiement des rentes, auquel les travailleurs étrangers sont assujettis, n'est pas un système équitable ; il est contraire aux droits fondamentaux de l'homme. Car, obliger un citoyen étranger de résider dans le pays pour pouvoir bénéficier des

(214) Loi N° 5543 du 16 février 1950 (publiée au J. Off. N° 7436 du 18 février 1950).

(215) Loi N° 6900 du 4 février 1957 (J. Off. N° 9534, le 13 février 1957).

prestations qui lui sont dues, n'est pas autre chose que nier la liberté de circulation de l'individu, reconnue, internationalement, de nos jours, par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Nous souhaitons donc que le législateur turc supprime un tel système et qu'il introduise dans la législation sur la sécurité sociale des dispositions permettant le versement des rentes d'assurances sociales, même lorsque le bénéficiaire se rend à l'étranger. Il en est de même pour le remboursement des cotisations que le travailleur étranger a versées lui-même. Une telle modification est toujours possible, à notre avis, par des accords bilatéraux, qui seront signés avec les Gouvernements des Etats dont les assurés sont ressortissants.

Cette brève analyse de la législation concernant les droits économiques et sociaux nous permet de remarquer que le législateur turc a fait un grand effort dans ce domaine après l'adhésion de la Turquie à l'Organisation Internationale du Travail en 1932. La preuve en est, d'abord, la promulgation du Code du travail en 1936 et, après la Deuxième Guerre, d'un grand nombre de lois, modifiant le Code du travail et concernant les assurances sociales. Tout ceci s'est fait entre les années 1945 et 1950.

Mais l'on est encore très loin d'avoir atteint un vrai système complet réglant toute question de travail et de sécurité sociale. En effet, un grand nombre de travailleurs sont encore hors du champ d'application du Code du travail et ils sont également exemptés du bénéfice des assurances sociales et tous les risques sociaux ne se trouvent pas encore complètement couverts. Ce qui fut fait dans un laps de temps très court nous démontre quand même qu'une nette tendance s'est manifestée chez le législateur vers la création d'un système de sécurité sociale unique et général, tel que l'ont proclamé les Nations Unies dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. On peut donc dire que le législateur a l'intention de collaborer avec les autres nations du monde, sous les auspices de l'O.N.U. et, en particulier, de l'Organisation Internationale du Travail, pour l'établissement d'une sécurité sociale internationale qui est une des bases essentielles d'une paix mondiale durable.

C. — *Droits culturels.*

a) *Droit à l'instruction.* — Parmi les articles de la Déclaration universelle, relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, l'article 26 concernant le droit à l'instruction nous paraît digne d'attention. Ce droit a, en effet, pour objet le plein épanouissement de la personnalité humaine et il favorise la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations. Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 26 de la Déclaration universelle, le droit à l'instruction doit comprendre l'enseignement élémentaire et fondamental gratuit et aussi l'accès égal et

étendu aux études supérieures pour tous, en fonction de leurs mérites. L'enseignement technique et professionnel doit aussi être généralisé. Les parents ont, enfin, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants, car c'est eux qui sont les mieux placés pour comprendre et orienter leurs enfants. De son côté, la Convention européenne des Droits de l'Homme, en déclarant le droit à l'instruction à l'article 2 de son protocole additionnel, stipule que l'Etat respectera le droit des parents d'assurer à leurs enfants une éducation et un enseignement conforme à leurs convictions religieuses et philosophiques.

Le Gouvernement turc se reconnaît le devoir de développer l'instruction sur son territoire et par conséquent il rendit « obligatoire et gratuite l'instruction primaire », en vertu de l'article 87 de la Constitution. Tous les citoyens ont la possibilité, en Turquie, d'accéder à tous les degrés de l'enseignement supérieur sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion et de classe. D'autre part, la Turquie a tendance à rendre gratuit l'enseignement supérieur. Ceci découle, en effet, de l'intervention faite par M. KURAL, délégué turc à l'O.N.U., sur le projet de la Déclaration universelle. Il a précisé que la délégation turque est en faveur « du principe de la gratuité de l'éducation élargie de manière à n'être pas limitée à l'enseignement primaire » (216).

Les enfants à partir de l'âge de six ans sont obligés, en vertu de l'article 87 de la Constitution, d'une part, et de la loi du 6 juin 1952, d'autre part, de suivre un enseignement dans les écoles d'Etat ou les écoles privées soumises au même régime. Aux termes de l'article 80 de la Constitution, « Toute sorte d'enseignement est libre, sous la surveillance et le contrôle de l'Etat, et dans le cadre de la loi ». Les parents sont libres de donner à leurs enfants l'éducation qu'ils veulent, chez eux et dans les écoles, suivant leurs convictions religieuses et philosophiques. L'enseignement religieux, qui n'était pas permis dans les écoles primaires, fut inséré, le 4 novembre 1950, dans le programme d'enseignement de quatrième et cinquièmes années de l'école, par un arrêté du Conseil des Ministres (217). L'enseignement religieux est facultatif, selon préavis des parents. D'autre part, avant la date du 4 novembre 1950, date à laquelle l'enseignement religieux fut permis facultativement dans les écoles primaires sur tout le territoire turc, les enfants de parents non-musulmans jouissaient, en vertu du Traité de Lausanne (218), d'une liberté complète de l'enseignement religieux dans les écoles en leur propre langue. Actuellement, le

(216) La délibération de III^e Commission de l'Assemblée générale, le lundi 4 octobre 1948, 93^e séance, p. 70.

(217) Arrêté N° 12018/3, publié au J. Off. N° 7691, le 25 décembre 1950.

(218) Loc. cit., p. 39.

Gouvernement a tendance de mettre également l'enseignement religieux facultatif dans les écoles secondaires.

Le législateur avait empêché l'introduction de l'enseignement religieux dans les écoles jusqu'en 1950 en vue d'éviter les troubles religieux qui avaient porté beaucoup de préjudice à la nation avant la Révolution de 1924, date à laquelle l'enseignement religieux fut supprimé à la suite de la destitution du Califat. Il s'agissait là d'une mesure provisoire. Au fur et à mesure qu'un système laïc s'installait dans le pays, le législateur permit une instruction conforme à la conviction religieuse et philosophique des parents. En outre, une résolution du Ministère de l'Instruction publique permit la fondation d'Unions des parents, des enfants des écoles primaires, afin de les tenir au courant de l'instruction et de l'éducation données à leurs enfants.

D'autre part, le législateur considère comme très importante l'éducation professionnelle, du point de vue économique et social. C'est la raison pour laquelle la Turquie a conclu un accord avec le Bureau International du Travail, comme cela a été dit plus haut, aux termes duquel un centre d'activité pour le Proche et le Moyen-Orient fut établi à Istanbul, en vue de l'instruction professionnelle. Il rejette tous les systèmes d'éducation à base de nationalisme, d'esprit de clan ou de classe et adopte les systèmes d'instruction qui permettent l'établissement de l'amitié entre toutes les nations. C'est, en effet, en vue de rapprocher les nationaux des deux pays qu'un accord pour le placement des stagiaires fut conclu, le 22 décembre 1950, entre les Gouvernements turc et français. Selon cet accord, qui entra en vigueur en vertu d'une loi promulguée le 4 juin 1951 les stagiaires ressortissants de l'un des deux Etats contractants peuvent, sous réserve de réciprocité, être employés pendant une période déterminée par des employeurs de l'autre Etat contractant. Les stagiaires peuvent aussi exercer une activité dans le pays où ils résident, sous réserve des dispositions qui réglementent l'emploi des étrangers dans certaines provinces et développer en même temps leurs connaissances linguistiques et professionnelles. Ils reçoivent également de leurs employeurs une indemnité pour leur entretien et bénéficient de la législation sur la sécurité sociale dans le pays de leur résidence.

Par ailleurs, en vue de l'entente la plus complète possible entre les nations dans le domaine de la culture ainsi que la compréhension des institutions et de la vie sociale des pays au moyen d'une coopération amicale et d'échanges, le Gouvernement turc a également conclu des accords culturels avec les

gouvernements grec, indien, italien et français (219). Citons brièvement ici comme exemple le contenu de l'accord signé avec la France : Les deux gouvernements s'engagent à faire de leur mieux pour assurer la création, dans les établissements d'enseignement situés sur leur territoire, de cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature et de l'histoire de l'autre pays signataire et d'établir des institutions culturelles, en se conformant aux dispositions générales de la législation du pays réglant l'établissement de telle institution. Ils encourageront autant que possible la collaboration la plus étroite entre les sociétés savantes de leur pays respectif et se prêteront mutuelle assistance dans le domaine des activités intellectuelles, artistiques, scientifiques, civiques et sociales. Les gouvernements s'emploieront de toutes leurs forces à assurer dans leur pays respectif une meilleure connaissance de la culture de l'autre pays au moyen de livres, de périodiques et autres publications, de conférences, de concerts, d'expositions d'art, d'autres expositions à caractère culturel, de la radio, de films, de disques et autres moyens techniques d'expression et de diffusion.

Une commission mixte permanente comprenant six membres ne devant pas nécessairement être des agents du Gouvernement est constituée aux fins d'appliquer cet accord. Ladite commission a deux sections : l'une composée de deux membres turcs et d'un membre français qui siège à Ankara ; l'autre composée de deux membres français et d'un membre turc siégeant à Paris. La commission mixte permanente tient une séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fait sentir et au moins une fois par année, alternativement à Ankara et à Paris.

Le contenu des autres accords culturels signés par la Turquie est tout à fait semblable. Il en résulte que le législateur turc condamne l'éducation fermée et fait en sorte que l'instruction puisse servir au plein épanouissement de la personnalité humaine, qu'elle contribue au rapprochement amical entre toutes les nations. Ajoutons encore que le Conseil des Ministres a pris une résolution N° 9119 (220), le 6 avril 1949, aux termes de laquelle la Déclaration universelle des droits de l'homme doit être enseignée dans les écoles et autres établissements servant à l'instruction, et qu'elle doit être publiée et diffusée dans les journaux et par la radio.

(219) a) La Turquie a ratifié, avec la loi N° 5932 du 12 mai 1952, l'accord culturel signé à Ankara le 20 avril 1951 avec la Grèce (publiée au J. Off. N° 8112 du 17 mai 1952).

b) Avec l'Inde, elle a signé l'accord culturel le 17 juillet 1951 à Ankara et cet accord a été ratifié avec la loi N° 5933 du 12 mai 1952 (publiée au J. Off. N° 8112 du 17 mai 1952).

c) Avec l'Italie, l'accord fut signé le 17 juillet 1951 à Ankara et elle le ratifia avec la loi N° 5934 du 12 mai 1952 (publiée au J. Off. N° 8112 du 17 mai 1952).

d) L'accord qui a été signé avec la France fut ratifié par la loi N° 6162 du 15 juillet 1953 (publiée au J. Off. N° 8463 du 27 juillet 1953).

(220) Publié au J. Off. N° 7217 du 27 mai 1949.

Les accords culturels dont nous avons parlé plus haut sont inspirés de l'accord relatif à la circulation internationale du matériel visuel et auditif, de caractère éducatif, scientifique et culturel, approuvé le 10 décembre 1948, par la Conférence générale de l'O.N.U. pour l'Education, la Science et la Culture, tenue à Beyrouth (221). Cet accord vise à favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples, conformément aux buts de l'O.N.U., pour l'éducation, la science et la culture, par tous les moyens permettant d'instruire les êtres humains. Donc, par ces accords conclus avec certains gouvernements, la Turquie a démontré son intention de travailler à la réalisation des buts de l'O.N.U. pour l'éducation, la science et la culture. De même, pour la réalisation de ces mêmes buts, le législateur a autorisé le Gouvernement, par la loi N° 5777 du 28 mai 1951 (222), à adhérer à l'Union de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (223).

b) *Droit à la protection des œuvres littéraires et artistiques.* — La protection de ces droits a été insérée dans l'article 27 de la Déclaration universelle comme un droit naturel de toute personne. Il y est dit que chaque personne « a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et qu'elle a aussi le droit d'être protégée moralement et matériellement pour ses œuvres scientifiques, littéraires et artistiques ». Il découle du texte de l'article 27 que chaque individu doit participer aux avantages qui résultent des découvertes et inventions de la science, dans des conditions permettant une rétribution équitable du travail et du talent des personnes auxquelles revient le mérite de la découverte ou de l'invention. L'Etat doit encourager le développement des arts et des sciences, mais doit, toutefois, veiller à ce que les lois concernant la protection des marques de fabriques, brevets d'invention et de la propriété littéraire ne servent pas à établir des monopoles qui pourraient empêcher que chacun profite des avantages apportés par la science. Il est aussi du devoir de l'Etat de protéger le citoyen en veillant à ce que les découvertes scientifiques ne soient pas utilisées de manière à semer la peur et le trouble dans la population.

Vu l'absence, dans la Constitution turque, d'une disposition quelconque, comparable à celle prévue par la Constitution italienne (224), relative à la protection des œuvres littéraires et

(221) Les actes de la Conférence générale de l'O.N.U. pour l'éducation, la science et la culture, III^e session, Beyrouth, 1948, vol. II, Résolution, Paris, 1949, p. 118.

(222) Publiée au J. Off. N° 7824 du 2 juin 1951.

(223) La Convention de l'Union de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques a été signée le 9 septembre 1886 à Berne, complétée à Berne le 20 mars 1914, modifiée à Rome le 2 juin 1928 et elle a été modifiée une dernière fois à Bruxelles le 26 juin 1948.

(224) Article 9 (alinéa 1) : « La République favorise le développement de la culture et la recherche scientifique et technique ».

artistiques, le législateur promulgua, sept mois après son adhésion à la Convention de Berne sus-mentionnée, une loi N° 5846 du 10 décembre 1951 concernant les œuvres intellectuelles et artistiques, pour donner suite à son adhésion. A partir du 1^{er} janvier 1952, date à laquelle ladite loi entra en vigueur, le Gouvernement turc fait effectivement partie de la Convention. Cette loi fut élaborée sur la base des articles 70 et 74 de la Constitution, qui font vaguement allusion aux droits des œuvres intellectuelles et artistiques en disposant que « ...les biens sont garantis contre toute violation » et que « Nul ne peut être privé de ses biens par voie de réquisition, si ce n'est pour cause d'utilité publique dûment constatée et après paiement préalable de leur valeur, conformément à la loi ». Comme nous l'avons déjà vu, le contenu de ces articles concerne surtout la protection du droit de propriété. C'est pourquoi il est nécessaire d'insérer dans la Constitution une disposition prévoyant uniquement la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Avant la loi du 10 décembre 1951 sur les œuvres intellectuelles et artistiques, c'était la loi sur le droit d'auteur du 8 mai 1910 qui s'efforçait d'assurer la protection des droits littéraires et artistiques. Cette loi surannée n'était pas en mesure de répondre à toutes les exigences de la vie et de la technique actuelles, du fait qu'elle ne tenait compte ni des films de cinéma ni de la radio qui sont d'une importance capitale pour la culture d'un pays. Elle ne s'occupait pas non plus du droit moral des auteurs et par conséquent, l'Etat ne pouvait pas assurer la protection des droits qu'il s'était engagé à faire respecter en signant la Convention de Berne, au moyen d'une loi qui ne répondait plus aux nécessités de la vie intellectuelle et artistique. C'est pourquoi le législateur se vit obligé de légiférer à nouveau, en 1951. Cette nouvelle loi prévoit, après avoir défini « l'œuvre » (225), la protection des différentes œuvres intellectuelles et artistiques, telles que les œuvres littéraires, scientifiques, musicales, artistiques et cinématographiques. La loi assure donc la protection des œuvres qui, ultérieurement, furent protégées par la Convention universelle sur le droit d'auteur conclue le 6 septembre 1952 (226).

Aux termes de l'article 8, l'auteur d'une œuvre est celui qui l'a produite (227). Les droits de l'auteur sur son œuvre sont

(225) Article premier : « L'œuvre comprend toute production intellectuelle et artistique portant le caractère de son auteur, et considérée comme une œuvre scientifique, littéraire, musicale, artistique ou cinématographique ».

(226) Article premier : « Chaque Etat contractant s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer une protection suffisante et efficace des droits des auteurs et de tout autre titulaire de ces droits sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, telles que les écrits, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques, les peintures, gravures et sculptures » (texte publié par l'O.N.U.).

(227) a) Les auteurs des œuvres produites par des fonctionnaires, employés et ouvriers, pendant qu'ils font leur service, sont ceux qui les emploient ou qui les

protégés-; ces droits peuvent être moraux et patrimoniaux : Les droits moraux sont le pouvoir de représentation en public, le droit de citer le nom de l'auteur, à l'égard du possesseur et du propriétaire de l'œuvre. Même si la durée des droits patrimoniaux est expirée, l'auteur peut exercer ses droits moraux pendant toute sa vie, s'il s'agit d'une personne physique, et pendant toute sa durée s'il s'agit d'une personne morale (art. 18). L'auteur seul peut donner des renseignements sur le contenu d'une œuvre dont l'ensemble ou une partie essentielle n'a pas été rendu public ou dont les lignes principales n'ont pas été portées à la connaissance du public d'une façon quelconque.

Quant aux droits patrimoniaux, ce sont les droits de reproduction, de multiplication, de publication, de représentation et de diffusion radiophoniques. Ces droits reconnus à l'auteur sont limités dans le temps. Le délai de protection dure en principe pendant toute la vie de l'auteur et pendant les cinquante années qui suivent son décès. Dans le cas où l'auteur est une personne morale, le délai de protection est de vingt ans à partir de la date à laquelle l'œuvre a été rendue publique (art. 27). Le délai de protection pour les œuvres manuelles, artisanales, photographiques et cinématographiques est de vingt ans à partir de la date à laquelle elles sont rendues publiques (art. 29).

Mais, pour des considérations d'ordre et d'intérêt public et privé, la loi apporte certaines restrictions à la protection des droits intellectuels. Tel est le cas pour la législation, la jurisprudence, les discours, certaines représentations, les recueils et anthologies publiés dans un but éducatif, les textes des journaux et les reportages. Enfin, les lettres, mémoires et écrits similaires ne peuvent pas être publiés, même si ils n'ont pas le caractère d'une œuvre, sans le consentement de ceux qui les ont écrits et, s'ils sont morts, sans le consentement de l'exécuteur testamentaire et si celui-ci n'a pas été désigné, du conjoint survivant, de ses enfants, de ses héritiers, à moins qu'il se soit écoulé dix ans depuis le décès de celui qui les a écrits. Il s'ensuit donc que le délai de protection, accordé aux différentes œuvres littéraires et artistiques, est le même que celui accordé par la Convention universelle sur le droit d'auteur (228).

ont nommés, à moins que le contraire ne puisse être déduit du contrat privé conclu entre eux ou de la nature de l'affaire. Cette règle s'étend également aux organes des personnes morales.

b) Si une ou plusieurs personnes ont produit une œuvre d'après un plan indiqué par l'éditeur, l'auteur de cette œuvre en est l'éditeur à moins que le contraire ne puisse être déduit du contrat privé conclu entre eux ou de la nature de l'affaire. L'auteur d'une œuvre cinématographique est celui qui la fait produire.

c) L'auteur d'une reproduction est celui qui la reproduit, les droits de l'auteur de l'original étant réservés.

(228) Article 4/2 : « La durée de protection pour les œuvres protégées par la Convention ne sera pas inférieure à une période comprenant la vie de l'auteur et vingt-cinq années après sa mort ».

Article 3 : « Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4 ne s'appliquent pas aux œuvres photographiques, ni aux œuvres des arts appliqués. Toutefois, dans les Etats contractants qui protègent les œuvres photographiques et, en tant qu'œuvres artistiques, les œuvres des arts appliqués, la durée de la protection ne sera pas, pour ces œuvres, inférieure à dix ans ».

La loi prévoit trois genres d'actions civiles : une action en cessation de trouble (art. 66-68) ; une action d'opposition au trouble (art. 68) et une action en dommages et intérêts (art. 70).

L'auteur, dont les droits patrimoniaux et moraux furent troublés, peut demander la cessation du trouble sans qu'il soit nécessaire que les lésants soient en faute. Le tribunal peut décider l'application des mesures adéquates pour la cessation du trouble, selon les circonstances. Dans le cas où l'œuvre fut traduite, reproduite ou diffusée par la radio ou représentée sans l'autorisation de l'ayant-droit, l'auteur, dont le consentement n'a pas été obtenu, peut réclamer une rémunération dépassant de cinquante pour cent celle qu'il aurait pu normalement demander si son consentement avait été obtenu. Si les exemplaires d'une œuvre multipliée sans autorisation n'ont pas encore été mis en vente, l'auteur peut réclamer la destruction de ces exemplaires et des moules ayant servi à la multiplication. L'auteur, exposé au danger d'être troublé dans ses droits patrimoniaux et moraux, a également le droit de s'opposer au trouble éventuel. Il en est de même dans le cas où la continuation ou la répétition du trouble est probable.

L'auteur peut demander des dommages et intérêts lorsque le lésant est fautif et que la gravité de la faute et de la violation le justifient. Il peut en outre demander une somme d'argent à titre de réparation morale. Le lésé peut enfin demander que le bénéfice réalisé lui soit remis.

La loi prévoit en outre une action pénale. Ceux qui offrent au public, en publiant volontairement, sans le consentement de l'auteur ou de ses successeurs, une œuvre qui n'a pas encore été rendue publique ou bien donnent à l'œuvre ou aux exemplaires multipliés de l'œuvre un nom qui n'est pas autorisé par l'auteur ou ses successeurs, sont passibles, aux termes de l'article 71, d'une amende de 500 à 5.000 livres turques ou de sept jours à trois mois de prison.

Elle prévoit également des dispositions relatives à la protection des artistes dans les œuvres cinématographiques et autres, à la concurrence déloyale et aux images et aux portraits :

1) si la lecture, l'exécution ou la représentation des œuvres scientifiques, littéraires ou musicales sont enregistrées à l'occasion de leur diffusion par la radio ou par des moyens similaires, sur des appareils servant à la transmission des signes, des images et du son, elles ne peuvent être multipliées qu'avec le consentement de l'artiste. Si la représentation est donnée par un orchestre, un chœur ou une troupe théâtrale, le consentement du chef seul suffit. Si l'artiste ou l'orchestre furent engagés par un entrepreneur pour la lecture, l'exécution ou la représentation, il faut que le consentement de l'entrepreneur soit également obtenu. Mais, lorsqu'il s'agit d'intérêts

publics, l'autorisation n'est pas nécessaire dans les cas sus-mentionnés.

2) En ce qui concerne la concurrence déloyale, la loi dispose que le nom et les marques d'une œuvre, ainsi que les formes de ses exemplaires multipliés ne peuvent pas être employés dans une autre œuvre ou dans ses exemplaires multipliés de façon à donner lieu à confusion. Les dispositions de la loi sur la presse, concernant les noms des périodiques, sont réservées.

3) Les images et portraits ne peuvent pas, même s'ils n'ont pas le caractère d'une preuve, être exposés ou présentés au public de toute autre façon sans le consentement de celui qui y est représenté, et, si celui-ci est mort, sans le consentement de ses successeurs, à moins qu'il se soit écoulé dix ans depuis le décès de la personne représentée. Ces dispositions ne sont pas applicables aux images des personnes jouant un rôle dans la vie politique et sociale du pays, et aux images montrant les réceptions officielles ou réunions publiques auxquelles ont pris part les personnes représentées, ainsi que les images relatives aux actualités et les nouvelles filmées ou radiodiffusées.

Enfin, les premières rédactions ou les originaux des œuvres protégées par cette loi, non encore rendues publiques, appartenant à l'auteur ou à l'un de ses successeurs, à l'exclusion des œuvres cinématographiques, ne peuvent, sous réserve des articles 24 et 30 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, faire l'objet d'une poursuite pour dettes d'un gage légal ou contractuel ou d'un droit de rétention.

Cette brève analyse du contenu de la loi, nous permet de conclure que ses dispositions sont conformes à celles de la Convention universelle sur le droit d'auteur, et permettent à chaque citoyen de prendre part à la vie culturelle du pays et le protègent moralement et matériellement en ce qui concerne ses œuvres littéraires, artistiques et scientifiques. Grâce à cette loi, la Turquie est actuellement placée parmi les Etats dont les nationaux sont le mieux protégés dans leur patrimoine intellectuel et artistique.

Ayant exposé sommairement la législation turque en ce qui concerne la reconnaissance des droits de l'homme qui constitue actuellement l'un des sujets les plus importants du droit des gens et du droit interne, examinons maintenant les garanties juridiques, prévues par la législation turque, pour la réalisation de la protection des droits sus-mentionnés.

CHAPITRE VI

MESURES PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION TURQUE
POUR METTRE EN PRATIQUE LES DROITS DE L'HOMME

Après avoir indiqué comme but à l'article 55 de la Charte « le respect universel et effectif des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous », les Nations Unies se sont engagées, en vertu de l'article 56, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue de la réalisation de l'objectif sus-mentionné. Par cet engagement, elles ont, tout d'abord, assumé l'obligation de prévoir ou d'introduire, dans leur législation respective, les garanties requises pour la réalisation du but. Etant donné la force juridique que possède la Charte à l'égard des Etats qui l'ont ratifiée (229), les signataires ont le devoir d'incorporer dans leur législation les garanties nécessaires à la protection des Droits de l'Homme, que celles-ci soient d'ordre civil ou d'ordre pénal. Ils doivent assurer, en même temps, l'existence d'organes appropriés, législatifs, administratifs et judiciaires qui seront compétents pour sauvegarder les droits et assurer le fonctionnement convenable des organismes destinés à les faire reconnaître et respecter. A côté de ce problème, il en existe un autre qui paraît étroitement connexe, à savoir l'indépendance des organes judiciaires. C'est la pierre angulaire de la liberté individuelle. Tant qu'il n'y aura pas de garanties suffisantes pour assurer au juge une indépendance entière, il n'y aura pas non plus de garanties réelles et efficaces en vue de la protection des Droits de l'Homme. C'est pour cette raison qu'il faut exiger que les garanties législatives d'ordre interne et national comprennent aussi, dans toute son étendue, la confirmation du principe de l'indépendance des juges. C'est dans ce sens que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme mentionne, à son article 10, l'indépendance et l'impartialité des tribunaux.

Parmi les organes appropriés assurant la sauvegarde des Droits de l'Homme, il faut, d'abord, considérer le pouvoir législatif, organe suprême dans le domaine de droit interne, qui doit être normalement constitué suivant la libre expression de l'opinion populaire. Dans les pays démocratiques, cet organe suprême est formé par les représentants du peuple. Celui-ci élit ses représentants lors d'élections périodiques organisées en général selon le système du suffrage universel direct. C'est grâce aux élections libres que se réalisent, en premier lieu, les droits et libertés fondamentaux de l'homme, notamment la liberté d'expression. A ce propos, l'individu a la possibilité de se faire reconnaître par ses élus des droits naturels reconnus

(229) Op. cit. p. 51-58.

internationalement et de les garantir de cette façon. Donc, tout pouvoir public qui n'est pas fondé sur la volonté du peuple ne représente pas le peuple et n'est pas capable de garantir les droits et libertés de l'individu. C'est, du reste, dans une certaine mesure, en vue de garantir les Droits de l'Homme que la Déclaration universelle et la Convention européenne proclament la nécessité d'organiser des élections libres, honnêtes au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant un système analogue (article 21 Décl. univ. et art. 3 du Protocole additionnel de la Conv. europ.).

La Constitution turque du 30 avril 1924 dispose aussi, à l'article 13, que « l'élection des députés à la Grande Assemblée Nationale a lieu une fois tous les quatre ans. Les députés sortants sont rééligibles. L'Assemblée, dont les pouvoirs ont expiré, reste en fonctions jusqu'à la réunion de la nouvelle Assemblée. Dans le cas où il ne serait pas possible de procéder à des élections nouvelles, la législature peut être prolongée d'une année. Les députés sont les représentants, non seulement de la circonscription qui les a élus, mais de la Nation entière. » L'article 9 ajoute que « l'Assemblée nationale est formée des députés élus par le peuple selon une loi spéciale ». Pour que le pouvoir législatif puisse représenter légalement la nation, il doit être composé des représentants élus par la Nation elle-même conformément à l'article 9. La première loi sur les élections législatives a été votée le 8 juin 1948, mais elle fut abrogée, ensuite, par la loi N° 5545 du 20 février 1950.

Aux termes de la législation actuellement en vigueur, tout citoyen âgé de vingt-deux ans révolus est électeur sans distinction de sexe, à l'exclusion des interdits, des étrangers, de ceux qui sont privés de l'exercice des fonctions publiques, du personnel de la sûreté et de la police et des militaires. Tout ressortissant ayant trente ans révolus peut être élu député, sauf les interdits, ceux qui ne savent ni lire ni écrire le turc, les sujets étrangers, ceux qui sont au service officiel d'une Puissance étrangère, ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de cinq ans, ceux qui ont été condamnés pour les délits de faux, d'escroquerie, d'abus de confiance et de faillite frauduleuse et enfin ceux qui sont privés de l'exercice des fonctions publiques.

Aux termes de l'article 59, toutes les opérations électorales se déroulent sous la surveillance et le contrôle des magistrats qui y président. Ni les chefs de l'administration, ni les chefs ou les agents de police, ni les militaires, ni les députés eux-mêmes ne peuvent avoir de fonctions dans les commissions électorales. Les candidats ne peuvent pas non plus assumer une fonction dans les commissions de la circonscription ou du « villayet », où ils se sont présentés comme candidats.

Le Haut Conseil électoral est composé de onze membres dont six sont élus par la Cour de Cassation et cinq par le Conseil d'Etat, parmi leurs membres, au scrutin secret. Le Conseil ainsi formé désigne, parmi ses membres, un président et un vice-président au scrutin secret et à la majorité absolue. Le Haut Conseil reste en fonctions pendant quatre ans ; ses attributions consistent à prendre des décisions définitives au sujet des entorses faites à la constitution des opérations électorales et des décisions des Commissions de villayet. Il tranche, en outre, les cas d'opposition concernant l'inéligibilité de celui à qui a été conféré un mandat de député. En dernière instance, la Grande Assemblée Nationale statue sur la base des rapports du Haut Conseil électoral.

En plaçant les opérations électorales sous le contrôle et la surveillance de magistrats, le législateur a garanti l'exercice du droit de vote sans aucune immixtion du pouvoir politique. Ainsi, les citoyens auront la possibilité de désigner leurs représentants librement, en dehors des pressions politiques. Les élus pourront parler au nom de leur électeurs au sein de l'organe législatif et par conséquent celui-ci, composé des représentants élus volontairement par le peuple, élaborera une législation reconnaissant et protégeant les droits et libertés fondamentaux de l'homme. Mais on peut se demander jusqu'à quel degré les citoyens auront la possibilité de désigner librement leurs représentants au cours des élections législatives surveillées et contrôlées par les juges, vu la promulgation d'une loi, en mai 1954, qui réduit considérablement l'indépendance du juge (230).

La propagande électorale est libre, par la radio, par les hauts-parleurs et par affiches, mais toujours avec les restrictions prévues en ce qui concerne la liberté d'expression (231). Il est interdit de distribuer et d'apposer toutes sortes d'imprimés tels qu'affiches, déclarations, lettres ouvertes durant les deux jours précédant le scrutin. La vente et la consommation des boissons alcooliques dans les débits de boissons publics et dans les lieux publics, ainsi que la vente de boissons alcooliques de n'importe quelle autre façon sont également interdites pendant la durée du scrutin.

L'électeur est libre de remplir un bulletin de vote, en y inscrivant les noms des candidats de son choix et aussi de biffer les noms des candidats figurant sur les bulletins de vote imprimés et d'inscrire, à leur place, ceux d'autres candidats. Il pourra préparer un bulletin à l'avance et fermera l'enveloppe dans l'isoloir, qui assure la liberté et le secret du scrutin. Il déposera personnellement l'enveloppe dans l'urne et signera sur le registre des électeurs. Le dépouillement du scrutin est public,

(230) Loc. cit. p. 87.

(231) Loc. cit. p. 105-107.

Opposition peut être faite aux inscriptions figurant sur les listes électorales affichées ; en cas de non-réponse dans les deux jours ou si la réponse n'a pas été jugée convenable, l'opposant peut s'adresser au tribunal de paix, dont dépend le bureau électoral. Le tribunal doit prononcer un jugement définitif dans le délai de trois jours. Les listes électorales sont établies par le juge de paix et renvoyées aux directeurs et fonctionnaires de l'Etat civil, qui en assurent la conservation. Les organes juridiques sont donc aussi compétents en ce qui concerne les litiges électoraux. La loi prévoit d'autre part des mesures afin d'empêcher les fraudes électorales : En vertu des articles 127 à 165, toute personne qui émet un vote, en sachant qu'elle n'a pas la qualité d'électeur ou en empruntant le nom d'un tiers, est passible d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 500 livres turques. Il en est de même pour ceux qui, après avoir voté dans un bureau de vote, tentent de le faire ou votent dans un autre. Si les délits électoraux sont commis par des fonctionnaires, la peine est doublée et ils sont privés du droit d'exercer une fonction publique.

Le bref exposé que nous avons fait montre que la loi sur les élections législatives, tout en restant dans le cadre des dispositions de la Constitution relatives aux élections législatives, règle ce problème d'une manière démocratique au moins du point de vue du système électoral. Mais quant à la question de savoir si elle répond aux exigences de la protection des libertés et des droits fondamentaux de l'individu, nous dirons : non, en tant qu'il existe des lois entravant la liberté d'expression et la liberté de réunion.

A la vérité, on ne peut empêcher le pouvoir législatif de faire ce qu'il veut avec un système de contrôle électoral qui ne s'effectue qu'une fois tous les quatre ans. Or, il est toujours possible que l'organe législatif adopte, intentionnellement ou par erreur, une loi contraire aux droits et libertés reconnus aux citoyens et autres individus, soit par la Constitution nationale, soit par les Conventions internationales dont les dispositions sont incorporées au droit interne. Tel est le cas pour la Charte des Nations Unies et la Convention européenne, ainsi que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, reconnues comme des principes généraux du droit (232). La question est donc de savoir quelle est la situation, dans le cas où un individu est atteint dans ses droits et intérêts en raison d'une loi contraire aux dispositions de la Constitution et des Conventions ci-dessus.

Les tribunaux compétents pour appliquer les lois édictées par l'organe législatif, sont-ils obligés ou non d'appliquer une

(232) Op. cit. p. 52-54, 177-181 et 182-186.

telle loi ? Pour contrôler la constitutionnalité des lois, on a institué une Cour constitutionnelle tout à fait impartiale, dans certains pays. Tel est le cas, notamment, en Tchécoslovaquie, Autriche, Espagne, Italie et en Allemagne occidentale (République fédérale d'Allemagne).

Ce contrôle se fait par les tribunaux ordinaires aux Etats-Unis. En outre, selon l'alinéa 2 de l'article 4 de la Constitution des Etats-Unis d'Amérique, les règles du droit international intégrées au droit interne, acquièrent force obligatoire et sont supérieures aux Constitutions et aux lois des Etats de l'Union. Lorsque les actes législatifs des Etats contreviennent à une obligation internationale, la Cour suprême a le droit de les sanctionner par un refus d'application, à la demande d'un individu lésé.

Dans une certaine mesure, la Suisse a un système analogue à celui des Etats-Unis d'Amérique. En effet, le droit connaît, dans ce pays, une voie de recours particulière contre les lois et règlements cantonaux contraires aux traités internationaux. Les étrangers peuvent en user au même titre que les nationaux. Cependant, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, si une matière se trouve réglée, à la fois, par une loi fédérale et par un traité international, ce dernier doit être considéré, en cas de difficultés d'interprétation, comme une *lex specialis*.

Le problème de la prépondérance des traités par rapport aux lois ordinaires, ne fait naître aucune difficulté dans la législation turque. Un traité approuvé par l'organe législatif reçoit la force de loi nationale et il est incorporé dans le droit interne, sous la forme d'une loi. Le traité ainsi approuvé abroge les lois antérieures et ultérieures qui y contreviennent. Et les tribunaux doivent appliquer le traité international approuvé par la Grande Assemblée Nationale (223). Une complication se présente dans le cas où l'organe législatif élabore une loi contraire aux dispositions de la Constitution et des Traités. En pareil cas, quelle attitude le tribunal devra-t-il adopter ? La Constitution dispose à cet effet qu' « on ne peut, pour quelque motif ou prétexte que ce soit, négliger ou suspendre l'application d'un article quelconque de la Constitution ; aucune loi ne saurait y déroger... » (art. 103). Les dispositions dudit article, après avoir fait apparaître la supériorité de la Constitution sur les lois ordinaires, énoncent que les lois ne doivent pas être contraires aux dispositions de la Constitution pour être juridiquement valables et appliquées par les tribunaux. Dans le cas où elles contreviennent à la loi organique, le tribunal doit refuser, à notre avis, de les appliquer. Ce qui précède est conforme au principe, suivant lequel le juge, qui est le gardien de toutes les

lois doit tenir compte des dispositions de la Constitution, en appliquant les autres lois et règlements (234).

Certains auteurs prétendent, au contraire, que l'article 103 doit servir seulement de guide au législateur et qu'il ne donne pas au juge la compétence de refuser l'application d'une loi contraire à la Constitution. D'après cette opinion c'est la Grande Assemblée nationale elle-même qui est compétente pour contrôler la constitutionnalité des lois (235).

Nous sommes d'accord avec eux sur ce point, mais faisons la réserve suivante : La Grande Assemblée Nationale, seule, est compétente pour procéder à ce contrôle ; mais selon le contenu de l'article précité, il est logique de reconnaître au juge le pouvoir de refuser d'appliquer une loi anticonstitutionnelle.

Quant au contrôle des règlements, l'article 52 de la Constitution prévoit que « l'allégation d'après laquelle un règlement serait contraire à n'importe quelle loi appartient à la Grande Assemblée Nationale et il en est de même pour les règlements d'administration publique et ceux qui définissent les cas que prévoient les lois. » Il dérive donc du contenu de cet article que les règlements ayant force de loi deviennent exécutoires et s'intègrent à la loi, puisque le règlement a le même caractère législatif que la loi elle-même. Dans le cas où un règlement contrevient à une loi, c'est la Grande Assemblée Nationale seule qui est compétente, à la demande des fonctionnaires administratifs, pour contrôler la conformité du règlement.

Mais que doit faire le juge, si la contradiction entre règlement et loi fait l'objet d'une contestation devant un tribunal au cours d'un procès ? L'article 52 n'est pas clair sur ce point et, pour répondre à cette question, il faut nous appuyer sur l'article 103 qui ne refuse pas ouvertement au juge la compétence de ne pas appliquer une loi contraire à la Constitution ; puisque tel est le cas, il est logique qu'un règlement indiquant le mode d'application d'une loi ou la complétant et qui irait à l'encontre de la dite loi devra être écarté par le juge. Celui-ci doit appliquer la loi au lieu du règlement. Telle est du reste la jurisprudence, qui a accepté d'écarter les règlements en question, dans les cas où ils s'opposent à la loi.

Il en résulte que les lois ou les règlements contrevenant aux droits et libertés reconnus, soit par la Constitution, soit par les Traités internationaux ne sont pas arbitrairement appliqués par les tribunaux. Le juge a la compétence de les écarter et de se prononcer, en vertu de l'article 1^{er} du Code civil turc, selon le droit coutumier ; à défaut d'une coutume, d'après les règles

(234) Prof. A. F. BASGIL à la Faculté de Droit d'Istanbul, prof. B. N. ESEN à la Faculté de Droit d'Ankara, docent B. SAVCI à la Faculté de Sciences politiques d'Ankara.

(235) Prof. M. R. BELGESAY à la Faculté de Droit d'Istanbul, prof. S. S. ONAR à la Faculté de Droit d'Istanbul.

qu'il établirait, s'il avait à faire acte de législateur en s'inspirant des solutions consacrées par la doctrine et la jurisprudence. Mais ce n'est pas toujours le cas dans la pratique. Pour éliminer toute complication en ce qui concerne la compétence du juge de refuser d'appliquer les lois et les règlements illicites, il faudrait modifier l'article 103 de la manière suivante : « Aucune loi contraire à la Constitution et aux Traités, et aucun règlement allant à l'encontre de la loi ne doit être appliqué ».

Quant au pouvoir judiciaire, qui est la meilleure garantie pour la protection des Droits de l'Homme, il doit être indépendant et libre vis-à-vis des organes politiques (législatif, exécutif) et le juge doit rester à l'abri de toute pression politique. L'indépendance du pouvoir judiciaire constitue, de nos jours, à la fois, une exigence du droit constitutionnel et du droit international. Pour que cette indépendance soit effective, du point de vue du droit international, il faut que le pouvoir judiciaire permette l'épuisement de toutes les voies de recours juridiques et qu'il n'agisse pas sous le contrôle du Gouvernement. La jurisprudence du droit des gens a reconnu la responsabilité internationale de l'Etat, du fait que les tribunaux, ayant agi sous le contrôle du Gouvernement, sont incapables à rendre une bonne justice. L'indépendance du pouvoir judiciaire est exigée par le droit international afin de reconnaître à l'Etat la compétence d'exercer sa juridiction exclusive sur son territoire sous sa propre responsabilité (236).

En effet, en 1922-1923, au cours des négociations de la Conférence de Lausanne sur l'abolition des capitulations, cette indépendance du pouvoir judiciaire apparut comme une exigence du droit international, pour que le pouvoir judiciaire puisse exercer sa juridiction envers les étrangers. Jusqu'alors, les étrangers n'étaient pas soumis, en Turquie, à la juridiction des tribunaux nationaux ; car, il y avait auparavant des tribunaux religieux à côté des tribunaux civils. A la suite de l'abolition des capitulations, on a instauré des tribunaux civils uniques auxquels est soumise toute personne résidant en Turquie, quelle que soit sa nationalité. D'autre part, l'article 8 de la Constitution turque a proclamé l'indépendance du pouvoir judiciaire en ces termes : « Le pouvoir judiciaire est exercé, au nom de la nation, par des tribunaux indépendants, selon la procédure et les lois en vigueur à cet effet ».

Nous remarquons encore davantage cette indépendance dans le contenu de l'article 54 qui dit : « Les juges dans la conduite et le jugement des procès sont indépendants et soumis à l'autorité de la loi seule, à l'exclusion de toute autre intervention de quelque nature que ce soit. La Grande Assemblée Nationale et le Gouvernement ne peuvent en aucune manière

(236) EUSTALHIADES : *La Responsabilité internationale de l'Etat pour les actes des organes judiciaires et les problèmes du déni de justice en droit international*, p. 35-38.

modifier ou altérer les jugements, surseoir à leur exécution ou s'y opposer ». Cependant, cet article ne s'oppose pas à ce que le Parlement dispose du droit d'amnistie partielle ou générale, qui lui est reconnu par l'article 26 de la Constitution ; de même la peine de mort prononcée par les tribunaux ne devient exécutoire que par l'approbation du Parlement. Par contre, l'article visé enlève au pouvoir exécutif le droit de s'immiscer dans l'exécution forcée d'un jugement prononcé contre un particulier (237).

Il résulte clairement de cette disposition que le pouvoir judiciaire est complètement indépendant du pouvoir exécutif, mais il ne l'est pas en face de l'organe législatif auquel il est rattaché par la loi. Dans ce cas, on ne peut parler d'une indépendance du pouvoir judiciaire dans le vrai sens du mot. Il en résulte que l'application d'une loi illicite de la part d'un tribunal engage la responsabilité internationale de l'Etat. Celui-ci doit répondre des actes de ses autorités judiciaires, comme il répond de ceux du législatif et de l'exécutif. Une décision judiciaire n'est du reste pas opposable aux autres Etats en qualité d'arrêt, mais comme une manifestation de l'activité de l'Etat considéré dans son entité.

Dans le domaine du droit international, l'acte illicite international émanant de n'importe quelle autorité étatique engage la responsabilité de l'Etat (238) ; alors qu'en droit interne, la responsabilité de l'Etat n'est pas confondue avec celle de l'organe dont émane l'acte illégal. Une transposition analogique au domaine de la responsabilité internationale du principe de l'irresponsabilité de l'Etat en droit interne pour les actes des autorités judiciaires, ne pourrait pas être envisagée.

Dans ces conditions, toute la discussion autour de l'indépendance du pouvoir judiciaire devient vaine, puisque c'est justement la dépendance de ce pouvoir vis-à-vis du législatif qui est à la base de la responsabilité internationale de l'Etat. A moins que le juge n'ait le droit de contrôler la constitutionnalité des lois et qu'il puisse appliquer le droit international, en vertu d'une disposition formelle de la Constitution. Il s'ensuit donc que l'indépendance du pouvoir judiciaire envers le pouvoir exécutif ne suffit pas, à elle seule, pour excuser un Gouvernement en cas de violation du droit international. C'est pourquoi nous espérons que l'article 103, qui permet au juge, d'une manière obscure, de ne pas appliquer une loi contraire aux dispositions de la Constitution et des Traités internatio-

(237) Du reste, un acte de Gouvernement entravant l'exécution forcée d'un jugement prononcé contre un individu ne s'est jamais produit jusqu'à présent.

(238) « La répartition des compétences, selon l'ordre interne, n'intéresse pas le droit international qui impose à l'Etat le respect des obligations internationales sans égard aux moyens par lesquels l'Etat s'acquitterait de ses devoirs ». (ANZILOTTI, *Il diritto internazionale nei giudizi interni*, p. 268-269 ; cité par M. EUSTALHIADES à la page 29 de son ouvrage intitulé : *La Responsabilité internationale de l'Etat pour les actes des organes judiciaires et les problèmes du déni de justice en droit international*.

naux, puisse être rédigé comme nous l'avons indiqué plus haut (239). Il faut ajouter que, selon la jurisprudence, les tribunaux turcs appliquent les Traités internationaux approuvés par l'organe législatif dans un procès où une loi s'oppose au traité en question. Ainsi, la responsabilité internationale de l'Etat pour les actes des organes judiciaires peut, dans une certaine mesure, être écartée.

Malgré le défaut, en Turquie, de l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir législatif telle qu'elle existe dans plusieurs pays, cette indépendance a été reconnue en vertu des dispositions du Traité de Lausanne, à la suite de l'abolition des capitulations. Dès lors, la Turquie fait partie des pays dont le pouvoir judiciaire est indépendant, des Etats qui ont fait confiance à l'administration de la justice et qui ont reconnu la compétence juridictionnelle exclusive du pouvoir judiciaire turc à l'égard de toutes les personnes habitant le territoire national (240).

Cette reconnaissance de l'indépendance du pouvoir judiciaire s'étend non seulement à la juridiction ordinaire, mais aussi à la juridiction administrative. En effet, aux termes de l'article 54 de la Constitution, sont assurées, à la fois, l'indépendance de la juridiction ordinaire et celle de la juridiction administrative. Dans un Acte du 12 avril 1934, la Grande Assemblée Nationale s'est exprimée dans le même sens, ainsi que l'affirme le professeur ONAR dans son ouvrage intitulé « *Les principes généraux du droit judiciaire* » (241).

L'indépendance du pouvoir judiciaire ne suffit pas à elle seule à assurer le respect effectif et la protection des Droits de l'Homme. Il faut que le pouvoir judiciaire mette encore les voies de recours nécessaires à la disposition de toute personne dont les droits et les libertés reconnus, par la Constitution et les Conventions internationales auront été violées, alors même que la violation aurait été commise par des personnes dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Autrement dit, il doit exister un recours même contre les actes administratifs, car ce ne sont pas toujours les particuliers qui portent atteinte aux droits d'autrui, mais plus souvent les fonctionnaires de l'administration et l'Etat lui-même. D'ailleurs, l'article 8 de la Déclaration universelle prescrit la création d'un recours efficace devant les juridictions nationales compétentes et la Convention européenne des Droits de l'Homme formule ce principe ainsi : « Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que

(239) Loc. cit. p. 157.

(240) Loc. cit. p. 48-49.

(241) En turc : publié à Istanbul 1948 (Kazat Hukukun umumî prinsipleri).

la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles « (art. 13). A teneur dudit article de la Convention européenne, toute personne doit bénéficier d'un recours efficace dans le cas où ses droits sont atteints soit par un simple particulier, soit par les fonctionnaires administratifs et même par l'administration elle-même. Il prévoit donc la garantie de la protection des droits de l'individu non pas seulement contre les violations des particuliers, mais aussi contre celles de l'administration elle-même, ce que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ne précise pas d'une manière claire.

Il en résulte que les Etats qui ont adhéré à la Charte des Nations Unies et à la Convention européenne doivent permettre à toute personne soumise à leur juridiction interne, sans distinction de nationalité, de race, d'épuiser tous les recours efficaces contre l'administration ou contre les particuliers qui l'auraient lésée. D'autre part, ces Etats, qui ont assumé une obligation internationale conventionnelle et fondamentale de respecter la justice sur leur territoire respectif, doivent veiller à ce que les cas donnant lieu à un déni de justice ne se produisent pas.

Sur la portée du déni de justice, il y a deux conceptions différentes :

a) D'après l'une, le déni de justice comprend les actes ou omissions imputables aux tribunaux. Le déni de justice ne comprend pas seulement, d'après cette conception, le refus de la part d'un tribunal d'examiner une affaire ou de rendre une décision, mais aussi le fait de rendre un jugement qu'un tribunal honnête et compétent n'aurait pas normalement rendu, ainsi que des irrégularités flagrantes de procédure faites pendant la conduite du procès.

b) D'après l'autre conception, il faut comprendre dans les limites du déni de justice tous les actes et omissions émanant du pouvoir judiciaire ou de quelque autre organe de l'Etat, actes et omissions se rattachant à l'administration de la justice et internationalement considérés comme illicites. Donc, non seulement des actes des tribunaux, mais aussi des décisions et actes qui préparent le jugement entrent dans la définition du déni de justice. Selon cette conception, le déni de justice survient soit avant, soit pendant ou après un procès. Enfin, nous pouvons dire que toute sorte de refus d'accorder à quelqu'un ce qui lui est dû, devant les organes judiciaires et exécutifs constitue le déni de justice conformément à la signification générale de ce terme.

La Turquie étant partie aux Conventions internationales (la Charte des Nations Unies et la Convention européenne), dans lesquelles sont proclamées la reconnaissance et la protection des droits et libertés fondamentaux de toute personne,

dispose de deux sortes de juridictions nationales, afin d'assurer la garantie de la protection des droits et libertés sus-mentionnés. Ces juridictions nationales, qui sont la juridiction civile et administrative, sont indépendantes l'une de l'autre, elles le sont aussi vis-à-vis des organes politiques.

Examinons, tout d'abord, la juridiction ordinaire : Nous avons déjà fait observer que les tribunaux et les juges, aux termes des articles 8 et 54 de la Constitution, sont à l'abri des pressions des organes politiques et surtout de l'exécutif. Devant ces tribunaux, chacun est libre, en vertu de l'article 59 de la Constitution, d'employer les moyens juridiques nécessaires pour défendre ses droits. La liberté reconnue aux particuliers de présenter leur défense devant les tribunaux consiste notamment à apporter au débat des témoignages, à récuser les faux témoins, à demander l'ajournement du procès à une date ultérieure pour la préparation de leur défense, à avoir l'assistance d'un avocat et s'ils n'en ont pas les moyens, à demander celle d'un avocat gratuit et officiel, attaché au tribunal et enfin, en cas de détention, de demander leur comparution immédiate devant le juge. Les audiences du tribunal sont, en principe, publiques, sauf les cas prévus par l'article 149 du Code de procédure civile et l'article 373 du Code de procédure criminelle.

Aucun tribunal, saisi d'une affaire rentrant dans ses compétences et attributions, ne peut refuser de l'examiner. Si l'affaire en question reste hors de ses compétences, il peut la refuser par une décision motivée. Dans ce cas, c'est le Tribunal des Conflits, créé par la loi du 9 juillet 1945, qui détermine à quel tribunal l'affaire doit être transmise. Le conflit de compétence se présente, en général, entre le tribunal ordinaire et le tribunal administratif. En outre, le refus injustifié par le juge de reconnaître sa compétence entraîne, en vertu de l'article 574 du Code de procédure civile, sa responsabilité. De ce fait, il doit verser des dommages et intérêts à celui qui a été atteint dans ses droits. Les juges sont donc obligés de statuer sur les cas qui leur sont soumis, afin de ne pas commettre un déni de justice.

Toutes les personnes, sans distinction de nationalité, bénéficient devant les tribunaux nationaux, de toutes les garanties que nous venons de citer pour la défense de leurs intérêts. En effet, l'article 17 de la Convention d'Etablissement du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 dispose que « les étrangers bénéficient, en Turquie, devant les tribunaux turcs, d'une protection conforme aux règles du droit international », et chaque contractant de la dite Convention accorde ce droit aux ressortissants d'une autre partie qui se trouvent sous leur juridiction nationale. Donc, les étrangers sont libres au même titre que les nationaux de s'adresser aux tribunaux turcs. Enfin cette liberté des étrangers a été étendue grâce à la Charte des Nations

Unies et plus spécialement en vertu de la Convention européenne des Droits de l'Homme qui mentionne la liberté pour les parties contractantes, de s'adresser aux tribunaux nationaux (art. 13 et 14). La Convention impose à chaque signataire l'obligation de mettre à la disposition des ressortissants de l'autre partie se trouvant sur son territoire, les moyens juridiques requis pour la défense de leurs droits et libertés qui seraient violés, soit par un particulier, soit par l'administration elle-même.

En ce qui concerne les nationaux, l'article 88 de la Constitution déclare que «...sous le rapport de la citoyenneté, les habitants de la Turquie, sans distinction de race, de sexe et de religion » sont qualifiés de Turcs et que « les Turcs sont égaux devant la loi et, sans exception tenus de lui obéir. Tous les privilèges de groupe, de classe, de famille, ainsi que tous privilèges individuels sont abolis et interdits » (art. 69). Après avoir adopté le principe de l'égalité des citoyens devant les lois, conformément à l'article 14 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, la Constitution exclut toute sorte de privilèges et notamment le régime despotique qui se livre à une activité en vue de la destruction des droits et libertés reconnus par la Constitution et les lois. L'article 30 de la Déclaration universelle traite le problème dans le même sens que la Constitution à son article 69.

Revenons sur le fonctionnement du pouvoir judiciaire. Nous avons dit qu'un tribunal, saisi d'une affaire, est obligé de rendre un jugement honnête, sans subir aucune pression des organes politiques, si l'affaire entre dans le cadre de ses attributions. Dans le cas où le jugement ne contente pas une des parties intéressées, celle-ci peut porter l'affaire devant la Cour de Cassation, qui est compétente pour contrôler les jugements des tribunaux ordinaires (242). La voie de la Cassation est principalement ouverte pour violation de la loi contre presque tous les jugements contentieux, à l'exclusion de toutes les affaires concernant la juridiction gracieuse. L'arrêt rendu par la Cour de Cassation n'est pas définitif. Il existe encore une voie de recours dénommée « en rectification », qui est ouverte. Cette fois, l'arrêt rendu sur nouveau recours est définitif. S'il confirme le jugement du tribunal, la partie perdante est tenue de s'y conformer à moins qu'elle n'exerce la voie de la requête civile ouverte pour des cas limitativement énumérés par la loi, tels que le faux témoignage, le fait d'avoir recouvré la possession d'un écrit perdu pour cause de force majeure, etc. Si l'arrêt casse le jugement du tribunal, celui-ci est saisi de nouveau du procès et n'est pas tenu de se plier au point de vue de la Cour de

(242) Créée par la loi N° 1221, du 14 avril 1928, sur le fonctionnement de la Cour de Cassation.

Cassation ; il peut persister dans son opinion et, dans ce cas, la demande en Cassation est examinée suivant la nature de l'affaire par les Chambres civiles ou les Chambres criminelles réunies dont la décision lie le tribunal inférieur.

Les jugements rendus par les tribunaux sont appliqués par l'organe exécutif, sans que ce dernier puisse les modifier, les altérer ou s'y opposer et retarder leur exécution.

Une des meilleures garanties pour la protection des Droits de l'Homme est, nous l'avons dit, l'indépendance du juge. Malheureusement, en présence de la fameuse loi qui classe les juges, dans une certaine mesure, dans le même statut que celui des fonctionnaires, nous sommes très sceptiques à propos de l'indépendance du juge en Turquie (243).

Quant à la juridiction administrative, elle est, en grande partie, réglementée par la loi du 21 décembre 1938. Cette loi a créé le Conseil d'Etat et elle réglemente le contentieux administratif qui, dans ses lignes principales, ressemble au système français, prévoyant le procès en annulation et le contentieux de pleine juridiction. On y retrouve, en particulier, des règles telles que la publicité des audiences, l'inviolabilité des juges, la liberté reconnue aux particuliers de présenter leur défense devant les tribunaux, l'obligation par ceux-ci de statuer sous peine de commettre un déni de justice, ainsi que l'indépendance des tribunaux que nous avons relevée en parlant de la juridiction ordinaire. Ces garanties de la protection des Droits de l'Homme sont aussi valables en ce qui concerne la juridiction administrative et toute personne dont les droits sont violés par l'activité du pouvoir exécutif bénéficie de ces garanties devant la juridiction administrative.

On doit se demander si l'individu lésé peut intenter un procès contre l'administration et à l'occasion de quelle genre de décisions et d'actes de celle-ci ? L'administration, ayant la qualité de personne morale de droit public, exerce, en principe, deux sortes d'activités différentes. Elle a, d'abord, une activité patrimoniale concernant la possession et la gestion des biens publics ; l'autre est une activité de caractère public et exclusivement administratif qui s'exerce dans le maintien de l'ordre et de la santé publique. Pour cette dernière activité qui s'exerce en vue de protéger le régime, la Constitution, les réformes et d'assurer la sécurité intérieure et extérieure, il n'existe pas d'instance judiciaire à laquelle pourrait s'adresser un individu lésé par les mesures gouvernementales. Mais il faut ajouter tout de suite qu'un agent de police qui applique illicitement une mesure policière est toujours responsable personnellement.

(243) Op. cit. p. 87.

En ce qui concerne la première activité de l'administration (les départements, les municipalités) il existe la juridiction administrative à laquelle chaque individu, lésé illicitement par une activité de l'administration, peut s'adresser. En effet, l'article 51 de la Constitution prévoit, d'une part, l'institution d'un Conseil d'Etat et établit, d'autre part, le principe de la responsabilité de l'Etat, en dehors de la responsabilité du fonctionnaire née de sa faute personnelle ou de sa négligence, comme personne de droit public, basée sur la faute du service. Il en est de même pour des actes non imputables au fonctionnaire. Par exemple, les cas où des individus sont lésés dans leur droit par suite des décisions et des actes administratifs ; ils peuvent, en vertu de l'article 23/A de la loi du 21 décembre 1938 et de l'article 51 de la Constitution, intenter un procès devant le Conseil d'Etat. Si le bien-fondé de leur demande est reconnu, le patrimoine de l'administration, auteur de l'acte ou de la décision, sera tenu de réparer le droit violé. Précisons la faculté, pour les individus, d'intenter un procès devant la juridiction administrative au moyen d'un exemple concret. L'article 74 de la Constitution, nous l'avons vu, a introduit la procédure d'expropriation qui permet de priver quelqu'un de son bien et de sa propriété. A la légalité de l'expropriation, l'article a posé deux conditions :

a) que l'expropriation soit rendue nécessaire pour cause d'utilité publique ;

b) que la valeur de la propriété expropriée soit payée comptant.

S'il se produit un cas d'expropriation dont l'utilité publique n'est pas prouvée ou que la valeur des biens expropriés n'est pas payée comptant, la mesure d'expropriation viole le droit de propriété reconnu par l'article 71. Dans ce cas, la personne dont le bien et la propriété sont lésés par une telle décision administrative intente un procès devant la juridiction administrative. Il en est de même pour le préjudice infligé à la personne physique à la suite d'un acte administratif. L'article 71 prévoit en effet non seulement l'immunité des biens, mais aussi celle des personnes. Il en résulte donc que la personnalité de l'Etat pour les décisions et actes administratifs est la règle. De plus, l'Etat est responsable directement, bien que le préjudice soit dû à la faute d'un de ses fonctionnaires. Quitte pour l'Etat à se retourner après coup contre le fonctionnaire. Cela résulte de l'article 55 du Code des Obligations aux termes duquel « l'employeur a un droit de recours contre la personne qui a causé le préjudice, en tant qu'elle est responsable du dommage ».

La législation turque ne connaît pas la responsabilité de l'Etat en raison d'une décision du pouvoir judiciaire. Par exemple, une personne arrêtée pour crime est libérée à la suite

de la décision du tribunal établissant que la personne en question est innocente. Quelle est la situation ? L'article 409 du Code de procédure pénale se borne à mettre tous les frais de l'enquête, que devait payer la personne poursuivie, à la charge de l'Etat. Tandis que, en France, il a été admis d'indemniser l'innocent lorsque l'erreur judiciaire est établie, nous espérons qu'une telle disposition sera aussi introduite dans la législation turque. Présentement, celle-ci ne prévoit qu'une compensation légale, en chargeant l'Etat de payer tous les frais causés par l'enquête. Cela ne suffit pas pour une personne qui a été victime de l'aveuglement de l'administration et du mauvais fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Selon l'article 82 de la Constitution, il existe encore, dans le domaine administratif, trois sortes de recours : le recours hiérarchique, le recours gracieux et le recours à la « dénonciation ».

Le recours hiérarchique implique une demande, une prétention, une opposition. L'autorité administrative, une fois qu'elle en est saisie, est tenue de donner une réponse en forme de décision au requérant. Mais cette décision prise par l'administration à la suite d'un recours hiérarchique n'empêche pas le requérant de porter l'affaire devant la juridiction administrative et même, le requérant n'est pas tenu d'attendre le résultat du recours hiérarchique pour saisir l'autorité juridictionnelle. Le recours hiérarchique et le recours juridictionnel peuvent être intentés parallèlement.

Le recours gracieux qui consiste à attirer l'attention d'un organe compétent sur une affaire portant atteinte aux intérêts du requérant ou d'un autre individu et à souhaiter son intervention, n'est ni une plainte, ni une demande qui oblige l'administration à donner une réponse. Par exemple, l'Assemblée Nationale qui détient, en vertu de l'article 26 de la Constitution, le droit de grâce et d'amnistie n'est pas obligée de donner suite au recours fait par un condamné en vue de sa grâce. Il ne s'agit que d'un acte de bienveillance, que l'autorité saisie n'est pas tenue d'accomplir. Par conséquent, ce recours ne peut être considéré comme un moyen juridique permettant de faire valoir un droit.

Le dernier recours, c'est la dénonciation qui est faite par un citoyen ou un groupe de citoyens à la Grande Assemblée Nationale, concernant une affaire, une situation ou un acte que l'on estime contraire à la loi ou à l'ordre juridique. En effet, l'article 82 dispose que : « les Turcs peuvent, soit individuellement, soit collectivement, s'adresser aux autorités compétentes et à la Grande Assemblée Nationale, pour lui donner connaissance, ou se plaindre auprès d'elle des actes les intéressant personnellement ou touchant à l'intérêt public qui leur paraîtront contraires aux lois et règlements ». Il découle du contenu

de l'article qu'un ou plusieurs citoyens peuvent, s'ils se considèrent comme lésés par un acte illégal, présenter un recours par une requête signée individuellement ou collectivement, devant l'autorité compétente ou l'Assemblée Nationale. Il résulte aussi du même article que les citoyens peuvent recourir, soit aux autorités compétentes, soit à l'Assemblée Nationale pour les affaires concernant l'intérêt général ou la chose publique.

Il est donc évident que, dans le premier cas, il s'agit d'un intérêt personnel, tandis que dans le deuxième cas cet intérêt est impersonnel et public. Dans le cas où un recours est formé à la suite de la violation d'un intérêt personnel, le dit recours n'est pas autre chose qu'une plainte. Tandis que dans le cas où un recours est formé à la suite d'une lésion de l'intérêt général ou public, le recours forcé à cet effet est une dénonciation. L'article contient donc deux sortes de recours : la plainte et la dénonciation.

A première vue, le mot « Turcs » employé dans l'article nous paraît exclure les étrangers de ces moyens juridiques. Pour éclaircir le contenu de cet article, il nous faut faire une distinction entre la plainte et la dénonciation. Ces moyens juridiques sont de droit public, étant donné qu'ils sont faits devant les autorités publiques, mais ils ne rentrent pas dans la même catégorie. La plainte est incontestablement un droit naturel comme la liberté de conscience est un moyen de réalisation des libertés individuelles. De ce fait, elle entre dans la catégorie des droits fondamentaux de l'homme et appartient à tout individu, sans aucune réserve. Etant donné que l'acquisition et l'exercice de ce droit de plainte n'est lié à aucune condition d'âge, de sexe, de capacité et de nationalité, le droit de plainte englobe non seulement les citoyens turcs, mais aussi les étrangers. Par contre la dénonciation, qui a pour but de sauvegarder un intérêt public, est un recours considéré comme un droit politique. Car porter un recours devant l'Assemblée Nationale pour une affaire ou un intérêt concernant le public implique une critique et une participation aux activités étatiques. Une telle participation n'est reconnue qu'aux nationaux et, parmi eux, seulement aux citoyens remplissant certaines conditions d'âge et de capacité (244).

Il en résulte donc que le droit de recourir devant l'Assemblée Nationale sous forme de plainte est général sans aucune distinction de nationalité. Les étrangers en bénéficient aussi bien que les nationaux. C'est, du reste, le cas dans la plupart des pays d'Europe.

Au cours de notre exposé, nous avons à maintes reprises constaté que le législateur turc met à la disposition des indi-

(244) BASGIL A. F. : *Le droit de pétition devant la Grande Assemblée Nationale* (Annales de la Fac. de Droit d'Istanbul).

vidus des moyens juridiques assez considérables en vue de la défense de leurs droits et libertés fondamentaux, à l'exception d'une lacune relative à l'indemnisation de l'individu victime d'une arrestation illégale (245). On peut dire que la législation turque, au moins du point de vue théorique, est en état de remplir les engagements internationaux que le Gouvernement a assumés, en ratifiant la Charte des Nations Unies et la Convention européenne, pour la mise en œuvre des Droits de l'Homme. D'ailleurs, l'administration de la Turquie en qualité de membre parmi les Etats contractants du Conseil de l'Europe prouve la capacité de la législation turque sur le plan de la reconnaissance et de la protection des Droits de l'Homme. Car, il ne faut pas oublier que l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe stipule que : « Tout Membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du Droit et celui en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales et que chacun s'engage à collaborer, sincèrement et activement, à la poursuite de la sauvegarde et du développement des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales ». L'article 4 ajoute que les Etats doivent se conformer aux dispositions de l'article afin de pouvoir être admis comme membre au sein du Conseil de l'Europe. La Turquie, étant actuellement membre du Conseil de l'Europe, cela signifie que sa législation est reconnue, par les membres du dit Conseil, comme répondant aux exigences de l'article 3. Mais, compte tenu des observations faites, à maintes reprises, au long de notre exposé, nous devons dire que, pour nous, tel n'est pas le cas.

(245) Op. cit. p. 165-166.

CONCLUSION D'ENSEMBLE

Comme nous l'avons mis en évidence, tout au long de la présente étude, la Turquie a commencé d'appliquer les principes internationaux relatifs à la reconnaissance et à la protection des Droits de l'Homme, à la suite de la Conférence de Lausanne, en juillet 1923. Celle-ci aboutit, on le sait, à l'abolition des capitulations.

Pour atteindre son but, le législateur a adopté la loi constitutionnelle de 1924, dont les dispositions s'inspirent, en grande partie, de la Déclaration française des Droits de l'Homme du 27 août 1789, par laquelle la liberté individuelle et une justice égale pour tous, sont devenues les principes essentiels de toute législation moderne. Cette Constitution répondait aux besoins et aux aspirations de l'époque. Mais au fur et à mesure que se développaient les droits de l'homme, surtout dans le domaine économique et social, les insuffisances de la loi fondamentale apparaissent. Après la Deuxième Guerre mondiale, en particulier, quand la Turquie s'est engagée à assurer, sur son territoire, le respect effectif des droits « universels » et des libertés fondamentales, sans aucune distinction ni de race, ni de sexe, ni de langue, ni de religion, conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle, ainsi qu'à la Convention européenne des Droits de l'Homme, il fut indispensable de légiférer à nouveau.

La Constitution ne contenait aucune disposition précise sur les droits sociaux et économiques ; elle présentait, par ailleurs, de sérieuses lacunes dans de nombreux autres domaines, tels que le droit d'asile, le droit au mariage, à l'émigration, notamment, tandis que plusieurs Constitutions des pays européens, surtout les Constitutions française, italienne et suisse tiennent compte, nous l'avons fait observer, des exigences de la vie sociale moderne ; les principes du droit international reconnus à l'heure actuelle s'y trouvent insérés. Dès 1948, se manifesta, au sein de la Grande Assemblée Nationale turque, une tendance en vue de modifier la loi fondamentale et d'y insérer les mêmes principes, prévus par les dites Constitutions. Cependant, cette tendance ne fut pas assez forte pour aboutir ; on préféra élaborer de nouvelles dispositions législatives afin de compléter la Constitution. C'est ainsi que des droits et libertés, ne figurant pas, d'une manière explicite, dans la loi fondamentale, se trouvent réglementés par des mesures légales, comme c'est, par exemple, le cas pour la sécurité sociale. Nous avons essayé de le montrer.

Malgré les efforts accomplis, surtout après 1945, en vue de réaliser cette œuvre, nous constatons que le législateur n'a pas encore complètement atteint le but qu'il se proposait. Il devra

encore édicter des dispositions plus libérales dans plusieurs domaines, tels que le droit de libre réunion, le droit au mariage, les droits syndicaux et la sécurité sociale ; il doit, enfin, supprimer les restrictions imposées à la liberté d'expression. Mais nous pensons qu'il serait plus intelligent de modifier la Constitution, afin de mieux résoudre les problèmes humanitaires les plus urgents. En effet, il n'est pas possible de régler un problème si important avec des mesures législatives ordinaires ayant pour base une loi fondamentale incomplète, imprécise et qui manque de sanctions au point de vue des droits de l'homme. Dans le système de la Constitution, il n'existe point d'institution juridique ou de frein quelconque qui soit susceptible d'arrêter les passions du parti majoritaire arrivant au pouvoir. En Turquie, le seul obstacle qui empêche le Gouvernement de dévier dans la mauvaise voie en ce qui concerne l'intérêt du peuple et les droits de l'homme, c'est le souci des élections. Mais celles-ci se faisant, en temps normal, une fois tous les quatre ans, la Turquie et les citoyens turcs sont privés, durant ce temps, d'un mécanisme qui obligerait le pouvoir à respecter les libertés et les droits des citoyens. La Constitution confère à la Grande Assemblée Nationale toutes les compétences. Ainsi, la fraction majoritaire à l'Assemblée, ou plus exactement, les chefs de ce parti, dirige d'une manière presque absolue, les destinées de l'Etat et du pays, par le moyen de la discipline de parti.

Il est vrai que, en Angleterre et aux Etats-Unis, où l'idée de démocratie est solidement installée, un des grands partis politiques domine parfois l'Etat et préside à la destinée de la nation. Mais, dans ces pays, il existe toujours des institutions juridiques protégeant l'individu contre l'oppression éventuelle du pouvoir. Ces institutions de garantie sont, tantôt des usages d'Etat, des coutumes, ainsi que des règles administratives, enfin, le contrôle par les juges de la constitutionnalité des lois.

En Turquie, il n'y a ni coutume, ni usage étatique, ni institution juridique de contrôle protégeant les droits et les libertés de l'homme. La Constitution turque laisse, d'une manière absolue, au législateur, c'est-à-dire à la Grande Assemblée Nationale, sans soumettre celle-ci à un contrôle quelconque, la compétence d'établir les limites et de définir l'étendue des libertés et droits qu'elle avait déjà reconnus à l'individu. Il est vrai que, aux termes de l'article 103 de la Constitution, les lois votées par la Grande Assemblée doivent être conformes à la Constitution. Elle ne peut voter, en aucun cas, une loi contrevenant à la Constitution. Cela veut dire que l'Assemblée, en se soumettant à une règle d' « auto-limitation », n'édicterait pas des lois contraires à la Constitution. Mais, si elle ne se contrôle pas et ne se limite pas, comme on l'espère, et si elle édicte une loi inconstitutionnelle, que fait-on ? La Constitution est muette sur ce point et n'indique aucun mécanisme pouvant apprécier et contrôler l'inconstitutionnalité de la loi. En présence de cette

situation, comme nous l'avons déjà dit, certains juristes déclarèrent que les tribunaux avaient la compétence de se prononcer sur la constitutionnalité des lois, tandis que d'autres déclarèrent le contraire. Quant aux tribunaux, la majorité estime que le contrôle de constitutionnalité des lois est hors de leurs compétences. Donc, l'article 103 ne suffit pas pour empêcher le vote d'une loi inconstitutionnelle. Pour cela, il faut l'intervention d'une institution juridique impartiale qui fonctionne hors de l'Assemblée Nationale et qui est au-dessus des mouvements politiques. Mais comme une telle institution n'existe pas, en Turquie, et comme, en général, les tribunaux ne sont pas compétents à ce propos, le principe de l'article 103, selon lequel les lois doivent être conformes à la Constitution, n'a aucune valeur pratique.

S'il y avait une telle institution juridique, contrôlant la constitutionnalité des lois, pourrions-nous trouver la sécurité recherchée au point de vue de la liberté et des droits de l'homme ? Non. Premièrement, la Constitution est, comme nous l'avons dit, incomplète et imprécise. Elle ne contient aucune mesure, ni aucune règle pouvant démontrer la contradiction des lois avec la Constitution ou leur conformité à celle-ci. Cette dernière se borne à citer les principes de libertés et de droits. Dans la Constitution, on dit, par exemple, qu'il y a la liberté de conscience et de religion et que l'Etat turc est laïc... Mais il n'y est pas précisé quelle est la liberté de conscience et de religion et ce que veut dire laïcité. En ne définissant pas ces libertés, la Constitution laisse l'éclaircissement de ces points à la jurisprudence et à l'interprétation des juges et des juristes, qui ne sont pas toujours du même avis. La Constitution laisse, en outre, l'individu à la merci du législateur en ce qui concerne ses droits et ses libertés, au lieu de le défendre contre lui. Car elle attribue une compétence presque absolue au législateur à propos de la définition et de la limitation des droits et libertés qu'elle reconnaît aux individus. Par exemple au sujet de la liberté de la presse, la Constitution déclare que la liberté de la presse est garantie « dans les limites fixées par la loi ». La presse ne peut être soumise à aucun contrôle ou censure préalables à la publication. Il dérive du contenu du dit article que la liberté de la presse peut être limitée par n'importe quelle loi, à condition que cette limitation ne concerne pas le contrôle ou la censure préalable. Nous avons vu, dans notre exposé relatif à la liberté de la presse, où même pareille formule lorsque la loi est privative de liberté. Donc, dès que la Constitution s'avise de trop préciser les conditions dans lesquelles la liberté de la presse est reconnue, le principe risque de se trouver affaibli. Avec cette formule, la Constitution reconnaît à l'individu la liberté de la presse ; mais, tout de suite après, elle paraît s'être trop engagée et elle reprend de la main gauche ce qu'elle avait donné de la main droite.

Pour que la liberté de la presse devienne une liberté véritable, reconnue à l'individu, il faudrait, à notre avis, éliminer du dit article la formule « dans les limites fixées par la loi ».

En somme, avant d'instaurer, en Turquie, une institution juridique capable de contrôler la constitutionnalité des lois, il est urgent de rédiger à nouveau la Constitution actuelle d'une manière encore plus précise, en comblant les lacunes citées plus haut. Il est vrai que le laconisme de la Constitution ne peut pas être considéré absolument comme un défaut, étant donné que la Constitution rédigée sommairement suit la marche de la vie sociale, en ménageant la possibilité d'une jurisprudence et de commentaires. Cette rédaction rend la Constitution viable à longue échéance. Pourtant, il ne faut pas oublier qu'il ne suffit pas à la Constitution d'ordonner et ensuite de prohiber ; elle doit, en même temps, indiquer des directives aux citoyens et au Gouvernement en ce qui concerne leur conduite et leur activité. En effet, toute loi est un guide de la vie sociale. Mais le rôle de la Constitution est plus important que celui des lois ordinaires, surtout dans un pays comme la Turquie, où les coutumes et les usages sont enterrés dans l'histoire, et où l'on attend, pour chaque cas, la réponse des lois écrites. C'est la raison pour laquelle nous croyons utile de procéder à une nouvelle rédaction de la Constitution, qui serait plus détaillée. Celle-ci pourrait, de cette façon, exercer son rôle d'enseignement vis-à-vis des citoyens et des gouvernants.

Nous suggérons, d'autre part, de mettre les dispositions concernant les droits et libertés de l'individu en tête de la Constitution comme une sorte de préambule à celle-ci, afin de rappeler, sans cesse, aux membres du Gouvernement, l'obligation qui leur incombe de ne pas violer ces principes humanitaires.

Si l'on n'entreprend pas d'amender la Constitution actuelle, il sera impossible, dans l'avenir, comme il l'est de nos jours, de parler d'une reconnaissance complète et d'une protection réelle des droits de l'homme dans le cadre de la législation turque. Quoi qu'il en soit et en tenant compte des réserves faites, on doit reconnaître, équitablement, que le législateur se trouve en face d'une tâche très ardue. Une œuvre de cette importance ne peut être achevée rapidement, si l'on veut qu'elle soit durable et efficace.

RÉSUMÉ DES AMENDEMENTS

SUGGÉRÉS POUR LA CONSTITUTION AU COURS DE NOTRE TRAVAIL.

- 1) Combler la lacune relative à l'assistance sociale aux individus nécessiteux, à l'instar des Constitutions italienne et française (voir p. 81-82).
- 2) Edicter des dispositions pénales précises, comme base du droit pénal, afin que celui-ci ne puisse enfreindre les libertés individuelles.
- 3) Modifier ou remplacer l'article 70, relatif au droit de voyage et de résidence, par une disposition encore plus précise (voir p. 90).
- 4) Introduire un article prévoyant le droit d'asile, considéré, de nos jours, comme droit naturel de toute personne (voir p. 90).
- 5) Introduire une disposition précise en ce qui concerne la liberté de mariage, sans faire aucune distinction de race, de religion et de nationalité, afin d'éviter la votation de lois qui pourraient enfreindre cette liberté.
- 6) Préciser la liberté de conscience et de religion, ainsi que le sens du mot « laïcité ».
- 7) Eliminer la formule « dans les limites fixées par la loi » de l'article 77, relative à la liberté de la presse (voir p. 100-101 et 170-171).
- 8) a) Ajouter à l'article 79, concernant la liberté d'association et de réunion, une disposition prévoyant clairement les restrictions qui devraient être apportées à ces libertés, au lieu de permettre à la loi ordinaire de réglementer ces restrictions (voir p. 110-111).
b) Introduire un article permettant la formation des partis politiques à l'instar de la Constitution italienne (voir p. 111).
- 9) Introduire le droit au travail et la sécurité sociale dans la Constitution à l'exemple de la plupart des pays européens, notamment la France et l'Italie (voir p. 116 et 132).
- 10) Prévoir des dispositions concernant le placement de la main-d'œuvre et la formation professionnelle (voir p. 119).
- 11) a) Séparer la liberté syndicale de celle de l'association et étendre cette liberté syndicale aux fonctionnaires administratifs (voir p. 121).
b) Reconnaître le droit de grève (voir p. 125).
- 12) Introduire un article prévoyant le droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels rétribués (voir p. 130).

- 13) Prévoir un article concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques (voir p. 147).

En un mot, en introduisant de nouvelles dispositions dans la Constitution et en modifiant et précisant les dispositions existantes de la Constitution, il est urgent de restreindre la compétence excessive du législateur. Car, en présence des lacunes et des imprécisions de la Constitution, le législateur abuse de sa compétence pour établir les limites et pour définir l'étendue des libertés et droits de l'individu.

- 14) Il faut modifier l'article 103 de la manière indiquée à la page 157 de notre ouvrage, afin que le juge puisse refuser d'appliquer les lois et les règlements contrevenant à la Constitution. Ou, comme autre solution, nous souhaitons l'institution d'une Cour constitutionnelle tout à fait impartiale.
 - 15) Nous suggérons, en dernier lieu, l'introduction d'une Déclaration des Droits de l'Homme comme préambule de la Constitution.
-

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

LE 27 AOUT 1789

Les Représentants du peuple français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

Article premier. — Les hommes naissent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

4. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

5. La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

6. La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir, personnellement ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

7. Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

8. La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

9. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur

qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

12. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

13. Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

14. Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

15. La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

16. Tout société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME
PROCLAMÉE PAR
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
LE 10 DÉCEMBRE 1948

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale,

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelle et effectives, tant parmi les populations des Etats membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article premier :

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2 :

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion

politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome, ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3 :

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4 :

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5 :

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6 :

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7 :

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8 :

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9 :

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

Article 10 :

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui décidera soit de ses droits et obligations, soit du bien fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11 :

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12 :

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteinte à son honneur

et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13 :

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14 :

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15 :

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16 :

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17 :

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18 :

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19 :

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20 :

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21 :

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22 :

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23 :

1. Toute personne a droit au travail au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24 :

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25 :

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse, ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26 :

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits, de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27 :

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28 :

Toute personne a droit à ce que règne sur le plan social et sur le plan international un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29 :

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront en aucun cas s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30 :

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
SIGNÉE PAR
LES MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE
LE 4 NOVEMBRE 1950

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe.

Considérant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 ;

Considérant que cette Déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits qui y sont énoncés ;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales ;

Réaffirmant leur profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et dont le maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des Droits de l'Homme dont ils se réclament ;

Résolus en tant que gouvernements d'Etats européens animés d'un même esprit et possédant un patrimoine commun d'idéal et de traditions politiques, de respect de la liberté et de prééminence du droit, à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains droits énoncés dans la Déclaration Universelle ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier :

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction, les droits et libertés définis au Titre I de la présente Convention.

TITRE PREMIER

Article 2 :

1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni par cette peine par la loi.

2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :

a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale ;

b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ;

c) pour réprimer, conformément à la loi une émeute ou une insurrection.

Article 3 :

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 4 :

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. N'est pas considéré comme « travail forcé ou obligatoire » au sens du présent article :
 - a) Tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle ;
 - b) Tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, un autre service à la place du service militaire obligatoire ;
 - c) Tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté ;
 - d) Tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.

Article 5 :

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :
 - a) S'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent ;
 - b) S'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal, ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ;
 - c) S'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celui-ci ;
 - d) S'il s'agit de la détention d'un mineur décidée pour son éducation surveillée ou de la détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente ;
 - e) S'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'une toxicomane ou d'un vagabond ;
 - f) S'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulière d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention, a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

Article 6 :

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdite à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à :

a) Être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de cause de l'accusation portée contre lui ;

b) Disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

c) Se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;

d) Interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

e) Se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Article 7 :

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Article 8 :

1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance,

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 9 :

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 10 :

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique à la sécurité nationale, à l'intégralité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Article 11 :

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

Article 12 :

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit.

Article 13 :

Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant

une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Article 14 :

La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

Article 15 :

1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décès résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1) et 7.

3. Toute Haute Partie Contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

Article 16 :

Aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux Hautes Parties Contractantes d'imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers.

Article 17 :

Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à la dite Convention.

Article 18 :

Les restrictions qui, aux termes de la présente Convention, sont apportées auxdits droits et libertés ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

TITRE II

Article 19 :

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties Contractantes de la présente Convention, il est institué :

- a) Une Commission européenne des Droits de l'Homme ;
- b) Une Cour européenne des Droits de l'Homme,

et les articles suivants.

LE PROTOCOLE ADDITIONNEL

LE 20 MARS 1952

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Résolus à prendre des mesures propres à assurer la garantie collective de droits et libertés autres que ceux qui figurent déjà dans le Titre I de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier :

Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portant pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes.

Article 2 :

Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.

Article 3 :

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif.

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

- Bridel M. Articles sur les limites des libertés individuelles dans « la liberté du citoyen en droit suisse ». Lausanne, 1948.
- Dabin Doctrine générale de l'Etat Paris, 1939.
- Duguit L. Traité de droit constitutionnel, vol I. Paris, 1927.
- Hauriou M. Précis de droit constitutionnel, 2^e éd. Paris, 1929.
- Waline M. L'individualisme et le droit. Paris, 1945.

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre premier

Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme, particulièrement la Déclaration française des Droits de l'Homme de 1789.

- Alengry F. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Paris, 1904.
- Asbeck von F. M. The universal Declaration of Human Rights and its predecessors, 1679-1948.
- Blum E. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, avec commentaire suivi. Paris et Montpellier, 1902.
- Boutmy E. Etudes de droits constitutionnel : France, Etats-Unis, Angleterre. 5^e éd., Paris, 1909.
- Derwent Les garanties internationales des droits de l'homme d'après la tradition de la Grande-Bretagne, Académie diplomatique internationale, séances et travaux, 1934.
- Dicey A. V. Law of the Constitution. 9^e éd., London, 1939.
- Galland H. La méthode américaine de protection des libertés individuelles (thèse). Paris, 1932.
- Guérin L. Etudes sur les droits et libertés du citoyen aux Etats-Unis. Bulletin mensuel de la Société de législation comparée, avril-mai 1892.

Chapitre II

Evolution de question des Droits de l'Homme dans la législation ottomane.

- Bérard V. La Révolution turque. Paris, 1909.
- Engelhardt E. Ph. La Turquie et le Tanzimat ou histoire des réformes dans l'Empire ottoman depuis 1826 jusqu'en 1916. Paris, 1918.
- Franco G. Développements constitutionnels en Turquie, Paris, 1925.
- Ubicini A. La Constitution ottomane du 23 décembre 1876, Paris, 1877.

Chapitre III

La Société des Nations

- Akzin B. Les sujets du droit international. *Revue de droit international*, 4, oct.-nov.-déc. 1929.
- Bonfils-Fauchille *Traité de droit international public*, 8^e éd. Paris, 1932.
- Dombrowski-Ramsay N. *La morale humaine et la Société des Nations*. Paris, 1930.
- Feinberg N. *La question des minorités à la Conférence de la Paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités*. Paris, 1929.
- Geocze de B. *Les personnes privées sont-elles sujets de droit international ?* *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques*, avril-juin, 1934. (Dr. A. SOTTILE, Genève).
- Gramain P. *Les droits internationaux de l'homme* (thèse). Paris, 1933.
- Korowicz M. St. *La souveraineté des Etats et l'avenir du droit international*. Paris, 1945
- Lansing R. *Mémoires* (ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis et délégué américain à la Conférence de la Paix de 1919-1920).
- Lawrence T. J. *The principal of international law*, 7^e éd. London, 1923.
- Novicow J. *La morale et l'intérêt dans les rapports individuels et internationaux*. Paris, 1912.
- Pradier-Fodéré P. L. E. *Traité de droit international public et américain*, vol. I. Paris, 1885-1906.
- Preuss L. *Le droit international et l'altération du rapport Etat-individu*. *Revue internationale française du droit des gens*, oct.-déc., 1939.
- Strupp K. *Eléments du droit international public*, 2^e éd. Paris, 1930.
- Vattel E. *Le droit des gens*, vol. I. Neuchâtel, 1758.

Documents publiés par la S.D.N. :

- La Conférence de la Paix de 1919-1920 et la S.D.N., vol. II.
- Le pacte de la S.D.N.
- Textes des Traités de minorités et de paix.
- Textes des Conventions internationales concernant les minorités et des déclarations relatives à la protection des minorités au Conseil de la S.D.N.
- Résolutions de l'Assemblée et du Conseil de la S.D.N.
- Les procès-verbaux de l'Assemblée plénière et de la VI^e Commission.
- Ce qui se passe réellement à Paris en 1918-1919 (histoire de la Paix par les délégués américains, publiés par le Colonel Haouse et Charles Seymour).

Chapitre IV

La Conférence de Lausanne

- Assabghy A. La protection étrangère est-elle héréditaire ? Journal du droit international 52, juil.-août-sept.-oct., 1925.
- Cohen A. L'exécution des jugements étrangers en Turquie. Revue de droit international privé, N° 19, 1924.
- Fikry F. Le mouvement constitutionnel en Turquie et la loi sur l'organisation fondamentale d'Angora (thèse). Paris, 1923.
- Mester A. La nouvelle situation juridique des étrangers en Turquie. Europe nouvelle, 4 août 1923.
- L'étranger en Turquie d'après le Traité de Lausanne. Revue Politique et Parlementaire, 116, août 1923.

Documents publiés par la S.D.N. :

- Première et deuxième série des Recueils de la Conférence de Lausanne, 1922-1923.
- Actes signés à la Conférence de Lausanne, le 24 juillet 1923.
- Recueils des Traités et des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la S.D.N., vol. 32, 49, 54, 73 et 155.
- Observations présentées par la Délégation ottomane à la Conférence de la Paix de 1919-1920.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre premier

La Charte des Nations Unies

- Aroneau E. L'intervention d'humanité et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques, 33, avril-juin 1955. (Dr A. SORTILE, Genève.)
- Brunet R. La garantie internationale des Droits de l'Homme d'après la Charte de San-Francisco. Genève 1947.
- Cassin R. La déclaration universelle et la mise en œuvre des Droits de l'Homme. (In Academy of International Law, Recueil des cours, Paris 1952).
- Dubois M. Droits de l'homme et la paix, pétition à l'O. N. U. au sujet de maltraitement habituel subi par l'« homo sapiens », mondialement et diversement, 2^e éd., 1950.
- Dumas J. La sauvegarde internationale des droits de l'homme (in Academie of international law, Recueil des cours, Paris 1937).

- Guggenheim P. *Traité de droit international public*, vol. I. Genève, 1953.
- Juvigny P. *Le projet de Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Droit social*, juin 1955.
- Kopelmans L. *L'organisation des Nations Unies*. Paris, 1947.
- Mandelstam A. *La protection internationale des droits de l'homme. Académie du droit international*. Paris, 1932.
- Manfred S. *La Convention des droits de l'homme et le droit pénal international. Revue internationale de droit pénal*, N° 2. Paris, 1950. (Même ouvrage fait partie de la source du IV^e chapitre de la deuxième partie).
- Mirkine-Guetzévitch B. *Quelques problèmes de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (in Academy of international law, 1953)*.
- Richard M. *Le droit de pétition, une institution transposée du milieu national dans le milieu international, études de droit public interne et de droit international public (thèse)*. Aix-en-Provence, 1932. (Même ouvrage fait partie de la source du VI^e chapitre de la II^e partie).
- Rousseau Ch. *La détermination des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des Etats. Institution de droit international*, 1952.
- Smyrniadis B. *Les droits de l'homme et leur protection internationale. Revue hellénique de droit international*, janv.-juin, 1952. (Même ouvrage fait partie de la source du II^e chapitre de la II^e partie).
- Tchirkovitch S. *La Déclaration universelle des Droits de l'Homme et sa portée internationale. Revue générale de droit international public*, juil.-déc., 1949.
- Truyol A. *Doctrines contemporaines du droit des gens*. Paris, 1951.
- Tsien Jon-Hing *L'individu en droit international public depuis la Charte des Nations Unies (thèse)*. Paris, 1951.
- Visscher de Ch. *Les droits fondamentaux de l'homme, base d'une restauration du droit international. Annuaire de l'Institut de droit international*, 1947.

Documents publiés par l'O.N.U. :

- Le plan de Dumbarton Oaks signé en 1947.
- La Charte des Nations Unies.
- La Déclaration universelle des Droits de l'Homme.
- Recueil des procès-verbaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la III^e Commission de l'Assemblée générale et de la Commission des Droits de l'Homme.
- Commentaire du texte des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. New-York, 1955.

- La protection internationale des droits de l'homme (Department of public informations. New-York, 1948).
- Autour de la nouvelle Déclaration universelle des Droits de l'Homme. (Textes réunis par l'U.N.E.S.C.O., Paris 1949.)
- La portée de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Chapitre II

La Convention européenne des Droits de l'Homme

- | | |
|----------------|--|
| Adam H. T. | Le droit de propriété dans la Convention européenne des Droits de l'Homme. Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 1953. (Même ouvrage fait partie de la source du IV ^e chapitre de la II ^e partie). |
| Bastid S. | L'organisation européenne et le traitement réciproque des nationaux. Revue critique de droit international privé, 1953. (Même ouvrage fait partie de la source du IV ^e chapitre de la II ^e partie). |
| Ekrem de P. | La Convention européenne des Droits de l'Homme (thèse). Paris, 1953. |
| Felice de P. | La Cour européenne de Justice à Strasbourg. « Fédération », N ^o 57, oct. 1949. |
| Maxwel-Fyfe D. | La Convention européenne des Droits de l'Homme. Notre Europe, N ^o 5. |
| Pernot G. | Vers une Cour européenne de Justice. Revue politique des idées et des institutions, 30 oct. 1950. |
| Rolin H. | Une étape marquante dans la protection des droits de l'homme. Le Monde diplomatique, août 1955. |
| Simon M. | Le Conseil de l'Europe et la protection des droits de l'homme. Genève, 1950. |

Documents publiés par le Conseil de l'Europe :

- Texte de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Strasbourg, 1952.
- Compte-rendu de l'Assemblée consultative, vol. IV.
- La Cour européenne des Droits de l'Homme, février 1949.
- Principes de politique européenne, février 1949.

Chapitre III

Les rapports entre le droit interne et le droit international

- | | |
|--------------|---|
| Anzilotti D. | Cours de droit international. (Traduit en français d'après la 3 ^e éd. italienne, par Gilbert Gidel). Paris, 1929. |
| Bilge A. S. | La responsabilité internationale des Etats et son application en matière d'actes législatifs (thèse). Genève, 1950. (Même ouvrage fait partie de la source du VI ^e chapitre de la II ^e partie). |

- Freymond P. La ratification des traités et le problème des rapports entre le droit international et le droit interne (thèse). Lausanne, 1947.
- Kelsen H. Les rapports de systèmes entre le droit international public et le droit interne. (Extr. de l'Académie de droit international, recueil des cours, Paris, 1926).
- Triepel H. Les rapports entre le droit interne et le droit international. (Académie de droit international, recueil des cours, Paris, 1923).

Chapitre IV

La reconnaissance des Droits de l'Homme par la législation turque

— Droits personnels, rapports entre les individus.

- Berlia G. Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789. 7^e éd., Paris, 1952. (Même ouvrage fait partie de la source des V^e et VI^e chapitres de la II^e partie).
- Graven J. La limitation du droit de punir de l'Etat par les droits de l'homme. Revue de droit pénal et de criminologie, fév. 1953.
- Itani K. Les déclarations des droits de l'homme dans les Constitutions récentes du Moyen-Orient (thèse). Paris, 1926. (Même ouvrage fait partie de la source du V^e chapitre de la II^e partie).
- Lacconia A. Le délit de génocide et les droits de l'homme dans la société. Revue de droit pénal et de criminologie, fév., 1950.
- Mirkine-Guetzévitch B. Les Constitutions européennes (Constitutions turque, française et italienne, vol. II). Paris, 1951. (Même ouvrage fait partie de la source des V^e et VI^e chapitres de la II^e partie).
- Prélot M. Précis de droit constitutionnel. Paris, 1948. (Même ouvrage fait partie de la source des V^e et VI^e chapitres de la II^e partie).
- Redjai O. L'évolution constitutionnelle en Turquie et l'organisation politique actuelle (thèse). Strasbourg, 1934. (Même ouvrage fait partie de la source des V^e et VI^e chapitres de la II^e partie).
- Soto de J. La Constitution et le droit pénal. Revue internationale du droit comparé, janv.-mars 1957.
- Tuncel N. Vers l'établissement des droits de l'homme. Le Bulletin du Cercle des droits de l'homme, N^o 4 (en turc). (Même article fait partie de la source du V^e chapitre de la II^e partie).
- Zekeriya S. Changements constitutionnels en Turquie. Voix européenne, N^o 2, 1^{er} au 15 mai 1937. (Même article fait partie de la source des V^e et VI^e chapitres de la II^e partie).

Documents publiés par l'O.N.U. :

- Procès-verbaux de la Commission des Droits de l'Homme.

Lois :

- Code pénal de 1926.
- Code de procédure pénale de 1929.
- Code civil de 1926.
- Loi N° 5387, relative à la protection des enfants abandonnés et anormaux de 1949.
- Loi N° 6367, concernant les secours urgents à l'enfance, de 1954.
- Loi n° 5690, relative à la prévention et à la répression du crime de génocide, de 1950.
- Loi N° 2556 sur la magistrature, de 1934.
- Loi N° 5683 sur le séjour et les déplacements des étrangers, de 1950 (en français, aux Annales de la Faculté de Droit d'Istanbul).
- Loi de 1950 N° 5682 sur les passeports (en français, aux Annales de la Faculté de droit d'Istanbul).
- Loi de 1928 sur la nationalité.

Chapitre V

Reconnaissance des Droits de l'Homme par la législation turque

- Droits politiques, économiques, sociaux et culturels.

Bourquin J.	La liberté de la presse. Lausanne, 1950.
Dönmezer S.	Les délits commis par voie de presse. Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, 1955.
Dugas R.	La socialisation des droits individuels dans le droit constitutionnel (thèse). Montpellier, 1937.
Gurvitch G.	La déclaration des droits sociaux. Paris, 1946.
Pinto R.	La liberté d'opinions et d'informations, contrôle juridictionnel et administratif. Paris, 1955.

Documents publiés par l'O.N.U. :

- Procès-verbaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la III^e Commission de l'Assemblée générale.
- Le droit à l'éducation dans le monde actuel.
- Problème humain du droit d'auteur.
- Conférence des Nations Unies sur la liberté d'information. New-York, 1948.
- Texte de la Convention universelle sur le droit d'auteur.
- Convention internationale relative aux télécommunications, 1947 Ca.
- Les actes de la Conférence générale de l'O.N.U. pour l'éducation, la science et la culture, III^e session, Beyrouth, 1948, vol. II, résolution, Paris, 1949.
- La Convention de l'Union de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1886 (avec la dernière modification faite à Bruxelles en 1948).

- Recueil des Conventions et Recommandations de 1919-1949, publié par le B.I.T.
- Bulletin officiel du B.I.T., vol. 31 de 1948 et vol. 35 de 1952.

Lois :

- Code civil de 1926.
- Code du travail de 1936.
- Loi de 1950 N° 5680 sur la presse, et loi de 1954 sur la presse.
- Loi de 1938 N° 3512 sur les associations.
- Loi concernant la protection des libertés de conscience et de la liberté de réunion de 1953 (en anglais dans le bulletin « Informations constitutionnelles et parlementaires », Genève, 15 juin 1954, N° 19).
- Loi de 1954 assimilant les juges aux fonctionnaires.
- Loi N° 6334, relative à certains délits commis par la voie de publication et de radio, de 1954.
- Loi N° 6732 concernant les délits commis dans les réunions ou assemblées et par la voie de publication ou de radio, de 1956.
- Loi de 1952 N° 5953 sur la réglementation des relations entre employeurs et employés dans la profession de la presse (en français, dans l'Annuaire des Droits de l'Homme de 1955, publié par l'O.N.U.).
- Loi de 1945 N° 4772 relative à l'assurance en cas d'accident du travail, de maladies professionnelles et de maternité.
- Loi de 1951 sur le repos hebdomadaire et loi de 1935 sur les jours fériés, ainsi que loi de 1956 N° 6734 modifiant certains articles de la loi sur le repos hebdomadaire (cette dernière loi se trouve traduite en français dans la série législative de 1956, Turquie I du B.I.T.).
- Loi de 1947 sur les syndicats.
- Loi de 1954 N° 6379 relative aux travaux de mer.
- Loi de 1950 N° 5502 relative à l'assurance maladie générale.
- Loi de 1949 N° 5417 relative à l'assurance vieillesse.
- Loi de 1951 sur les œuvres intellectuelles et artistiques (en français aux Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, 1953).

Lois étrangères :

- Loi britannique de 1937 sur les fabriques.
- Loi indienne de 1946 sur les fabriques.

Chapitre VI

- Mesures prévues par la législation turque pour mettre en pratique les Droits de l'Homme.

Basgil A. F.

La notion et la nature de règlement dans le droit constitutionnel turc, et son régime juridique auquel il est soumis (en turc). Istanbul, 1939.

—

Le droit de pétition devant la Grande Assemblée Nationale turque. Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, N° 2, 1952.

- Eustalhiadès La responsabilité internationale de l'Etat pour les actes des organes judiciaires et les problèmes du déni de justice en droit international (thèse). Paris, 1936.
- Mithat La question de contrôle juridique des lois contrevenant à la Constitution. Journal de la Faculté de droit d'Istanbul, N° 28, 1937. (I.H.F.M., en turc).
- Le juge turc est-il compétent de contrôler la constitutionnalité des lois ? Le Journal de la Faculté de droit d'Istanbul, N° 32-33, 1937. (I.H.F.M., en turc).
- Onar S. S. Les principes généraux du droit judiciaire. Istanbul, 1948 (en turc).
- Postacioglu I. E. Le pouvoir judiciaire dans la Constitution turque actuelle. Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, 1953.

Lois :

- Loi de 1928 N° 1221 sur le fonctionnement de la Cour de Cassation.
- Loi de 1938 sur le Conseil d'Etat.
- Loi de 1950 N° 5545 sur les élections, ainsi que la loi électorale de 1954, dont les articles 120 à 126 ont été publiés par les « Informations constitutionnelles et parlementaires », Genève 15 juin 1954 (en français et en anglais).

Voir le Journal Officiel turc pour les lois apportant des modifications aux lois ci-dessus ; nous en avons, d'autre part, fait allusion dans notre travail.

Décision, décret et résolution :

- Décision du 26 septembre 1952 N° 244 de l'Assemblée générale des Chambres du Contentieux.
- Décret du 29 avril 1952 N° 3/14984 du Conseil des Ministres.
- Résolution du 6 avril 1949 N° 9119 du Conseil des Ministres.

Revue et journaux :

- Revue de droit international et de législation comparée de 1876.
 - Revue de Droit international, de sciences diplomatiques et politiques. (Dr A. SOTTILE, Genève.)
 - Revue des sciences juridiques, Istanbul.
 - Revue de droit international pour le Moyen-Orient, depuis 1951.
 - Etude des pressions du pouvoir sur la presse, publiées par l'Institut international de la presse, Zurich, 1955.
 - Vers l'Europe.
 - Journal Officiel turc.
-

INDEX ALPHABETIQUE

A

Abolition du Sultanat et du Kalifat	18
Accords culturels	145 146 (N° 219) 147
Acte de 1856 (Hatt humayoun)	14
Actions civiles, en cessation de trouble et d'opposition au trouble	150
Action discriminatoire portant atteinte à la liberté syndicale ..	126
Agence de presse	109
Aide et entretien de l'Etat aux personnes incapables de subvenir à leurs besoins	81-82
Amende fiscale	79
Amnistie	79
Anonymat	102
Apatride	93
Apprentissage	121
Artistes	150-151
Asile (Droit d')	91
Assistance médicale	136 139-140
Association	110-113
Assurance accidents	133-137
Assurance de maladies professionnelles	135-137
Assurance maternité	137-139
Assurance maladie générale	139
Assurance vieillesse	139-142
Assurance chômage	142
Assujettissement des établissements aux assurances	134

B

Base de la Convention européenne des Droits de l'Homme	63
Bill of Rights de 1689 (en Angleterre)	11
Bill of Rights de 1776 (Etat de Maryland aux Etats-Unis)	11

C

Caisse d'entr'aide et de retraite	133
Capitulations	42-44
Caractère juridique de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme	55-56
Caractère juridique de la Charte des Nations Unies	58
Censure	109
Charte des Nations Unies	50
Comité des Ministres	65-66
Commission de l'Hôtel Crillon	22
Commission des nouveaux Etats et de la protection des minorités	24
Commission des Droits de l'Homme	51 61 62
Compétence du Conseil de la S. d. N. en ce qui concerne la protection des minorités	31
Conciliation au sujet de conflits de travail	128
Condition de travail	118-119
Conférence de Vienne	14
Conférence préliminaire de paix de 1919	21
Conférence de la Paix de 1919-1920	24
Conférence de Lausanne	37-49

Conférence de San-Francisco	50
Confiscation des biens	77
Conflit de travail	128
Congés annuels	131
Constitution de 1876 (ottomane)	15-17
Contrat de travail	117
Contrôle de la constitutionnalité des lois	55-156
Conventions internationales concernant les minorités	32-42
Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire	42-49 90
Convention d'établissement entre la Suisse et la Turquie	47
Convention européenne des Droits de l'Homme	63-67
Convention collective du travail	128
Correspondance	89
Cotisations	135 138 139
Cour européenne des Droits de l'Homme	65-66

D

Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789	9-12
Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique de 1776	10-12
Déclarations concernant la protection des minorités au Conseil de la S.d.N. (N° 34)	27
Déclaration universelle des Droits de l'Homme	52-62
Déni de justice	161
Déplacement et domicile des journalistes	109
Détention préventive	83-85
Disposition des traités de minorités et de paix	28-29
Dispositions du Traité de Lausanne relatives à la protection des minorités	39
Dispositions de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire	43-49
Discours du Président Roosevelt	50
Dispositions de la Charte concernant les Droits de l'Homme	51-53
Dissolution des Syndicats	124-125
Doctrines du droit des gens	19-21
Doctrines dualistes	67
Doctrines monistes ou internationalistes	68
Doctrines nationalistes	68
Droit naturel	5-6
Droit positif	6
Droit de réponse et de rectification	104-105
Droits politiques	114-116
Droits d'accéder aux fonctions publiques	115
Droits économiques, sociaux et culturels	116-151
Droits personnels	74-75
Droits culturels	143-151
Droits à la Sécurité sociale	132-143
Droit de veto du Sultan	18
Dumbarton Oaks	50-51
Durée du travail	119

E

Education religieuse	100 144 145
Egalité devant la loi	163
Elections	114-115 152-155 170
Esclavage	76 77

Etat de siège	17
Etendue de la garantie de la S.d.N.	29-32
Etrangers devant les assurances sociales	142-143
Exercice de la souveraineté à l'extérieur	70
Exercice de la souveraineté à l'intérieur	70-71

F

Fetva	15
Films cinématographiques	108
Firman de 1839 (Rescrit de Gulhané)	13
Fondement du droit pénal	88
Formation professionnelle	120-122
Frais judiciaires	78

G

Garantie d'ordre international dans la Convention européenne des Droits de l'Homme	66-67
Garantie nationale des Droits de l'Homme	152-168
Généralisation d'une protection des droits des minorités	34
Grande Charte de 1215	9
Grâce	79
Grève	126

H

Habeas Corpus Act de 1679	9
---------------------------------	---

I

Idée d'Etat	(N° 2)	5
Image		150-151
Immigration		91-92
Impôt		97
Indemnité en capital		140
Indemnité journalière	136	138-139
Indépendance des tribunaux		86
Indépendance du juge	87	152 164
Informations		100
Instruction		143-147
Interprétation du groupe de travail de la Commission des Droits de l'Homme au sujet du paragraphe 7 de l'article 2..		53-54
Intervention		15-21
Inviolabilité du domicile		89
Inviolabilité des biens		95-96

J

Jeunes délinquants		80
Jurisprudence du droit des gens		158
Jurisprudence du droit interne		160

K

Kalife		15
Kharadj		14

L

Laïcité	99-100
Lettre	149
Libération conditionnelle	83
Liberté religieuse	99-100
Limitation du droit à la propriété	96

M

Mandat d'arrêt	132
Manque de dispositions de garantie des Droits de l'Homme dans la Charte des Nations Unies	61-62
Mariage	94-95
Mauvais traitement	77
Memorandum du Comité de la délégation juive relatif à la protection des minorités (N° 27)	24
Mémoires	149
Mesures restrictives de la liberté d'expression	105-107
Mise en liberté provisoire sous caution	85
Mouvement des jeunes Turcs	17-18

N

Nationalité	92-94
Nature des traités de minorités	29

O

Obligations et droits des époux	95
Octroi d'indemnité	85
Œuvres littéraires et artistiques (Protection des)	147-151
Oppositions des nouveaux États	25

P

Partis politiques (N° 174)	111
Patriarche	13
Peine capitale	75
Peine ou punition	81
Pension	137 140-141-142
Perte de la nationalité	93-94
Placement de la main-d'œuvre	120-122
Portée juridique réelle de la Déclaration universelle	57-60
Portraits	151
Poursuite des délits de presse	103
Pouvoir judiciaire	157-158
Précaution	80
Presse	101-108
Prestations	136 139-140 142
Primes	135-136 138
Privation de la liberté par mesure pénale	84
Problème de protection des droits des étrangers habitant en Turquie au sein de la Conférence de Lausanne	44-49
Projet de pacte de Wilson	22-23
Projet d'amendement de R. Cecil au projet de pacte de Wilson concernant les minorités	22
Projet d'amendement du Baron Makino	23

Projet de la délégation turque en ce qui concerne la protection des minorités	37
Projet de Convention des Alliés relatif au régime des étrangers en Turquie	44
Projet de pactes relatifs aux droits de l'homme	57
Proposition de Lord Curzon en ce qui concerne la protection des minorités	37
Proposition du 15 décembre 1920 de l'Assemblée de la S.d.N.	27
Propriété	95-99
Protection des minorités	22-36
Protection des minorités à la Conférence de Lausanne	37-42

R

Radio	108-109
Rapports entre le droit interne et le droit international	67
Rapports entre les individus	92-99
Reconnaissance des droits de l'homme par la législation turque	74-151
Recours	160-161 162-163 164 166-168
Réhabilitation	79
Rente	136
Repos	130-131
Réprimande judiciaire	79
Résidence	90-92
Résolution du 22 octobre 1920 du Conseil de la S.d.N.	30
Résolutions du Conseil et de l'Assemblée de la S.d.N. (N° 40)	30
Résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur la question du mauvais traitement des Hindous	54
Responsabilité pénale pour les délits commis par la voie de la presse	102
Restriction au droit de mariage	95
Restriction à la liberté de l'association	112-113
Restriction à la liberté syndicale	123-126
Réunion	113-114
Rôle du juge	157
Rôle du Secrétaire de la S.d.N. au sujet de la protection des minorités	31
Rôle du droit pénal	87-88

S

Salaire	127
Secours à l'Enfance	82
Servitude	76
Société des Nations	19-36
Soumission du pouvoir judiciaire	71
Soumission du pouvoir législatif	72
Source du droit interne	72
Statut du Conseil de l'Europe	63
Sursis	78
Sûreté	83-89
Syndicat	122-129
Système d'enseignement des jeunes délinquants	81

T

Tanzimat	13
Taxes sur les imprimés et films	110

Torture	76-77
Traités de minorités	(N ^{os} 29 et 30) 26
Traités de paix	(N ^o 31) 26
Traitement de l'inculpé	79
Traitement du condamné	80
Travail obligatoire	77
Travail (Droit au)	116-120
Travailleurs maritimes	117
Travail à domicile	118
Travail des enfants	118-119
Tribunaux spéciaux de travail	128-129

V

Vie (Droit à la)	74
Voyage	90-92
Voyage des journalistes	109

ABREVIATIONS

S. D. N.	Société des Nations.
O. N. U.	Organisation des Nations Unies.
U. N. E. S. C. O.	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
U. N. I. C. E. F.	Fonds International des Nations Unies pour l'enfance.
C. R.	Compte-rendu.
C. I. S. L.	Confédération Internationale des Syndicats libres.
C.	Commission.
Pr.-v.	Procès-verbal.
J. Off.	Journal Officiel.

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>Chapitre I.</i> — Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme, particulièrement la Déclaration française des Droits de l'Homme du 27 août 1789	9
<i>Chapitre II.</i> — Evolution de la question des Droits de l'Homme dans la législation ottomane	13
A) Epoque de Tanzimat	13
B) La Constitution de 1876	15
C) Le Mouvement des jeunes Turcs	17
<i>Chapitre III.</i> — La Société des Nations	19
Etendue de la garantie de la S.d.N.	29
Problème de généralisation du système de protection des minorités	32
<i>Chapitre IV.</i> — La Conférence de Lausanne	37
Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire	42

DEUXIÈME PARTIE

<i>Chapitre I.</i> — La Charte des Nations Unies	50
A) Dispositions	51
B) La Déclaration universelle des Droits de l'Homme	55
<i>Chapitre II.</i> — La Convention européenne des Droits de l'Homme	63
<i>Chapitre III.</i> — Les Rapports entre le droit interne et le droit international	67
I. Doctrine Dualiste	67
II. Doctrine Moniste ou internationaliste	68
III. Doctrine nationaliste	68
A) L'exercice de la souveraineté à l'extérieur	70
B) L'exercice de la souveraineté à l'intérieur	70
1. La soumission du pouvoir judiciaire	71
2. La soumission du pouvoir législatif	72
<i>Chapitre IV.</i> — La Reconnaissance des Droits de l'Homme par la législation turque.	
Droits personnels, Rapports entre les individus	74
I. Droits personnels :	
a) Droit à la vie	74
b) Droit à la sûreté	83

1. Droit à l'inviolabilité du domicile et de la correspondance	89
2. Droit de voyage et de résidence	90
II. Rapports entre les individus :	
a) Droit à la nationalité	92
b) Droit au mariage	94
c) Droit à la propriété	95
<i>Chapitre V. — Le Reconnaissance des Droits de l'Homme par la législation turque.</i>	
Droits politiques, économiques, sociaux et culturels ..	99
I. Les libertés publiques et les droits politiques :	
a) La liberté religieuse	99
b) La liberté d'information	100
c) La liberté d'association et de réunion	110
d) Droits politiques	114
II. Droits économiques, sociaux et culturels :	
A) a) Droit au travail	116
b) Placement de la main-d'œuvre et formation professionnelle	120
c) La liberté syndicale et le droit de grève	122
d) Droit au repos et à des congés annuels	130
B) .. Droit à la sécurité sociale	132
a) Assurance accidents-maladies professionnelles	133
b) Assurance - maternité	137
c) Assurance maladie générale	139
d) Assurance - vieillesse	139
C) Droits culturels :	
a) Droit à l'instruction	143
b) Droits à la protection des œuvres littéraires et artistiques	147
<i>Chapitre VI. — Mesures prévues par la législation turque pour mettre en pratique les Droits de l'Homme</i>	152
CONCLUSION D'ENSEMBLE	169
Résumé des amendements suggérés pour la Constitution au cours de notre travail	173
Texte de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, le 27 août 1789	175
Texte de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, le 10 décembre 1948	177
Texte de la Convention européenne des Droits de l'Homme, le 4 novembre 1950	182
Texte du Protocole additionnel, le 20 mars 1952	187
Bibliographie	188
Index alphabétique	197
Table des abréviations	203
Table des Matières	205

